"Une mondialisation à fleur de peau" est un recueil de chroniques que j'ai rédigées au fil de plusieurs années qui illustrent que c'est une autre forme de Relations Economiques Internationales dont nous vivons loin des vertus de la métaphore de la main invisible d'Adam Smith et de l'économie mondialisée très cher à l'ex-Secrétaire d'État de Bill Clinton, Robert Reich dans son Best-seller des années 90 "l'Économie Mondialisée".



Mustapha MAGHRITI est Inspecteur Divisionnaire des Finances en chef au Ministère de l'Economie et des Finances et titulaire de Doctorat en Relations Economiques Internationales, Faculté de Droit Rabat-Agdal. L'auteur est journaliste ayant contribué par plusieurs chroniques, dans plusieurs supports économiques.







Mustapha MAGHRITI

Une mondialisation à fleur de peau

Chroniques économiques, politiques et sociales

Mustapha MAGHRITI Une mondialisation à fleur de peau

FORAUTHORUSEOMIT

FOR AUTHORUSE OMIT

Une mondialisation à fleur de peau

Chroniques économiques, politiques et sociales

FOR AUTHORUSE ONLY

Éditions universitaires européennes

Imprint

Any brand names and product names mentioned in this book are subject to trademark, brand or patent protection and are trademarks or registered trademarks of their respective holders. The use of brand names, product names, common names, trade names, product descriptions etc. even without a particular marking in this work is in no way to be construed to mean that such names may be regarded as unrestricted in respect of trademark and brand protection legislation and could thus be used by anyone.

Cover image: www.ingimage.com

Publisher:

Éditions universitaires européennes

is a trademark of

Dodo Books Indian Ocean Ltd. and OmniScriptum S.R.L Publishing group Str. Armeneasca 28/1, office 1, Chisinau-2012, Republic of Moldova, Europe

Printed at: see last page ISBN: 978-613-9-51985-9

Copyright © Mustapha MAGHRITI

Copyright © 2022 Dodo Books Indian Ocean Ltd. and OmniScriptum S.R.L FOR AUTHORUSE ONLY

Publishing group

Avant-propos:

Adam Smith est souvent considéré comme l'économiste emblématique du libéralisme économique qui, dans son ouvrage " la Richesse des Nations", fit l'éloge des vertus du libre échange à travers sa fameuse métaphore "la main invisible" où le libre jeu des acteurs économiques reconduit à une situation d'optimum économique en améliorant la situation de tous, y compris des plus démunis

Qu'en est-il de la pertinence de cette répartition "égalitariste" de la richesse au niveau mondial, en particulier durant ce contexte morose de la pandémie du Covid-19 ?

D'emblée, et dans l'environnement d'avant-Covid-19, on peut alléguer que l'arène des Relations Economiques Internationales montre manifestement que les dividendes de la croissance économique mondiale sont arbitrairement redistribuées et qu'une inégalité configure la répartition de la richesse mondiale et ce en vertu des différents rapports d'Oxfam en particulier dans son rapport accablant intitulé "Le virus des inégalités" publié lundi 25 Janvier 2021, un rapport alarmant sur la répartition biaisée des richesses dans le monde au où la richesse des catégories des grandes fortunes s'est renforcée pendant la pandémie du Covid-19.

Aussi, sur le plan mondial, avec la pandémie du Covid-19, pour la première fois depuis plus de vingt ans, le taux mondial d'extrême pauvreté devrait augmenter en 2020, prévoit la Banque Mondiale, en mettant en lumière les conséquences aggravantes de la pandémie de Coronavirus (COVID-19): L'institution de Bretton Woods estime que 150 Millions d'individus, soit plus de 1 % de la population mondiale plonge dans l'extrême pauvreté sans oublier les rapports assommants du FAO.

Aussi, la crise climatique demeure l'une des pièces à conviction d'une mondialisation à fleur de peau. Les 7 dernières années ont été les plus

chaudes jamais enregistrées, avec des vagues de chaleur extrêmes observées en Méditerranée, en Amérique occidentale et l'Europe occidentale qui a connu les pires inondations de son histoire.

En outre, le cataclysme Ukraino-Russe n'a-t-il pas mis fin aux espoirs naissants, du rétablissement de l'économie mondiale, pianissimo entretenus par l'allègement de l'impact pernicieux de la pandémie du Covid-19.

Ainsi, loin de la mondialisation heureuse si chère à Alain Minc, ces connexions commerciales internationales n'apparaissent-elles pas désormais aux yeux des Etats et des firmes comme des sources potentielles de vulnérabilité où deux rapports accablants publiés Mardi 11 Janvier 2022, l'un de la Banque mondiale, l'autre par le Forum de Davos, dressèrent un constat pessimiste des inégalités croissantes. Tous deux alertèrent sur un ralentissement de la reprise et les risques climatiques, dont les pays pauvres feront les frais.

Ce sont deux avertissements pour l'économie en rémission pandémique : La Banque Mondiale et le Forum Economique Mondial de Davos mettent en garde contre l'accroissement des inégalités en publiant chacun un rapport "sur la stagnation de l'économie mondiale et des perspectives pessimistes pour 2022.

L'impact combiné d'une inflation galopante, de niveaux élevés de dette publique et de l'inégalité croissante des revenus chavirent toute l'économie mondiale et menacent la reprise dans les économies émergentes et en développement".

Ce sont là autant de chroniques que nous avons rédigées qui illustrent que c'est une autre forme de Relations Economiques Internationales que nous devrons nous atteler à rebâtir loin des vertus de la métaphore de la main invisible d'Adam Smith. C'est une autre économie internationale que nous devrons nous attacher à refondre loin de l'économie mondialisée très cher à

l'ex-Secrétaire d'État de Bill Clinton, Robert Reich dans son Best-seller des années 90 "l'Economie Mondialisée".

Et se pose, in fine, les grandes interpellations des moyens, des mesures et les mécanismes d'un modèle social et économiquement redistributif sur le toit de l'économie mondiale à même de limiter le divorce croissant entre l'exigence démocratique d'égalité et la multiplication des inégalités économiques pour reprendre l'auteur "Les fractures du capitalisme" l'écomiste, Lester Thurow.

Mustapha MAGHRITI

FORAUTHORUSEOMIX

Quand notre planète brûle

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.ma le 09/08/2022

La planète s'enflamme, la planète prend feu. Détrompez-vous !!! Ce n'est pas le fait des pyromanes. Le réchauffement climatique n'est plus un postulat, il n'est plus une spéculation, c'est une réalité amère qui se traduit par des incendies cyclopéens: Alimentés par la sécheresse et la chaleur, des incendies consument de plus en plus régulièrement différentes parties de la planète. En ce mois de juillet 2022, au Maroc, plusieurs hectares de forêt sont devenus des braises et des flammes qui ont décimé des milliers d'hectares de couvert forestier dans les provinces de Larache, d'Ouezzane, Tétouan et de Chefchaouen Etc.

Ces brasiers qui calcinent la planète ne sont pas spécifiques au Maroc, il sont partout dans le monde, comme en attestent les incendies en Californie; l'incendie "McKinney", le plus vaste de cette année qui a détruit plus de 20.638 hectares de la forêt nationale de Klamath ou les incendies qui dévorent la France où plus de 20.000 hectares sont partis en fumée à la Gironde ou en Italie les pompiers italiens se battent contre des incendies; le feu le plus important en Toscane où 860 hectares ont brûlés. Aussi, Des feux aux conséquences parfois meurtrières ont sévi également au Portugal et en Espagne.

L'Australie, faut-il le rappeler, entre 2019 et 2020, pendant plusieurs mois, surnommée "Black Summer", les incendies ont détruit plus de 18 Millions d'hectares de végétation.

L'on comprend alors mieux l'inquiétude de l'Organisation des Nations Unies ONU, qui estime que "la sécheresse est sur le point de devenir la prochaine pandémie et il n'y a pas de vaccin pour la guérir".

Historiquement, au Canada, et ce en dépit des détresses de bon nombre de scientifiques depuis les années 1970, ce sont le déluge du Saguenay (à quelques kilomètres du Québec) de 1996 et la tempête de verglas de Janvier 1998 qui ont fortement affirmé que notre société capitaliste sans âme visant efficacité, productivité et optimisation industrielle n'a peut-être pas autant de domination et de contrôle que prévu sur les impacts du climat. En fait, non seulement notre société postindustrielle efficace, productive et optimisée a fortement atrophiée par la variabilité naturelle du climat, mais celle-ci a contribué continûment à assommer sa faillibilité en ajoutant inopportunément dans l'écosphère le poison des gaz à effet de serre.

Ce réchauffement climatique de la surface de la planète engendrera une gigantesque fonte de glaciers polaires et alpins, ainsi qu'une hausse du niveau de la mer pouvant atteindre jusqu'à 95 centimètres d'ici la fin du 21ème siècle. Cette flambe, induite par la fonte de glaciers mais, surtout par simple expansion thermique de l'eau réchauffée, rendrait singulièrement vulnérable aux inondations les basses terres côtières où plus de 50% des habitants de cette planète y vivent.

Avec une augmentation du nombre de journées avec de telles températures très chaudes, la fréquence des vagues de chaleur devrait croître. L'augmentation de ce type d'événements provoquera une augmentation dans le nombre de décès reliés à la chaleur et entraîne une plus grande incidence d'allergies et de maladies respiratoires et cardiovasculaires.

Aussi, des experts chevronnées nous mettent en alerte que d'ici 50 ans, plus d'un 1,5 Milliard de personnes pourraient être opprimées à s'évader des réchauffements températures indignes.

Les signes avant-coureurs de cette chauffée climatique ne se font-ils pas déjà sentir? Cataclysmes naturelles d'origine climatique, météorologique, hydrologique, catastrophes et calamités qui consistent en épisodes de vagues de chaleur à plus de cinquante degrés, des pluies diluviennes, inondations,

feux de forêt, séismes abîmant sous les eaux des pays comme la Belgique et l'Allemagne, ou ravageurs ouragans et méga-feux réduisant en cendres des contrées entières comme l'Ouest-Américain, la Sibérie et la ceinture méditerranéenne durant l'été.

Des sécheresses dans le sud, des tempêtes tropicales, des invasions de criquets en Afrique de l'Est et des inondations acculant plus d'un Million de personnes à quitter leur foyer en Somalie.

Les quelques illustrations fournies dans cette chronique ne brossent qu'un tableau incomplet des contrecoups potentiels des changements climatiques alors que l'humanité prend pour bouc émissaire de la fatalité au lieu de prendre conscience qu'il faut changer sa façon d'habiter la terre et renoncer à ses mauvaises habitudes.

Notre patrie a enregistré, cet été de nouvelles vagues de chaleur. Aussi, de nouveaux records de chaleur ont sapé plusieurs contrés, des incendies s'en sont suivis, qui ont ravagé les forêts au Californie notamment. Ne se sont-ils pas les signes précurseurs très effrayants de méga-sécheresses et de l'acidification des océans? Tel est le résultat d'un réchauffement des températures mondiales.

Le mois Juillet 2022 ne fut-il pas l'un des juillets les plus chauds jamais enregistrés dans le monde, a indiqué Aujourd'hui 9 août l'Organisation météorologique mondiale (OMM), une agence spécialisée de l'Organisation des Nations Unies ONU ?

Avouons-le dans cette chronique, après l'échec du protocole de Kyoto de 1997, Marrakech, Bonn, Katowice, Madrid... et aujourd'hui Glasgow. Ces messes, en grande pompe, sonnent plutôt comme des plaintes de promesses non tenues et renvoyées aux calendes grecques. Pour preuve, la préservation du climat n'est pas entrée dans l'équation; après la plus dure épreuve de la pandémie de Covid-19, le trend industriel est reparti de plus bel à la hausse,

pour atteindre en 2021 et 2022 leur niveau d'avant-crise. Aucun réel tournant n'a été opéré et somme toute, les plans de relance n'ont fléchi que 3% des investissements vers les énergies bas carbone selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE).

Suite aux échecs des précédents engagements et après plusieurs reports dus à l'épidémie de Covid-19, le Sommet des Nations Unies la 15éme Conférence des parties (COP) de la Convention sur la diversité biologique qui a eu lieu 11 Octobre 2021, à Kunming en Chine n'a pas connu de grandes avancées palpables sur un nouveau traité international pour la conservation à même à endiguer la perte en cours de la diversité des plantes et des animaux sur Terre.

On est toujours si loin d'atteindre la vision à 2050 de vivre en symbiose avec la nature et des cibles visant à ce qu'au moins 30 % des zones terrestres et des zones maritimes soient conservées grâce à des systèmes de zones protégées et d'autres mesures de conservation efficaces ou à limiter les pollutions agricoles ou plastiques.

Quelques semaines plus tard, cette conférence a été suivie par l'émérite sommet mondial sur le climat COP26 à Glasgow qui s'est soldé à son tour par un échec : Alors que la planète se trouve selon l'ONU sur un sentier " effroyable " de réchauffement de 2,7°C par rapport à l'ère préindustrielle, les 200 pays de la COP26 ont adopté le 13 Novembre 2021 un accord pour accélérer la lutte contre le réchauffement de la planète, sans assurer de le contenir à 1,5°C ni répondre aux demandes d'aide financière des pays pauvres. Echec qui peut être expliqué par le conformisme des politiques des gouvernements et leur connivences vis-à-vis des lobbies qui les empêchent d'avancer, critiquant "les promesses non tenues de certains pays au lieu d'engagements sérieux" selon le candidat écologiste Yannick Jadot, un échec audible sur le visage avec les larmes aux yeux du président de la conférence sur le Climat, Alok Sharma.

Les rapports accablants nous cessent de s'enchaîner, les preuves à crever les yeux ne cessent jamais de s'accumuler, les scénarios les plus sombres ne cessent de se confirmer sur le crie d'orfraie de la terre. Nous restons pourtant étrangement des "voyeuristes" au regard de ce qui constitue le plus grand risque de mettre notre espèce en péril.

La communauté internationale, in fine, ne doit-elle pas cesser ses promesses de monts et merveilles et ses conduites timides en s'attelant vers la mise en œuvre de résolutions concrètes selon un agenda bien défini en prenant appui sur une volonté politique forte et frontale afin d'inverser le cours chaotique de la planète et reprendre le contrôle du climat dans le monde? A défaut, l'humanité sera condamnée à un avenir infernal selon les propos du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres !!!

Le défunt Hugo Chavez, ex-président du Venezuela était si courageux en disant haut et fort à la COP15 qui s'est tenue à Copenhague en Décembre 2009 "Si le climat était une banque, il serait déjà sauvé" .

Quelle mondialisation de demain à l'ère de la crise Russoukrainien ?

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.ma le 22/07/2022

Quelle mondialisation à l'ère de la crise Russo-ukrainien ? C'est l'intitulé de notre présente chronique. Pourquoi une telle chronique ?

Quelle mondialisation à l'ère de la crise Russo-ukrainien ? C'est l'intitulé de notre présente chronique. Pourquoi une telle chronique ?

- Primo, parce que les corollaires pervers de la globalisation impactent au jour le jour nos vies, nos économies et que tout cheminement des forces économiques qui l'illuminent a des contrecoups structurels monstrueusement pondéreuses sur notre souveraineté économique, notre carte industrielle, l'emploi et sur notre pouvoir d'achat.
- Secundo, parce que la thématique de la mondialisation est au centre de l'actualité et de nos inquiétudes en raison de l'impact de l'invasion de la Russie en Ukraine sur l'économie internationale : Cette guerre a embrasé en effet l'inflation, accéléra la récession mondiale, somme notre sécurité alimentaire partout dans le monde, voire la transition énergétique quand la dépendance au gaz Russe accule l'Europe à rouvrir des centrales à charbon pour compenser les tensions qui pèsent sur son système énergétique.
- Tertio, nous avons choisi cette chronique parce après plus de quatre décades d'accélération de la mondialisation au cours de laquelle la circulation des biens, des services, des capitaux et de la force du travail s'est faite quasiment sans limite en raison d'une dérégulation non contrôlée et d'une révolution numérique plus poussées. Cette guerre Russo-ukrainien bat en brèche et ouvre un nouveau chapitre de la mondialisation que les représailles commerciales entre la Chine et les Etats-Unis à partir de 2019 et surtout la crise de la pandémie du Covid19 qui a secoué la planète dans son ensemble. On s'en souvient, la menace sanitaire s'est propagée à une célérité sans

précédent, tandis que les mesures de confinement prises pour le brider, ont paralysé la plupart des appareils productifs, plongeant l'économie mondiale dans une crise économique d'une pesanteur exceptionnelle et jetant les pleins phares sur ses vulnérabilités.

Les perturbations des chaînes de valeurs mondiales d'approvisionnement et les pénuries de masques et de matériel médical observées pendant la crise sanitaire ont, en effet, mis en évidence l'épée de Damoclès qui pèse la souveraineté de nombreux pays à travers une dépendance compacte des économies les unes aux autres.

Cette fragilité de la mondialisation est aujourd'hui décuplée par l'heurt de la guerre en Ukraine sur la cartographie de la géoéconomie mondiale. Et pour cause, tous les équipementiers repensent en refondant leur chaîne de production et d'approvisionnement, et ce en relocalisant, en doublant, voire en multipliant le nombre de pourvoyeurs et/ou en se localisant dans des pays limitrophes ou stables politiquement. Une fêlure et une faille onéreuse qui a des conséquences sur les prix de vente et le pouvoir d'achat des ménages. A titre illustratif, les prix du gasoil et d'essence ont connu une envolée fulgurante jamais connue auparavant en frôlant les 19dhs le litre ou l'huile de tables a presque doublé.

Cette tendance se découpe ainsi avec celui observé au cours des quatre dernières décades qui, pertinemment, se caractérisait par l'exultation des chaînes de valeurs et de production aux quatre coins de la planète pour se rapprocher de nouveaux débouchés alléchants en profitant des opportunités d'investissement et d'une main d'œuvre bon marché.

En d'autres termes, la crise actuelle a brisé les liens économiques et les réseaux de production à l'échelle mondiale, les chaînes de valeur régionales se substitueraient aux chaînes de valeur mondiales. La proximité prendra sa revanche sur le lointain.

A titre illustratif, les relocalisations des activités industrielles pour les intégrer dans une logique régionale permettront de redonner à la Méditerranée sa centralité en tant que site Européen et Africain.

La crise Russo-ukrainien est une aubaine pour l'Afrique en général et le Maroc en singulier, qui devront s'imprégner des réflexions dans le débat autour du devenir de la mondialisation. L'Afrique tout comme le Maroc doit renégocier leurs rapports avec la proximité, et exiger de l'Europe qu'elle s'ouvre sur de nouvelles logiques de partenariat avec l'aire sud-méditerranéenne et africaine sur la base de la coproduction.

Cela va, d'ailleurs, dans le sens des intérêts de l'Union européenne ellemême que de traiter la question de la relocalisation et de captage des chaînes de valeur mondiales dans un cadre régional qui dépasse celui de la seule Europe où le traitement du dossier de relocalisation industrielle par les Européens doit être en rapport avec celui du couple développementimmigration dans la grande région afro-sud-méditerranéenne.

Cette dynamique de repli semble animer un morcellement et un fractionnement de la mondialisation, organisée non plus comme un village-planétaire pour paraphraser Marshall McLuhan, mais sous forme de blocs de pays disjoints, chacun charpenté sur des motifs géopolitiques, échangeant peu ou pas du tout entre eux.

Une sorte de mondialisation entre amis, comme l'expliquent la secrétaire d'Etat Américaine au Trésor, Janet Yellen et Christine Lagarde, la patronne de la Banque centrale européenne (BCE) en vulgarisant les concepts de » friend-shoring », » friend sharing », » friend shopping ».

Ce synopsis est loin de prendre acte et qui n'est pas partagé par tous. Tout comme ne l'est pas, d'ailleurs, l'évolution de la situation actuelle, préfiguration, selon économistes et géo-politologues, à une « démondialisation », qui annoncerait une rétrogression de la dynamique des

échanges mondiaux, quand d'autres économistes anticipent plutôt, une « néomondialisation » ou une « remondialisation », un concept qui conférait à la mondialisation d'évoluer sur des paradigme différents, tandis que d'autres et c'est l'avis que nous partageons, estiment que les forces économiques et les locomotives de la mondialisation sont toujours présentes et que la mondialisation continuera, mais de manière ralentie » slowbalization » .

On devrait être très prudents pour dire que la mondialisation va spontanément décliner : Nous n'avons pas tous pensé que le capitalisme a sonné le glas lors de la crise économique et financière de 2008 qui a ébranlé la mondialisation et sa dynamique.

Les pays restent malgré tout très interdépendants et savent que les coûts d'une démondialisation brutale seraient très onéreux.

In fine, nous semble-t-il tout sera tributaire de l'issue de la guerre, de la place qu'occupera demain la Russie sur l'échiquier mondial.

Caucus Africain ou l'impérieuse nécessité d'une intégration régionale Africaine au regard d'une mondialisation à fleur de peau Chronique publiée sur notre site www.maghriti.mal le 09/07/2022

À l'heure où les chaînes de valeur mondiale, les réseaux de la logistique, de transports sont parasités et mouvementés à travers la planète et ébranlés par la guerre en Ukraine et où l'épée de Damoclès d'une ample famine alimentaire mondiale attise l'affolement et l'égarement de nombreux pays, le continent Africain ne peut plus compter sur le reste du monde ; il ne peut compter que sur lui même. A cet égard, la coopération et l'intégration régionale intra-africaine s'impose plus que jamais.

Actuellement, et avec le recul plusieurs décennies, les expériences historiques du commerce mondial montrent que la formation de blocs régionaux obéit à une logique géopolitique plutôt qu'un dessein de s'exclure du jeu de la mondialisation.

Aussi, le régionalisme de ces deux dernières décennies est plutôt un régionalisme avec des blocs régionaux centrés chacun sur un pays leader pour tirer profit des externalités positives et des possibilités de rattrapage où, il est possible de s'intégrer en profondeur, d'harmoniser les politiques commerciales et d'établir des standards communs.

Dans ce contexte, l'intégration régionale Africaine permettra de réduire la dépendance vis-à-vis des Etats omniprésents et hégémoniques qui décrètent leurs lois et régentent le jeu de la mondialisation.

En sus, l'intégration régionale Africaine constitue une réplique aux défaillances du multilatéralisme et à l'impasse du cycle de Doha de 2001, cycle dont l'une des ambitions est d'améliorer l'accès des pays en développement aux marchés des pays riches, notamment en ce qui concerne les produits agricoles.

Ainsi l'ambition de l'intégration régionale est d'aller plus loin sur les dossiers qui sont au point mort pour paraphraser le prix Nobel Lawrence Robert Klein.

Pour le continent noir, la suppression des obstacles au commerce transfrontalier et la création de sites de production régionaux capables de produire des biens essentiels relève d'une urgence prioritaire pour l'Afrique.

Alors que le libre jeu des échanges de la métaphore de la main invisible d'Adam Smith n'est qu'une phraséologie, alors que s'estompent les alignements de partage égalitariste de l'idéologie d'antan n'est qu'une chimère, que les promesses d'un nouvel ordre international faites par Washington au lendemain de la première guerre du Golfe ne sont qu'une rêvasserie, une géopolitique mondiale multipolaire émerge dans le méli-mélo.

L'intégration régionale Africaine offre une marge de manœuvre élargie aux pays africains qui disposent, déjà, de la plus grande union douanière du monde : la zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) ; Zone de libre échange qui a ouvert une nouvelle ère pour le commerce panafricain.

La Zlecaf est une aubaine aux pays du continent Africain d'aller encore plus loin dans l'intégration régionale Africaine. D'ailleurs, la célérité dans les avancées des négociations et des ratifications et l'accord récent sur les règles d'origine est un subterfuge des pannes de la mondialisation et permettra d'accélérer l'intégration des économies Africaines entre elles et dans les chaînes de valeur mondiales.

Dans cette atmosphère d'une globalisation à fleur de peau, les économies Africaines pourront, ainsi, saisir cette opportunité, non seulement, au regard d'une perturbation des chaines d'approvisionnement, développer les canaux de transport, mais aussi évaser l'accès aux « Information superhighway » ou aux autoroutes de l'information pour reprendre l'expression de l'ancien, vice-président des USA de Bill Clinton , Al Gore (systèmes de communication

numériques et le réseau de télécommunications Internet etc.) et profiter des opportunités offertes par la révolution numérique qui se déchaîne sur l'Afrique.

Cette intégration régionale Africaine s'impose d'autant plus que la lère réunion ministérielle des Etats Africains Atlantiques dont les travaux s'articulent autour de trois thématiques, à savoir, «Dialogue Politique, de Sécurité et de Sûreté», «Économie Bleue et Connectivité» et «Environnement et Énergie», qui s'est tenue récemment à Rabat à l'invitation du Maroc, constitue une occurrence indéniable pour appréhender et projeter une vision Africaine commune sur cet espace éminent, de promouvoir une identité atlantique Africaine et de faire-valoir en chorale Africaine les intérêts stratégiques du Continent.

Cependant, corrélativement à cette coopération régionale intra-africaine élargie, l'interconnexion mondiale oblige une réponse internationale animée par un inconditionnel de cohésion, d'adhérence et de responsabilité partagée engageant un partenariat encore plus inclusif et plus innovant de la part des pays développées pour surpasser les contrecoups pervers de la crise de la pandémie et relancer les secteurs économiques phares et développer des chaines de valeur.

Certes, la communauté internationale, notamment les deux institutions de Brettons Woods, Fonds monétaire international et la Banque mondiale, se sont largement mobilisés pour venir assistance et soutien aux pays affligés en cascade par la pandémie Covid-19 et la crise Russo-ukrainienne à travers des mesures et des initiatives d'allégement du poids du service de la dette, de réduction leur déficit de financement et de préservation de leurs équilibres extérieurs.

Toutefois, ces mesures, bien que méritoires, restent parcimonieuses, eu égard à l'amplitude des challenges et des carences structurelles persistantes dans les

modèles de croissance économique et les réseaux de protection sociale en Afrique auxquels les pays Africains sont acculés.

De nombreuses économies Africaines sont peu diversifiées et reposent en grande partie sur l'exportation de matières premières. Outre des filières agricoles largement subordonnées aux aléas climatiques, elles pâtissent d'une faible mise en valeur du potentiel démographique considérable dont elles disposent.

Afin de corriger ces défaillances, les efforts doivent s'intensifier pour élaborer des programmes intégrés de développement, selon des objectifs clairs et des instruments de financement innovants.

Ces dispositifs devront inscrire le citoyen Africain au cœur de leurs préoccupations et s'articuler essentiellement autour d'une mise en valeur des opportunités d'intégration économique entre les pays Africains

Ceci est d'autant plus d'actualité que le Souverain Marocain a adressé une missive aux participants à la réunion du Groupe Africain des ministres des Finances et des gouverneurs des Banques centrales des États africains membres de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (Caucus africain), ouverte mardi dernier 5 juillet 2022 à Marrakech.

Dans cette épistole, Souverain Marocain a indiqué que le monde sortait à peine de l'emprise de la pandémie de Covid-19 que l'économie globale s'est trouvée prise dans une spirale de perturbations inédites des chaînes d'approvisionnement et soumise à des pressions inflationnistes croissantes et à une hausse record des cours de l'énergie, des produits alimentaires et des matières premières.

Cette crise affecte inégalement les pays Africains, ses effets variant selon les potentialités économiques et les besoins de chacun en matières premières, notamment énergétiques et alimentaires.

Le continent Africain apparaît, dans cette conjoncture difficile, comme l'une des régions les plus touchées, tant au regard des multiples périls qui menacent sa sécurité alimentaire et énergétique que de la baisse des taux de sa croissance économique.

Dans cet environnement de pénurie des financements concessionnels et de durcissement des conditions de leur attribution, l'augmentation des besoins en financement entraîne un renchérissement aigu du service de la dette qui plombe davantage la situation économique de nombreux pays Africains.

Et afin d'atténuer ces défaillances, les efforts doivent s'intensifier pour élaborer des programmes intégrés de développement, selon des objectifs clairs et des instruments de financement innovants, notant que ces dispositifs devront inscrire le citoyen Africain au cœur de leurs préoccupations et s'articuler essentiellement autour d'une mise en valeur des opportunités d'intégration économique entre les pays Africains.

Ils supposent en outre une implication active du continent dans la dynamique de transformation numérique et de transition énergétique à l'œuvre dans le monde.

La coopération commerciale et économique entre les pays Africains permettra aux États Africains de se doter des ressources suffisantes pour promouvoir la dynamique de développement durable et, in fine, assurer à leurs peuples respectifs les conditions d'une vie décente et paisible à l'instar du projet de gazoduc entre le Maroc et le Nigéria qui devrait fortement contribuer à renforcer la sécurité énergétique de bon nombre de pays Africains.

Tuer la poule aux œufs d'OR ou l'état alarmant de l'éducation en 2022

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.ma le 28/06/2022

Nelson Mandela n'a-t-il pas dit que "L'éducation est l'arme la plus puissante que vous puissiez utiliser pour changer le monde." Jean-Jacques Rousseau n'a-t-il pas dit que "On façonne les plantes par la culture, et les hommes par l'éducation".

Voilà que le dernier rapport fraîchement publié Jeudi dernier 23 juin 2022 par la Banque Mondiale, l'UNESCO, l'UNICEF, le bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement du Royaume-Uni (FCDO), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et la Fondation Bill & Melinda Gates. Un rapport accablant et sur l'état de l'éducation dans le monde où, tenez-vous bien, 70 % des enfants de 10 ans seraient incapables de comprendre un texte simple à l'écrit.

Ce taux alarmant s'élevait déjà à 57 % avant la pandémie, et celle-ci n'a fait qu'attiser la crise des apprentissages. Cette génération d'élèves risque désormais de perdre 21 000 Milliards de dollars de revenus tout au long de la vie en valeur actuelle, soit l'équivalent de 17 % du PIB mondial, contre les 17 000 Milliards de dollars de pertes estimés en 2021.

En vertu du rapport de la Banque Mondiale " l'État de la pauvreté des apprentissages dans le monde en 2022 », sur le plan de la répartition géographique, c'est dans la région Amérique latine et Caraïbes que les apprentissages ont le plus pâti de la fermeture prolongée des écoles, de l'inefficacité des mesures prises pour y remédier et des baisses de revenus chez les ménages : 80 % des enfants en fin de cycle primaire seraient désormais incapables de lire et comprendre un texte simple, contre environ 50 % avant la pandémie.

La deuxième plus forte augmentation concerne l'Asie du Sud, où les simulations évaluent à 78 % la proportion d'enfants qui ne possèdent pas une maîtrise minimale de la lecture, contre 60 % avant la COVID-19.

En Afrique subsaharienne, l'aggravation de la situation a été relativement moins marquée, les fermetures d'écoles n'ayant en général duré que quelques mois dans cette région, mais le taux de pauvreté des apprentissages atteint le niveau extrêmement élevé de 89 %. Dans toutes les autres régions, les simulations indiquent une hausse de la pauvreté des apprentissages.

Le rapport montre également que, même avant la pandémie, la crise mondiale des apprentissages était plus profonde qu'on ne le pensait : Des données mises à jour et révisées révèlent en effet que la proportion mondiale moyenne d'enfants de 10 ans incapables de lire et comprendre un texte simple dans les pays à revenu faible et intermédiaire ressortait à 57 % avant la COVID, contre un taux de pauvreté des apprentissages estimé précédemment à 53 % en 2015.

Dans des régions comme l'Amérique latine-Caraïbes et l'Afrique subsaharienne, pour lesquelles, le rapport met en évidence des taux de pauvreté des apprentissages en stagnation au cours de cette période. Il ne suffira donc pas de retrouver les niveaux d'avant la COVID pour offrir des perspectives d'avenir à tous les enfants du monde : il faudra agir énergiquement pour restaurer et accélérer les apprentissages.

De charybde en scylla, la pandémie de COVID-19 est venue chambouler la vie des enfants, des élèves et des jeunes. La désorganisation des sociétés et des économies a exalté la crise mondiale des apprentissages et causé un impact sans précédent sur l'éducation.

La pandémie a causé la pire crise de l'éducation depuis un siècle. Au plus fort des mesures de fermeture des écoles, en avril 2020, 94 % des élèves dans le monde entier (soit 1,6 Milliards d'enfants) n'allaient plus en classe.

La fermeture prolongée des écoles et l'hétérogénéité des mesures prises pour y remédier ont creusé les inégalités chez les élèves où ceux issus de milieux socioéconomiques pauvres et d'autres groupes défavorisés présentent des pertes d'apprentissage plus importantes. Ce sont les enfants dont la maîtrise des compétences fondamentales en lecture était déjà la plus vulnérable avant les fermetures qui risquent d'avoir subi les retards d'apprentissage les plus importants. Or, sans un socle solide d'aptitudes de base, les enfants auront du mal à acquérir les compétences techniques et plus sophistiquées nécessaires pour réussir sur des marchés du travail de plus en plus exigeants et dans des sociétés plus complexes.

Pour parvenir à restaurer et accélérer les apprentissages, le rapport met l'accent sur la nécessité d'un engagement national soutenu, depuis les plus hauts échelons politiques jusqu'à la société tout entière et de préconiser, pour enrayer la crise profonde des apprentissages, la formation de coalitions nationales qui fédèrent les familles, les éducateurs, la société civile, le monde de l'entreprise et d'autres ministères au-delà de celui de l'éducation.

Cet engagement doit se traduire davantage par des actions concrètes aux niveaux national et infranational, à savoir une meilleure évaluation des acquis et une plus grande disponibilité de données afin de combler de vastes lacunes statistiques, des objectifs de progrès clairement définis et des plans de restauration et d'accélération des apprentissages reposant sur des éléments probants.

Pour mener à un changement large et durable, le programme devra s'accompagner d'un renforcement systémique indispensable. Cet enjeu est essentiel pour combler autant que possible les déficits d'apprentissage d'ici 2030 et faire ainsi en sorte que tous les enfants et les jeunes aient la chance de se forger l'avenir radieux qu'ils méritent.

C'est un secret de polichinelle que l'éducation est un puissant vecteur de développement et l'un des meilleurs moyens de réduire la pauvreté, d'élever

les niveaux de santé, de promouvoir l'égalité entre les sexes et de faire progresser la paix et la stabilité. L'éducation a des retombées positives considérables sur l'amélioration des revenus et c'est le premier facteur d'égalité des chances.

Au niveau de la société, l'éducation favorise la croissance économique à long terme, stimule l'innovation, renforce les institutions et consolide la cohésion sociale.

Il est par conséquent crucial d'investir de façon judicieuse et efficace dans l'éducation des populations afin de développer un capital humain indispensable pour mettre fin à l'extrême pauvreté. Combattre la crise de l'éducation, mettre fin à la pauvreté des apprentissages (a) et aider les jeunes à acquérir les compétences dont ils ont besoin pour réussir dans le monde d'aujourd'hui sont les trois piliers de cette stratégie.

Les pouvoirs publics doivent s'engager à continuer à soutenir le processus de rétablissement et de transformation de l'éducation afin que tous les enfants et tous les jeunes puissent retrouver un enseignement sûr et de qualité. Ils doivent continuera à s'appuyer sur ses investissements et à jouer un rôle mondial de premier plan dans les efforts visant à améliorer les apprentissages fondamentaux, renforcer la résilience des systèmes éducatifs et doter la prochaine génération des compétences nécessaires pour réussir tout au long de la vie.

Compte tenu de l'ampleur des difficultés et de la rareté des ressources, les pays doivent concentrer leurs efforts sur les stratégies d'un meilleur coûtefficacité pour s'attaquer à la pauvreté des apprentissages.

Les pouvoirs publics doivent ainsi veiller à ce que le système éducatif s'attache à :

- Scolariser et maintenir chaque enfant à l'école
- Évaluer les acquis scolaires

- Prioriser l'enseignement des notions fondamentales
- Accroître l'efficacité de l'enseignement, y compris par la remédiation
- Promouvoir la santé psychosociale et le bien-être.

Ces interventions doivent être mises en œuvre dans le cadre d'un programme national de relance des apprentissages qui peut également servir de tremplin pour bâtir des systèmes éducatifs plus efficaces, équitables et résilients.

In fine, "On ne doit pas élever les enfants d'après l'état présent de l'espèce humaine, mais d'après un état meilleur" disait Emmanuel Kant en 1803 dans "Réflexions sur l'éducation"



Les rides la candeur

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.ma le 13/06/2022

Avant-hier 12 Juin 2022, le monde célébra la journée mondiale de lutte contre le travail des enfants : Plus de 260 Millions d'enfants triment dans le monde, dont plus de 160 Millions dans des conditions ténébreux selon le dernier rapport 2021 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF).

Faut-il rappeler que le travail des mômes fait référence à tout travail qui les spolie de leur innocence tout en portant atteinte à leur santé physique et mentale et desservant leur bon développement personnel et psychologique. Au Maroc, le travail des gamins n'est pas un épiphénomène. C'est une réalité ensanglantée vécue au jour le jour par une grande frange sociale de la population enfantine. En effet, le nouveau rapport du Haut Commissariat au Plan (HCP) note qu'en 2021, parmi les 7.493.000 enfants de 7 à 17 ans, le Maroc compte 148.000 enfants qui exercent une activité économique, ce qui représente 2% de cette catégorie de population.

Parmi les 7.493.000 enfants de 7 à 17 ans, plus de 148.000 gosses continuent d'être concernés par ce fléau social, selon les derniers chiffres publiés par le Haut-commissariat au plan (HCP). Ce nombre reste toutefois en deçà de la réalité ; Il avoisine les deux Millions d'enfants si l'on prend en compte les innocents qui, tout en fréquentant l'école, exercent en parallèle un travail, ceux dont le travail n'est pas déclaré, et ceux qui s'acquittent de tâches ménagères durant au moins quatre heures par jour.

Selon la même enquête sur l'emploi réalisée par le HCP, 1,5% des angéliques âgées de 7 à moins de 17 ans travaillaient, contre 9,7% en 1999. Le problème reste singulièrement pléonastique dans le milieu rural, où 3,8%, soit 119.000 naïfs travaillent, contre 0,7%, soit 29.000 en milieu urbain. Le phénomène dévore davantage les garçons (79,5%) 79,5% que les filles (39,9%) où les

fillettes domestiques (petites bonnes) en majorité dans le milieu urbain sont des migrantes rurales, analphabètes ou d'un niveau scolaire faible.

Près de 6 enfants au travail sur 10 (59,4%) accomplissent des travaux dangereux (88.000 enfants), ce qui représente 1,2% des enfants de cette tranche d'âge. Parmi les enfants exerçant des formes de travail dangereux, 73,7% sont ruraux, 88,6% de sexe masculin et 81,9% âgés de 15 à 17 ans. Les enfants exerçant dans le secteur de l'"industrie" restent les plus exposés aux dangers, avec une part de 90,2%. Cette proportion est de 73,3% dans le secteur des "services", 71,2% dans les BTP, et de 51,1% dans l'"agriculture, forêt et pêche".

Les mobiles de mise au travail de ces candides sont la pauvreté (où le salaire est empoché par les parents), la non-scolarisation, et le minuscule revenu des familles dont elles sont issues. Récemment, l'intervention des intermédiaires ou médiateurs dans l'embauche attise davantage ce fléau et exaspère encore la vulnérabilité des plus jeunes.

La servitude à laquelle s'attelle ces mineures au quotidien n'est pas sans risque : Avec plus de 32 heures de travail par semaine en moyenne (chiffre révélé par le HCP), la difficulté des tâches et les conditions affligeantes de travail fécondent de moult problèmes tels que le vieillissement précoce, la malnutrition, la dépression, la dépendance aux drogues,....... Etc.

Ces crédules, issus de milieux déshérités, de groupes minoritaires, ou enlevés de leur famille, ne bénéficient d'aucune protection. Les employeurs font le nécessaire pour les rendre complètement indécelables et de pouvoir ainsi disposer d'une mainmise sur eux. Ces pigeons travaillent dans des conditions serviles et ignominieuses, tympanisant tous les principes et droits fondamentaux de la nature humaine.

Par ailleurs, en termes de projection du devenir de cet impubère, un enfant qui travaille ne pourra pas suivre une scolarité normale et sera voué à devenir un adulte analphabète n'ayant aucune possibilité d'évoluer dans sa vie professionnelle et sociale. Dans certains cas, le travail des immaculés nuit aussi à leur dignité et à leur moralité, notamment lorsqu'il s'agit d'activités à des fins obscènes. De surcroît, un enfant qui travaille sera davantage exposé à la maltraitance. Ces puretés sont très souvent victimes de violences physiques, mentales, et sexuelles.

Sur d'autres contrées, en Amérique du Nord et en Amérique Latine, les enfants sont victimes de la prostitution pour assouvir l'appétit pervers des touristes, et sont de plus en plus exploités par les trafiquants de drogue. En Europe, des enfants sont enlevés, servant de main d'œuvre bon marché ou approvisionnant les réseaux de prostitution qui foisonnent en Europe de l'Est.

La représentante de l'UNICEF Regina De Dominicis, n'a-t-elle pas citée dans un communiqué sévère que le travail des enfants, quel que soit leur âge, les prive de leurs droits d'éducation, à la protection, à la participation, au développement et à la santé, comme il les expose à différentes formes de vulnérabilité économique et sociale et à différentes formes d'exploitation.

En pleine discussion législative sur la question, l'UNICEF a rappelé au gouvernement et aux parlementaires marocains leurs devoirs en matière d'âge légal de travail pour les enfants, qui doit être fixé à 18 ans, une mesure qui ne fait qu'effleurer une réalité plus crue, puisque ce sont les petites mineures de 8 à 12 ans qui sont les plus demandées par les employeurs au Maroc.

Elles se réveillent à l'aube et ne se couchent que très tard le soir. Elles ne dorment toujours que d'une oreille, prêtes à anticiper les besoins des membres de la famille dont elles ne font pas partie. On les reconnaît à leurs mains de petites vieilles. Des paumes ridées, usées, élimées, meurtries, à force de nettoyer, astiquer, éplucher, porter.

Les visages semblent plus âgés, empreints d'une immense lassitude. Les regards plus durs. Mais ces bras-là, ces visages, sont bien ceux de fillettes de sept ans.

Epineux d'imaginer la souffrance et le martyre derrière ces yeux baissés et ces épaules voûtées.

Seule une paupérisation extrême doublée d'une grande ignorance peuvent pousser des parents à se séparer de leur enfant, le livrant aux mains d'inconnus.

Les députés du PJD, RNI, MP et PPS ont demandé d'excommunier le travail des domestiques mineures pendant la nuit ou de porter des objets lourds. Mais qui sera l'organisme habilité à s'assurer du respect des engagements des employeurs? La question reste posée.

Certes, l'école joue un grand rôle dans la réduction du nombre des enfants qui travaillent, mais tant que l'on n'a pas résolu le problème à la source de la pauvreté et des revenus des ménages, tout l'effort ne sera qu'un coup d'épée dans l'eau. In fine, l'Etat Marocain, même en ratifiant la convention de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), qui interdit le travail des enfants de moins de 15 ans, ne peut jamais appliquer à la lettre, ni lutter contre toutes les formes d'emploi des mineurs et ils restent en guise épilogue trop jeune pour mûrir et trop jeune pour mourir.

Les nouvelles fractures de l'économie mondiale Chronique publiée sur notre site www.maghriti.ma le 12/06/2022

Les premiers auspices de rémission des économies de la planète, y compris l'économie Marocaine, sont impétueusement remis en cause par le cataclysme Ukraino-Russe qui, à des degrés divers, chavire toute l'économie mondiale. En 50 ans d'histoire, la 51 éme réunion annuelle du Forum Economique Mondial (WEF) Davos n'a jamais été confronté à des enjeux et des défis aussi inédits qu'en 2022 où le monde se remet d'une pandémie globale, en s'efforçant de contenir les contrecoups ravageurs de l'anathème climatique et surfe dans un typhon géopolitique suite à la razzia de l'Ukraine par la Russie.

La crise climatique demeure l'un des principaux sujets de discussion au Forum Economique Davos où rien qu'au cours de l'année écoulée, le monde a franchi plusieurs paliers en matière de climat : les 7 dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées, avec des vagues de chaleur extrêmes observées en Méditerranée, en Amérique occidentale et l'Europe occidentale qui a connu les pires inondations de son histoire.

En sus, la guerre Russe à l'Ukraine, qui entame son $110^{\text{\'eme}}$ jours n'a pas cessé d'attiser l'embrasement flambée des prix de l'énergie et de l'alimentation, sur fond de craintes pour les approvisionnements et de baisse des flux d'import-export.

Cette guerre n'a-t-elle pas mis fin aux espoirs naissants, du rétablissement de l'économie mondiale, pianissimo entretenus par l'allègement de l'impact pernicieux de la pandémie du Covid-19.

Cette invasion n'a pas manqué pas de préoccuper, non seulement le milieu des affaires et les organisations syndicales, mais aussi les différents responsables nationaux et internationaux, réunis au Forum Economique

Mondial de Davos, et à leur tête les institutions de Brettons Woods, le Fonds Monétaire international (FMI) en l'occurrence, institution financière internationale dont la Patronne, Kristina Georgieva, et son adjointe, Gita Gopinath, n'ont pas manqué, de s'interpeller, sur la manière de réprimer ce qu'on appelle la fragmentation géoéconomique.

En effet, la pandémie du Covid-19 et l'invasion de l'Ukraine engageraient l'économie mondiale vers une plus grande désagrégation des systèmes productif et financier, rendant les chaînes d'approvisionnement de plus en plus ébranlables comme en atteste les auteurs de l'Organisation Mondiale du Commerce OMC pour qui, la pandémie du Covid19, a violemment exposé les fragilités de moult de chaînes de production.

La Chine et son hallucinante politique "zéro Covid": Alors que la plupart des autres pays sont plus ou moins revenus à une situation normale, des dizaines de millions de Chinois vivent encore les affres d'un confinement extrêmement dur sans compter que le pays est en train de propager ses difficultés d'approvisionnement au reste du monde et aggrave une situation déjà compliquée. N'est ce pas, lorsque les usines sont fermées et les ports bloqués à l'autre bout du monde, même si la situation s'améliore dans son pays, n'est-il pas difficile de s'approvisionner?

Et dans son exercice de prévision publié fin avril, les auteurs du FMI, soulignent, en sus, que la rupture des chaînes d'approvisionnement a d'importants effets réels sur les stocks, la production et les ventes des entreprises, de tels effets sont toujours pléonastiques début 2022.

De surcroît, loin de la mondialisation heureuse si chère à Alain Minc, ces connexions commerciales internationales n'apparaissent-elles pas désormais aux yeux des Etats et des firmes comme des sources potentielles de vulnérabilité?

Deux rapports accablants publiés Mardi 11 Janvier 2022, l'un de la Banque mondiale, l'autre par le Forum de Davos, dressèrent un constat pessimiste des inégalités croissantes. Tous deux alertèrent sur un ralentissement de la reprise et les risques climatiques, dont les pays pauvres feront les frais.

Ce sont deux avertissements pour l'économie en rémission pandémique : La Banque Mondiale et le Forum Economique Mondial de Davos mettent en garde contre l'accroissement des inégalités en publiant chacun un rapport "sur la stagnation de l'économie mondiale et des perspectives pessimistes pour 2022.

L'impact combiné d'une inflation galopante, de niveaux élevés de dette publique et de l'inégalité croissante des revenus menacent la reprise dans les économies émergentes et en développement",

La boule de cristal de l'institution financière la Banque mondiale prévoit un ralentissement de la croissance économique dans le monde, de 5,5 % en 2021 à 4,1 % en 2022, des prévisions plus "pessimistes qu'en juin", quand l'institution internationale tablait sur 4,3 %.

Le milieu des affaires ne cesse pas de répéter à l'unisson qu'il s'agit de la période la plus difficile qu'ils aient jamais connue. Tout le monde sait que l'ordre géopolitique mondial est irrémédiablement bouleversé.

L'économie mondiale ne peut se dérober de l'inconstance d'une libéralisation économique et financière à fleur de peau, remettant en cause les premiers présages de rémission de l'économie internationale, d'autant plus qu'outre le resserrement de l'étau des finances publiques et le regain des pressions inflationnistes, suite, notamment, aux augmentations des prix des carburants et d'autres produits d'importation essentiels comme les produits alimentaires.

Dani Rodrik avait raison de critiquer véhément de la mondialisation économique portée à l'excès, dépasse la réaction violente du populisme et propose une explication plus réfléchie des raisons pour lesquelles l'obsession hyper-mondialiste des élites et des technocrates a entravé les nations dans la réalisation d'objectifs économiques et sociaux légitimes à l'intérieur de leurs frontières : prospérité économique, stabilité financière et équité.

Rodrik prend à partie les grands prêtres de la mondialisation, non pour avoir privilégié la science économique au détriment d'autres valeurs, mais pour s'être livrés à de la mauvaise science économique et avoir ignoré les nuances propres à la discipline qui auraient dû inspirer la prudence. Il plaide pour une économie mondiale pluraliste où les États-nations conservent suffisamment d'autonomie pour élaborer leur propre contrat social et développer des stratégies économiques à la mesure de leurs besoins. Au lieu de réclamer des frontières fermées et de défendre le protectionnisme, il montre comment nous pouvons restaurer un équilibre raisonnable entre gouvernance nationale et gouvernance mondiale et trace une voie d'avenir en proposant des moyens novateurs pour réconcilier les actuelles tendances inégalitaires de l'économie et des technologies avec la démocratie et l'inclusion sociale.

Une économie mondiale à fleur de peau : Le Warning de la CNUCED Chronique publiée sur notre site www.maghriti.ma le 17/04/2022

L'économie mondiale qui a déjà du mal à se relever de deux longues années de pandémie affronte un nouveau typhon économique, social et politique d'une planète encore en rémission du Covid-19.

Isolément et abstraction faite des causes et des dessous stratégiques et géopolitiques de l'invasion russe, la crise de l'Ukraine vient confirmer encore une fois l'extrême vulnérabilité d'une économie planétaire devenue globalisée à outrance.

La crise de l'Ukraine fait tâche d'huile en impactant l'économie mondiale : Après la crise de gaz que connaît assurément l'Europe, elle est ressentie par l'économie Marocaine au vu de l'ampleur des échanges commerciaux avec Kiev (blé, céréales, fer, acier ...).

"La guerre en Ukraine risque de briser l'élan de la reprise mondiale. Elle devrait amputer la croissance mondiale d'environ 1 point de pourcentage», circonstancie la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement CNUCED dans un nouveau rapport publié à Genève. Sous cette optique, les perspectives de l'économie mondiale s's'enveniment vélocement, sous l'effet de l'embrasement des prix des denrées alimentaires, des carburants et des engrais, de la turbulence financière, de la reconfiguration des chaînes d'approvisionnement mondiales et de l'envolée des coûts commerciaux, notamment ceux du fret maritime, discerne la CNUCED. Ce sont là autant d'entrechoquement qui affligent les acquis du rebond après la pandémie de COVID-19 et assomment les sentiers du développement durable.

En sus, la guerre entre la Russie et l'Ukraine provoquerait une "augmentation mondiale de la malnutrition et de la famine", ce qui empirerait davantage la

situation singulièrement alarmiste dans l'Afrique Subsaharienne et les pays les moins avancés; pays où le taux de famine ont chaviré au cours des dernières années; pays où éclosent de nombreuses alarmes et alertes, nommément au sujet des marchés de matières premières, des denrées alimentaires et des carburants.

Ces crises intenses sont imputables au fait que l'Ukraine et la Russie sont des protagonistes internationaux sur les débouchés agroalimentaires, représentant plus de la moitié du commerce mondial d'huile et de graines de tournesol et plus de 27% du blé.

Cette situation est critique pour les pays Africains : Plus de 25 pays Africains, dont de nombreux pays les moins avancés, importent plus 33% de leur blé émanant des deux pays en guerre. Pour 15 d'entre eux, la part importée est supérieure à la moitié.

Les pénuries alimentaires sont, donc, patentes et tangibles. Tous les pays y sont confrontés, y compris notre pays : le Maroc subira de plein fouet la crise entre la Russie et l'Ukraine, et que cela pourrait même coûter 2% du PIB selon une récente étude du think tank Policy Center for the New South

Si au niveau mondial, tous les pays sont concernés, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont particulièrement vulnérables à la hausse des prix alimentaires, selon le Programme Alimentaire Mondial PAM. L'Egypte est notamment parmi les pays les plus menacés de famine dans les mois à venir.

Ce pays est tributaire à 80% des céréales russes et ukrainiennes. Le Liban importe environ plus de 50% de son blé d'Ukraine, indique l'organisation. Pour la Tunisie, ce taux est de 42% et pour le Yémen de 22%.

Toujours selon le PAM, les prix des denrées alimentaires dans le monde entier sont déjà à un niveau record, et les acheteurs qui doivent faire le tour des marchés pour remplacer le blé ukrainien paieraient encore plus cher La Russie a déjà réduit ses exportations de blé et de maïs, et le ministre ukrainien de l'Agriculture a déclaré le 22 mars 2022 que la récolte de ce printemps pourrait être inférieure de moitié aux prévisions d'avant-guerre. L'Ukraine a suspendu ses exportations de viande, de bétail, de sel, de sucre, de sarrasin, d'avoine, de millet et de seigle.

Cette bouffée des prix des denrées alimentaires et des carburants imputera les pays les plus vulnérables, en serrant l'étau sur les ménages les plus démunis qui affectent la part la plus importante de leurs dépenses à l'alimentation.

Bien avant le rapport de la CNUCED, la faim dans le monde a alerté l'agence des Nations Unies pour l'Agriculture et l'alimentation (FAO) dans un rapport récent sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde établi conjointement par avec le conçours de quatre organismes de l'ONU (le Fonds international de développement agricole (FIDA),l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Selon les calculs de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement CNUCED, en moyenne, plus de 5% du panier d'importation des pays les plus pauvres, et 1% du panier pour les pays plus riches est composé de produits susceptibles de subir une hausse de prix en raison de la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Aussi, le risque de troubles civils, de pénuries alimentaires et de récessions induites par l'inflation ne peut être écarté, dénote les auteurs du rapport de la CNUCED, eu égard à la vulnérabilité de l'économie mondiale.

Plus que jamais, aujourd'hui, nous avons besoin d'une rupture avec les choix passés afin de mettre l'agriculture et l'alimentation au centre pour mettre fin à l'outrage de la faim et de l'insécurité alimentaire dans notre planète qui tue plus de personnes que le sida, la tuberculose et le paludisme.

Ces stratégies passent inlassablement par une réorientation des systèmes agricoles visant à privilégier le développement durable ; stratégies où les organismes humanitaires ont un rôle à jouer en œuvrant pour promouvoir une agriculture durable, pour instaurer des mesures visant à élargir l'accès à la nourriture pour tous, pour améliorer l'économie locale et contribuer à la sécurité alimentaire. Il faudrait toutefois qu'un cadre politique, de gouvernance mondiale crée un environnement favorable en encourageant la paix, la stabilité macroéconomique et en définissant les domaines prioritaires de lutte. contre programme Avouons-le, en guise de conclusion, la faim dans le monde n'est pas une fatalité, les thèses malthusiennes et néo-malthusiennes sont fausses et battues en brèche, les ressources naturelles sont suffisantes depuis la création de la planète. Pour preuve, DIEU dans Sourate FUSSILAT verset 9 et 10 dit "Renierez-vous [l'existence] de celui qui a créé la terre en deux jours et LUI donnerez-vous des égaux ? Tel est le SEIGNEUR de l'univers, c'est LUI qui a fermement fixé des montagnes au-dessus d'elle, l'a bénie et lui assigna ses ressources alimentaires en quatre jours d'égale durée. [Telle est la réponse] à ceux qui t'interrogent."

Le droit à l'alimentation pour tous est une revendication légitime où chacun a son rôle à jouer, des ONG aux pouvoirs politiques sans occulter chacun d'entre nous qui à sa façon, ses propres moyens, peut contribuer à cette lutte par un don, une offre de bénévolat, un effort pour préserver les potentialités de la nature. Le droit à l'alimentation est un droit de naissance pour tout être humain.

Nelson Mandela n'a-t-il pas argué que "La pauvreté n'est pas un accident comme l'esclavage et l'Apartheid, elle a été faite par l'Homme et elle peut être supprimé par des actions communes de l'humanité"?

Covid-19, Crise Ukrainienne et l'impérieuse nécessité de la Souveraineté alimentaire et pharmaceutique du Maroc Chronique publiée sur notre site www.maghriti.ma le 10/03/2022

Jeudi à l'aube, aux alentours de 5 heures du matin, on a assisté à des crimes contre l'humanité en Ukraine : Des chars Russes qui franchissent les frontières d'une Ukraine pourtant reconnue comme indépendante par la communauté mondiale en 1991 après la chute de l'URSS, des villes désertées et dépeuplées par leurs habitants, des citoyens repliés aux stations de Metro de Kiev servant d'abri anti-bombe au regard de l'offensive militaire Russe, sur des kilomètres de voitures à la sortie de la capitale Kiev, les habitants horrifiés et affolés par des mitraillades tentent de fuir vers les frontières Est du pays.

Répercussions économiques : En l'espace de quelques heures, le baril de pétrole dépassé la barre des 100 dollars, les cours du blé a atteint un niveau record à 344 euros la tonne et plusieurs matières premières ont explosé dont le prix du gaz naturel a bondi de 40% en une journée, turbulences sur les marchés financiers mondiaux, les bourses et places financières s'effondrent.

L'économie mondiale qui a déjà du mal à se relever de deux longues années de pandémie s'apprête à affronter un nouveau typhon économique, social et politique d'une planète encore en rémission du Covid-19.

Isolément et abstraction faite des causes et des dessous stratégiques et géopolitiques de l'invasion russe, la crise de l'Ukraine vient confirmer encore une fois l'extrême vulnérabilité d'une économie planétaire devenue globalisée à outrance.

La crise de l'Ukraine fait tâche d'huile en impactant l'économie mondiale : Après la crise de gaz que connaîtra assurément l'Europe, elle sera ressentie par l'économie Marocaine au vu de l'ampleur des échanges commerciaux avec Kiev (blé, céréales, fer, acier ...).

A cet égard, plus que jamais, la souveraineté économique s'impose comme une orientation stratégique décisive pour se soustraire aux effets de crises mondiales et leurs contrecoups sur le tissu économique et social. Le Souverain Marocain, en visionnaire avéré, avait mis les pleins phares lors de la 1ère session de la 1ère année législative de la 11éme législature, entre autres priorités pour le Maroc, sur l'impérieuse nécessité de la Consolidation de la souveraineté face aux enjeux de la compétitivité internationale en constituant des stocks de sécurité de produits stratégiques.

Ceci est d'autant plus opportun que le Maroc au vu des crises mondiales, entre dans une phase nouvelle qui requiert la mutualisation des efforts autour des priorités stratégiques et relever les défis extérieurs.

La crise pandémique a révélé le retour en force du thème de la souveraineté, avec des enjeux de compétition internationale à travers la nécessaire consolidation de la place occupée par le Maroc et la défense impérieuse de ses intérêts supérieurs, singulièrement dans la conjoncture actuelle qui encellule dans son sillage défis, risques et menaces. De fait, la crise pandémique a révélé le retour en force du thème de la souveraineté qu'elle soit sanitaire, énergétique, industrielle, alimentaire ou autre.

La crise de la pandémie du Covid-19 n'a-t-elle pas révélé les dysfonctionnements dans la fourniture et la distribution des produits de première nécessité? Durant cette crise, le Maroc n'a-t-il pas réussi, à gérer ses besoins en la matière et à assurer un approvisionnement normal et suffisant de ses marchés.

Pour consolider les efforts de résilience entamés notamment depuis le début de la pandémie, ainsi que l'autonomie et la sécurité stratégiques du pays, le Souverain Marocain a ordonné la mise en place d'un dispositif national intégré portant sur la réserve stratégique de produits de première nécessité, notamment alimentaires, sanitaires et énergétiques, avec une mise à jour continue des besoins nationaux.

Le mandement Royale sur cette thématique effrontément stratégique procède d'une lecture proactive, géopolitique et géoéconomique, tirant les leçons de la crise de Covid-19 et prenant en considération les risques et les incertitudes d'un environnement international en perpétuelles turbulences.

Ce devrait, in fine, constituer un axe important du nouveau programme gouvernemental, lequel aura notamment à prévoir la réforme du cadre juridique organisant les stocks de sécurité, l'engagement d'investissements conséquents dans les capacités nationales de stockage et de réserves stratégiques, ainsi que le développement de la production nationale de certains produits importés.

Et c'est le cas hier Mercredi 9 Mars 2022 et dans l'ambition de le Maroc continue de blinder la souveraineté alimentaire et sanitaire, 13 conventions d'investissement dans les secteurs des industries agroalimentaires et pharmaceutiques ont été signées dans un environnement tumultueux marqué par la baisse des investissements étrangers et par le double effet de la crise sanitaire et la guerre entre la Russie et Ukraine.

Répartis sur cinq régions, Casablanca-Settat, Rabat-Salé-Kénitra, l'Oriental, Fès-Meknès et Tanger-Tétouan-El Hoceima, les 10 projets d'investissement de l'agroalimentaire, accompagnés dans le cadre du contrat-programme pour le développement des industries agroalimentaires, relèvent également des filières de la biscuiterie, chocolaterie et confiserie; des pâtes alimentaires et couscous; de transformation des fruits et légumes et de l'industrie laitière, ainsi que la mise en place des pharmaceutiques qui seront dédiées à la fabrication et au conditionnement exclusifs des médicaments génériques hospitaliers injectables visant à répondre à la demande croissante du marché national en médicaments et d'augmenter la capacité nationale de fabrication de génériques à forte valeur ajoutée et de développer certaines formes galéniques telles que les injectables.

1,731 Milliards de dirhams est le montant équivalent aux 13 conventions d'investissement générateurs de richesses et d'emplois, portés, majoritairement, par des capitaux marocains, témoigne de la grande dynamique que connaissent nos industries et augure du retour de l'économie Marocaine à une souveraineté économique sur des segments de chaînes de valeurs qui jusque-là étaient légèrement délaissées, où le tissu industriel Marocain prend de plus en plus des parts du marché, complétant et renforçant ainsi l'intégration du Royaume.

Au-delà du "Made in Morocco" et du marché local, le produit national doit aspirer à percer dans le marché mondial avec une gamme de produits diversifiés et à forte valeur ajoutée.

FORAUTHORUSEOMIT

La relance par l'Investissement au Maroc à l'heure du Covid-19, ou le renouveau des politiques économiques keynésiennes Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 08/12/2021

La pandémie du Coronavirus était initialement une crise sanitaire mondiale, mais qui a fait tâche d'huile en évoluant rapidement vers une crise économique et sociale en affectant tous les contrés du monde à des degrés différents, mais surtout les plus intégrés d'entre eux. La perturbation des chaînes de valeur mondiales, les arrêts de production ont touché les grandes puissances économiques mondiales, d'une manière brutale et soudaine.

Avec la crise économique du Covid-19, la relance économique exige aujourd'hui la présence d'un Etat fort et la mise en place d'un mécanisme institutionnel stabilisateur dans lequel l'investissement joue un rôle central.

Dans ce contexte économique déprimé et tumultueux, l'économie postkeynésienne avec ses principés de base (incertitude radicale, relance de l'investissement, souveraineté, confiance, politique publique), ses codes, reprend son pouvoir partout dans le monde, car elle rime avec le cycle économique dans lequel se trouve l'économie internationale aujourd'hui.

Remémorons-nous tous, en 1972, le président Américain Richard Nixon n'hésita pas à déclarer "désormais nous sommes tous keynésiens" La situation périlleuse du Covid-19 nous ne inciterait-elle presque à reprendre ses mots? Aux Etats-Unis, le plan de soutien Américain, en plein confinement, avoisina les 850 Milliards, complété par "Helicopter Money": Un chèque de 1.000 Euros pour chaque adulte Américain et la moitié pour enfants. Les économies Européennes sortirent l'artillerie lourde sur le plan budgétaire. Ces dispositifs contra-cycliques de dépenses publiques supplémentaires n'ont-ils pas des allures de politique keynésienne, terme renvoyant au célèbre économiste britannique John Maynard Keynes.

Souvenons-nous tous durant les premiers cours de l'économie politique de la macroéconomie que pendant la grande crise économique des années 1930, John Maynard Keynes rédigea son œuvre majeure "Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie " qui provoqua ce qu'on appelle la "révolution keynésienne". Sa thèse centrale, contrairement à l'approche néoclassique, est que le marché ne s'autorégule pas : il n'assure pas le pleinemploi et l'intervention de l'État à travers l'investissement public est nécessaire pour réamorcer l'économie dans les périodes de récession.

En effet, schématiquement, un plan de relance keynésienne de l'économie consiste à infiltrer de l'argent dans l'économie pour lui permettre de redémarrer par la dépense publique (commandes et travaux publics...), ces commandes baissent le solde de l'État dans un premier temps, mais elles entraînent une augmentation des besoins (main d'œuvre, matériaux, équipement, matières premières), relaçant les investissements des fournisseurs (outils de production, embauches...), diminuant le chômage, augmentant le pouvoir d'achat et, in fine, engendrant un effet multiplicateur dans tous les secteurs d'activité.

Ce plan de relance keynésienne a été formalisé par l'économiste J.M.Keynes après la crise de 1929 et a été pratiquée avec succès après la seconde guerre mondiale ce qu'on appelait les trente glorieuses.

Atteindre ces objectifs de relance économique requiert de réhabiliter la politique budgétaire comme instrument clé de la politique économique, à rebours de sa marginalisation depuis plusieurs décennies. La crise du Covid-19 impose de changer le référentiel intellectuel prédominant en macroéconomie. La politique budgétaire devient, ainsi, l'outil privilégié de la politique économique comme le recommandent les post-keynésiens au contraire des tenants du nouveau consensus en macroéconomie néoclassique où ces politiques d'austérité d'obédience néolibérales, bien avant la crise du Coronavirus, ont révélé leurs limites et ont eu des conséquences néfastes, car

elles diminuèrent la capacité productive et allèrent à l'encontre de l'objectif de plein emploi engendrant chômage, inégalité sociales, creusement du déficit commercial, dette publique et privée, exclusion sociale.

La crise du Covid-19 a certes un fond keynésien: Lorsque les forces économiques privées sont confinées chez elles et que seule la puissance publique peut intervenir, le marché ne peut logiquement être autorégulateur, à supposer qu'il le soit déjà en temps normal. La mise des prérogatives sociales de l'Etat et des stabilisateurs automatiques, mis en avant par le néo-keynésien Samuelson, jouent en faveur de Keynes.

Au Maroc, devant la première chambre pour faire le point sur la situation économique et sociale du pays, Le Chef du gouvernement, AKHNOUCH n'a-t-il pas abordé la question de la consolidation des services publics à travers l'épithète de "l'État Social" (enseignement, création d'emplois, généralisation de la protection sociale ...)

Faut-il souligner que le déclenchement de la crise économique provoquée par la Covid-19 au début de l'année 2020 n'est comparable ni à celui de la crise de 1929 ni à celui de 2008; ses effets non plus: La crise de 2020 se caractérise promptement par un très violent choc d'offre négatif (la production est en partie bloquée par les mesures de confinement ou les ruptures observées dans les chaînes de production globalisées) alors que la survenue consécutive, et d'ores et déjà amorcée, d'un choc de demande lui aussi négatif, est inévitable. Les commandes adressées aux entreprises se réduisent du fait de la baisse des revenus et de la contraction des exportations; les anticipations de revenus futurs sont elles aussi revues déclenchant une diminution de l'investissement.

La politique budgétaire, du moins à court terme, ne peut pas prétendre répondre au choc d'offre. Néanmoins, en modifiant les conditions de la demande, la politique budgétaire peut, à terme, influencer les conditions de l'offre. Ainsi, en soutenant la demande effective et en générant de nouveaux

investissements publics, la politique budgétaire encourage l'investissement privé et joue, à moyenne échéance, sur les conditions de l'offre.

C'est dans ce contexte et pour profiter de l'effet multiplicateur keynésien, que l'exécutif AZIZ AKHNOUCH s'attaque sérieusement à l'investissement. Pour preuve, le projet de loi de Finances PLF 2022 ne prévoit-il une prouesse des investissements publics de l'ordre de 245 Milliards de dhs, représentant plus de 20% du PIB, un plafond jamais franchi par le passé, pour aiguillonner la croissance, relancer l'économie et créant 250.000 emplois directs durant les deux prochaines années.

En sus d'être générateur de commandes, de marchés et de revenus pour les entreprises privées Marocaines, qui elles-mêmes créent des emplois, l'investissement public joue également un rôle structurant pour drainer davantage d'investissements et de capitaux du secteur privé, qu'ils soient étrangers ou Marocains.

Aussi, les entreprises Marocaines ayant tendance à être plus grandes, plus innovantes joueront un rôle important en accélérant la diversification économique et en stimulant les petites et moyennes entreprises Marocaines (PME) par le biais de connexions et liens d'affaires permettant d'encourager une dynamique économique durable, inclusive, technologique et plus globale à l'ensemble du tissu économique et social Marocain.

C'est ce qui explique aussi les raisons qui ont amené le chef du Gouvernement AZIZ AKHNOUCH à multiplier les fréquences de réunions de la Commission des Investissements chaque semaine à l'investissement où moult conventions, mémorandums d'entente et partenariats sont scellés avec des opérateurs étrangers et Marocains, des réunions hebdomadaires, avec les directeurs des Centres Régionaux de l'Investissement CRI, pour dresser un bilan détaillé des projets conventionnés, de voir leur état d'avancement,

d'identifier les retards et leurs causes afin de prendre les mesures qui s'imposent pour y remédier et fluidifier l'acte d'investir alors la Commission des Investissements se réunit une fois tous les six mois sous l'ère des précédents gouvernements. Une démarche volontariste et soutenue qui confirme que la relance et la croissance passent irrémédiablement par l'investissement.

En outre, pour renforcer le chantier de l'investissement, le chef du Gouvernement AZIZ AKHNOUCH lors d'un conseil du Gouvernement, ce gisement sera renforcé par le projet de la nouvelle Charte de l'investissement, en cours d'élaboration, un minerai qui permettra de démultiplier l'investissement privé, de garantir toutes les conditions incitatives, légales, financières, fiscales, matérielles, techniques, logistiques aux entreprises et offrir une visibilité au milieu des affaires, aux investisseurs étrangers, afin de jouer pleinement le rôle qui leur échoit pours le soutien de l'économie nationale et l'accélération de l'exécution des investissements, en singulier ceux ayant un impact en termes de création d'opportunités d'emploi et de valeur ajoutée.

Ce renouveau d'intérêt et ce changement de vision en matière d'investissement est encore plus d'actualité au regard de certaines orientations majeures prises par le chef du Gouvernement AZIZ AKHNOUCH: La régionalisation avancée n'en-est-elle pas la meilleure illustration? Pour disposer de régions compactes, fortes et denses, cela ne nécessitera-t-il pas un travail de rééquilibrage délibéré de l'investissement entre les territoires au vu des derniers chiffres du HCP où 3 régions, qui représentent l'axe Tanger-El Jadida, concentrent à elles seules plus de 60% de la création de richesse et de valeur ajoutée qui ne sont finalement que la résultante d'un déséquilibre de partage de l'investissement.

Aussi, une autre action de rééquilibrage est inéluctable entre la sphère publique et privée. Dorénavant, la norme standard admise à l'échelle

mondiale stipule que dans une économie solide, le volume de l'investissement privé doit représenter le double de celui du public. Pour 2022, à titre illustratif, dans le projet de loi de finances PLF2022, si l'Etat a prévu d'investir 245 Milliards de dhs, le secteur privé devrait en afficher 500 Milliards de dhs ce qui est encore l'une des options de l'avenir. En Turquie, le taux de l'investissement privé est de 85% contre 15% pour le public.

En somme, le Team AKHNOUCH envoie un signal fort en traduisant pas les chiffres, sa politique keynésienne qui veut faire de l'Etat et de l'investissement public les carburants de la relance économique. Cependant pour que la politique l'investissement public d'obédience keynésienne puisse impacter positivement la croissance économique, sa coordination est incontournable avec les autres formes de politiques économiques (politique monétaire, politique de change, politique industrielle....etc.) et disposer des compétences humaines de haut niveau, capables d'améliorer la capacité d'absorption du tissu économique national dans son ensemble.

Earth song

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 23/11/2021

"Earth Song", le titre semble dévier l'imaginaire des mélomanes vers le 3éme single, la chanson écologique de Michael Jackson la plus populaire qui incorpore des éléments de Blues, de Gospel et d'Opéra, tiré de l'album HIStory le 27 Novembre 1995, "Earth Song" qui a atteint le Top 5 de nombreux classements musicaux et classée N° 1 au Royaume-Uni en devenant la chanson de Michael Jackson la mieux vendue dans ce pays. Il s'accompagne d'un très beau clip, tourné dans 4 régions du monde : Croatie, Tanzanie, Brésil et New-York aux Etats-Unis.

"Earth Song" aborde la thématique récurrente de l'environnement, ses strophes et syllabes évoquent la guerre, la pollution, la déforestation, l'incendie et la frénésie envers la planète et les animaux. A travers "Earth Song", Michael Jackson essaya de faire passer un message écologiste et estima lors d'une interview que la chanson représente une occasion de faire entendre aux gens la voix et les douleurs de la planète lorsqu'il chante "I think earth feels the pain, and she has wounds [...] this is my chance to pretty much let people hear the voice of the planet."

À l'époque, les questions environnementales deviennent un véritable sujet d'alerte, d'effarement à travers le monde. Chacun de nous se souvient, quelques années plus tôt, en 1986, de l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl, en Ukraine, ou encore, en 1989, de la tournée médiatique du chef Raoni, accompagné du chanteur british Sting pour sonner et proclamer la déforestation de l'Amazonie.

"Earth Song", c'est cette mélodie de Michael Jackson qui nous inspira à rédiger cette chronique sur les préjudices et les dégâts subis envers la planète.

Historiquement, au Québec, et ce malgré les avertissements de bon nombre de scientifiques depuis les années 1970, ce sont le déluge du Saguenay (à quelques kilomètres du Québec) de 1996 et la tempête de verglas de Janvier 1998 qui ont fortement révélé que notre société visant efficacité, productivité et optimisation industrielle n'a peut-être pas autant d'emprise que prévu sur les impacts du climat. En fait, non seulement cette société post-industrielle efficace, productive et optimisée a fortement fragilisée par la variabilité naturelle du climat, mais celle-ci a contribué vélocement à exaspérer sa vulnérabilité en ajoutant malencontreusement dans la biosphère la "strychnine" des gaz à effet de serre.

Ce réchauffement des températures de la surface de la planète provoquera une importante fonte de glaciers polaires et alpins, ainsi qu'une hausse du niveau de la mer pouvant atteindre jusqu'à 95 centimètres d'ici la fin du 21ème siècle. Cette flambée, induite par la fonte de glaciers mais, surtout par simple expansion thermique de l'eau réchauffée, rendrait particulièrement vulnérable aux inondations les basses terres côtières où plus de 50% des habitants de cette planète y vivent.

Avec une augmentation du nombre de journées avec de telles températures très chaudes, la fréquence des vagues de chaleur et des épisodes de smog devraient croître. L'augmentation de ce type d'événements provoquera une augmentation dans le nombre de décès reliés à la chaleur et entraîne une plus grande incidence d'allergies et de maladies respiratoires et cardiovasculaires. Aussi, des experts nous mettent en garde que d'ici 50 ans, plus d'un 1,5 Milliard de personnes pourraient être tyrannisées à s'évader des réchauffements températures odieuses.

Les signes précurseurs de cette chauffée climatique ne se font-ils pas sentir ? Désastres naturelles d'origine climatique, météorologique, hydrologique, catastrophes et calamités qui consistent en épisodes de vagues de chaleur à plus de cinquante degrés, de pluies diluviennes, inondations, feux de forêt,

séismes abîmant sous les eaux des pays comme la Belgique et l'Allemagne, ou ravageurs ouragans et méga-feux réduisant en cendres des contrées entières comme l'Ouest-Américain, la Sibérie et la ceinture méditerranéenne durant l'été.

Des sécheresses dans le sud, des tempêtes tropicales, des invasions de criquets en Afrique de l'Est et des inondations forçant plus d'un Million de personnes à quitter leur foyer en Somalie.

Les quelques illustrations fournies dans cette chronique ne brossent qu'un tableau incomplet des impacts potentiels des changements climatiques alors que l'humanité prend pour bouc émissaire de la fatalité au lieu de prendre conscience qu'il faut changer sa façon d'habiter la terre et renoncer à ses mauvaises habitudes.

Notre patrie a enregistré, cet été et même en automne, de nouvelles vagues de chaleur. Aussi, de nouveaux records de chaleur ont sapé plusieurs contrés, des incendies s'en sont suivis, qui ont ravagé les forêts au Canada et Californie notamment. Ne se sont-ils pas les signes avant-coureurs très alarmants de méga-sécheresses et de l'acidification des océans ? Tel est le résultat d'un réchauffement des températures mondiales.

Avouons-le, après l'échec du protocole de Kyoto de 1997, Marrakech, Bonn, Katowice, Madrid... et aujourd'hui Glasgow. Ces messes, en grande pompe, sonnaillent plutôt comme une ribambelle de promesses non tenues et renvoyées aux calendes grecques. Pour preuve, la préservation du climat n'est pas entrée dans l'équation; après la plus dure épreuve de la pandémie de Covid-19, le trend industriel est reparti de plus bel à la hausse, pour atteindre en 2021 son niveau d'avant-crise. Aucun réel tournant n'a été opéré et somme toute, les plans de relance n'ont fléchi que 3% des investissements vers les énergies bas carbone selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE).

Suite aux échecs des précédents engagements et après plusieurs reports dus à l'épidémie de Covid-19, le Sommet des Nations Unies la 15éme Conférence des parties (COP) de la Convention sur la diversité biologique qui a eu lieu 11 Octobre 2021, à Kunming en Chine n'a pas connu de grandes avancées nécessaires sur un nouveau traité international pour la conservation à même à stopper la perte en cours de la diversité des plantes et des animaux sur Terre. On est toujours loin d'atteindre la vision à 2050 de vivre en harmonie avec la nature et des cibles visant à ce qu'au moins 30 % des zones terrestres et des zones maritimes soient conservées grâce à des systèmes de zones protégées et d'autres mesures de conservation efficaces ou à limiter les pollutions agricoles ou plastiques.

Quelques semaines plus tard, cette conférence a été suivie par le fameux sommet mondial sur le climat COP26 à Glasgow qui s'est soldé à son tour par un échec: Alors que la planète se trouve selon l'ONU sur une trajectoire "catastrophique" de réchauffement de 2,7°C par rapport à l'ère préindustrielle, les 200 pays de la COP26 ont adopté samedi 13 Novembre 2021 un accord pour accélérer la lutte contre le réchauffement de la planète, sans assurer de le contenir à 1,5°C ni répondre aux demandes d'aide financière des pays démunis. Fiasco qui peut être expliqué par le conformisme des politiques des gouvernements et leur complaisance vis-àvis des lobbies qui les empêchent d'avancer, critiquant "les promesses d'ivrognes" de certains pays au lieu d'"engagements sérieux" selon le candidat écologiste à l'élection présidentielle de l'Élysée Yannick Jadot, un échec audible sur le visage avec les larmes aux yeux du président de la conférence sur le Climat, Alok Sharma.

Les rapports alarmants nous cessent de s'enchaîner, les preuves tangibles ne cessent jamais de s'accumuler, les scénarios les plus noirs ne cessent de se confirmer sur les cries d'orfraie de la terre. Nous restons pourtant

étonnamment amorphes et inertes au regard de ce qui constitue le plus grand risque de mettre notre espèce en péril.

La communauté internationale, somme toute, ne doit-elle pas cesser ses promesses de monts et merveilles et ses attitudes timorées en s'attelant vers la mise en œuvre de résolutions concrètes selon un agenda bien défini en prenant appui sur une volonté politique forte et frontale afin d'inverser le cours tumultueux de la planète et reprendre le contrôle du climat dans le monde ? A défaut, l'humanité sera condamnée à un avenir infernal selon les propos du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres !!!

FORAUTHORUSEOMIX

Climat, COP 26 et la promesse de 1,5° à l'ombre : Que des promesses !!!

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 07/11/2021

C'est un secret de polichinelle qu'aujourd'hui, personne, n'est indifférent au réchauffement climatique et aux dommages collatéraux qu'il fait appesantir sur l'écosystème, la finance et l'économie, l'agriculture ou la santé humaine. Pour preuve, d'année en année, ce réchauffage se traduit en désastres naturelles d'origine climatique, météorologique ou hydrologique.

Catastrophes et calamités qui consistent en épisodes de vagues de chaleur à cinquante degrés, de pluies diluviennes, inondations, feux de forêt, séismes abîmant sous les eaux des pays comme la Belgique et l'Allemagne, ou ravageurs ouragans et méga-feux réduisant en cendres des contrées entières comme l'Ouest-Américain, la Sibérie et la ceinture méditerranéenne durant l'été. Des invasions de criquets en Afrique de l'Est, des sécheresses dans le sud, des tempêtes tropicales et des inondations forçant plus d'un Million de personnes à quitter leur foyer en Somalie.

De telles cataclysmes et cyclones ont été multipliés par cinq entre 1970 et 2019, selon les estimations de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM).

A ce titre, nul ne doute que la thèmatique récurrente du chauffe climatique est dans tous les esprits parmi les participants à la 26éme session de la Conférence des Parties (COP 26) qui s'est ouverte lundi 1er Novembre 2021 à Glasgow en Ecosse qui se déroule à l'ombre portée de l'épidémie de Covid 19 qui a entraîné son report d'un an et qui illustre tragiquement les risques planétaires du 21éme siècle qui va durer deux semaines et qui réunit près de 200 pays; conférence considérée comme la dernière chance pour sauver la planète, qui se préoccupe aussi bien de savoir comment réduire les émissions de carbone que de faire face aux effets dirimants et néfastes du changement

climatique et présenter des plans concrets de limiter à 2°C, et dans l'idéal à 1,5°C et pour réduire de 45 % les gaz à effet de serre sur les dix ans à venir et pour les supprimer totalement d'ici 2050.

Certes, les différents blocs de négociation qui sont présents au sommet du COP 26 de l'ONU défendent leurs propres priorités en fonction de leur situation climatique et économique.

Un réchauffement qui impacte particulièrement l'Afrique, contraint à subir les émissions de CO2 des pays les plus riches.

Alors que la plupart des pays de la planète peinent à réduire prodigieusement leur empreinte carbone, dans les pays du Sud, en général et en Afrique en particulier, continent qui représente moins de 4% du total mondial des émissions de carbone, le débat est différent : Pour les pays Africains, la problématique n'est pas de savoir comment réduire les émissions de carbone, mais surtout comment financer les effets dévastateurs du changement climatique ce qui nécessite des fonds énormes que les pays Africains ne peuvent se permettre et ce, d'autant plus que les plus démunis d'entre eux (33 figurent parmi les 47 pays les moins avancés) s'inquiètent du fait qu'ils n'ont pas reçu jusqu'aujourd'hui la manne financière promise par les pays nantis.

A égard, une étude de l'ONU n'a-t-elle pas estimé, il y a quelques années, que l'Afrique subsaharienne aurait à elle seule besoin d'un financement d'environ 50 Milliards de dollars US par an pour l'adaptation au changement climatique d'ici 2050.

A titre illustratif, l'Afrique du Sud, qui dépend fortement du charbon et qui est le 14éme émetteur mondial de gaz à effet de serre, a clairement indiqué que sa sortie du charbon est conditionnée aux financements des pays plus riches.

De fait, au regard de l'endommagement climatique affligé à l'Afrique, les faibles financements et la carence de l'appui technologique qui lui sont dévolus, attestent, de la manière la plus ostensible, la syncope du système international qui chante en chorale, à chaque sommet climatique, la tarte à la crème des effets nuisibles du changement climatique et du COP de la dernière chance.

Aussi, l'Afrique a besoin, non seulement, de ressources financières, mais aussi de transfert de technologie : Il incombe à la communauté internationale, de manière urgente, d'affirmer une volonté politique réelle et audacieuse en s'engageant plus équitablement et impartialement en faveur de l'Afrique, astreinte de subir les corollaires d'un ordre économique mondial qui ne lui profite pas dans de proportions légitimes.

Avec une telle détermination, l'Afrique peut s'associér aux pays riches dans une adhérence plus ferme aux efforts de lutte contre les retombés dévastateurs du changement climatique.

Avouons-le, après l'échec du protocole de Kyoto de 1997, Marrakech, Bonn, Katowice, Madrid... et aujourd'hui Glasgow. Ces messes, en grande pompe, sonnaillent plutôt comme une ribambelle de promesses non tenues et renvoyées aux calendes grecques. Pour preuve, la préservation du climat n'est pas entrée dans l'équation; après la plus dure épreuve de la pandémie de Covid-19, le trend industriel est reparti à la hausse, pour atteindre en 2021 son niveau d'avant-crise. Aucun réel tournant n'a été opéré et somme toute, les plans de relance n'ont fléchi que 3% des investissements vers les énergies bas carbone selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE).

En guise de conclusion, la communauté internationale doit cesser ses promesses de monts et merveilles et ses attitudes timorées en s'attelant vers la mise en œuvre de résolutions concrètes selon un agenda bien défini en prenant appui sur une volonté politique forte et frontale afin d'inverser le cours tumultueux de la planète et reprendre le contrôle du climat dans le

monde. A défaut, l'humanité sera condamnée à un avenir infernal selon les dires du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres !!

FORAUTHORUSEOMIT

L'invariant Afghan est plus virulent que le variant Indien, 20 ans plus tard les Talibans aux commandes : Quels enseignements ? Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 24/08/2021

Le 15 Août dernier, Kaboul, la capitale de l'Afghanistan, tomba littéralement entre les mains des Talibans après l'effondrement des forces Gouvernementales et la fuite à l'étranger du Président Ashraf Ghani. Des scènes apocalyptiques y ont eu lieu, où l'on a pu voir des centaines et des milliers d'Afghans, tenter opiniâtrement de monter et de s'accrocher à un avion Boeing C-17 de l'Armée Américaine, des scènes bibliques qui ont réveillé aux États-Unis le traumatisme de la guerre du Vietnam et de l'évacuation piteuse des diplomates américains à Saigon le 30 avril 1975 et qui m'ont fait rappeler des films fétiches que j'ai vus au Cinéma à l'instar de Né un 4 Juillet, Platoon, retour vers l'enfer, Voyage au bout de l'enfer.....etc.

L'exécutif Biden a défendu sa décision de mettre fin à 20 ans de guerre, la plus longue qu'ait connue l'Amérique. "Ceci n'est pas Saïgon", a assuré dimanche le secrétaire d'État américain Antony Blinken sur CNN, évoquant la chute de la capitale vietnamienne en 1975, un souvenir encore douloureux pour les États-Unis. Mais la pilule est amère pour Washington dont l'image en ressort profondément écornée et qui déplore 2.500 morts et une facture de plus de 2.000 milliards de dollars.

Sans entrer dans l'historique de cette guerre qui n'est pas l'objet de cette chronique; Quels enseignements pourrons-nous inférer de ces 20 années fatales?

- Primo : Une démocratisation ne se fait guère sous la mainmise d'une puissance étrangère, mais jaillit d'une multiplicité de paramètres et de modulations socio-économiques intrinsèques au pays, et sans lesquelles aucune transfiguration politique pérenne ne peut se produire

- Secundo: Une razzia humanitaire comme celle menée par les USA en Afghanistan, ne se fait pas comme par des mitraillages de médicaments, ou des canonnages de boîtes de conserves et de livres, mais bien par des fusées effrontément funestes qui, en sus, de faire des dizaines de milliers de morts, élucubre une cinétique de résistance qui peut compter sur l'appui immarcescible d'une population autochtone ravilie opprimée par l'aliénation qu'elle a eu à subir. Pour preuve: Après 20 années de guerre, les Américains ne croyaient-ils pas combattre les Talibans au moment où ils bataillaient les Pachtounes, soit rappelons-le encore, l'ethnie majoritaire du pays ?
- Tertio : Une mutation sociale et un changement de mentalité aussi optative et endurable soit-il, ne se fait pas par la diabolisation et l'ostracisation d'un pays ou d'un peuple, mais bien au contraire, par son inclusion dans le droit humain international et son insertion dans la réalité économique mondiale.
- Quarto : Le terrorisme et le radicalisme rudimentaire constituent du point de vue de la géopolitique des grandes mainmises et tyrannies mondiales, deux répliques et deux armes dont on peut facilement perdre le contrôle, au point de les voir se retourner contre soi-même.

Chaque pays et chaque peuple a ses spécificités, sa temporalité et sa propre trajectoire de développement. Essayez de bousculer cette réalité anthropologique par une ingérence quelconque entrainera des résistances voir des rebelles, car le réel a sa propre dialectique et ne tolère jamais d'être bousculé ni violenté.

Une fois libéré du joug Américain que sera le nouvel Afghan? Sera-t-il un Gouvernement afghan qui préserve les droits fondamentaux de son peuple dont la moitié de sa population - ses femmes et ses filles, car les Hirondelles de Kaboul pour reprendre Yasmina Khadra, principalement dans les villes, craignent que les talibans n'imposent la même version ultrarigoriste de la loi islamique que lorsqu'ils dirigeaient leur pays, entre 1996 et 2001, des femmes, qui observent déjà des retombées immédiates sur leur quotidien, car

on se souvient durant le règne du mouvement islamique, une application ultra-rigoriste de la loi islamique était en place où les femmes n'avaient pas le droit d'aller à l'école, de travailler, subissaient des mariages forcés, devaient porter le voile intégral, ne pouvaient sortir de chez elles sans un chaperon masculin et étaient lapidées ou fouettées sur la place publique en cas d'adultère, par exemple ? Le Temps est révélateur !!!!

FOR AUTHORUSE ONLY

Une nouvelle posture géopolitique Maghrébine : L'autre dimension du Discours du trône du 31 Juillet 2021

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 18/08/2021

Si les modulations géopolitiques et géoéconomiques internationales rendent plus qu'immanquable et manifeste une refonte de la coopération en Méditerranée, il n'en demeure pas moins que l'édification d'une Union Maghrébine (UMA) reste toujours un projet historique porteur d'espoir pour les 5 pays du Maghreb. Ainsi, à la lumière de l'éloge Royal dans lequel le Souverain Marocain tend la main à l'Algérie, nous chronique a pour ambition de réfléchir sur l'importance et la pertinence d'une Union maghrébine qui reste un impératif de stabilité régionale, pouvant assurer non seulement la prospérité économique et l'arrimage à la rive Nord de la Méditerranée mais représenter aussi un pôle géopolitique contribuant à la préservation des équilibres mondiaux.

Cette serrure, depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, ne bute-t-il pas sur un droit naturel et un principe juridique authentique, consacré par les instruments internationaux, notamment le Traité de Marrakech scellé le 17 Février 1989 à Marrakech, texte fondateur de l'Union du Maghreb Arabe qui prévoit la libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux entre les pays constitutifs de l'espace maghrébin : Maroc, Tunisie, Algérie, Libye et la Mauritanie ?

A travers le panégyrique Royal, le Souverain s'attache à poursuivre ses efforts sincères et louables pour cimenter la sécurité et la stabilité dans son environnement africain et euro-méditerranéen, et plus singulièrement dans son voisinage maghrébin, en particulier avec l'Algérie à travers l'établissement de relations bilatérales fondées sur la confiance, le dialogue et le bon voisinage.

C'est la partie la plus large du discours vu le contexte géopolitique très particulier dans lequel le Maroc a évolué dernièrement. Tandis que certains y voient un desiderata édifiant, d'autres une approche créative, une troisième grille de lecture, celle de la rigueur, semble avoir été totalement omise par les analystes. Deux niveaux d'analyse nous semblent importants.

- Le premier niveau d'analyse est la nature prochronique et désuète des éréthismes actuels, en singulier l'enclos des frontières entre nos deux jumeaux pour reprendre l'expression du Souverain Marocain. Une muraille héritée du passé et qui n'a plus lieu d'être eu égard à l'interdépendance et la complémentarité irrécusable entre nos deux pays autant au niveau historique et civilisationnel qu'au niveau économique, stratégique et géopolitique pour toute la région que ce soit la coopération verticale Nord/Sud (la méditerrané et l'Europe) ou les échanges horizontaux Sud/Sud avec le reste de l'Afrique.

Au regard des blocs commerciaux régionaux, le Maghreb demeure l'une des régions les moins intégrées du monde. Le "non-Maghreb" bloquerait le potentiel de développement de la région où diverses sources estimeraient le coût du "non Maghreb" entre 1 et 2 % du PIB.

Quant à l'intrus à l'origine de la division actuelle dont il est question dans le discours Royal, cela renvoie, à certaines puissances et forces occidentales du point de vue contemporain : Ces mainmises œuvrent inépuisablement en vue de pérenniser le Maghreb dans un morphogramme de division permanente, quitte à entreprendre des "Openfields" pléonastiques de désinformation (affaire Pegasus), de déstabilisation (printemps arabes) et d'isolement du Maroc sur la scène internationale (provocations de l'Espagne, activisme diplomatique anti-marocain mené par l'Allemagne, rôle de l'Open Society dans l'affaire Pegasus ...).

Dans une région qui concentre des intérêts stratégiques de première importance, les grandes puissances n'épient-elles et ne suivent-elles pas de près les mutations qui s'accélèrent ?

Le projet d'intégration maghrébine n'a-t-il pas pâti de facteurs exogènes tel le développement du Partenariat euro-méditerranéen ? Au moment où l'UMA entrait en sommeil, l'UE perfectionnait son projet de partenariat avec la rive sud de la Méditerranée avec l'objectif d'établir une "zone euro-méditerranéenne de libre échange" dont l'architecture est constituée par les accords d'association de l'UE avec les États de la rive sud de la Méditerranée dont l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.

Concernant le cœur sur la main du Souverain et la main tendue par le Maroc à l'Algérie, le premier niveau de lecture est substantiel et pragmatiste. Les "Jumeaux" sont confrontés à des menaces géostratégiques et géopolitiques homologues.

Pour preuve, le Souverain Marocain, dans sa rhétorique, a bien souligné que "
La vérité est que le Maroc et l'Algérie sont tous deux confrontés aux problèmes de l'immigration, de la contrebande, du narcotrafic et de la traite des êtres humains. Les bandes qui s'adonnent à ces activités criminelles sont notre véritable ennemi commun. Si, ensemble, nous nous attelons à les combattre, nous parviendrons à mettre fin à leurs agissements en extirpant leur mal à la racine."

Les intérêts du Maroc et l'Algérie étant convergents et leurs destinées attelées et cadenassées par l'histoire et la géographie, le Maroc et l'Algérie ont tout intérêt à outrepasser les faux clivages qui les départagent et à agir de concert et de front pour rasséréner la région et enchaîner une nouvelle géopolitique étayée sur la confiance, le dialogue et le bon voisinage, car tandis que la stabilité et la sécurité régionale se "co-construisent", l'instabilité de l'un agit de facto sur l'autre.

- Le deuxième niveau de lecture où résiderait la rigueur du discours Royal, concerne le principe de réciprocité évoqué par le Souverain " Ce qui vous affecte nous touche et ce qui vous atteint nous accable. Aussi, Nous considérons que la sécurité et la stabilité de l'Algérie, et la quiétude de son

peuple sont organiquement liées à la sécurité et à la stabilité du Maroc. Corollairement, ce qui touche le Maroc affecte tout autant l'Algérie ; car les deux pays font indissolublement corps."

Aussi, pour contextualiser le discours du Souverain, nous préférons faire référence aux évènements diplomatiques à travers la note adressée par l'Ambassadeur du Maroc à l'ONU, à la présidence du Mouvement des non-alignés, où il rappelle que "le principe d'autodétermination n'est pas un principe à la carte", et "le peuple Kabyle mérite, plus que tout autre, de jouir pleinement de son droit à l'autodétermination».

Il en résulte que situé dans son contexte, ce que ce qui touche le Maroc dans son Sahara, affectera tout autant l'Algérie dans sa Kabylie.

La seule alternative viable pour le pouvoir algérien serait donc de serrer une fois pour toutes la main qui lui est tendue par le Maroc, et de contribuer activement à jeter les bases d'un nouveau pacte de développement, de stabilité régionale fertile et propice à la géopolitique maghrébine évoluant dans son environnement régional et international, qui en plus de profiter irrémédiablement à peuples Maghrébins, mettra fin à la dépendance points de croissance, desserrera l'étau de la contrainte de la dépendance structurelle à l'égard de l'Europe et renforcera la stabilité dans la région au détriment des ingérences étrangères dont les agendas vont à l'encontre de nos intérêts les plus vitaux, malgré le caractère fallacieux et mielleux de leurs discours officiels.

Avec une telle nouvelle reconfiguration géopolitique Maghrébine et pour d'évidentes raisons géostratégiques, les puissances mondiales, l'ensemble des acteurs régionaux et extrarégionaux ne se trouveraient pas dans l'obligation de prendre en considération un rapport de force régional entièrement nouveau?

La Famine au temps du Covid-19 : Epée de Damoclès et Cri d'Orfraie sur la planète

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 03/08/2021

Qui de nous, n'a pas pensé que la dénutrition a été séquestrée dans le sarcophage de la littérature économique ? On était tous persuadé que et la sous-alimentation étaient mollies de notre planète et que l'humanité pouvait faim et subvenir à ses besoins fondamentaux. Malencontreusement, en grande partie aux répercussions de la pandémie de Covid-19, la faim dans le monde s'est considérablement attisée en 2020, alerté l'agence des Nations Unies pour l'Agriculture et l'alimentation (FAO) dans un rapport récent sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde établi conjointement par avec le concours de quatre organismes de l'ONU (le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Selon ce document, 1/10 environ de la population mondiale, ce qui pourrait représenter jusqu'à 811 Millions de personnes est en situation de sous-alimentation en 2020.

Inopportunément, la pandémie du Covid-19 continue de faire ressortir les faiblesses de nos systèmes alimentaires, lesquelles mettent en péril la vie et les moyens d'existence des personnes partout dans le monde.

Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, le Sommet de la nutrition pour la croissance et la vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26), qui ont tous lieu cette année, doivent offrir une occasion de progresser vers l'objectif de la sécurité alimentaire et de la nutrition par la transformation des systèmes alimentaires et doivent avoir une incidence

déterminante sur la deuxième moitié de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, un engagement pris au niveau mondial qui cherche encore son rythme.

Avec le Coronavirus, l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde en 2021 nous interroge sur la réalité calamiteuse que l'épée de Damoclès de la famine nous épie et que la malnutrition est en train de saper les personnes les plus vulnérables dans le monde. La sous-alimentation, dans le monde, constitue un cri d'alarme sur l'évolution de la famine et ce nonobstant les engagements pris par les pays à travers les politiques publiques mises en place pour atteindre les objectifs du développement durable ODD à l'orée 2030.

La lutte contre la malnutrition et la famine, Faut-il rappeler, faisaient partie intégrante de ce nouveau consensus quant aux objectifs du développement adopté par la communauté internationale.

Avec les pertes d'emploi, le chômage, la faim et la malnutrition dans le monde ont accusé une envolée fulminante où le nombre de personnes pâtissant de la faim dans le monde est évalué à 768 en 2020, 821,6 millions en 2018, soit une augmentation de plus de 10 millions de personnes par rapport à 2017. Ce chiffre s'envole pour frôler les deux Milliards de personnes si on inclut les personnes en situation d'insécurité alimentaire.

Aussi, selon un récent rapport d'OXFAM intitulé " le Virus de la faim se propage", 11 personnes risquent de mourir de faim chaque minute, soit un rythme plus élevé que le nombre de victimes du Covid-19 qui est environ de 7 personnes par minute.

Au niveau de la ventilation spatiale de la famine dans le monde et sans aucune surprise, c'est notre continent noir qui vient en tête de peloton de ce classement; l'Afrique subsaharienne, où 224,3 millions de personnes souffraient de malnutrition.

Les autres continents ont, à leur part, ont été affectés par une recrudescence de la famine, notamment en Asie avec 12%, l'Amérique latine et les Caraïbes avec 8%.Les pays qui endurent le plus de la malnutrition sont le Yémen, le Congo démocratique, l'Afghanistan, l'Ethiopie, le Sud Soudan et le Nord du Nigéria. Cependant, cette calamité ne se cantonne pas aux pays pauvres et des pays en développement : Les pays développés ont également connu le regain de la famine au cours des dernières années avec notamment les crises économiques et sociales qui corrodent l'économie mondiale, notamment auprès des couches pauvres et marginalisées. Mais, le côté le plus odieux est que la famine ronge de plus en en plus les mômes. En effet, le rapport des Nations-Unies atteste que le nombre d'enfants qui sont ravagés par la faim et la malnutrition dans le monde est de 149 millions d'enfants ; un chiffre qui nous apostrophe sur le grand chaos du bilan de l'alimentation dans le monde.

Un tableau très noir de l'évolution de la famine qui montre incontestablement que les objectifs fixés dans le consensus sur le développement et les objectifs l'Objectif de la faim zéro et du développement durable ODD en 2030 d'enrayer la famine sont reportés aux calendes grecs. Parmi les raisons de la détérioration des conditions de l'alimentation dans le monde, on énumère le rôle des guerres, des conflits et de l'instabilité politique en général et les catastrophes naturelles qui ont joué un rôle important dans le retour des crises alimentaires. Mais, en dépit de son importance, ce rapport ne s'est intéressé que de manière accessoire à la question des politiques agricoles et des choix de développement mis en place dans ce domaine qui expliquent, à notre sens, largement la dystrophie des conditions de l'alimentation. Malheureusement, depuis la seconde guerre mondiale, les politiques agricoles et les choix de développement agricoles ont été marqués par la prépondérance des politiques industrielles et les intérêts urbains par rapport à ceux du milieu rural et de l'agriculture.

Plus que jamais, aujourd'hui, nous avons besoin d'une rupture avec les choix

passés afin de mettre l'agriculture et l'alimentation au centre pour mettre fin à l'outrage de la faim et de l'insécurité alimentaire dans notre planète qui tue plus de personnes que le sida, la tuberculose et le paludisme.

Ces stratégies passent inlassablement par une réorientation des systèmes agricoles visant à privilégier le développement durable ; stratégies où les organismes humanitaires ont un rôle à jouer en œuvrant pour promouvoir une agriculture durable, pour instaurer des mesures visant à élargir l'accès à la nourriture pour tous, pour améliorer l'économie locale et contribuer à la sécurité alimentaire. Il faudrait toutefois qu'un cadre politique, de gouvernance mondiale crée un environnement favorable en encourageant la paix, la stabilité macroéconomique et en définissant les domaines prioritaires d'un programme de lutte contre la faim.

Avouons-le, en guise de conclusion, la faim dans le monde n'est pas une fatalité, les thèses malthusiennes et néomalthusiennes sont fausses et battues en brèche, les ressources naturelles sont suffisantes depuis la création de la planète. Pour preuve, DIEU dans Sourate FUSSILAT verset 9 et 10 dit "Renierez-vous [l'existence] de celui qui a créé la terre en deux jours et LUI donnerez-vous des égaux ? Tel est le SEIGNEUR de l'univers, c'est LUI qui a fermement fixé des montagnes au-dessus d'elle, l'a bénie et lui assigna ses ressources alimentaires en quatre jours d'égale durée. [Telle est la réponse] à ceux qui t'interrogent."

Le droit à l'alimentation pour tous est une revendication légitime où chacun a son rôle à jouer, des ONG aux pouvoirs politiques sans occulter chacun d'entre nous qui à sa façon, ses propres moyens, peut contribuer à cette lutte par un don, une offre de bénévolat, un effort pour préserver les potentialités de la nature. Le droit à l'alimentation est un droit de naissance pour tout être humain.

Nelson Mandela n'a-t-il pas argué que "La pauvreté n'est pas un accident

comme l'esclavage et l'Apartheid, elle a été faite par l'Homme et elle peut être supprimé par des actions communes de l'humanité" ??

FORAUTHORUSEOMIT

Asymétrie et inégalité de la Vaccination mondiale contre Covid-19 : L'autre pandémie

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 28/07/2021

La pandémie du Covid-19 continue de faire rage avec plus de 4,16 Millions de décès et quelques 100.000 morts chaque semaine. Avec les dommages collatéraux qui en résulte, selon la Banque mondiale, ce sont jusqu'à 150 millions de personnes qui ont été précipitées dans une pauvreté extrême par la Covid-19. Et, d'après le Programme alimentaire mondial PAM, la famine menace 34 Millions de personnes, soit une hausse de 35 % en un an.

Les pays riches comme Crésus se sont accaparés du vaccin, alors que les pays pauvres comme Job font face à des déficits chroniques de doses compromettant leur campagne de vaccination.

Les pays riches disposent de plus de stocks qu'il n'en faut, et en sont même arrivés à l'obligation vaccinale face à des citoyens qui refusent de se faire piquer à l'instar de la France. Pendant ce temps, les pays intermédiaires et pauvres courent après les doses pour circonscrire les ravages d'une pandémie qui y tue chaque jour des milliers de personnes. Cette inégalité d'accès aux vaccins est forcément un terrain fertile à la propagation du virus et à la naissance des variants.

La distribution inégale des vaccins n'est pas seulement un scandale moral, mais aussi un échec économique et épidémiologique, déclara le chef de l'agence de santé des Nations Unies lors d'une réunion ministérielle extraordinaire du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC).

Devant cette situation alarmante tant sur le plan économique, social que sanitaire, distribuer, de façon équitable, des vaccins partout dans le monde représente plus que jamais non seulement un impératif sanitaire et économique mais aussi éthique pour augmenter la couverture vaccinale et

parvenir à l'immunité collective mondiale. Or, l'organisation actuelle de la vaccination mondiale pose un véritable problème de répartition et d'équité. Pour preuve, plus de 80% de toutes les doses de vaccins contre le Covid-19 administrées dans le monde ont été accaparées dans des pays à haut revenus alors que les pays à faible revenu ont eu seulement la part chétive de 0,3%.

Sur les 832 Millions de doses de vaccin administrées, 82% sont allées à des pays à revenu élevé ou intermédiaire supérieur, tandis que seulement 0,2% ont été envoyées aux pays à faible revenu.

Et encore, ces statistiques générales camouflent des disproportions intenables. Ainsi, au moment des pays comme le Canada ou les USA disposeront respectivement de 10 et 8 doses par habitant, des pays aussi bien développés que ceux appartenant à l'Union européenne ne détiendront que de moitié moins. Quant à notre patrie, le Marce, bien que le mieux loti parmi les pays en développement, ne s'adjuge que de 2,5 doses de vaccins anti-Covid-19 par habitant.

Les pays les plus nantis ou pays intermédiaires à bas revenus, ils ne leur échoient que 1,9 pour le Brésil, 1% pour la Thaïlande, 0,7% pour l'Afrique du Sud, 0,2% pour la Tunisie et un infime ratio de 0,01 pour le Sénégal. Un ratio qui chute à 1 sur 500 dans les pays plus pauvres.

Avec ces ratios, on comprend bien que, compte des incertitudes sur la disponibilité et l'efficacité des vaccins, les recommandations de l'OMS de la nécessité d'une injection supplémentaire qui se profile pour 2022, il faut commander plus de trois doses par personne.

Pour les pays pauvres, on est très loin du compte de cet objectif, la plupart des individus dans les pays les plus pauvres n'ont pas eu cette chance de se faire piquer par la seringue de l'espoir. Même le programme COVAX, porté entre autres par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), et à ce jour le seul mécanisme d'attribution de vaccins qui répond à une logique mondiale,

n'arrive pas à administrer plus de 5% du 1,28 Milliards d'injections déjà réalisées au niveau mondial.

Au regard de ce panorama inégal, bravissimo que notre pays arrive à s'en sortir et à tirer son épingle du jeu, en administrant pas moins de 9,9 Millions de doses à ses citoyens, sur les 1,28 Milliard de doses de vaccin contre le Covid-19 répartis au niveau planétaire.

Ceci n'enlève en rien au fait que le virus continuera à circuler avec l'apparition de nouvelles variants. Et de plus belle. Et que la dissémination de nouveaux variants risque d'acheminer la population de certains pays, notamment parmi les 10 les plus vaccinés dans le monde (d'Israël à la Serbie en passant le Royaume-Uni, les Emirats arabes unis, les États-Unis, la Hongrie, le Chili, le Canada, la Finlande, et l'Allemagne) tout droit vers une 4éme vague.

Variant britannique, sud-africain, résiliente, indien variant Béta, Variant Delta, Variant Gamma, Plus de 4.000 variants du SARS-cov-2 ont été identifiés à travers le monde. Les variants foisonnent, mais l'Invariant reste l'ingratitude, l'égoïsme et le selfish Humain. L'Humanité ne sera Universelle que quand l'Humanité est Uni...Vers...Elle.

D'où, la nécessité impérieuse de la solidarité, car toute stratégie qui consiste à vacciner uniquement une partie de la population mondiale ne saura guère une stratégie efficace, car une pandémie mondiale ne peut être combattue seulement par une réplique nationale ou régionale, mais par l'union et la coopération de tous les pays de la planète.

Les Sirènes de Kaboul

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 16/05/2021

Pour reprendre, en guise de prologue, les proses de Yasmina Khadra dans son best-seller "Les Hirondelles de Kaboul" « : Dans les ruines brûlantes de la cité millénaire de Kaboul, la mort rôde, un turban noir autour du crâne. Ici, une lapidation de femme, là un stade rempli pour des exécutions publiques.

C'est le cas dimanche dernier à Kaboul, alors que les Américains sont en train de retirer leurs derniers soldats du pays, des explosions en cascade à la porte de l'établissement scolaire "Sayed Al-Shuhada" s'est produite devant cet établissement scolaire pour filles du quartier surtout peuplé de chiites hazaras, dans l'ouest de la capitale Afghane, au moment où nombre de ses habitants faisaient leurs courses : Plus de 50 personnes, en majorité des lycéennes de jeunes filles de 13 à 18 ans, bravant la peur, les interdits et les menaces, ont été tuées et ont été enterrées dans un cimetière situé au sommet d'une colline appelé "cimetière des martyrs" à Kaboul.

Leurs âmes y reposent laissant derrière plusieurs apostrophes sans réponse : Quel est leur crime ? S'instruire ? S'émanciper ? S'alphabétiser, apprendre ? Ou vivre leur droit incessible à l'éducation ?

Ce drame sidère la communauté internationale et laisse, en vain, le monde à la recherche de réponses tant cette fatalité, comme celles qui l'ont précédé, se dérobe à la raison et se loge dans des cultes extrémistes.

La semaine dernière, ces sirènes avaient contesté contre le manque de corps professoral et de matériel didactique. Ses sirènes plus lumineuses studieuses se battaient chaque jour pour aller à l'école sous le joug des talibans.

Cet attentat misogyne contre des innocentes de Kaboul n'est pas une mésaventure esseulée : C'est une chronologie qui serine au jour le jour, à des filles qui misent leur vie à la quête de leurs ambitions.

A Kaboul, les agressivités et les violences contre les femmes orchestrées dans le cadre d'une stratégie politique délibérée et préméditée : Les talibans et toutes les forces ignorantistes et obscurantistes les instrumentalisent pour oppresser les femmes et confisquer leurs droits les plus élémentaires de lire, d'écrire, de penser par elles-mêmes, et de se libérer de la servitude des phallocrates pour vivre dans une société à leur égale.

Avec ce drame, les Sirènes de Kaboul regagnèrent le cavalcade ténébreux des lycéennes de Chibok au Nigeria, des jeunes Yézidies, des dizaines de milliers de victimes de viol au Soudan, en RDC, en Colombie, au Népal, en Inde, en Tchétchénie.

En 2020, l'Afghanistan est encore l'un des pires pays où naître femme: faible taux de scolarisation des filles, mariage des filles et mariages arrangés, violences basées sur le genre, santé reproductive et maternelle catastrophique, entre autres...

Plus récemment, on constate que les femmes sont les victimes invisibles du Covid-19 en raison de la distance avec les centres de santé, mais surtout des attitudes conservatrices des hommes qui refusent que leur femme, mère ou fille se rende à l'hôpital non accompagnée – la plupart des femmes doivent toujours être accompagnées d'un mahram, un homme de leur famille, pour se déplacer.

Ce féminicide nous rappelle, sur d'autres cieux, que les jeunes filles sont devenues des instruments de terrorisme en Afrique du Sud, en Ouganda, ou au Sierra Leone.

La dévastation des Sirènes de hazaras nous apostrophe sur la nécessité impérieuse de construire des abris pour nos filles ; les violences à l'encontre des femmes ne peuvent plus continuer dans une société misogyne.

C'est un Must, la communauté internationale doit se mobiliser pour prémunir ces filles contre une perdition mondiale dans un vaste sursaut de conscience planétaire, pacifique.

C'est un Must, de "réalléguer" le droit l'apprentissage à l'éducation comme un droit fondamental, véridique et authentique à la déclaration universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948, et à la déclaration universelle des Droits de l'Enfant adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, à l'unanimité le 20 novembre 1959.

C'est un Must, de défendre ensemble l'universalité des valeurs humanistes contre tous les extrémismes et conservatismes de tout bord.

C'est un Must, d'assurer une implication effective des femmes dans les valeurs de paix et excommunier l'emportement des révoltes sexistes pour consacrer une véritable diplomatie des droits des femmes.

Le deuil des Sirènes de Kaboul rétrocèdent un héritage plus immémorial que la mort : Le credo en l'humanité, la justice et la promotion de la parité comme cause mondiale.

Généralisation de la Protection Sociale : Nouveau Chantier de Règne à l'heure du Covid-19

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 18/0 4/2021

RAMADAN n'est-il pas le Mois de la cohésion sociale par excellence? Adéquatement et délibérément, le Souverain Marocain a fait du premier jour du sacré Mois RAMADAN un jour légendaire et illustre par le lancement, au palais royal de Fès, Mercredi 14 avril 2021, de la mise en œuvre du projet de généralisation de la protection sociale.

Ce nouveau chantier social de règne reflète parfaitement l'intérêt prééminent consacré par le Souverain Marocain aux problèmes sociaux, plus singulièrement ceux qui concernent les franges sociales les plus démunies de la population Marocaine.

Il n'est pas casuel que le lancement de ce vaste projet social intervienne au lendemain de l'enclenchement officiel par la Souverain Marocain de "l'opération RAMADAN " qui permettra à plus de 3 Millions de nos compatriotes en situation précaire de bénéficier d'aides alimentaires pour leur donner de vivre 30 jours de jeûne décent et sain.

Aussi, le projet de la Généralisation de la Protection Sociale exprime une autre révélation qui veut que le Souverain Marocain se situe très haut et en dehors des indéterminismes circonstanciels, des agendas politiques politiciens et des spéculations partisanes, qu'ils soient politiques ou syndicaux : Le Souverain Marocain a tranché le nœud gordien en affirmant que la couverture sociale universelle relève de l'intérêt supérieur de la Nation et la décision Royale le corrobore avec fermeté.

En outre, à travers la Couverture Sociale Universelle, le Sultan transcende les comportements corporatistes ou partisans dans l'ambition de donner à ce chantier social la noblesse et la chevalerie qu'elle lui échoit et satisfaire les

besoins sociaux et les attentes des secteurs les plus défavorisés du tissu social Marocain.

Qu'en est-il des effets économiques et sociaux de ce vaste projet de la Généralisation de la Protection Sociale?

Ce chantier "méga social" aura des retombés fructueux sur les conditions de la formation économiques et sociale et, par ricochet, sur la vie des citoyens Marocains, qui seront mieux allotis et prémunis économiquement et socialement.

En sus, à côtés de ceux qui ont un statut, la généralisation de la protection sociale touchera la main d'œuvre exerçant dans le secteur informel, qui sera dores et déjà éligible aux droits sociaux, tout en ciblant cette classe sociale vulnérable par son inclusion dans les circuits formels de tissu économique et social Marocain.

Ainsi, ces catégories sociales démunies auront le même statut, et seront soumises au même régime et bénéficieront des mêmes avantages que celles de l'économie formelle.

Il s'agit là d'un pylône cardinal et un repère inéluctable de la Monarchie Constitutionnelle démocratique, parlementaire et sociale Marocaine, comme en attestent explicitement les mesures déclarées par le Souverain Marocain dans le discours du Trône de 2020 et celui prononcé devant le Parlement en Octobre de la même année, et de ce fait le pilier social demeure omniprésent dans toutes les lois fondamentales du Royaume depuis celle de 1962 ce qui met en relief l'importance d'une pleine citoyenneté qui implique, aux côtés des droits politiques, civiques et économiques, les droits sociaux, garants de l'estime, la dignité, la piété des Marocains et la justice sociale.

Avouons-le, en guise de conclusion : La politique n'est authentique que si elle débouche sur la dignité de l'être humain, la politique n'est solennelle que si elle parvient à promouvoir un projet de société, la politique n'est formelle

et formaliste que si elle prend en charge la sueur de la force du travail et des vies des citoyens Marocains. D'où la leçon Royale qui s'inscrit dans la vision d'un projet de société dont tous les partis politiques doivent s'inspirer.

A l'approche des rendez-vous politiques des élections 2021, la Généralisation de la Protection Sociale, expression d'une volonté Royale affirmée du leadership visionnaire du Souverain Marocain garantira la protection de la classe ouvrière et de ses droits, et de facto, personne ne pourra, ainsi, en pétitionner la paternité, personne ne l'instrumentalisera, par des promesses électoralistes pour illusionner les électeurs Marocains.

FORAUTHORUSEOMIX

Une année après la pandémie du Covid-19 : Doit-on être optimiste en cette période sombre ?

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 11/0 4/2021

C'est un secret de polichinelle que partout sur notre planète terre, l'humanité vit au tempo des resserrements et des couvre-feux nocturnes avec des ports des mascarons qui ont déguisé nos gueules.

Certes, on doit cautionner tout cela (confinement, gestes barrières....etc.) au nom de l'intérêt collectif de la santé publique. Toutefois, on ne peut pas, dénier que la récession plombe les sphères économique et sociale. En effet, sur le volet économique, le tableau est sombre: Les entreprises Marocaines qui publièrent leur chiffre d'affaires de l'année 2020 affichent des reflux outrés qui donnent la migraine. Pour preuve, la Confédération Générale des Entreprises du Maroc CGEM qui représente le secteur privé auprès des pouvoirs publics et des institutionnels n'a-t-elle pas annoncé, lors d'une webinaire tenue il y a plus d'un Mois que les entreprises affiliées à la CGEM accusèrent une décrue de plus de 50% de leur chiffre d'affaires en 2020 ? Aussi, la vague de faillites a coûté la vie au tissu économique entrepreneurial avec comme conséquence la déconfiture des milliers d'entreprises, soit 6.612 entreprises fin 2020.

En outre, les chèques impayés atteignent des pinacles qui tourmentent l'Institut d'Emission et qui font ébranler la rentabilité des Banques Commerciales de près de 50%.

Sur le volet social, en vertu des statistiques du Haut Commissariat au Plan HCP, le chômage continue d'écumer, et notre tissu économique frôle le Million d'emplois perdus à fin Décembre 2020 avec un taux de chômage qui grimpa à 11,9% en 2020 selon la boule du cristal du Fond Monétaire International FMI.

A côté de ce panorama économique et social morose, soyons optimiste et regardons la partie pleine du verre : En dépit de la vulnérabilité de notre système sanitaire, une chandelle après le début de cette pandémie mondiale, les autorités Marocaines ont autant que faire ce peu, bien géré cette crise sanitaire ; une dépression qui a été, à bien des égards, une source d'opportunités d'investissement : Nous ne devons pas occulter que notre patrie a pu se reconvertir en investisseur, producteur et exportateur net de masques et producteur des kits de prélèvement PCR (test PCR 100% Marocain) ainsi que d'autres matériels médicaux.

Ce rappel optimiste est important, car il nous interpelle sur l'utilité, dans ce monde d'aujourd'hui et celui de demain, d'avoir un tissu productif dense et fort, avec des entreprises compétitives futées sur l'innovation et le savoirfaire. Cette crise doit servir de baliseur sur le plan industriel. C'est d'ailleurs, un des motifs pour lequel l'Etat aspire à substituer plus de 83 Milliards de dirhams d'importations par une production locale pour aller vers plus de souveraineté économique loin du modèle classique d'Industrialisation par Substitution aux Importations .

Toujours dans l'aura d'optimisme, sur un autre volet, la reconnaissance de la Marocanité du Sahara par le pays d'Once Sam et la compagne de vaccination ont, il faut le dire, insufflé une brise d'optimisme au moral des Marocains. Mais de là à ce que ces effets d'annonce soient instrumentalisés par certains membres de l'Exécutif et médias Marocains comme des indicateurs de rebond économique, on prend certainement la tangente en mettant la charrue avant les bœufs!

Loin des dogmes nationalistes, une apostrophe interpelle tout le milieu du business, des affaires économiques internationales et des fabricants d'opinion: Doit-on être optimiste en cette période sombre ? Comment un patron d'entreprise qui vit cette toquade peut-il se prononcer et affirmer que

les fondamentaux économiques sont bons et que son unité productive est bien prête pour prendre le sentier de la relance ?

Dans ce flot de panique, d'inquiétude et surtout de peur d'un lendemain incertain, assurément, l'optimisme est une arme, mais à la condition d'être raccordé à la réalité, l'optimisme est une force manifestement, mais il doit être accolé à l'évidence. Instaurer l'état de confiance à la Keynésienne est un arsenal infaillible, mais il doit être embranché à la factualité et du réalisme du tissu économique et social. Dans cette atmosphère déprimée, le pessimisme de la connaissance n'empêche pas l'optimisme de la volonté disait Antonio Gramsci.

Certes être optimiste est un devoir moral comme disait Karl Popper, mais lancer des campagnes d'optimisme, dans ce contexte économique et social tumultueux, c'est manquer de réalisme et peut s'avérer coûteux et contreproductif. Soyons optimistes, soyons réalistes

Agitation des chaînes d'approvisionnement du vaccin Covid-19, perturbation de l'agenda-de la-compagne de-vaccination : Les raisons de la frénésie

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 31/03/2021

La pandémie du Coronavirus était initialement une crise mondiale sanitaire, mais qui a très rapidement évolué en une crise économique et sociale qui a affecté tous les contrés du monde à des degrés différents, mais surtout les plus intégrés d'entre eux. Les arrêts de production ont touché les grandes puissances économiques mondiales, d'une manière brutale et soudaine et la dépression économique généralisée n'est plus une crainte mais une réalité. Au même titre que ses partenaires, le Maroc a subi de plein fouet la crise du Covid 19 qui a mis rude épreuve les chaines de production mondiales à l'instar des équipementiers automobiles, qui pâtissent à une disette mondiale de puces électroniques et se trouvent refréner de laminer les ailes en comprimant leur investissement et partant leur production.

C'est dans ce sillage que le Géant Français de l'automobile Renault, avait annoncé, Février écoulé, le rajustement de sa production industrielle sur le Mois de Février dans plusieurs unités de production, dont celle de la perle du Nord Tanger, en raison de la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales qui se matérialise par le manque de composants électroniques chez certains de ses approvisionneurs.

Une agitation des chaînes d'approvisionnement qui fait boule de neige pour affecter celle des chaînes logistiques de l'industrie pharmaceutique. En effet, aujourd'hui avec la forte pression sur la provision en vaccin anticovid-19, l'on ne s'inquiète non seulement de la rareté des doses de vaccin, mais aussi de celle de tous les organiques qui composent la production des vaccins contre la Covid-19.

Faut-il rappeler que l'investissement dans l'industrie pharmaceutique doit produire plus de 10 Milliards de doses de vaccins anti-Covid-19 pour l'année 2021, soit, tous vaccins confondus, le double de la capacité de production de 2020.

La carence de certaines matières premières nécessaires à la production de vaccins se fait de plus en plus se faire sentir à l'exemple des verres, plastiques, bouchons...etc, une pénurie sur les chaînes d'approvisionnement préoccupante à tel point qu'elle a fait l'objet d'une symposium récent entre différents acteurs, dont les partenaires du système Covax, notamment l'Organisation mondiale de la santé, la GAVI (Alliance pour les vaccins), sa branche recherche (CEPI) et la Fédération internationale de l'industrie pharmaceutique.

Le dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT) est une nouvelle collaboration mondiale novatrice visant à accélérer la mise au point et la production de produits de diagnostic, de traitements et de vaccins contre la COVID-19, ainsi qu'à en assurer un accès équitable. Le COVAX est co-dirigé par l'Alliance Gavi, la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI) et l'OMS. Son objectif est d'accélérer la mise au point et la fabrication de vaccins contre la COVID-19 et d'en assurer un accès juste et équitable, à l'échelle mondiale

Durant ce congrès, les participants ont rapporté les contrôles sur les exportations à l'instar des États-Unis avec le "Defense Production Act". Ce qui atteste des dissidences sur le marché des vaccins, qui va continuer, semble-t-il avec les nouvelles vagues du Covid-19 ce qui n'est pas sans conséquence sur le risque de préjudicier les agendas des compagnes de vaccination à travers le globe.

D'ailleurs, plus que quelques jours avant que le Maroc ne consomme la totalité de son stock de vaccins anti-Covid-19 : Ayant reçu 8,5 millions de doses depuis le début de la campagne de vaccination fin janvier dernier, le

Maroc en a déjà administré 7,75 millions à sa population, soit plus de 91% des doses en sa possession. L'urgence d'une nouvelle cargaison est signalée aux principaux partenaires du Royaume, mais la lenteur des productions et la très forte demande internationale compliquent la mission des autorités marocaines à l'exemple de la hausse des cas de contamination en Inde a contraint le Serum Institute of India (SII), l'usine productrice du vaccin Covishield -sous licence d'AstraZeneca- basée à Pune (Inde) de suspendre ses exportations à l'étranger; une suspension qui risque de durer encore plusieurs semaines.

C'est dans ce contexte que le Maroc multiplie ses efforts pour trouver d'autres fournisseurs comme la Russie avec le vaccin Sputnik V, tandis que le Vaccin Américain Johnson and Johnson autorisé fin février 2021 par l'agence américaine des médicaments (FDA) reste une des options de l'avenir car le Royaume ne peut recevoir sa première commande qu'en janvier 2022

In fine, et à l'évidence, le Maroc, recadrera sa campagne de vaccination, et autant en emporte le vent, il semble invraisemblable de la boucler, comme prévu, dans les 3 à 6 prochains Mois en vaccinant environ 30 millions de citoyens marocains, soit 80% de la population pour atteindre l'immunité collective.

Le Multilatéralisme entre hurricane et œil de cyclone à l'heure du Covid-19

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 09/0 3/2021

En pleine pandémie du Covid-19, de grands mastodontes pharmaceutiques se sont épanchés à un sprint récalcitrant pour concevoir l'équation miracle de l'immunité contre la Covid-19: Sinopharm, AstraZeneca, Moderna, Pfizer, Johnson&Johnson et Sputnik se sont attelés à une course effrénée à la microscopie biochimique de dernière génération pour aboutir à la combinaison chimique du vaccin anti-covid-19.

En se livrant à un embrasement échevelé pour arriver à la formule chimique du sérum anti-covid-19, de nouvelles fissures et fêlures sont manifestées à travers une bataille sans merci pour la production, l'acheminement, l'injection et l'immunisation du vaccin, un combat faisant l'éclosion d'une géopolitique mondiale nouvelle du sérum remettant en cause les équilibres internationaux et les rapports de forces mondiaux.

Avec le selfish des pays développés au temps du Coronavirus envers les pays du Sud et parfois entre des pays qui prétendaient être intégrés commercialement dans ces espaces économiques similaires en terme de développement, à l'instar de l'Europe qui a négocié le début du Covid-19 sans solidarité entre des pays de l'Union Européenne, notamment l'Espagne et l'Italie qui ont le plus pâti de la pandémie. Cet émiettement de la solidarité européenne était visible au grand jour lors des appels à l'aide lancés par les deux pays les plus durement touchés (Italie, Espagne), qui ont dû accepter l'appui inattendu provenant de pays comme la Russie et la Chine.

La guerre du plasma ne signifie-t-elle pas le crépuscule de nos illusions pour l'émergence d'un monde économique multilatéral ? Pour preuve, la pandémie du Coronavirus n'a-t-elle pas arboré la caducité des instruments de concertation multilatérale matérialisés par une gouvernance financière,

économique et sociale mondiale mise à genoux par la rapidité de la propagation du virus ?

Alors que cette crise est par nature globale et requiert par conséquent une approche multilatérale coordonnée et coopérative, la prédominance des actions ponctuelles et unilatérales a été manifeste. La Covid-19 n'a-t-elle pas dénudé l'usure des mécanismes de coordination concrétisés par "l'égocentrisme " des Etats où le "chacun pour soi" est devenu le Maître-mot en matière de gouvernance du Covid-19 et le retour des postures du self-help prônées par les théoriciens du néoréalisme, à l'instar de l'Américain Kenneth Waltz?

Que ce soit l'Organisation des Nations Unies (ONU) et ses multiples girandoles dont l'Organisation Mondiale de Santé (OMS), la parole des panthéons multilatéraux n'a-t-elle pas été décrédibilisée lors de l'anathème sanitaire du Covid-19?

Censés recomposer les rapports entre les États sur des thématiques cardinaux, ces entités multilatérale ont été reléguées au second statut d'organes confusément et obscurément consultatifs, dont la sentence consensuelle s'est liquéfiée dans le récital des convictions unilatérales. Ces idées reçues, parfois dogmatiques, agnostique, souvent antinomiques, ont été bassinées par des institutions et des pseudo-experts aux prises avec une situation sanitaire, économique et sociale chaotique, et qui n'ont pas eu d'autres options que de tâtonner des résolutions faute d'avoir une politique aiguillée par un savoir commun fortifié et consolidé à un palier transnational.

Pour preuve, au cours de l'épreuve tragique du Covid-19, pas une seule initiative multilatérale n'a permis d'endiguer et de refréner efficacement la pandémie du Covid-19 hormis la tentative philanthrope de la Commission Européenne de canaliser et de centraliser les commandes de vaccins.

Cette initiative, comme l'a élucidé récemment l'épreuve de force avec AstraZeneca, a également montré ses limites tant juridiques qu'organisationnelles, douchant tous les zèles et les ferveurs de ceux qui ambitionnent une coopération multilatérale sur le revers de la pandémie du Coronavirus. Pire encore, même au niveau économique, des instances à la composition plus amenuisée, rituellement plus efficaces dans la prise de décision tel que le G7, tergiverse et tatillonne sur l'itinéraire à suivre, bien que l'arrivée au bureau ovale de J.Biden semble avoir étanché les agitations.

Ainsi, insuffler une nouvelle dynamique à une coopération multilatérale ne semble pas être plausible rapido-presto, d'autant plus que dans cette reconfiguration géopolitique, les Gouvernements sont sous l'étau rocambolesque pour catapulter à très brève échéance leurs campagnes de vaccination avec des obstacles aussi nombreux que complexes :

- D'un côté, les fournisseurs de sérum sont assujettis à la contrainte temporelle pour devoir organiser leurs chaînes de production dans les meilleurs délais et solutionner en quelques jours des difficultés qu'ils surplombent coutumièrement en plusieurs mois.
- De l'autre côté, les Etats doivent édifier une chaîne de valeurs logistique inouïe en temps record à même à organiser le convoyage aux habitants. Dans les deux cas de figure, les challenges sont cyclopéens et tout un éventail d'options cornéliennes pavoise le sentier du sérum sans occulter les batailles commerciales, juridiques et diplomatiques pour l'arrivage du vaccin.

En somme, cette "belligérance" des vaccins, ne réverbère-t-elle pas les fractures économiques natives de la globalisation, ainsi que les close-combats des empires transnationaux, cantonnant les autres au rang de simples voyeuristes ?

Comme l'a souligné président de l'Assemblée générale des Nations Unies Volkan Bozkır que le régime multilatéral est l'unique voie crédible pour sortir de la crise de la Covid-19, réduire les inégalités et renforcer, ainsi, les développements socioéconomiques, partout dans le monde.

FOR AUTHORUSE ONLY

Le 8 Mars et la Femme à l'heure du Covid-19 : Un slogan Onsuein aux pieds d'argile

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 08/03/2021

Le 8 Mars de chaque année, le monde célèbre la journée internationale de la femme. C'est un jour où les femmes sont reconnues pour leurs réalisations, sans égard aux divisions, qu'elles soient nationales, ethniques, linguistiques, culturelles, économiques ou politiques. C'est une occasion de faire le point sur les luttes et les réalisations passées, et surtout, de préparer l'avenir et les opportunités qui attendent les futures générations de femmes.

Chaque 8 mars, la femme Marocaine est hissée sur un piédestal avec des proses en eau de rose sur un ton doucereux, des slogans qui dissimulent l'écran de fumée d'une réalité phallocrate dans le gémissement et l'affliction, non pas d'une journée célébrée, mais des temps d'épreuves et de chemin de croix sans parvenir à l'équité des chances, dans tous les domaines de la vie. Chaque 8 Mars, la Femme Marocaine est hissé sur un piédestal qui ne reflète pas toutes les réalités vécues et endurées par les femmes au Maroc.

Les Femmes avec un grand F Majuscule, dans leurs profondes différences, relèvent de grands challenges, au jour le jour sans attendre un 8 Mars pour se remettre en selle; elles n'attendent pas ce jour Onusien pour gagner leurs vies, pour se battre pour leur dignité et leur intégrité.

Pour preuve, faisons un point d'orgue sur le rôle chevaleresque et héroïque de la Femme Marocaine lors de la pandémie du Covid-19: Les Femmes n'ont-elles pas été aux premières lignes de la crise COVID-19, en tant que travailleuses de la santé, pourvoyeuses de soins médecins, soignantes, innovatrices, organisatrices communautaires et parmi les leaders nationaux les plus exemplaires et les plus efficaces dans la lutte contre la pandémie ? La crise du Coronavirus n'a-t-elle pas mis en évidence à la fois le caractère

central de leurs contributions et la charge disproportionnée que les femmes portent ?

La pandémie du Covid-19 n'a-t-elle pas montré les incroyables efforts déployés par les femmes Marocains et les femmes du monde entier pour façonner un avenir et une relance plus égalitaires à l'heure du Coronavirus et post COVID-19 ?

Sur d'autres cieux, les Femmes dirigeantes et les organisations de femmes ont fait montre de leurs compétences, de leurs connaissances et de leurs réseaux pour mener efficacement des plans de lutte et de relance face à la Covid-19. Aujourd'hui plus que jamais, chacun reconnaît que les femmes apportent des expériences, perspectives et compétences différentes, ainsi que des contributions irremplaçables en faveur de décisions, de politiques et de lois qui fonctionnent mieux et profitent à tous.

La plupart des pays qui ont mieux réussi à contenir la vague de la pandémie de Covid-19 et à répondre à son impact sanitaire ainsi qu'à l'ensemble de ses répercussions socio-économiques sont dirigés par des femmes. A titre illustratif, les Cheffes de gouvernement du Danemark, de l'Éthiopie, de la Finlande, de l'Allemagne, de l'Islande, de la Nouvelle-Zélande et de la Slovaquie n'ont-elles pas été largement reconnues pour la rapidité, la détermination et l'efficacité de leur réponse nationale à la Covid-19, ainsi que pour la compassion dont elles ont fait preuve dans leur communication d'informations factuelles sur la santé publique ?

Loin du slogan du 8 Mars La longue marche des femmes est bel et bien célébrée chevaleresquement dans la dignité et le silence tous les 365 jours.

Quelle diplomatie climatique à l'heure de J.Biden?

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 25/02/2021

Chose promise, chose due, après exactement 77 jours, J.Biden a tenu sa promesse en faisant un revers vers l'accord climatique de Paris abandonné par D.Trump lors de son mandat présidentiel après quatre années de mandat chaotiques qui ont considérablement changé le visage de l'Amérique aux yeux de la planète.

Dans le parapheur des premiers décrets présidentiels : Joe Biden n'a-t-il pas scellé celui qui ramène les États-Unis dans l'Accord de Paris ? Joe Biden a bardé son équipe avec John Kerry à la tête de la diplomatie climatique, Washington va disposer d'un Team particulièrement chevronnée en la matière. C'est un nouveau point d'inflexion qui fait suite à de multiples virevoltes du second émetteur mondial de gaz à effet de serre (avec 5,1 milliards de tonnes de CO2 émises) après la Chine (9,5 milliards de tonnes de CO2 émises) : Adoption du protocole de Kyoto sous Bill.Clinton en 1997, délaissé par l'administration Bush en 2001 ; Engagements d'Obama à Copenhague en 2009, dédaignés en 2010 par le Congrès, puis ratification de l'accord de Paris en 2016, rejetée par D.Trump dès son arrivée à la Maison Blanche.

Pour booster sa diplomatie climatique, J.Biden ambitionne d'orchestrer un sommet des dirigeants mondiaux le 22 avril prochain, jour de la Terre. Son objectif est d'impulser les pays à relever leurs objectifs en vue de la COP 26 de novembre 2021 qui sera organisée en Ecosse doit remettre à niveau les « contributions déterminées au plan national » déposées par les différents pays auprès des Nations Unies.

J.Biden entend donner l'exemple en arrivant au sommet avec une nouvelle contribution en faveur de la biosphère en demandant à son équipe de préparer un nouveau plan de financement en faveur du climat d'ici 90 jours.

En outre, J.Biden a annoncé qu'il fera pression dans tous les sommets diplomatiques comme le G7 et le G20 pour que la dimension climatique soit au centre des préoccupations, de même qu'à l'occasion d'évènements sectoriels comme les forums traitant de l'énergie propre, de l'aviation, du transport maritime, de l'Arctique, de l'océan, du développement durable, de la migration et d'autres sujets pertinents.

La diplomatie climatique du nouvel élu de la Maison Blanche s'appuie sur une plate-forme ambitieuse d'accélération de la transition "bas carbone" dont la cadence est difficile à prophétiser en raison des entraves politiques : Les promesses de campagne sont une chose. Les mettre en application en est une autre. Le ticket Biden-Harris ne devra-il pas composer avec le Congrès, en particulier avec le Sénat où les Démocrates ont une majorité des plus étroites (une seule voix) à la suite du scrutin en Géorgie ?

In fine, l'une des grandes inconnues politiques concerne la capacité J. Biden à trouver les majorités requises pour faire adopter par le Congrès des lois en phase avec son programme.

Les Inégalités Sociales au temps de la pandémie du Covid-19 Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 03/02/2021

Adam Smith est souvent considéré comme l'économiste emblématique du libéralisme économique qui dans son ouvrage " la Richesse des Nations" fit l'éloge des vertus du libre échange à travers sa fameuse métaphore "la main invisible" où le libre jeu des acteurs économiques reconduit à une situation d'optimum économique en améliorant la situation de tous, y compris des plus démunis.

Qu'en est-il de la pertinence de cette répartition "égalitariste" de la richesse au niveau mondial, en particulier durant ce contexte morose de la pandémie du Covid-19 ?

D'emblée, et dans l'environnement d'avant-Covid-19, on peut alléguer que l'arène des relations économiques internationales montre manifestement que les dividendes de la croissance économique mondiale sont arbitrairement redistribuées et qu'une inégalité configure la répartition de la richesse mondiale et ce en vertu des différents rapports d'Oxfam International qui est, faut-il le rappeler, une confédération composée de 17 organisations indépendantes agissant contre les injustices et la pauvreté.

Dans son rapport intitulé "Le virus des inégalités" publié lundi 25 Janvier 2021, OXFAM publia un rapport accablant sur la répartition biaisée des richesses dans le monde au temps de Coronavirus : La richesse des catégories des grandes fortunes s'est renforcée pendant la pandémie du Covid-19.

A titre illustratif, Oxfam a estimé que les Milliardaires ont augmenté leur opulence de 3.900 Milliards de Dollars entre le 18 Mars 2020 (date du début du confinement total sur toute la planète) et le 31 Décembre 2020 et que paradoxalement, un Million de personnes seraient tombées dans la pauvreté en France en 2020 selon les associations caritatives où les femmes et

notamment les mères isolées, les jeunes et les travailleurs précaires, qui sont les plus touchés par cette crise.

L'ONG qui avance ces chiffres s'est appuyée sur les données de Forbes et du Crédit Suisse, en indiquant, par ailleurs, que les 1.000 personnes les plus argentés du monde ont pu redresser leur fortune d'avant la pandémie en seulement 9 Mois, alors qu'il pourrait falloir plus de 10 ans aux personnes les plus pauvres pour se relever des impacts économiques.

L'ONG OXFAM illustra que les 3 premières privilégiés mondiales, deux Américains, Jeff Bezos, propriétaire d'Amazon, Elon Musk, fondateur de Tesla, et le français, Bernard Arnault à la tête de LVMH, ont gagné plus de 175 Milliards d'Euros sur les 9 premiers Mois de la crise sanitaire du covid-19, dépassant leur niveau de richesse d'avant la crise.

Autre illustration, la fortune de Bernard Arnault à augmenté de 44 Milliards d'Euros entre Mars et décembre 2020, soit un trend haussier de 41%, qui milite pour la justice mondiale et l'équité, dans la distribution de la richesse mondiale.

En prenant en compte les investigations des économistes Thomas Piketty et Gabriel Zucman visant à combattre les inégalités (à travers l'augmentation de l'impôt sur la fortune et le combat de l'évasion fiscale), l'épineuse apostrophe de l'imposition et de la taxation des plus hauts revenus soulevée par le rapport de l'ONG est crûment d'actualité dans de nombreuses Nations. Et se pose les grandes interpellations des moyens, des mesures et les mécanismes d'un modèle social et économiquement redistributif sur le toit de l'économie mondiale à même de limiter le divorce croissant entre l'exigence démocratique d'égalité et la multiplication des inégalités économiques pour reprendre l'auteur "Les fractures du capitalisme" l'écomiste, Lester Thurow.

Sur le plan mondial, avec la pandémie du Covid-19, pour la première fois depuis plus de vingt ans, le taux mondial d'extrême pauvreté devrait

augmenter en 2020, prévoit la Banque Mondiale, en mettant en lumière les conséquences aggravantes de la pandémie de Coronavirus (COVID-19): L'institution de Bretton Woods estime que 150 Millions d'individus, soit plus de 1 % de la population mondiale plonge dans l'extrême pauvreté.

En outre, la découverte des vaccins anti-covid-19 par (Pfizer/BioNTech, Moderna, AstraZeneca, Sinopharm) a montré les fortes inégalités sociales entre pays du Nord et pays Sud : Une grande majorité des pays pauvres et à revenu intermédiaire, n'ont pas encore accès à ces vaccins et qui durera des Mois, et ce en dépit des efforts laborieux de l'Organisation Mondiale de Santé OMS et de ses partenaires du Système des Nations Unies qui jette des équivoques sur la sincérité de ceux qui n'ont cessé d'arguer d'humanisme et d'équité des chances alors qu'ils n'ont pas perdu du temps pour s'approprier la quasi-totalité de la production de ce précieux vaccin, en privant le reste du monde pour l'avenir imprévisible. Cela est scientifiquement inapproprié puisque, faut-il le rappeler : Notre l'humanité ne sera pas totalement immunisée contre ce mal avant que toutes ses composantes le soient, d'où l'appel lancé par le Secrétaire Général de l'ONU pour que le vaccin en question soit considéré comme un bien public.

Quelle Géopolitique Mondiale à l'heure de Joe Biden?

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 20/01/2021

C'est aujourd'hui le 20 Janvier 2021 que J.Biden prête serment au Capitole à Washington face au président de la Cour suprême John Roberts, la main posée sur une Bible que tenait son épouse Jill et devant par le 46éme Président des USA.

Faut-il rappeler que de part cette victoire aux urnes, les Américains ont attesté que la démocratie ne chavire pas : Devant la peur d'une économie "Trumpienne" clivée et covidée,

les Américains ont participé pesamment au scrutin avec une participation record depuis 1900 (quand plus de 73,7% des Américains s'étaient rendus aux urnes pour élire le républicain William McKinley) avec plus de 160 Millions de votes, soit un taux de participation de 66,6%.

Après le 46éme pas au bureau Oval du nouveau président à la Maison Blanche, le monde, les décideurs politiques, le monde des affaires et les médias se posent l'apostrophe récurrente que va faire Joe Biden ?

- Primo, la campagne électorale de J.Biden a été plutôt un vote contre Trump dont la gestion de la Covid-19 a été cataclysmique et désastreuse,
- Secundo, Joe Biden n'a pas réellement circondui un programme économique; on s'en souvient lors de sa propagande électorale.

Plusieurs interrogations interpellent les décideurs politiques : Le crédo protectionniste et First America, l'apostrophe nucléaire, l'agenda climatique, les relations avec l'Europe et les bras de fer avec la Chine......etc ?

On est sûr que Joe Biden ne va pas revenir sur des décisions géostratégiques, surtout en ces temps d'inconstance à l'heure du Covid-19: Devant une ulcération du leadership Américain, isolé de leurs alliés traditionnels et érodé de ses capacité à faire face aux challenges de sécurité nationale, de la

Corée du Nord à l'Iran, de la Syrie à l'Afghanistan et au Venezuela, Joe Biden se donne une mission capitale : Remplumer la confiance avec les alliés des États-Unis sur l'arène internationale ; une confiance qui s'est peu à peu dilacérée pendant le mandat de D.Trump. C'était d'ailleurs l'objet même d'un article intitulé "Why America must lead again", signé par Joe Biden luimême dans la revue Foreign Affairs. "Les Etats-Unis doivent redevenir un phare de la démocratie dans le monde", écrivait-il.

En sus, tout en reconnaissant les vertus de la concurrence, dans l'ère de J.biden, l'Amérique redeviendra un acteur de poids dans le jeu de la concurrence mondiale : Au lieu de se réfugier derrière les barrières illusoires du protectionnisme comme Trump, J.Biden entend équiper les Américains de compétences qui permettront à tous de concourir loyalement dans un commerce international équitable tout en soutenant les entreprises Américaines (400 Milliards de Dollars Le label "made in america" à l'instar des énergies propres, l'informatique quantique, l'Intelligence artificielle, la 5G, les trains TGV).

Les USA, dans le mandat présidentiel de J.Biden, vont rebrousser chemin vers le multilatéralisme : Joe Biden sera multilatéral là où D.Trump était unilatéral, il sera prévisible là où D.Trump est imprévisible ; et il respectera ses alliés là où Trump les maltraitait. Pour preuve, Joe Biden qui connaît bien ce dossier puisqu'il y a participé en tant que vice-président de Barack Obama en 2015, a déjà donné des gages en préfigurant que son premier acte de Président serait de réintégrer l'Accord de Paris sur le climat que les États-Unis ont officiellement quitté et s'engageront sur l'objectif d'une économie entièrement décarbonée en 2050 pour une économie plus verte (2.000 Milliards de dollars sur quatre ans pour financer des transports électriques). Ce n'est qu'une bonne nouvelle pour notre planète terre.

De surcroît, les USA s'engageront dans l'OTAN avec engagement qui, selon J.Biden, sacré et non conditionnel et ce en fortifiant l'alliance militaire avec l'Australie, le Japon et la Corée du Sud. Un OTAN fort très redouté par la Russie.

Aussi dans le mandat de D.Trump, la gouvernance mondiale est plus qu'en panne, elle est devenue chaotique : les Nations Unies ne jouent plus leur rôle depuis longtemps, D. Trump a mis les États-Unis sur une trajectoire de guerre froide avec l'autre super-puissance, la Chine.

A ce titre, J.Biden compte assumer le rôle de leader Américain au regard de la Chine, tout en fixant des règles économiques transparentes. Pour cela, J.Biden le sait : Pour résister à la Chine, la priorité N°1 des US est une alliance européenne-américaine qui passe par Berlin qui est le partenaire économique européen le plus important pour les Etats-Unis.

Ainsi pour lubrifier la mécanique de la gouvernance internationale, Joe Biden s'est entouré d'une équipe de politique étrangère pour les questions économiques et internationales en nommant William Burns, un diplomate chevronné qui avait été l'homme des premiers contacts secrets avec l'Iran, conduisant à l'accord nucléaire de 2015 dénoncé par D.Trump. William Burns, tout comme le conseiller national à la sécurité Jake Sullivan, et le Secrétaire d'État Antony Blinken, ont en commun non seulement d'avoir travaillé ensemble sous Obama, mais surtout d'incarner une véritable rupture avec l'unilatéralisme et le nationalisme à courte vue de Donald Trump.

De même, J. Biden compte faire un comeback au sein de l'Organisation Mondiale de la Santé OMS que D.Trump a quitté en pleine pandémie avec le gel de la contribution financière des USA de 500 Millions de Dollars, et de participer au programme de vaccins pour tous, ce que D.Trump refusait.

Par ailleurs, J.biden compte réintégrer la diplomatie multilatérale là où D.Trump ne croyait qu'à l'unilatéralisme à travers sa fameuse "America First and only". De ce fait, Joe Biden compte cicatriser les relations internationales tumultueuses en particulier avec la Chine, la Russie, l'Iran. Certes, ça ne sera pas pour autant un retour à la diplomatie de l'époque Obama en raison des mutations qu'a connu l'économie mondiale à travers l'émergence de pôles de puissance éclatés là où l'Amérique était encore une hégémonie finissante. Semble-t-il, Joe Biden n'aura pas les brigues, de réinstaurer cette hégémonie.

Le véritable défi de Biden sera, au contraire, la structuration de ce nouveau monde multipolaire et pour y parvenir, J.Biden entend faire ressurgir une coalition de pays démocratiques, là où son prédécesseur D.Trump les traitait de ses détracteurs

De sa part, le vieux continent aborde cette nouvelle architecture de la géopolitique mondiale avec enthousiasme et d'aperception : Car si le retour à une diplomatie plus prévisible et attrayante est bienvenu, l'Europe ne sait pas encore dans quelles conditions. C'est pour cela que les Européens sont écartelés entre le sentiment béat exprimé par la Chancelière Angela Merkel celle qui connait le mieux Joe Biden-, pour qui l'amitié transatlantique est indispensable et qui propose de coopérer ensemble et le scepticisme tweeté par le Secrétaire d'État aux affaires Européennes en France, Clément Beaune, pour qui "ce serait une faute de croire que tout change, l'Europe doit avant tout compter sur elle-même."

Aussi, J.Biden ambitionne d'améliorer la coopération économique avec les pays d'Amérique centrale en fixant 4 Milliards de Dollars à une telle stratégie régionale de développement.

En outre, pour cimenter la démocratie à travers le monde, J.Biden s'engagera, à réunir aux USA, un Sommet mondial de la démocratie, afin de définir en commun un programme de lutte contre la corruption, de se défendre contre l'autoritarisme et faire progresser les droits de l'homme.

Assurément, ce projet encore trop imprécis pour savoir s'il s'agit d'une coalition anti-chinoise sous le leadership Américain, ou d'un véritable effort de renouveau démocratique après des années de régression et de menaces autoritaires à l'ère de D.Trump.

Ainsi, J.Biden tentera de "bercer" le débat politique et cherchera à réunifier le pays à 330 Millions d'habitants. De même, il a la volonté de faire progresser une cause délaissée depuis plusieurs décennies, celle de l'équité raciale, et de revenir sur les reculs de D. Trump en matière de santé.

Après quatre ans d'une présidence "Trumpienne" atypique, les Etats-Unis pourraient à nouveau avancer sur la route du progrès social.

En somme, J.biden a du pain sur la planche ; son agenda est hyper chargé tant sur le plan national qu'international avec une mission de replâtrage de l'économie mondiale. Allez Biden, Let's Joe....!

L'année 2021 entre le marteau des signes positifs et l'enclume des risques à appréhender

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 10/01/2021

L'année 2020 a été épineuse ; elle a été stigmatisée par la pandémie du Covid-19 dont les corollaires dévastateurs ne cessent de se faire sentir depuis des Mois (plus de 1,9 Millions de disparus) et qui, selon toute vraisemblance, vont nous accompagner dans l'année 2021.

Outre les effets sanitaires, l'économie mondiale a été tragiquement emballée sur les plans économique et social et ses effets économiques pervers avec un recul dramatique de la croissance où l'économie internationale devrait connaître, une récession historique dont l'ampleur s'élèverait à 4,9 % du PIB mondial selon la boule de cristal du FMI. Tous les indicateurs sont au rouge : le commerce mondial accuserait un récul compris entre 13% et 32%, les cours des produits de base chutent et les investissements directs étrangers pourraient baisser de 40%.

Aussi, la crise se matérialise par les fermetures des outils de production, les pertes d'emploi (un taux de chômage mondial à 5,4 %) ainsi que ses conséquences sociales: Des conséquences des plus affligeantes sur les marchés du travail. Ce dernier subit de plein fouet les perniciosités d'un impact qui porte, à la fois, sur l'offre, en raison d'une paralysie quasi totale du processus de production des biens et services et sur la demande qui se rétracte sous l'effet de la baisse de la consommation et de la contraction de l'investissement. Plusieurs milliers de postes d'emploi sont mis en suspens quand ils ne sont pas définitivement détruits provoquant une recrudescence inégalée de chômage avec plus 2,5 millions en 2020 selon l'Organisation Internationale du Travail OIT.

Des secteurs entiers sont sinistrés et font face à un avenir incertain. C'est le cas, notamment, du tourisme et des transports qui sont gravement touchés

dans leur segment aérien. Une situation délétère menaçant de faillites les entreprises dans leurs différentes tailles, de perte d'emplois sans distinction entre secteurs structurés ou informels et partant de détériorations manifestes de revenus pour une vaste partie de la population.

Aujourd'hui que le monde, y compris notre patrie le Maroc, tout en vivant les restrictions les plus draconiennes (à l'instar du reconfinement total en Grande Bretagne et d'autres pays de l'Europe), accueille le début de 2021 avec optimisme en escomptant que cette nouvelle année va nous ramener plus de quiétude afin que nous puissions reprendre notre marche vers un avenir serein et solidaire.

A cet égard, vigilance et prudence l'oblige, des signes positifs sont à relever mais, en même temps, des risques évidents sont à appréhender :

- Primo, sur le plan sanitaire, la découverte et la mise à disposition en un temps record de nombreux vaccins (Pfizer/BioNTech, Moderna, AstraZeneca, Sinopharm) contre la pandémie du coronavirus donnent à l'humanité de l'espoir afin d'en finir avec la propagation incontrôlée de la Covid-19.

Toutefois, une grande majorité des pays démunis et à revenu intermédiaire, n'auront pas accès à ces vaccins avant des Mois, et ce en dépit des efforts laborieux de l'Organisation Mondiale de Santé OMS et de ses partenaires du Système des Nations Unies qui jette des équivoques sur la sincérité de ceux qui n'ont cessé d'arguer d'humanisme et d'équité des chances alors qu'ils n'ont pas perdu du temps pour s'approprier la quasi-totalité de la production de ce précieux vaccin, en privant le reste du monde pour l'avenir prévisible. Cela est scientifiquement inapproprié puisque, faut-il le rappeler: Notre l'humanité ne sera pas totalement immunisée contre ce mal avant que toutes ses composantes le soient, d'où l'appel lancé par le Secrétaire Général de l'ONU pour que le vaccin en question soit considéré comme un bien public.

- Secundo, sur le plan économique et social, la pandémie a certes fortement ralenti la croissance et mis à genoux le tissu de la production et des services, mais globalement ce tissu économique, bien que revigoré, peut être apaisé si les conditions locales et internationales reviennent à leur état normal. Ceci suppose que le "repli sur soi " constaté au début de la pandémie et du confinement total laisse vite place à une solidarité suffisante pour permettre à la coopération internationale de reprendre ses droits et aux institutions bilatérales, régionales et multilatérales de reprendre habituellement leurs activités dans le cadre de relations internationales assainies et étanchées.

Ce retour sera, semble-t-il, favorisé par la nouvelle donne politique aux Etats Unis d'Amérique suite aux dernières élections présidentielles, donne qui, certes toujours contestée par l'occupant actuel de la Maison Blanche, semble cependant inéluctable et promet des révisions bienvenues à l'attitude de Washington vis-à-vis de nombreux dossiers et du multilatéralisme en général.

Il reste que des décisions prises par l'Administration en charge, surtout au cours des quelques derniers mois, risquent de placer la nouvelle Administration, qui ne prendra les rênes du pouvoir que le 20 du Mois courant, devant des "faits accomplis" dont il pourra malaisément s'extirper pour autant qu'elle souhaiterait le faire. Des dossiers coriaces comme celles du Moyen Orient, du nucléaire Iranien, ou de la place de la Chine dans l'équation mondiale risquent d'en pâtir alors que des groupements régionaux sur lesquels reposait en partie l'espoir de trouver des solutions aux conflits existants se trouvent davantage affaiblis.

Faut-il voir la "moitié pleine" du verre ou celle qui est "à moitié vide"? Chacun dans le monde abordera l'année 2021 selon sa propre disposition d'esprit et les moyens dont il dispose, mais nous devons tous nous en tenir aux protocoles sanitaires prescrits et prier pour le mieux.

Les décideurs quant à eux devront s'imprégner de nouveau de l'esprit de coopération avec davantage de compassion pour les plus faibles afin que nous puissions ensemble sortir de la situation actuelle.

A cet égard, l'OMS a un rôle de premier plan indéniable dans la gestion de la crise du Covid-19. Elle a certes, été le théâtre d'oppositions politiques, mais force est de constater qu'elle a assuré un leadership technique fort. Cela étant, l'aspect technique ne représente qu'un volet de la réponse à la crise sanitaire. La bonne gestion d'une telle situation se joue également sur le plan politique, et c'est précisément là que l'OMS et plus généralement les organes politiques de l'ONU (Organisation des Nations unies) ont montré les limites de leur pouvoir d'action et de coordination.

D'ailleurs, une situation de statu quo s'installe au sein des Organisations Internationales, transcendant même le cadre de l'OMS: L'ONU en a également subi les conséquences, aboutissant à un manque de coordination du Conseil de Sécurité et de l'organisation dans sa globalité. Il est, à cet égard, intéressant de noter que les pays leaders de la réponse apportée à la crise du Covid-19 ont préféré passer par des groupes internationaux restreints, tels que le G20, pour coordonner une réponse internationale, plutôt que de passer par l'UNGA (Assemblée générale de l'ONU). Cela ne témoigne-t-il pas d'un affaiblissement de la démocratie internationale doublé d'un échec des solidarités internationales marqué par le repli national provenant essentiellement du repli des pays sur eux-mêmes, leur propre population, ainsi que sur leurs propres intérêts.

Ce signe le plus évident de l'échec de la solidarité internationale est d'un part le repli national des pays durant la crise sanitaire (la fermeture des frontières) et la suspension du financement américain à l'OMS, d'autre part.

D'où l'intérêt de la concertation, de coordination et de coopération internationale pour faire face à une situation internationale tumultueuse et fébrile.

L'on ne peut épiloguer cette chronique sans avoir une pensée émue pour tous celles, ceux Maroc et dans le monde qui ont payé de leur vie la pandémie que nous vivons, trouvent ici nos condoléances les plus attristées, nos prières et nos mémoires, comme disait jean d'Ormesson " Il y a quelque chose de plus fort que la mort ce la présence des absents dans la mémoire des vivants».

FOR AUTHORUSE ONLY

Le Warning de la Dette Mondiale à l'heure du Covid-19

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 27/12/2020

A cause de la pandémie du Covid-19, dans la plupart des pays du monde, les entreprises les plus précautionnées, les gouvernements les plus conformistes et les plus disciplinés n'ont pas eu d'autres options que de s'endetter pour survivre, et pour se préparer à des temps moroses.

En vertus des statistiques officielles du FMI, les données sont délirantes : La Dette Mondiale totale a ascensionné en une seule année de 15.000 Milliards de Dollars (ou 15 Billions), pour atteindre atteint son apogée avec la facture vertigineuse de 277.000 Milliards de Dollars, soit l'équivalent de 365% de la richesse mondiale, contre 320 % un an avant du PIB mondial. Une situation qui inquiète les institutions internationales comme le FMI ou la BRI.

Ce bond résulte de l'effet combiné de l'endettement et de la baisse du PIB, en raison du confinement et des mesures de restrictions sanitaires.

En termes de répartition régionale. Toujours en une seule année, la dette mondiale a gravi, dans les pays développés, de 380% du PIB à 432%. A titre illustratif dans le pays le plus endetté du monde, aux USA en l'occurrence, elle s'est hissée de 71 à 80 Billions et à elle seule la dette publique a atteint 101, 5% du PIB, ratio le plus élevé depuis le début des trente glorieuses. Dans l'Union Européenne UE, ce même ratio a éclaté de 86.2% à 95%.

La Chine demeure le pays qui le plus emprunté qu'auparavant sur les dernières années. En effet, la dette chinoise a quadruplé depuis 2007 : Déjà source d'inquiétude pour les experts de l'OCDE notamment, l'endettement de la Chine pèse de plus en plus lourd dans l'économie mondiale. Selon les données que vient de publier l'Institute of International Finance en effet, au premier trimestre de cette année, l'endettement total de la Chine (dette publique, celle des entreprises non financières, des institutions financières et

des ménages) a atteint 303 % du PIB du pays, contre 297 % un an plus tôt et de ce fait, la dette chinoise par rapport au PIB mondial, est plus importante que peut représenter celle des Etats-Unis ou de l'Allemagne.

Désormais, à plus de 40.000 milliards de dollars, la dette de la Chine pèse désormais pour 15 % de l'endettement total de la planète. Une hausse beaucoup plus rapide que ne l'anticipaient les experts du FMI il y a quelques années.

Ce phénomène a été fluidifié par les taux d'intérêts très bas, voire négatifs, imposés par plusieurs grandes banques centrales. Beaucoup de Gouvernements se sont en effet endettés à travers des programmes de relance à travers des politiques d'assouplissement monétaire des grandes banques centrales pour tenter de faire relancer les économies nationales atones.

Cet embrasement de l'endettement est principalement imputable au secteur privé, qui a profité à plein de l'ère de "l'argent pas cher" attisée par les politiques monétaires ultra-accommodantes des grandes banques centrales.

Au niveau de la répartition sectorielle, les deux tiers de cette dette émanent du secteur privé, mais la dette publique de moult pays s'est aussi beaucoup développée depuis la crise financière 2008/2009.

Nous pensons, en guise de conclusion, que la dette mondiale se révèle aujourd'hui un lourd fardeau pour de nombreuses entreprises et constitue une entrave rédhibitoire à la reprise mondiale et un risque pour la stabilité financière. Une telle dette n'est pas sans nous laisser poser 4 sortes d'apostrophes :

- La première apostrophe est le remboursement d'une telle colossale dette : Comment rembourser une dette qui est plus de deux fois plus importante que la richesse de l'économie mondiale ?

- La deuxième apostrophe est le remboursement, par les pays riches, d'une telle dette au regard d'une croissance économique anémique emballée par la pandémie du Covid-19
- la troisième apostrophe tient au remboursement de la dette par les pays du Sud : Pour rembourser leurs dettes, les pays du Sud doivent puiser fortement dans les réserves de change qu'ils ont accumulées au cours des dernières années en raison de la hausse des prix de leurs exportations. Ces réserves sont menacées de fondre à un rythme plus ou moins rapide à l'instar de la République démocratique du Congo, de l'Equateur, du Pakistan, du Sri Lanka, du Bangladesh,
- La quatrième apostrophe est le remboursement d'une telle dette au regard de l'assèchement de la liquidité bancaire. L'épargne présente, dans le secteur bancaire, au lieu de servir à l'investissement productif, que ce soit sous la responsabilité des pouvoirs publics ou celle des acteurs privés, est systématiquement déviée vers un comportement parasitaire de rentier.

Quelle nouvelle cartographie du Commerce International à l'heure du Covid-19 ?

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 01/12/2020

L'aéronomie économique mondiale est à la taciturnité pour les responsables politiques, institutions internationales (FMI, OMC, OCDE, CNUCED....), dirigeants économiques, qui s'intéressent à l'évolution de Relations Commerciales Internationales. Il faut dire que les impulsions de la mélancolie économique internationale ne manquent pas. Il y a d'abord la croissance mondiale qui a du mal à retrouver sa véhémence et son ardeur économique d'avant la grande déconfiture économique, financière et sociale de 2008/2009 déchaînée par la pandémie du Covid-19.

Les fiscal stimulus lancés par de nombreux pays, les politiques monétaires latitudinaires, ainsi que les politiques budgétaires permissives, n'ont pas réussi à redonner à l'économie mondiale une dynamisation de croissance plus marquée.

La vulnérabilité de la croissance économique globale n'est pas le seul facteur des inquiétudes pour l'économie mondiale, le commerce international est une des préoccupations actuelles.

En effet, moult rapports ont décelé que le tempo de la croissance du commerce international devrait enregistrer en 2020 une contraction comprise entre 13% et 32% en 2020, sous l'effet de la pandémie du nouveau coronavirus qui a fortement affecté les chaines de valeurs mondiales et la vie normale dans le monde selon l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Les économistes de l'OMC arguent que cette baisse sera probablement supérieure à la contraction du commerce mondial causée par la crise financière mondiale de 2008-2009 où les échanges commerciaux devraient accuser une baisse à deux chiffres dans presque toutes les régions de la planète.

Pour certains économistes, inutile de s'attendre à une véritable reprise du commerce mondial : La stagnation serait un fait perdurable auquel il faut adapter notre modèle économique.

Avec l'élection de Joe Biden, les caméscopes du monde sont épinglés sur les premières œuvres du nouvel élu de la maison blanche, qui devrait tenir les gouvernails de la première puissance mondiale à la mi-Janvier 2021. Sa position en matière du commerce mondial sera plus singulièrement interpellée, en particulier les relations économiques internationales tumultueuses avec le Céleste Empire, attisées par le président sortant D.Trump, un adepte du mercantilisme et ne croit pas, en matière de commerce, au jeu à somme positive. Au contraire, il voit, dans le protectionnisme et l'isolationnisme, la seule voie pour défendre les intérêts américains.

A bien des égards, la compétition commerciale et l'ouragan des échanges commerciaux s'est focalisée autour de ce nouvel affrontement sur l'échiquier mondial, notamment Est-Ouest.

Les argumentations du pays d'uncle Sam pour tenter de rééquilibrer leur déficit commercial le plus élevé du monde (616,8 Milliards de dollars en 2019) sont connus en théorie, et pour certains, légitimaires : affaiblissement du Yuan au regard du Dollar pour aviver les exportations chinoises, barrières à l'entrée au marché Chinois via des barrières non-tarifaires, contingents, préférence nationale appliquée par la Chine, notamment en matière technologique.

Pour plusieurs analystes, même si la politique étrangère évoluerait sur la forme vis-à-vis de la Chine, celle de Joe Biden ne devra pas s'éloigner de la trame tissée D. Trump. Sous cet angle, Hubert Védrine, l'ex-ministre des affaires étrangères n'a-t-il pas dit : N'oublions pas que le futur Président des États-Unis sera avant tout Américain, et aura à cœur de défendre les intérêts

de son pays? A cet effet, soutenir les intérêts stratégiques des USA ne nécessitera-t-elle pas de reconduire le bras de fer avec Pékin?

Dans les coutumes et les Us de la chose politique aux USA : Les républicains sont isolationnistes, les démocrates protectionnistes ; la main invisible du libéralisme dominant aux États-Unis s'estompe là où les intérêts stratégiques du pays de 50 États sont en jeu.

En additionnant les dommages collatéraux du Covid-19 et la gestion timide et réticente de la pandémie par l'Oncle Sam par D.Trump, l'on se trouve devant une "olla-podrida" engendrant mécaniquement une attitude aussi bien méga-défensive pour prémunir le marché intérieur, qu'offensive pour percer les marchés mondiaux.

Dans ce cas d'espèce de la réduction de ses débouchés au sein de ce grand marché Américain, des tensions additionnelles dans le commerce mondial vont avoir lieu: La Chine va systématiquement investir dans de nouvelles zones commerciales et ce dans le dessein de préserver un niveau de dynamique économique idoine pour conserver ses parts de marché, ainsi que ses fondamentaux économiques et sociaux. Dans cette reconfiguration du commerce mondial, nous assistons à une guérilla économique entre les deux superpuissances; dans ce faciès du commerce international, l'Europe constitue l'estrade d'opérations principales puisque le vieux continent prédispose d'un PIB par habitant consistant, bien que son marché soit mûri.

Cependant, l'Europe mène la contre-offensive, comme en témoigne la récente mise en place de sanctions européennes à l'encontre du mastodonte Boeing, inculpé d'avoir bénéficié de subsides publics Américains.

Aussi, avec la perturbation des chaines de valeurs mondiales à l'heure du Covid-19, l'Europe a notifié sa fermeté de relocaliser certaines industries stratégiques sur son tissu économique afin d'amortir la surexposition de ses chaînes de valeurs à l'Asie du Sud-Est: Commotionnés par l'arrêt brutal de

leurs approvisionnements, les grands groupes industriels Européens envisagent l'éventualité de raccourcir leurs unités industrielles de l'Europe, afin d'être moins exposés aux différentes incertitudes de pénurie.

Comme la réaction de l'Europe contre les USA, la réplique de la Chine ne se fera pas attendre : Pékin évitera à tout prix tout rush de désengagement des Firmes Multinationales FMN du grand atelier du monde, et pourrait agir par le biais de la fermeture de son marché aux produits de ceux qui sont tentés de partir. Qu'en est-il de l'Afrique dans cette nouvelle cartographie du Commerce International ?

L'Afrique, pour sa part, recèle un potentiel de croissance d'envergure et fait l'objet de toutes les convoitises commerciales. Résolument enraciné dans le continent noir depuis la fin des années 90, la Chine dispose d'avantages compétitifs et concurrentiels en Afrique dans plusieurs niches telles les industries extractives, grands investissements dans les infrastructures, exportations de produits finis semi-finis et d'intrants industriels.

D'ailleurs depuis l'éclatement de la pandémie, Pékin a redéployé des efforts laborieux en direction du continent noir, multipliant les prodromes d'investissement et consentant un effort massif pour épauler l'Afrique à lutter contre le virus du Covid-19.

Mis à part quelques accords de libre échange, l'Amérique n'ont jamais explicitement défini leur politique commerciale envers l'Afrique, et s'échine à mettre en place une dynamique commerciale gagnante.

L'Europe, quant à elle, historiquement prédominante a perdu des places même dans des aires géographiques commerciales où elle était séculairement présente.

Dans cette nouvelle gravure du commerce mondial et pour reprendre la célèbre phrase du légendaire footballeur anglais Gary Lineker en 1990 "Le football est un sport qui se joue à onze contre onze, et à la fin, c'est

l'Allemagne gagne", Idem, pour le Commerce Mondial des deux dernières décades, "une compétition commerciale qui se joue à 193 pays, et à la fin, c'est la Chine qui gagne" hormis que la pandémie du Covid-19 est en train de remettre en question de manière abyssale les chaînes de valeurs mondiales, révélant à la fois une surexposition des industries manufacturières mondiales à l'Asie du Sud-Est, ainsi qu'une férule des plateformes technologiques. La pandémie de COVID-19 représente, somme toute, un bouleversement sans précédent de l'économie mondiale: Sommes-nous à l'aurore d'un grand redimensionnement de l'échiquier Commercial Mondial?

FORAUTHORUSEOMIX

Le Passif de D. Trump et la mission de replâtrage de l'économie mondiale de Joe Biden

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 18/11/2020

Après un long suspens Hitchcockien, le nœud gordien du piédestal de la Maison Blanche a été tranché en faveur de Joe Biden avec 273 votes du collège électoral et deviendra le 46éme président des États-Unis.

De part cette victoire aux urnes, les Américains ont démontré que la démocratie ne trébuche pas: Devant la peur d'un nouveau mandat de D.Trump, les Américains ont adhéré laborieusement au scrutin avec une participation record depuis 1900 (quand plus de 73,7% des Américains s'étaient rendus aux urnes pour élire le républicain William McKinley) avec plus de 160 Millions de votes, soit un taux de participation de 66,6%.

Après ce suspens, le monde, les médias, écrites et audiovisuels se pose la question récurrente que va faire Joe Biden?

- Primo, la campagne électorale de J. Biden a été plutôt un vote pour ou contre Trump dont la gestion de la Covid-19 a été catastrophique sauf un point positif de la diminution des impôts qui a permis à l'Amérique de revitaliser son économie durant cette pandémie.
- Secundo, Joe Biden n'a pas développé réellement un programme économique ; on s'en souvient lors de sa propagande électorale.

Est-ce qu'il va garder le crédo protectionniste ? En vérité personne n'en sait rien : Revenir sur des décisions géostratégiques, surtout en ces temps d'inconstance à l'heure du Covid-19!!

Par contre, on est sûr que les USA, dans le mandat présidentiel de J.Biden, vont rebrousser chemin vers le multilatéralisme : Joe Biden sera multilatéral là où D.Trump était unilatéral, il sera prévisible là où D.Trump est imprévisible ; et il respectera ses alliés là où Trump les maltraitait. Pour

preuve, Joe Biden a déjà donné des hypothèques et des gages en préfigurant que son premier acte de Président serait de réintégrer l'Accord de Paris sur le climat que les États-Unis ont officiellement quitté. Ce n'est qu'une bonne nouvelle pour notre étoile.

Aussi, l'ex sénateur de Delaware compte réintégrer la diplomatie multilatérale là où Donald Trump ne croyait qu'à l'unilatéralisme à travers sa fameuse "America First and only". De ce fait, Joe Biden cicatriserait les relations internationales tumultueuses en particulier avec la Chine, la Russie, l'Iran.

C'est ce qui explique, d'ailleurs, l'immense soupir de soulagement à Paris, Berlin, Ottawa ou Séoul, les capitales qui ont, sous une forme ou sous une autre, le plus pâtie du style arrogant du républicain D.Trump. C'est ce qui explique, aussi, le silence radio ou les réactions ambivalentes des leaders les plus proches ou ambigües vis-à-vis de Trump, à Londres, Budapest, Moscou, Brasilia ou Jérusalem.

Aussi, rester au sein de l'Organisation mondiale de la Santé OMS que D.Trump a quitté en pleine pandémie avec le blocage de la contribution financière des USA du montant de 500 Millions de dhs, et de participer au programme de vaccins pour tous, ce que D.Trump refusait.

Certes, ça ne sera pas pour autant un retour à la diplomatie de l'époque Obama en raison des mutations qu'a connu l'économie mondiale à travers l'émergence de pôles de puissance éclatés là où l'Amérique était encore une hégémonie finissante. Semble-t-il, Joe Biden n'aura pas les brigues, de réinstaurer cette hégémonie.

Le véritable challenge de l'ère Biden sera, au contraire, la structuration de ce nouveau monde multipolaire et pour y parvenir, J.Biden entend faire ressurgir une coalition de pays démocratiques, là où son prédécesseur D.Trump les traitait de ses détracteurs.

Joe Biden n'a-t-il pas annoncé les couleurs en organisant dès sa première année au pouvoir, un Sommet pour la démocratie, réunissant États et sociétés civiles? Assurément, ce projet encore trop imprécis pour savoir s'il s'agit d'une coalition anti-chinoise sous le leadership Américain, ou d'un véritable effort de renouveau démocratique après des années de régression et de menaces autoritaires à l'ère de D.Trump.

De sa part, le vieux continent aborde cette nouvelle phase avec enthousiasme et d'aperception: Car si le retour à une diplomatie plus prévisible et attrayante est bienvenu, l'Europe ne sait pas encore dans quelles conditions. C'est pour cela que les Européens sont écartelés entre le sentiment béat exprimé par la Chancelière Angela Merkel -celle qui connait le mieux Joe Biden-, pour qui l'amitié transatlantique est indispensable et qui propose de coopérer ensemble et le scepticisme tweeté par le Secrétaire d'État aux affaires Européennes en France, Clément Beaune, pour qui "ce serait une faute de croire que tout change, l'Europe doit avant tout compter sur ellemême."

Joe Biden esquissera sa vision d'une nouvelle Amérique qu'il souhaite pacifiée et unie, comme il l'a souligné dans son discours de victoire

Ainsi, il tentera de "bercer" le débat politique et cherchera à réunifier le pays à 330 Millions d'habitants. En outre, il a la volonté de faire progresser une cause délaissée depuis plusieurs décennies, celle de l'équité raciale, et de revenir sur les reculs de D. Trump en matière de santé et de politique climatique. Après quatre ans d'une présidence "Trumpienne" atypique, les Etats-Unis pourraient à nouveau avancer sur la route du progrès social.

Avec Donald Trump, quatre années de "pollution first", Joe Biden a décidé de retirer son pays de l'accord de Paris et annulé une longue série de réglementations favorables à l'environnement aux Etats-Unis. Une politique qui a provoqué un sursaut salutaire dans de nombreux Etats. N'est-elle pas,

somme toute, une mission de replâtrage de l'économie mondiale par J.Biden ?

FORAUTHORUSEOMIX

Blasphème contre le PROPHETE, Blasphème contre l'humanité : Plus contagieuse que la Covid-19, la pandémie de l'intolérance Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 29/10/2020

A quelques jours de la célébration de la fête de la naissance du PROPHETE SIDNA MOHAMMED que la Salate soit sur LUI connu sous le nom de " AID ALMAWLID", dans le pays des lumières, des projections des caricatures insultantes ont eu lieu sur les hôtels de la région, envers le PROPHETE à Toulouse et à Montpellier, des Affiches blasphématoires au nom de l'État de droit et les droits et libertés fondamentaux.

Sur les réseaux sociaux : Le Affiches profanatrice et blasphémateurs contre le PROPHETE figurent sur des milliers de publications ; ces caricatures insultantes font écho dans le monde entier, "Notre Prophète est une ligne rouge", ou avec des hashtags comme " boycotter les produits français, Macron injurie le Prophète, la France injurie le Prophète de la nation, le Prophète est une ligne rouge" tweeté par des Millions d'internautes. Ces rébellions ne dénoncent-elles pas que la culture de la haine et rappelle que l'intolérance persiste encore au 21éme Siècle ?

Les Affiches sacrilèges et irrévérencieux contre le PROPHETE en France, transcendant les frontières Françaises et Communautaires pour se muer en icône mondiale, remettent sur le marbre de l'actualité le chauvinisme et la Xénophobie depuis des décennies par son ampleur et sa persistance et ressuscite celle de Martin Luther King connu par son discours prophétique " I've Been to the Mountaintop" pour sa lutte non-violente contre l'apartheid racial, ou de Malcolm X figure de proue du mouvement des droits civiques aux États-Unis, défenseur des droits de l'homme afro-américain et des discriminations raciales et les ségrégation religieuses qu'on a cru inhumer. Le discours emblématique "I have a dream" de Martin Luther King prononcé à Washington en 1963 nous inspire encore aujourd'hui.

Dans notre planète, il ne peut pas y avoir de place, même infinitésimal, pour l'intolérance et les discriminations étayées pour l'essentiel sur la couleur des religions. C'était tout le sens du combat pacifique et non-violent de Martin Luther King, dont la missive est plus que jamais d'actualité.

Nous pensons que la guerre contre l'intolérance et l'inéquation des cultes est un Must, mais qu'elle reste miteuse. Aussi, nous pensons qu'il existe une autre guerre, toute aussi violente qui est celle de l'éradication des idéologies de la haine. C'est un travail de longue haleine qui concerne toutes les sociétés de la planète. Inopportunément et malencontreusement, dans les pays occidentaux, ce sont les projets d'écluse et d'introversion, qui l'emportent. L'islam est peu ou prou anathématisé en tant que religion.

La laïcité est étalée comme une arme de guerre contre cette foi, alors qu'elle est censée l'immuniser au même titre que les autres dogmes, credo et cultes. L'intolérance s'exacerbe dans la réverbération de la messe de l'abrutissement, il se nourrit et s'abreuve dans les gadoues de la lassitude et du démolissage.

Avouons-le, le chauvinisme a distillé des effets pervers dont le plus préjudiciable est le rejet des religions, en particulier l'Islam. Celle-ci n'est pas une quête de liberté d'expression, mais une grotte et caverne identitaire contre l'Islam, incriminé de tous les dommages collatéraux. Ce sont des élites politiques qui commettent cette fois-ci ces misanthropies en l'occurrence Manuel Macron. La France a un mandat pesant à jouer : Avant les armes et les fusils, il y a des idéologies à neutraliser, avant les fusils, il y a des cultes à désamorcer.

Nous devons reconnaître après ces faits outrageants, que la liberté d'expression laïque est indemne de toute réprobation : Chez certains, elle saupoudre maladroitement ce qui relève de la foi, du divin et de l'humain. Ce nœud gordien doit être tranché si on veut ostraciser la haine et le terrorisme qui en résulte et son obsession criminelle.

La fusillade contre la culture de la haine doit être optimisée, elle doit être absolument globale et internationale. La coopération existe mais elle n'est pas aussi que l'on voudrait. Notre malheur est que nous vivons avec des gens qui pensent que Dieu n'a guidé personne d'autre qu'eux pour paraphraser Ibn Sina (Avicenne).

La Communauté internationale doit s'agglomérer à remettre la paix dans tous ces pays, les grandes puissances ont cette responsabilité à restaurer les Etats nationaux et d'exempter que d'autres Etats ne se contorsionnèrent. Mais, il appartient tout un chacun de nous d'apporter son écot par la lutte contre la haine, le racisme et l'incitation à la violence au quotidien.

Le discours de Macron est dénonciateur de l'océan qu'il nous reste à traverser en longueur et en largeur pour exorciser une pensée funéraire et sépulcrale. Si Montesquieu narrait que " Il n'y a point de plus atroce césarisme et de despotisme que celle que l'on exerce à l'ombre des lois et avec les Couleurs de la justice" je réplique devant ces affiches blasphématrices qu'il n'y a point de plus atroce despotisme que celui que l'on exerce à la pénombre des lois et avec les Couleurs de la liberté d'expression.

Pour donner âme à la religion, ne faudrait-il pas amorcer par l'étiquette de l'éthique et de la morale. Chateaubriand n'a-t-il pas dit, à cet effet, "que ce n'est pas la religion qui découle de la morale, c'est la morale qui naît de la religion."

Pour donner âme à la religion, n'est-il pas temps d'instaurer la religion de l'amour pour paraphraser Louis Aragon, car, sans amour, toute religion n'est qu'une sorte de divertissement métaphysique pour citer André Esparcieux.

A cet égard, faisons de notre morale notre religion, faisons de notre justice notre religion, faisons de notre humanité notre religion, faisons de notre humanité notre opium.

Pour épiloguer, j'exhume la célèbre sagesse du pamphlétaire british Thomas Paine "Mon pays est le monde, et ma religion est de faire le bien. " car, in fine, il n y a qu'une seule religion : l'Humanité.

FORAUTHORUSEOMIT

Apostrophes sur les stratégies de sauvetage et de relance de l'économie Marocaine au temps du Covid-19

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 15/09/2020

D'emblée, l'immensité de la crise économique et sociale que nous confortons n'est pas seulement imputable à la pandémie du Covid-19, mais remonte bel et bien au tournant du siècle. En effet, notre économie connaît une triple crise :

La première est de nature structurelle, relative à la lassitude du modèle de développement économique bâti au début des années 70 qui avait favorisé une ouverture sur le marché mondial en privilégiant les activités exportatrices et une spécialisation internationale dans les niches économiques à forte intensité en main-d'œuvre non qualifiée et à faible coût salarial. Cette stratégie a très vite sombré sans pour autant instaurer une dynamique économique de croissance et de développement, engendrant la crise de notre contrat social à travers la flambée du déficit de la balance commerciale, et la hausse du chômage, singulièrement celui des diplômés.

Toutefois, si l'exécutif Marocain n'a pas été apte à architecturer un nouvel édifice de développement économique et social, l'économie Marocaine a pu maintenir au cours de ces années les fondamentaux macroéconomiques qui deviendront la "monomanie" des politiques économiques sous les auspices des instituions issues de Brettons Woods le Fond Monétaire Internationale FMI et Banque Mondiale.

La pandémie de la Covid-19 va apposer une troisième dimension en creusant l'hiatus de la crise et nous mettra face à un cataclysme économique marquée par un net recul des investissements directs étrangers (IDE), une chute brutale de la consommation et de l'investissement, un recul de 5% du PIB et un déficit budgétaire de 7,5% selon les postulats de la loi de Finances rectificative 2020. Aussi, la stagnation se matérialise par l'arrêt de larges

segments de production de moult entreprises, y compris les entreprises multinationales, la pause de plusieurs groupes étrangers et les mouvements de relocalisation industrielle à travers la récupération des avantages comparatifs causés par la crise de la pandémie du Covid-19.

Les dynamiques économiques enclenchées vont remettre en cause les finances publiques suite à un trend haussier du déficit budgétaire qui s'est affouillé à 25,5 Milliards de DH à fin Mai 2020. L'Etat a recouru à l'endettement extérieur, Mardi 7 Avril 2020 à un tirage sur la Ligne de Précaution et de liquidité (LPL) pour un montant équivalent à près de 3 Milliards de dollars, remboursable sur 5 ans avec une période de grâce de 3 ans.

La pandémie Covid-19 devrait causer la plus importante contraction du PIB depuis 25 ans qui se situerait autour de - 5% selon les hypothèses de la loi de Finances rectificatives 2020 et à -6,2% selon un scénario plus pessimiste du Think-Thank de Habib El-Malki le Centre Marocain de Conjoncture CMC. Aussi, au-delà même de l'impact de la pandémie du Covid-19 sur l'économie Marocaine, le PIB serait plombé par la contreperformance de la composante erratique du secteur primaire en raison de la baisse des précipitations pluviales qui induira une mauvaise campagne agricole

Ainsi, à la crise structurelle que notre pays connaît depuis le tournant du siècle, s'est additionnée une crise conjoncturelle imputable aux répercussions économiques et financières de la pandémie du Covid-19.

Le second volet concerne la conception et la philosophie du sauvetage économique et de la relance, ainsi que la vision que doit porter ce projet de secourisme économique. A ce niveau, l'ampleur de la crise et son caractère inédit dans l'histoire économique récente de notre pays exigent beaucoup de fermeté, de rigueur et de détermination. Ces qualificatifs sont incontournables dans la mesure où cette crise économique impose des politiques et des choix non conventionnels qui rompent avec les options

d'antan n'ayant pas répondu aux challenges du malaise économique et social que notre pays traversait.

La majorité des contrées du monde, ainsi que les instances internationales, ont regagné cette dynamique mondiale, à la quête de nouvelles ripostes aux défis de ce marasme imputable au Sars Cov2, et dans la refonte d'un nouveau modèle de développement qui met l'homme et la solidarité dans ses priorités.

Ces premiers ébauches constituent un prélude inéluctable à la formulation des stratégies de sauvetage économique que l'exécutif Marocain devra bâtir pour la dynamique de croissance et rétablir la confiance et l'espoir au regard des lassitudes et à la désespérance qui règnent à l'heure du Covid-19.

Il est important de souligner que cette dynamique n'est pas seulement une question technocrate/technicienne, mais il s'agit d'un processus amplement politique qui embrasse les grands choix et les grandes visions du développement de notre Patrie.

L'apostrophe des stratégies de sauvetage et de relance de l'économie concerne quatre volets essentiels, à savoir la vision, les grands défis et les grandes transformations, les priorités et les mécanismes.

Apostrophe N°1 Quelle vision pour une stratégie de sauvetage et de relance ?

L'Apostrophe de la vision est déterminante, dans la mesure où elle concerne le projet d'avenir que l'Exécutif Marocain doit se fixer comme objectif à atteindre et à réaliser. La vision stratégique doit apporter des répliques à deux éléments essentiels :

- Le premier est d'ordre endogène et concerne la nature de l'ordre social et le vivre-ensemble que nous devons chercher à édifier : Nous pensons que la question fondamentale concerne la reconstruction du ruban social qui s'est essoufflé autour de la trame du modèle de développement. A ce titre, nous devons reconstruire les fondements du contrat social dont l'ordre politique, le modèle de développement, les relations sociales sont incontournables.

Il ne nous sera pas possible de sortir de cette convulsion économique attisée par la pandémie du Covid-19 sans un consensus large sur une vision commune du contrat social qui doit unir les Marocains au cours des prochaines années.

- Parallèlement à la dimension interne, la vision stratégique doit également apporter des réponses quant à la place de notre économie sur l'échiquier international. A ce titre, nous gageons que notre pays peut jouer un rôle géostratégique pour devenir la nouvelle économie émergente et le lieu de raccordement entre trois espaces majeurs dans l'avenir du monde, à savoir l'Afrique, le monde Arabe et l'Europe. Cette affiliation géographique de notre pays nous permettra de jouer un rôle primordial dans l'avenir, singulièrement avec l'opportunité du retrait de la globalisation et les tentatives de redimensionnement des chaînes de valeurs au niveau régional.

Apostrophe N°2 : Les grands défis et les grandes transitions :

Cette apostrophe doit interpeller cinq orientations essentielles qui vont structurer et agencer l'ère Post-Covid-19 :

- La première concerne l'avenir de la globalisation dont la crise et le repli ont fait couler beaucoup d'encre par un grand nombre d'experts et d'études. Aujourd'hui, l'attention se polarise sur les démarches de restructurer les chaînes de valeur mondiale sur des sièges régionaux pour ouvrir des horizons féconds pour l'avenir de notre développement économique. Notre potentiel pourrait s'émailler en devenant une aire économique de jonction des chaînes de valeur régionales en cours de reconfiguration.

Dans les grands challenges pour l'avenir de notre Patrie, aussi, nous devons poser l'apostrophe de l'abysse géographique de nos dynamiques de croissance, une question qui a soulevé beaucoup de débats, particulièrement en rapport avec l'accord de partenariat avec l'Union Européenne. Cette interrogation ne devra-t-elle pas faire l'objet d'un traitement pragmatique

pour un accord capable de défendre nos intérêts et d'ouvrir des perspectives importantes pour nos entreprises ?

A ce niveau, l'UMA, les pays arabes, les pays africains, ainsi que les pays asiatiques doivent demeurer des débouchés importants à même de raffermir nos rapports de coopération et la diversification de nos partenaires économiques et commerciaux.

- Parallèlement à la nouvelle globalité issue de la pandémie du Covid-19 et à la profondeur géographique, notre conception de l'Etat et de son rôle dans la dynamique économique et sociale fait partie des apostrophes qui doivent faire l'objet d'un important débat. La Covid-19 a été à l'origine d'un retour ébouriffant de l'Etat dans les différents domaines de la vie économique et sociale. Ce regain a démontré les écueils de la vision d'un Etat régulateur prêchée en chorale par les théories néolibérales depuis le début des années 1990 et la nécessité impérieuse de "recontempler" ce rôle pour faire face aux inquiétudes, aux incertitudes et aux angoisses de notre monde.
- La quatrième interpellation concerne la souveraineté nationale qui a ressurgi avec force dans le débat public. Cette grande interrogation, qui interpelle tout notre système productif, exige une nouvelle réflexion sur les branches industrielles, agricoles et "servicielles" afin de déterminer celles qui devront désormais porter le projet de Souveraineté Nationale tout en faisant l'objet d'un soutien afin de répondre à nos besoins stratégiques et desserrer l'étau de la contrainte externe en allégeant le déficit commercial et renflouer les réserves de changes.
- La cinquième grande interrogation concerne notre rapport avec le système Multilatéral. Si la pandémie a été à l'origine d'un retrait de la globalisation heureuse, elle a cependant démontré l'importance des Organisations Multilatérales puissantes, capables de défendre notre monde dans différents domaines dont la santé, l'économie, le commerce, la culture et la science. A cet égard, il est important que notre pays opte pour des stratégies et des

politiques plus laborieuses au sein du système Multilatéral qui nous propulse dans le monde Post-Covid

Apostrophe N°3 : Les priorités des stratégies de sauvetage :

Après avoir défini les visions et élaboré les challenges à relever, les stratégies de relance et de sauvetage de l'économie doivent déterminer les priorités. De notre point de vue, les stratégies de relance Post-Covid-19 doivent s'atteler sur quatre grandes primautés :

- La première priorité est le renouveau de la politique industrielle qui exige l'abandon du modèle d'industrialisation en crise hérité du début des années 70, basé sur le paradigme "Ricardien" du coût salarial (Secteurs à forte intensité en travail non qualifié). Les nouveaux secteurs industriels connus sous les Métiers Mondiaux du Maroc 3M ont commencé à faire leur apparition dans notre économie et nos entreprises Marocaines ont démontré leur contenance à bâtir leur compétitivité dans ces nouvelles activités. Ces efforts doivent se transformer en une nouvelle stratégie industrielle 4.0.
- La seconde priorité concerne la transition digitale dans laquelle notre pays accuse un retard important au cours des dernières années par rapport à nos rivaux. A ce stade, nous devons sortir des projets sectoriels pour échafauder une vision globale et cohérente de digitalisation de tous les aspects de la vie sociale dans notre pays. Ceci est d'autant plus opportun que la pandémie Covid-19 accélère le mouvement de digitalisation dans toutes les économies du monde.
- La troisième priorité concerne la transition énergétique et la nécessité de passer à de nouvelles sources d'énergie capables de contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique.
- La quatrième priorité est d'ordre social et concerne la nécessité impérieuse de reforger les secteurs sociaux telle que la santé, l'éducation et les institutions de solidarité sociale.

Ces 4 priorités constituent les points d'appui d'un véritable programme de sauvetage et de relance de la croissance et du développement de notre économie Marocaine.

Apostrophe N°4 : Les mécanismes et les outils d'une stratégie de sauvetage et de relance :

Les stratégies de relance et de sauvetage imposent des instruments, des mécanismes et des institutions pour les mettre en place.

La définition des mécanismes et de la mise en place des visions stratégiques nécessite aujourd'hui deux points incontournables : Le premier concerne la conception à travers la définition claire des projets stratégiques à long terme qui exigent un processus participatif afin de définir les contours du nouveau contrat social et du projet collectif.

Le second est relatif à l'exécution des projets stratégiques avec des budgets glissants sur trois ans ou plus.

Une des principaux écueils du modèle de développement dans notre pays est liée à l'absence de vision stratégique, ce qui explique le défaut de clarté de nos politiques économiques. Si la pandémie de la Covid-19 a attisé la crise, elle a tout aussi mis l'accent sur l'impératif et l'urgence de définir un projet collectif et une vision commune de notre avenir.

Cette dynamique politique ne peut se cantonner à des formulations ou des prédicats concrets, aussi pertinents soient-ils. La vision stratégique n'est-elle pas l'aboutissement d'un processus politique collectif qui définit le projet sociétal, qui prédétermine les grands défis, profère les priorités et donne corps aux mécanismes et âme aux outils ?

Ce processus politique et cette œuvre collective sont inéluctables pour reconstruire le Contrat Social et croire en notre capacité de conduire et de réussir notre édifice politique, économique et social et de donner un nouvel horizon à notre expérience historique.

L'économie Marocaine entre le marteau du protectionnisme et l'enclume de l'ouverture à l'heure du Covid-19

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 17/08/2020

Au lendemain de l'indépendance, le Maroc a choisi délibérément la voie de la libéralisation s'exprimant dans le modèle très connu sous le vocable de la croissance tirée par les exportations Export Led Growth considéré comme le plus apte à répondre à des objectifs explicites (croissance, exportations, privatisation, attraction des IDE....etc.).

Toutefois, depuis l'émergence de la crise du Covid-19, une mutation semble se dessiner dans les rapports de l'État envers l'économie, un revirement qui se matérialise par une sinuosité protectionniste : Ce détour autarcique se concrétise par le label "Consommer Marocain», préférence nationale, surtaxation douanière, restrictions ou interdictions des importations, qui est d'ailleurs validé par l'argentier du Royaume dans la loi de Finances rectificative 2020.

Pourtant, d'antan, le Maroc avait fait du pari de l'ouverture l'un des piliers des politiques économiques du Royaume à travers la libéralisation du commerce extérieur, le retrait de l'Etat de certains secteurs, et la séduction des investissements directs étrangers (IDE). Aussi cette extraversion s'est matérialisée par la signature de plus de 50 Accords de Libre-échange qui donnent au pays l'accès à plus d'un Milliard de consommateurs.

Aujourd'hui avec la pandémie du Covid-19, on se rend compte qu'in fine, ce modèle d'importation et d'exportation constitue une épée de Damoclès sur l'économie Marocaine. L'option d'instituer la libre exportation et/ou importation n'a pas pu forger une véritable courroie de la transmission de la dynamique économique dans la mesure où les prouesses économiques ont été plutôt dissuasives, plus mal encore, il présente des menaces. Et pour cause, avec un Produit Industriel Brut qui dépend mécaniquement et

systématiquement de l'extérieur et des secteurs exposés à la compétition internationale, la crise mondiale actuelle ne fera que rempironner la stagnation et le marasme économique.

L'économie Marocaine, à la fin, se trouve écartelée entre le marteau de l'introversion et l'enclume de l'extraversion car, si l'ouverture a des effets préjudiciables, le protectionnisme tout aussi, les en a. En effet, l'histoire des faits économiques et sociaux et les récits des manuels de l'économie Marocaine où Le taux de couverture dans les années 70 frôlait les 45% atteste incontestablement que le Royaume a reçu durement les contrecoups de ce modèle autocentré ainsi que d'autres économies de même développement économique et social.

Avec la pandémie du Covi-19 où sans exception tous les pays suivent le mouton de panurge des barrières douanières et commerciales et la prédilection autarcique se rallume et s'attise, le protectionnisme ne doit pas être obscurantiste, comme il est le cas actuellement au temps du Coronavirus.

Ainsi, les choix économiques de l'exécutif Marocain doivent être mûrement réfléchis et les risques calibrés.

Aujourd'hui plus que jamais, l'alchimie du dosage s'impose au Team Saad Dine El Otmani car faut-il rappeler que toutes les économies du monde n'ont guère vécu dans une extraversion totale ou dans une autarcie totale. D'où l'importance de la finesse de la mixtion

Le nouveau modèle de développement en gestation ne devrait-il pas être recontemplé et repensé à la lumière de ce sweet spot : Trouver la meilleure posologie entre libéralisation et protectionnisme pour mieux gérer les contraintes actuelles et futures, avec moins de dépendance structurelle vis-àvis de l'extérieur et plus d'autonomie territoriale. C'est chercher, en guise de conclusion, la souveraineté Nationale qui est redevenu le maître mot à l'heure

du covid-19 et le retour des postures du self-help prônées par les théoriciens du néoréalisme, à l'instar de l'Américain Kenneth Waltz.

FORAUTHORUSEOMIT

Quel rôle de la Diplomatie Internationale au temps du Covid-19? Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 12 Août 2020

À l'heure du Covid-19 où l'économie mondiale pâtit d'une crise sanitaire sans précédent, tous les crédos et dogmes se ravisent. Les pourtours d'une nouvelle ère mondiale se profilent et les règles du jeu se redimensionnent en matière géopolitique et géostratégique.

Les corollaires de cette pandémie ne se cantonneront pas à une récession économique, probablement jamais vue depuis la grande dépression de 1929. Elle aura également un effet transformationnel sur les États et les sociétés et entraînera certainement des changements d'envergure dans la répartition du pouvoir au niveau international.

Au regard de ce contexte économique fébrile et tumultueux, les Gouvernements doivent ériger de nouvelles stratégies qui doivent être en harmonie avec les nouveaux challenges Post-Covid à travers une diplomatie proactive, capable d'interférer avec l'environnement actuel en exigeant de l'anticipation afin d'assurer les symétries internationales. Dores et déjà et plus que jamais, le diplomate est interpellé à jouer un rôle vital dans le maintien des Relations Internationales pour l'équilibre mondial.

Dans ce cadre, la diplomatie ne doit pas se dévier de sa responsabilité : Faire cheminer les intérêts du pays en cette occurrence échevelée engendrée par la pandémie du Covid-19 et apporter le soutien et l'accompagnement nécessaire aux diasporas demeurent les principes immuables et structurants de leur approche sans oublier leur devoir de civisme envers leur pays d'accréditation.

Cette période post-confinement doit non seulement nourrir les manières de relance économique, mais animer les ambitions d'une diplomatie altruiste et de cohésion en entamant un véritable temps de rupture avec la diplomatie classique et ce en concevant de nouveaux équilibres mondiaux d'une société internationale en pleine crise.

Aussi, dans cet avenir empreint d'incertitude et d'incohérence. A notre sens, il serait peut-être opportun de sortir des sentiers battus pour dessiner les chemins d'une diplomatie de solidarité, d'empathie et de bénignité : Le sens de l'histoire nous exige à donner de l'effort à la coopération internationale plus d'effectivité, plus de solidarité et plus de transparence. Cependant aujourd'hui, force est de constater que nombre d'instances internationales sont en déphasage avec cette ambition tel l'Organisation des Nations Unies ONU, l'Organisation mondiale de la Santé OMS, le Groupe des sept G7, le Fonds Monétaire International FMI, l'Organisation mondiale du commerce OMC ...etc. Il s'agit, aujourd'hui, d'inscrire l'action des Organisations Internationales dans des dynamiques de convergence plus renforcée en insufflant une dose de philanthropie dans la nouvelle configuration et les modes de gouvernance de notre système multilatéral.

Dans cette mouvance, le diplomate doit être un vecteur de changement et un acteur proactif capable d'interagir, appréhender et analyser un monde en continuelle mue. En ce temps du Covid-19, le diplomate doit être l'avantgarde d'une bataille qui accole la résilience à la défaillance, qui oppose l'ouverture aux replis identitaires et confronte l'allocentrisme à l'égoïsme.

Aussi, dans ce climat international instable engendré par la Covid-19, les diplomates doivent être des acteurs multifonctionnels et polyvalents au regard de la transversalité des tâches qui leur incombe. Dorénavant, les horizons de réflexion sur ce que devrait être le diplomate "post-Covid" pourraient se résumer comme suit :

D'abord, avec les nouvelles exigences de la période Post-Covid, le multilatéralisme doit devenir le sentier privilégié de l'interférence diplomatique et consulaire qui prémunit l'humanité contre les déséquilibres internationaux.

Si les pourparlers et les négociations demeurent centraux dans le métier des diplomates, il n'en demeure pas moins qu'elle devra être reforgée pour incorporer les nouveaux paramètres structurants de ce nouveau monde en gestation: Le Diplomate devra gagner en expertise, en réactivité et en compétence pour évoluer dans un climat qu'il doit être en mesure de transformer au gré des impératifs de la donne Post-Covid. Sous cet angle, l'importance du "soft power" sera décisive dans les désinences cognitive et technologique. A ce titre, l'innovation deviendra à la fois un instrument et une prédestination et la capacité du diplomate à s'appuyer sur les réseaux sociaux (Think-Tank, media, ONG,,) serait une valeur ajoutée incontournable pour circonscrire les pistes d'une diplomatie performante, proactive et constamment tournée vers l'avenir.

En guise de conclusion, la tâche du diplomate peut être résumée dans un message du Souverain à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la diplomatie marocaine, 28 avril 2000; "Le rôle du diplomate revêt une importance capitale et constamment renouvelée, puisqu'il est devenu le pivot et l'intermédiaire incontournable entre les décideurs en matière de politique étrangère et de politique intérieure, sachant que le premier domaine est le prolongement du second. Le diplomate utile à son pays est aujourd'hui celui qui cultive si bien le sens de la communication, la vision globale et le pouvoir de synthèse pour en faire une pièce maîtresse au service de la diplomatie de son pays à même de lui permettre d'assumer pleinement sa mission dans la mise en œuvre de la politique extérieure nationale et la réalisation de ses objectifs."

Le Deuil du cèdre de Beyrouth

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 09/08/2020

Le Liban vit la pire crise économique et sociale de son histoire, attisée par la pandémie mondiale du Covid-19 et ce dans un contexte politique délicat exacerbé par les tensions entre les États-Unis et le Hezbollah, le mouvement armé chiite allié de l'Iran, qui domine la vie politique libanaise. La détresse de Beyrouth s'accole aux multiples crises en cascade qui brutalisent le pays de cèdre, un Liban qui passe de la promesse éternelle du Moyen-Orient à la funeste liste des États en sénescence de la région. Ces précarités qui ne s'additionnent pas, mais qui foisonnent avec 300 000 personnes temporairement sans domicile causées par l'explosion du port de Beyrouth Mardi dernier.

Historiquement, le Liban avait tout pour devenir un pays de référence sur la Maré-Nostrum. Sa géographie a largement façonné sa spécificité culturelle du monde arabe dans lequel il est enraciné, grâce à avoir servi d'accueil, d'asile et de refuge à toutes sortes de rebelles ethniques, politiques et religieux, qui ont trouvé abri dans la géographie accidentée du pays.

La carence et le manque de ressources naturelles, ont permis au Liban d'émerger en tant que Hub commercial et repère référent culturel, ce qui a enfanté une forte densité de population et des taux d'alphabétisme élevés.

Isolément de la cause misanthrope de la catastrophe, le stockage 2.750 tonnes de nitrate d'ammonium à Beyrouth, un engrais dont les propriétés explosives ont été maniées dans des manœuvres terroristes, nous donne la mesure du manque de contrôle qui prédomine.

Dans ce contexte, Il est épineux d'escompter que le Liban puisse voir le bout du tunnel pour amorcer une nouvelle phase de redémarrage avec un tableau économique sombre : des pertes d'emplois en millier, une politique fiscale au point mort qui aurait pu apporter subvenir aux besoins essentiels des familles martyrisées, encore plus marginalisées par la fulmination du port commercial de Beyrouth, une explosion équivalente à un cinquième de la bombe d'Hiroshima.

D'après les estimations économiques, le Liban, de charybde en scylla, entre dans un nouveau cycle infernal de détérioration économique et sociale. En Mars dernier Lorsque le Liban a été mis en banqueroute, l'exécutif de Beyrouth entama des négociations avec le FMI en vue d'un plan de redressement global.

Cependant, l'Elysée avait renoncé à obtenir des résultats de cette conférence des donneurs qu'elle avait organisée, principalement en raison des suspicions des pays du Golfe quant à la possibilité que les dons s'immiscent entre les mains du Hezbollah, une organisation dont la mainmise sur l'administration libanaise a jusqu'à présent rendu difficile toute avancée dans les pourparlers de sauvetage du FMI.

Bien avant, une Conférence pour le développement par les réformes et avec les entreprises (Cèdre) pour le Liban a été organisée le 6 Avril 2018 à Paris où une quarantaine de pays et 14 organisations internationales pour redresser l'économie libanaise.

Après dix-sept rounds de négociations, les discussions n'ont enregistré aucune avancée et la perspective d'une sortie de l'impasse s'éloigne chaque jour davantage.

Au-delà de l'annulation des prêts, la restructuration de la dette souveraine du Liban semble très complexe: Le Liban pâtit de ressources naturelles, souffre d'une hausse de l'inflation de plus de 53 % en 2020, une dette publique libanaise qui culmine à plus de 86 milliards d'euros, soit 151 % du PIB et frôlera les 250 % du PIB selon le FMI, c'est plus encore que la situation dans laquelle se trouvait l'économie grecque en 2010, ne dispose pas non plus de

réserve de change pour faire appel aux importations nécessaires et les 300 tonnes d'or qu'il conserve dans ses coffres forts de la banque centrale du Liban ne valent que 17 Milliards de dollars.

Son unique valeur réelle pour les tiers et le milieu des affaires est sa situation géostratégique : le pays du cèdre importe plus de 80 % de ce qu'il consomme, en particulier des denrées alimentaires et des hydrocarbures. Son secteur financier se cantonne au marché immobilier et à la gestion des transferts de fonds de l'émigration libanaise. De ce fait, Il n'est donc pas impressionnant que les tentatives des banques orthodoxes pour attirer les dépôts en devises étrangères offrant des taux d'intérêt élevés pour renflouer le Budget Général de l'État Libanais aient échoué dans une situation de dépréciation et de dévaluation de plus de 80 % de la valeur de la lire libanaise et de l'exode massif de capitaux vers d'autres cieux stables.

Ainsi en l'état actuel (la faim le manque de soins médicaux, l'approvisionnement en eau potable et les coupures d'électricité.....), l'horizon du Liban ne peut émaner que de réformes structurelles qui mettent fin à la corruption systémique en permettent au Liban d'évoluer vers une économie ouverte avec un accord sur un plan d'investissements pluriannuel collectif émanant du FMI et la Banque mondiale. D'ailleurs, Le 13 juillet dernier, le FMI a exhorté les deux délégations libanaises à s'unir autour du plan du gouvernement » et à engager des réformes » annoncées en avril à l'instar de la lutte contre la corruption ou la transparence des adjudications publiques. Toutefois, les guerres intestinales de force politique dominant, favorable à l'alliance des forces communautaires et de l'oligarchie financière, sape à court terme toute perspective d'évolution.

In fine, c'est un secret de polichinelle que le peuple libanais sait congrûment que les problèmes qui l'accablent ne peuvent être résolus par la même élite corrompue (en 2018, le Liban occupait la 138e place sur 180 du classement

des pays les plus corrompus, selon l'organisme Transparency International) et sectaire qui les a créés.

FORAUTHORUSEOMIT

Climat des Affaires au Maroc à l'heure du Covid-19 : Quelles pistes d'amélioration de l'attractivité de l'investissement au temps du Coronavirus ?

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 28/07/2020

Nul ne doute que la Covid-19 a mis à genoux le tissu économique national, notamment la Très Petites Entreprises (TPE) et la Petites et Moyenne Entreprise (PME). La pandémie du Covid-19 a asséché le climat de l'investissement et des Affaires Internationales au Maroc, une telle flétrissure se manifeste par un net recul des investissements directs étrangers (IDE) : Ils ont connu une décrue de 24,5% (2,99 Milliards DH) en raison de la part importante des IDE dans les secteurs dans l'industrie manufacturière et les chamboulements qui ont affecté les chaînes de valeurs mondiales couplés à la chute des prix du pétrole et à la perte de confiance des investisseurs ; leur flux net s'est chiffré à 5,31 Milliards DH, en repli de 16,8, la faillite de plus de 77.000 entreprises à fin Mars 2020, une chute brutale de la consommation et de l'investissement, un recul de 5% du PIB et un déficit budgétaire de 7,5% selon les postulats du projet de la loi de Finances rectificative 2020.

Aussi, la défloraison de l'environnement du business international au Maroc se matérialise par l'arrêt de larges segments de production de moult entreprises, y compris des entreprises multinationales, la pause de plusieurs groupes étrangers et les mouvements de relocalisation industrielle à travers la récupération des avantages comparatifs causés par la crise de la pandémie du Covid-19.

Dans ce contexte de crise occasionné par la pandémie du Covid-19, la réussite de la relance de l'attractivité du climat de l'investissement et la consolidation du positionnement de l'économie Marocaine dans les chaînes d'approvisionnement mondiales est tributaire de l'approche, et la cadence

avec lesquels l'Exécutif Marocain soutient le milieu des affaires et abreuve le climat de l'investissement du tissu National.

Manifestement, le Maroc a bien avancé en termes de réformes d'ordre juridique et réglementaire en atteste l'embellie du dernier classement de Doing Business 2020. Toutefois, au temps du Coronavirus, il est nécessaire d'opérer des actions ponctuelles et ciblées en relation avec les dommages collatéraux engendrés par la Covid-19 qui, à notre sens, s'articulent autour des axes suivants:

- Primo, la nécessité d'une structuration des dispositifs d'appui aux TPE/PME relatifs au financement, aux garanties et à la mise à niveau du tissu entrepreneurial qui a subi de plein fouet les contrecoups de la crise et aux subventions qui restent inopportunément peu connus et laborieusement accessibles en raison du labyrinthe des intervenants.

À ce égard, il est urgent de regrouper ces mécanismes à travers l'instauration d'un interlocuteur unique à même de prendre en charge tous ces instruments et du déploiement des procédures y afférentes à l'instar de ce qui se passe dans d'autres pays émergents et ce en activant l'édification d'un guichet unique et à la généralisation du système de création d'entreprises dans tous les Centres Régionaux d'Investissement CRI et ce par voie électronique en raison de l'accélération du mouvement de digitalisation à l'heure du Covid-19.

Le numérique est appelé, à se positionner en véritable courroie de transmission de croissance inclusive avec plus de transparence dans la gestion de l'action publique et plus d'équité dans l'accès aux opportunités d'investissement.

- Secundo, la prédilection nationale dans la commande publique, la facilitation et la fluidification de l'accès aux marchés de l'État aux TPE et PME à travers des Partenariats Publics-Privé (PPP) qui sont des conditions

incontournables pour relancer le climat de l'investissement, en singulier pour les Très Petites Entreprises et les Petites et Moyenne Entreprise qui forment le maillon du tissu économique National . D'ailleurs et dans ce sens, le Comité nationale de l'environnement des affaires (CNEA) penche sur l'adaptation et l'assouplissement des procédures administratives et de la réglementation en tenant compte des besoins de l'entreprise pendant la période post-Covid-19.

- Tertio, afin d'assurer la survie du tissu entrepreneurial qui est en difficulté, il est primordial d'entreprendre certaines actions urgentes, à savoir la formalisation de l'économie (l'économie informelle constitue 33% du PNB) et la refonte du Code du travail et son harmonisation avec le marché du travail qui sont des éléments vitaux à l'attractivité du climat des affaires économiques internationales et des IDE.
- Quarto, avec les frontières que connait l'économie mondiale, et pour soutenir les TPE/PME, il est crucial de promouvoir le "Made in Morocco" à travers l'incitation à la consommation locale qui stimulera le tissu entrepreneurial en exhortant les promoteurs nationaux à investir davantage dans différents niches et segments de l'économie Marocaine. Le brandage "Made in Morocco" renforcera notre indépendance économique, sans exclure l'ouverture sur le monde et l'instauration de nouveaux rapports sur la base de l'équité et de l'intérêt réciproque.
- Quinto, afin d'offrir de la visibilité aux opérateurs économiques nationaux et étrangers dans ce contexte économique sépulcral et nébuleux, il est important d'accélérer les réformes d'ordre réglementaire et judicaires telles que l'adoption de la loi relative à l'arbitrage, à la médiation conventionnelle, la modernisation et la dématérialisation du système judiciaire et l'amendement du texte relatif aux entreprises en difficulté. L'atténuation des contraintes actuelles qui se dressent devant les sociétés au niveau de la phase judiciaire, le caractère relativement long de la phase contentieuse et la

révision des délais devant les tribunaux de commerce et les adapter à la nature des activités commerciales ne sont-ils pas importants pour sécuriser et redonner crédit aux investisseurs nationaux et étrangers ?

- Sexto, les entités chargées de la promotion de l'investissement doivent développer leur rôle d'interlocuteur entre les investisseurs étrangers et l'administration, en privilégiant les activités de suivi des entreprises (AFTERCARE) plutôt que celles visant l'attraction. Ces entités doivent prendre des mesures d'urgence afin de soutenir et pérenniser les investissements existants, et éviter d'éventuels désinvestissements. Aussi, ces entités doivent créer des cellules de crise et de veille dont le rôle est d'informer et de communiquer avec les investisseurs, de répondre à leurs doléances à travers le suivi des interruptions de production.

D'ailleurs, lors de la dernière réunion du Comité national de l'environnement des affaires, tenue Mardi 23 juin 2020 à Rabat présidé par le chef de l'exécutif, le CNEA ambitionne d'entamer l'élaboration d'une politique nationale intégrée dans les prochains jours, en se basant essentiellement sur les résultats de l'enquête nationale sur les freins au développement du secteur privé, réalisée en 2019 avec l'appui d'experts internationaux. Cette feuille de route, qui devra être prête fin 2020, permettra de donner de la visibilité au milieu des affaires.

- Septimo, dans le cadre du redimensionnement des chaines de valeurs mondiales causé par la pandémie du Covid-19, le Maroc doit être "opportuniste" en attirant une relocalisation diversifiée des industries étrangères au Maroc dans un climat des affaires sain pour reprendre les propos du Ministre Marocain du Commerce et de l'Industrie. Ceci est d'autant plus opportun que le Maroc recèle des capacités de production et d'ingénierie importantes qui peuvent être mises à contribution pour que l'Europe devienne encore plus compétitive, via la relocalisation industrielle en constituant une des pièces importantes du puzzle de la compétitivité et de

la production Européenne de demain dans un contexte de la bataille pour la "relocalisation et la compétitivité" qui s'annonce d'ores et déjà animée entre les puissances industrielles telles que l'Europe, la Chine, le Japon, les Etats-Unis, la Turquie.

A ce titre, dans leur course à la compétitivité et à la garantie de l'approvisionnement, les entreprises Européennes pourront trouver au Maroc la solution la plus avantageuse. C'est ce que cite le site allemand "Deutsche Welle" dans un article "La débandade chinoise pourrait être bénéfique pour l'économie Marocaine": La crise du Coronavirus a révélé leur grande dépendance vis-à-vis de la Chine pour une multitude de produits allant du plus simple au plus impliqué. La recherche des prix les plus bas, n'est pas toujours une solution. Cette dépendance ne plait pas aux Européens. Le Maroc qui constitue, selon les experts, un îlot de stabilité politique dans le voisinage sud turbulent de l'UE et un partenaire commercial fiable du bloc, pourrait être un choix évident pour les entreprises qui cherchent à raccourcir leurs chaînes d'approvisionnement.

- Octavo, l'accélération de la mise en application de la de la charte de l'investissement qui accuse beaucoup de retard dans sa mise en œuvre. En effet, faut-il rappeler que la charte de l'investissement fait parti de la mouture de la réforme de l'investissement présentée devant le Souverain Marocain lundi 4 juillet 2016 au palais royal de Casablanca. 5 années se sont écoulées sans que cette charte de l'investissement ne voit le jour. A nos yeux, la mise en œuvre de cette armature juridique au temps du Covid-19 serait un signal fort, une véritable mesure d'incitation et de soutien ainsi qu'une grande opportunité d'investissement pour les investisseurs nationaux et étrangers en regroupant les dispositifs communs à tous les secteurs, les dispositifs sectoriels plus spécifiques et les dispositifs régionaux, en mettant en avant les régions les moins favorisées.

D'autres mesures s'avèrent nécessaires pour fertiliser le climat de l'investissement qui sont contenues dans le projet de loi de Finances rectificative pour l'année 2020 tel :

- La mise en œuvre, dans le cadre de conventions sectorielles, de mesures tenant compte des spécificités de chaque secteur, en relation avec l'ampleur de l'impact subi suite à la crise et du temps nécessaire à la reprise de l'activité.
- L'allocation de fonds nécessaires pour couvrir les risques des prêts garantis au profit de tous les segments d'entreprises, y compris les entreprises publiques. Des Conditions avantageuses seront appliquées à travers un taux d'intérêt maximum ne dépassant pas 3,5%, et un délai de remboursement de 7 ans, avec deux ans de grâce et une garantie de l'État variant entre 80% et 90% et pouvant atteindre 95% pour les très petites entreprises.
- L'allocation des ressources du Fonds spécial de gestion de la pandémie du Coronavirus pour continuer, jusqu'à la fin de l'année, à accompagner sur les plans, social et économique, les secteurs qui feront face à des difficultés même après la levée du confinement.
- La promotion de l'investissement public afin d'accélérer la redynamisation de l'économie nationale.

De telles mesures inclues dans le projet de loi de Finances rectificative pour l'année 2020 donneront un nouveau souffle pour la stimulation de l'investissement privé et la dynamique économique et sociale du Maroc.

En guise de conclusion, les quelques éléments de réflexion évoqués ci-haut visent à en planter le décor afin d'inventer un récit mobilisateur dans la durée soutenu par une ligne de conduite clairement définie : Le contexte national et international morose, la persistance de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 et son impact sur le climat de l'investissement et des affaires internationales interpelle l'exécutif Marocain à donner

impérieusement des signaux forts au milieu des affaires à travers le soutien aux secteurs durement impactés par la crise sanitaire en promouvant le "Made in Morocco". Ces mesures ambitionnent, entre autres, d'inciter les promoteurs nationaux et étrangers à redémarrer pour retrouver au plus vite leur vitesse de croisière dans une aura d'investissement fécond et fertile.

FORAUTHORUSEOMIX

Quand les USA démissionnent de la Santé Mondiale à l'heure du Covid-19 : Quels contrecoups ? Quelles répercussions ?

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 12/07/2020

Après le retrait en cascade des USA de plusieurs accords, tel l'Accord de Paris sur le réchauffement climatique, l'ALENA, l'Accord de Vienne sur le nucléaire Iranien, le TPP (Partenariat transpacifique), de quelques Organisations internationales comme l'UNESCO et du Conseil des Droits de l'Homme, il y a 5 jours, Mardi 14 avril 2020, le pays d'oncle Sam a tiré sa révérence et de façon officielle de l'Organisation Mondiale de la Santé OMS, et ce en pleine crise sanitaire du Covid-19.

Faut-il rappeler que l'OMS, créée en 1948, après la Seconde guerre mondiale, s'est fixée pour mission de diriger et coordonner la santé mondiale au sein du système des Nations Unis. Avec 192 Etats membres, l'OMS travaille sur un large panorama d'objectifs, allant de la lutte contre les épidémies, les maladies infectieuses, à l'incitation à la recherche médicale, la mise en place de normes et de conventions en matière de santé ou encore l'apport d'un soutien opérationnel aux Etats en difficulté sur le plan sanitaire.

Ce retrait des USA de l'agence Onusienne peut être expliqué par plusieurs raisons :

- Primo, Donald Trump depuis son arrivée à la Maison Blanche mène une politique guidée par la fameuse devise "America First". Cet abandon de la Santé Mondiale est clairement une missive adressée à la population Américaine et notamment aux électeurs qui se rendront aux urnes en novembre prochain. D'autre part, D.Trump, si prétentieux, divorce d'un organisme qu'il ne juge pas utile, car il dispose de son propre centre de contrôle des maladies et prévention, le CDC d'Atlanta (Centers for disease control and prévention) en l'occurrence,

- Secundo, le président Américain taxe la Chine et l'OMS pour bouc émissaire et prend la tangente en minimisant sa responsabilité dans la gestion de la crise du Covid-19.
- Tertio, lors de la 73ème Assemblée mondiale de la Santé qui s'est tenue virtuellement à Genève les 18 et 19 Mai 2020, la Maison Blanche n'a pas apprécié que Taïwan ne puisse pas participer au congrès de la santé, car ce petit État insulaire qui dépend officiellement de la Chine a en effet su juguler l'épidémie sur son territoire. Mais la Chine n'a pas autorisé sa présence à travers la répulsion et le rejet ferme de Pékin qui considère que Taiwan fait partie intégrante de la territorialité chinoise,
- Quarto, à ces désaccords, les USA taxent l'OMS d'une communication lente et opaque, son rôle dans la mauvaise gestion et la dissimulation de la propagation du coronavirus durant la crise du Covid-19,
- Quinto, la démission Américaine montre à quel point le jeu politique a aujourd'hui pris le dessus. D'ailleurs avec ce repli, Donald Trump envoie à la communauté internationale la dépêche que les États-Unis ne coopèrent plus sur la gestion de la pandémie du Covid-19.

Avec 893 Millions de Dollars apportés sur la période 2018/2019, soit environ 15% du budget de l'OMS, les Etats-Unis, membre fondateur de l'OMS en 1948, en sont le premier bailleur de fonds, devant la fondation Bill et Melinda Gates, premier contributeur privé, l'Alliance du vaccin Gavi, le Royaume-Uni et l'Allemagne, l'arrêt des versements de la part des USA va peser d'un poids lourd sur les missions que l'OMS. Ce repli et, cette perte financière va certainement amener ses membres à revoir le modèle de financement de l'entité Onusienne. D'ailleurs, au regard de cette rétrogression des USA, déjà l'OMS a appelé les pays qui n'avaient pas encore réglé leur participation à avancer leur financement. D'autres, comme la Chine, ont augmenté leur contribution volontaire. Aussi avec ce retrait des

USA, l'OMS devra diversifier ses contributions en démarchant des investisseurs privés.

Sur un autre volet, l'amputation de ce budget portera un coup dur au programme de vaccination de la poliomyélite. Rétrospectivement, depuis 1988, les fonds Américains financent en grande partie la campagne vaccinale d'éradication de la poliomyélite. L'OMS était en passe d'en finir avec cette maladie contagieuse qui ne dispose pas de traitement (En 2019, Il ne restait en effet que 33 cas déclarés dans le monde). Avec la suppression de la contribution financière des USA, il y a un fort risque de la réapparition de nouveaux cas de la poliomyélite: La médecine estime avec l'arrêt la vaccination proactive de la poliomyélite, 200 000 nouveaux cas dans les 10 ans à venir peuvent resurgir. A cet égard, la fondation Bill et Melinda Gates qui est le deuxième donateur de l'OMS devra œuvrer dans la lutte contre la poliomyélite pour colmater l'hiatus financier des USA.

Le retrait Américain va certainement acculer l'OMS à la nécessité d'une refonte de son fonctionnement : Historiquement, l'OMS a opéré des réformes après chaque crise sanitaire, à l'instar de Sras, H1N1, Ebola.

En outre, les peurs et le repli national qui entraînent le rapatriement des entreprises pharmaceutiques, la volonté d'autonomie vis-à-vis du matériel, des médicaments, occultent l'aspect collaboratif de l'organisation et le multilatéralisme. La crise sanitaire du Covid-19 ne l'a-t-elle pas largement prouvé ?

Ce retrait nuira aux USA eux même qui sont les plus contaminés dans le monde avec plus de 3 Millions de cas et plus de 133.000 décès, et constitue un revers de la coopération internationale et ne fera que nuire à la lutte mondiale contre la Covid-19.

En guise de conclusion, je ne peux que reprendre les propos de Bill Gates, l'ancien patron de Microsoft et aujourd'hui à la tête de la gigantesque

fondation altruiste Bill & Melinda Gates Foundation, "l'arrêt des subventions américaines s'avère particulièrement dangereux. Les missions de l'OMS sont en train de ralentir la progression du Covid-19; si ce travail est arrêté, aucune autre organisation n'est là pour prendre le relais. Le monde a besoin de l'OMS comme jamais. C'est le moment de se montrer solidaire, pas de saper la coopération multilatérale".

FOR AUTHORUSE ONLY

Quelle cartographie de la géopolitique mondiale au temps du Covid-19 ?

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 05/07/2020

Nul ne doute qu'avec la pandémie du Covid-19, le monde est entrain d'assister à un chambardement de l'agenda international débobiné par les principales instances internationales (ONU en particulier), ainsi que par les omnipotences mondiales tel le G7 et le G20.

Indéniablement, des dissertations ont, plus ou moins, abordé les corollaires des endémies et/ou des épidémies sur la géopolitique mondiale. Cependant, les institutions les plus réputées en matière de pronostics, FMI, Banque Mondiale, OCDE......, n'ont pu conjecturer les scénarios eschatologiques de la Covid-19. La pandémie du Coronavirus n'a-t-elle pas arboré la caducité des instruments de concertation matérialisés par une gouvernance financière, économique et sociale mondiale mise à genoux par la rapidité de la propagation du virus ?

Alors que cette crise est par nature globale et requiert par conséquent une approche coordonnée et coopérative, la prédominance des actions ponctuelles et unilatérales est manifeste. La Covid-19 n'a-t-elle pas dénudé l'usure des mécanismes de coordination concrétisés par le "selfish" des Etats où le "chacun pour soi" est devenu le Maître-mot en matière de gouvernance du Covid-19?

Sous cet angle, l'on a décelé:

- Le retour en force du concept de la souveraineté de l'Etat et des frontières et le retour des postures du self-help prônées par les théoriciens du néoréalisme, à l'instar de l'Américain Kenneth Waltz. Or, faut-il rappeler que la globalisation a été boisée sur l'apostasie du paradigme national de la souveraineté politique et économique de l'Etat au profit des grandes audiences multilatérales et des Firmes Multinationales FMN.

Ce dogme est en train d'être substitué et les pays, à l'heure du Covid-19 sont en train de retracer la nostalgie de l'éclat national, notamment dans les investissements râblés dans les industries stratégiques, à l'instar des industries lourdes en Asie au Japon et en Corée du Sud. C'est aussi, aujourd'hui que sur l'arène mondiale, particulièrement les pays développés, ont découvert leur obédience pour les produits industriels attisée par la "dictature économique" de la Chine et de l'Inde qui produisent aujourd'hui plus de 80% de la production mondiale de ces produits actifs.

Avec la Covid-19 et la cloison des voies terrestre, aériennes et maritimes, les Etats sont entrain de perdre leur prestidigitation de la souveraineté pour se redimensionner sur les chaines de valeur mondiales et les activités stratégiques abandonnées jusque-là.

Sur le rebord mondial, la Covid-19 n'est-elle pas en train de remettre en cause cette tendance et d'apostropher les relations économiques internationales à un retour des Etats-nations et des frontières?

- Dans ce contexte d'interférence accrue aux effets domino pour reprendre Richard Baldwin, la globalisation est plus perceptible comme une épée de Damoclès à refréner qu'une opportunité à saisir. Ainsi, dans le temps et dans l'espace, la géopolitique mondiale se résume à un faciès des rapports de force, une architectonique mondiale qui a été chavirée mettant tous les contrées pays développés ou en développement, sur le même pied d'égalité au niveau de la confrontation du danger public du Covid-19. Il s'agit d'une induction qui n'épargne aucun Etat, ou pour paraphraser le politologue Américain James Rosenau, une zone de turbulence qui a pris d'assaut tous les Etats impuissants face à ce phénomène quasiment chaotique.
- Sur le plan politique, le monde est entrain de vivre une nouvelle étape dans l'équilibre des forces mondiales : Jusqu'à quelques années, la géopolitique mondiale a été dominée par un système unipolaire où les USA avaient la position de leadership aux niveaux économique, technologique et même

militaire. Avec la pandémie de Coronavirus et la course effrénée pour trouver la formule du vaccin du Covid-19, la cartographie mondiale bifurque vers un système multipolaire. Avec le sprint échevelé pour concevoir l'équation miracle de l'immunité contre la Covid-19, des domaines d'influence commenceront à apparaître et qui outrepasseraient, à l'avenir, le cadre militaire de la domination.

- les Etats-Unis et l'Europe, obnubilés par leur perte d'emprise, sont encore sur la défensive, se cherchant une plazza dans la grande "bataille des récits", pour reprendre l'expression du chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell. Cet éréthisme se vérifie dans l'absence de l'hégémonie Américaine dans la lutte contre la pandémie et dans la syncope de la concertation intraeuropéenne. Aussi, la cartographie mondiale a été jalonnée par la rétrogression des USA de plusieurs accords, à l'instar de l'Accord de Paris sur le réchauffement climatique, l'ALENA, l'Accord de Vienne sur le nucléaire Iranien, le TPP (Partenariat transpacifique), de quelques Organisations internationales comme l'UNESCO et du Conseil des Droits de l'Homme, ainsi par leur alignement sur la politique de colonisation systématique menée par Israël.

A cet égard, la Chine ne rate aucune opportunité, cherchant à étancher l'hiatus laissé par les USA, l'Empire Céleste en légitimant ses meilleures mesures de riposte à la crise sanitaire du Covid-19 par sa réactivité et l'ampleur de sa politique de la générosité, comme la grande puissance utile, altruiste et responsable, en vue d'élargir sa sphère d'influence, de tordre davantage l'alliance transatlantique, et d'imposer la pertinence de son modèle de gouvernance mondiale.

Le Toit du Monde profite ainsi de cette crise mondiale pour consolider son agora en tant que leader de l'aide internationale en faveur des pays du Sud : En peu de temps, elle s'est projetée en pourvoyeuse d'aide dans plus de 100

pays et au profit des Organisations internationales, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Union Africaine (UA).

La Russie semble également se saisir de la conjoncture stratégique offerte par la pandémie du Covid-19 pour redéployer ses outils d'influence et réaffirmer sa place en tant que grande prépotence sur l'arène mondiale.

- Les Relations Internationales ont été embrasées au sein de l'Union Européenne qui a négocié le début du Covid-19 sans solidarité entre des pays de l'Union Européenne, notamment l'Espagne et l'Italie qui ont le plus souffert de la pandémie. Aussi, l'absence de coopération n'a-t-elle pas été durement dénoncée par le président Serbe Aleksander Vucic ?

Cet éclatement au sein des pays du vieux continent ne date pas d'aujourd'hui, il s'est amorcé avec la politique engagée par le BREXIT de la Grande-Bretagne qui a désemparé la politique de l'Union européenne. Des voix s'élèvent sur le même trend du BREXIT en Italie par exemple et dans d'autres pays d'Europe de l'Est qui ne se sont pas intégrés suffisamment au sein de l'UE. L'arrivée de l'extrême droite dans plusieurs pays Européens et les relations de déstabilisation poussées par les nouvelles superpuissances vont influencer le vieux continent pour arriver, peut-être, à l'éclatement ou à l'affaiblissement du rôle stratégique de l'Union européenne dans les affaires importantes de la communauté internationale.

- L'équilibre des forces n'est pas uniquement d'ordre mondial mais aussi régional. A ce titre, L'initiative du Souverain Marocain brave et altruiste d'envoyer des aides médicales à 15 pays subsahariens afin d'accompagner leurs efforts de lutte contre la pandémie de Covid-19 permettra au Maroc de se positionner en leader régional et interlocuteur intercontinental incontournable pour les pays africains vis-à-vis de l'Europe et du reste du monde ; cette initiative Royale à la fois philanthropique et chevaleresque de prêter assistance aux pays africains portera ses fruits en augmentant l'influence du Royaume dans la région en renforçant son rôle diplomatique

comme une force croissante dans le continent noir. Cela favorisera la participation du Maroc à la promotion d'un nouveau pôle géopolitique régional qui raccorderait l'Afrique et l'Europe et assiérait une nouvelle géopolitique dynamique de la Méditerranée. Pour cela, le Maroc devra affûter son attractivité pour tirer profit des relocalisations due aux mouvements de repositionnement des chaînes de valeurs mondiales et de re-régionalisation des activités économiques.

En dépit les coactions géopolitiques, le Maroc ne doit pas abandonner le projet Maghrébin de l'UMA, nécessaire aujourd'hui pour les pays de la région, mais aussi pour l'Afrique, l'Europe et la Méditerranée. Cette dynamique régionale post-Covid doit être étançonnée sur une rénovation du partenariat euro-méditerranéen qui doit transcender les dimensions mercantiles et s'ouvrir sur une logique de coproduction et de gestion à l'exemple des problématiques phares de commune développement/migration/sécurité. Cela permettra à l'Europe, étant donné son avancée économique et technologique, et à l'Afrique, avec ses potentialités démographiques et son apport culturel, d'accoucher ensemble des nouveaux pôles d'activités et de compétences dans le cadre d'une multipolarité mieux partagée.

En guise de conclusion, la grande récession causée par la pandémie du Covid-19 remodèlerait, la globalisation en réécrivant un nouveau lexique des relations internationales.

Cette crise intervient dans une atmosphère de résilience des systèmes politico-économiques dans un contexte exacerbé par la rivalité sino-américaine en même temps qu'une fragilité de l'UE.

A l'heure du Covid-19, la puissance stratégique d'un État concerne non seulement ses forces en matière d'armement et d'énergie, mais aussi ses ressources dans les domaines sanitaires. L'ampleur de la stagnation

économique la façon dont les économies sauront la gérer et la maitriser en définira, semble-t-il, le ton et le tempo de la géopolitique mondiale.

FORAUTHORUSEOMIT

Les Relations Economiques Internationale Virales à l'heure du Covid-19

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 24/06/2020

La pandémie du Coronavirus qui est née en Décembre 2019 à Wuhan en Chine a bouleversé l'ordre mondial. Cet état de choc et de détresse ou ce que certains économistes appellent "sidération mondialisée" a eu un impact important sur les Relations Internationales en attisant les agissements énergumènes chez tous ceux qui étaient enclins à développer des théories "complotistes", provoquant ainsi le développement de tensions nouvelles, sur les laboratoires biologiques ou bactériologiques, entre les Etats-Unis et la Chine. Ainsi, une guerre sanitaire est venue se greffer à la guerre commerciale qui oppose ces deux pays. Elle s'est traduite par une crise sanitaire pernicieuse, un choc brutal sur l'économie mondiale, et l'exacerbation des Relations Internationales notamment entre les Etats-Unis et la Chine.

Du fait de l'autarcie de la totalité des pays et du confinement de la planète, la pandémie du Covid-19 a engendré une panne foudroyante des Relations Economiques Internationale. C'est la plus alarmante crise économique mondiale depuis celle des années 30, car elle porte préjudice à la demande et à l'offre : D'une part, les salariés (demande) n'ont plus de sources de revenu et les entreprises (Offre) à la pause économique ne génèrent plus de chiffre d'affaires, d'autre part.

La boule de cristal du FMI sur les projections de croissance de l'économie mondiale pour les années 2020-2021 sont inquiétantes avec une anémie économique de plus de 3 points du PIB, et une fissure du commerce mondial de 11%. La Banque Mondiale dans son dernier rapport "Perspectives économiques mondiales" prophétise une contraction de 5,2 % de l'économie

planétaire. Ces statistiques ne sont pas figées et évolueront au gré de la pandémie et/ou le rebond de l'activité économique mondiale.

Ainsi, avec le village planétaire de la globalisation et de l'interférence économique entre pays qui en résulte, moult pays occidentaux ont anticipé de relocaliser leurs unités des biens stratégiques en raison de la décélération de l'économie internationale, d'où une menace du retour des barricades du protectionnisme. Ceci est d'autant plus d'actualité que l'OMC a été partiellement verrouillée par Donald Trump ce qui porte préjudice à la Coopération Economique Internationale alors que le G20, qui avait joué un rôle décisif dans le désamorçage de la crise économique mondiale de 2008, se trouve paralysé et inerte dans la gouvernance mondiale de la pandémie du Covid 19 ce qui obscurcit et envenime davantage les Relations Internationales.

A cet égard, faut-il rappeler que depuis le scrutin de Donald Trump en Janvier 2017 à la maison blanche, la politique étrangère Américaine s'est régentée vers la fameuse sémantique "America First" ou " L'Amérique d'abord " qui s'est matérialisée par la défense farouche et conformiste du nationalisme avec une scepticisme à l'égard du multilatéralisme et l'aide au développement. C'est ainsi que le pays d'Oncle Sam a tiré sa révérence de plusieurs accords, à l'instar de l'Accord de Vienne sur le nucléaire Iranien, le TPP (Partenariat transpacifique), Accord de Paris sur le climat et l'ALENA ainsi que de quelques Organisations internationales comme l'UNESCO et du Conseil des Droits de l'Homme.

Cherchant à reboucher le vide laissé par les USA, la Chine tente de légitimer ses meilleures mesures de réplique à la crise à l'aide d'une propagande de communication sans précédent, en vue d'évaser sa sphère d'influence, d'émasculer davantage l'alliance transatlantique, et de resserrer la pertinence de son modèle de gouvernance. La Chine profite ainsi de cette crise pour conforter sa position en tant que protagoniste de l'assistance internationale en

faveur des pays du Sud, notamment Africains. La Russie semble également prête à se saisir de l'opportunité stratégique offerte par cette pandémie pour déployer ses outils d'influence et réaffirmer sa place en tant que grande puissance sur l'échiquier mondial. Pour éviter une redistribution des cartes qui leur seraient défavorable, les Etats-Unis ne seront-ils pas amenés à déployer des efforts louables pour redorer leur blason d'or de puissance sur l'arène internationale?

Aussi, Donald Trump s'est incommodé sur les Relations Economiques Internationales notamment avec la Chine considérée comme le principal concurrent des USA pour siéger à la première place sur l'échiquier international. En sus, dès 2018, Donald Trump a déchaîné une guerre commerciale à l'encontre de la Chine constituée de hausses en cascade des taxes douanières et de mesures de représailles. Et ironie du sort, la pandémie du Covid 19 va lui donner une autre occurrence de s'acharner contre la Chine, en l'accusant d'avoir différé l'annonce de la pandémie du Covid 19 qui s'est manifestée à Wuhan, ainsi que d'avoir dépassionné sa gravité. A ce titre, les Relations Internationales entre Pékin et Washington se sont tendues en réclamant des Milliards de dollars à la Chine pour les dommages collatéraux causés par la Covid-19.

De surcroît, les Relations Internationales sont devenues tempétueuses entre les USA et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) dirigé par l'Ethiopien Tedros Adhanon en le taxant d'avoir mal géré la crise du Covid-19, et de soupçonner l'OMS d'être en connivence avec la Chine. En corollaire, Donald Trump ordonna la suspension de la contribution financière des Etats-Unis à l'OMS qui est de l'ordre de 500 millions de dollars annuellement.

Entre souris et chat, toujours en querelle, le casse-gueule Chine/Etats-Unis s'est rencogné lors de la 73ème Assemblée mondiale de la Santé qui s'est tenue virtuellement à Genève les 18 et 19 Mai 2020 où les USA et certains

pays occidentaux ont tenté de faire adhérer Taiwan à l'Assemblée mondiale de la Santé, mais en vain du fait de la répulsion et le rejet ferme de la Chine qui considère que Taiwan fait partie de la territorialité chinoise.

En sus, les Relations Internationales ont été court-circuitées au sein de l'Union Européenne qui a négocié le début de la pandémie du Covid-19 sans coordination ni solidarité entre des pays de l'Union Européenne, notamment l'Espagne et l'Italie qui ont le plus pâti de la pandémie.

La Commission Européenne, qui avait pourtant promis de faire entrer l'Europe dans l'ère de la géopolitique, n'a-t-elle pas irradié par sa taciturnité alors que les États membres ont préféré répondre par des mesures individuelles et unilatérales, en barrant leurs frontières et en interdisant l'exportation de matériels de protection pour éviter l'épuisement de leurs stocks?

Cette balkanisation de la solidarité Européenne était ostensible au grand jour de la pandémie lors des appels à l'aide lancés par les deux pays les plus sèchement macérés (Italie, Espagne), qui ont dû accepter l'appui inattendu émanant de pays comme la Russie et la Chine.

La désolidarisation entre les pays de l'UE se mesure avant tout au refus des dirigeants du G20 de permettre aux pays pauvres frappés par la pandémie de suspendre le remboursement de leurs dettes. Ces divisions se traduisent également par une guerre sémantique qui étancher l'adoption de déclaration ou de résolution commune au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU. L'approche étriquée et avaricieuse des Organisations Internationales au regard de cette pandémie consacre l'obscurcissement du multilatéralisme, qui continue de subir des coups de boutoir, au moment où l'Humanité en a le plus besoin.

Avec les déplaisances des instances de Bruxelles et pour atténuer les contestations, l'Allemagne et de la France proposèrent le 18 Mai 2020 la création d'un Fonds de relance doté de 500 milliards d'euros au profit des secteurs et des régions de l'Union Européenne les plus affligés par la Covid-19 en autorisant des déficits publics supérieurs à 3%. Cependant, les pays du Nord de l'Europe continuent de rejeter l'idée de mutualiser leurs dettes en créant un fonds de relance financé par la dette commune de l'ensemble des Etats membres (coronabonds). Ces divergences, qui ressurgissent au lendemain du Brexit, jettent également de l'ombre sur les ambitions d'autonomie stratégique de l'UE. La crise sanitaire du Covid-19 a ainsi révélé les défaillances du projet Européen en tant qu'entité politique, en dévoilant de nouvelles fractures au sein de la zone Euro et en créant un "collapsus" qui risque d'alimenter les courants eurosceptiques. Par ailleurs, mannes financières promises restent "abstraites" aux yeux de l'opinion publique européenne et contrastant fortement avec la "matérialité" » de l'aide chinoise et russe, sur lesquelles les deux pays ne cessent de communiquer à profusion.

A cet égard et pour tempérer encore une fois les déconvenues qui s'alimentent dans l'Union Européenne, Emmanuel Macron et Angela Merkel ont proposé un secours résidant dans la mutualisation de la dette c'est-à-dire sans que les pays affectés n'aient de prêts à rembourser. Le Parlement Européen plaida de son côté pour que le plan de relance global atteigne les 2 000 Milliards d'euros. Toutefois, si les instances Européennes s'accordent sur la nécessité impérieuse d'une action commune et solidaire, les vieux "fendages" économiques entre États du Sud et du Nord sont toujours présents.

En outre, avec la pandémie du Covid-19 et la barricade des voies terrestre, aérienne et maritime, les Relations Economiques Internationales ont subi de plein fouet la perturbation des chaînes de valeur mondiale ; une perturbation

qui favoriserait assurément le retour vers les Etats-Nations, des régions et des blocs commerciaux régionaux. D'ores et déjà, la priorité sera désormais accordée à la proximité dans le cadre de mouvements de relocalisation pour permettre aux pays de se protéger des risques de dépendance vis-à-vis des contrées lointaines.

En guise de conclusion et à la différence de toutes les pandémies de l'histoire des faits économiques et sociaux, la pandémie Covid-19 aura indubitablement dévoilé un monde désuni sous le prisme de multipolarités exacerbées et venue fustiger la crise de la globalisation et le spleen qui la couvre depuis des années.

Les Relations Economiques Internationales sont en panne d'inspiration, le tribut économique payé par l'économie mondiale au COVID 19 est colossal : Tout s'est arrêté puisqu'il faut stopper la vie économique pour ne pas risquer la mort des citoyens. Cette équation a mis en péril tout l'échafaudage de l'économie internationale et de la finance mondiale (fermeture des marchés étrangers, chute des IDE, arrêt des fusions-acquisitions......etc.)

Les politiques mises en place aujourd'hui et les choix et les décisions des acteurs économiques sont en train de configurer une nouvelle architecture des Relations Economiques Internationales qui vont renforcer la sortie de la globalisation débridée mise en place depuis des décennies.

C'est une autre forme de Relations Economiques Internationales que nous devrons nous atteler à rebâtir loin des vertus de la métaphore de la main invisible d'Adam Smith. C'est une autre économie internationale que nous devrons nous attacher à refondre loin de l'économie mondialisée très cher à l'ex-Secrétaire d'État de Bill Clinton, Robert Reich dans son Best-seller des années 90 "l'Economie Mondialisée".

Plus contagieux que la Covid-19, la pandémie du racisme, I can't breathe

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 12/06/2020

De Toronto à Madrid, le dernier chant de cygne "I Can't Breathe" de George Floyd n'est-il pas devenu le cri d'orfraie d'un monde qui feutre sous la tyrannie du racisme ? De Berlin à Paris, le dernier soupir "I Can't Breathe" de George Floyd n'est-il pas la "clabauderie" d'une humanité suffoqueé par le despotisme de la xénophobie ? De Washington à Sidney, la dernière haleine "I Can't Breathe" de George Floyd n'est-elle pas le stigmate d'une aversion asphyxiée par un jingoïsme chauvin ? "I Can't Breathe" tout court n'est-il pas devenue le slogan aussi plus contaminant et plus contagieux que la Covid-19 ?

Faut-il rappeler que "I Can't Breathe" est une phrase originale prononcée par Eric Garner avant sa mort en Juillet 2014, alors qu'il subit une immobilisation par étranglement d'un officier du département de police de New York. La vidéo de Garner détenue par plusieurs officiers le montrait disant "Je ne peux pas respirer" onze fois avant rendre l'âme. À la suite de l'acquittement en Décembre 2014 de l'officier en cause, le slogan "I Can't Breathe" devient populaire dans les manifestations raciales qui se généralisent partout dans le monde.

Dans plusieurs contrée, à l'âme de George Floyd et en geste politique, la posture d'un genou sur le cou incarné par des policiers, des stars, des emblèmes politiques et par la foule humaine chronométré de 8 minutes 46 secondes de silence, qui a agonisé tout ce temps sous les genoux de ce policier misanthrope Américain en guise de solidarité avec la famille de George Floyd et la famille de bonne couleur du monde entier

Sur les réseaux sociaux : Le visage de George Floyd figure sur des milliers de publications ; son cri étouffé fait écho dans le monde entier, "I Can't

breathe", ou avec des hashtags comme "Black Lives Matter" tweeté par des Millions d'internautes. Ces rébellions ne dénoncent-elles pas la misanthropie policière et rappelle que le racisme persiste encore au 21éme Siècle ?

La bestialité de la mort de George Floyd à Minneapolis aux USA, lundi 25 Mai 2020 transcendant les frontières Américaines et Communautaires pour se muer en icône mondiale remet sur le marbre de l'actualité la plus importante de la Xénophobie depuis des décennies par son ampleur et sa persistance et ressuscite celle de Martin Luther King connu par son discours prophétique « I've Been to the Mountaintop » pour sa lutte non-violente contre l'apartheid racial , ou de Malcolm X figure de proue du mouvement des droits civiques aux États-Unis, défenseur des droits de l'homme afro-américain et des discriminations et les ségrégations raciale qu'on a cru inhumer.

Le discours emblématique "I have a dream" de Martin Luther King prononcé à Washington en 1963 nous inspire encore aujourd'hui. En effet, nous devons prôner un modèle de société ouvert et tolérant.

Dans cette société, il ne peut pas y avoir de place, même infinitésimal, pour le racisme, la xénophobie et les discriminations fondées sur la couleur des gens. C'était tout le sens du combat pacifique et non-violent de Martin Luther King, dont la missive est plus que jamais d'actualité.

Le Maroc entre vulnérabilité économique et Forteresse sociale au temps du Covid-19

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 02/05/2020

Nul ne doute que la pandémie du Covid-19, d'une amplitude sans égale, engendra une asphyxie économique financière et sociale mondiale bien plus acérée que celle de 2008 avec touts les pronostics apocalyptiques des instances économiques internationales comme le FMI, l'OMC ou la CNUCED: Hausse de l'oisiveté, banqueroute de milliers d'entreprises, altération de la croissance économique et du PIB aussi bien dans les pays développés que dans les pays en voie de développement. Tous ces indicateurs sont les pièces à conviction d'une crise économique et sociale sans précédent que le monde n'a vécu depuis le Jeudi noir des années 30.

Comme l'exception confirme la règle, au Maroc la pauvreté se délaie pour faire mouche à la classe moyenne qui est le pivot central de la consommation endurcissant une hausse du chômage et une quasi-léthargie des activités économiques liées à toutes les branches et les secteurs de l'économie Marocaine, principalement le secteur du tourisme, de la restauration et de voyage d'une façon irréfragable.

Les débouchés classiques du Maroc (France, Espagne et les pays de l'UE) sont fortement altérés par la pandémie du Covid-19. Le Maroc ne peut compter sur eux pour assurer ses exportations, attirer des investissements ou charmer des touristes qu'après quelques années. Les effets négatifs sur l'agriculture ou gouverner, c'est pleuvoir, l'industrie, le tourisme et les services sont nettement audibles.

La pandémie du Covid-19 n'épargna non plus les équilibres macroéconomiques : L'endettement extérieur ascensionna avec un coût économique tiré vers le haut tant que les fondamentaux économiques frôlent des seuils critiques. Le déficit public, celui de la balance commerciale ou de

paiement s'inscrivent dans des trends haussiers. A ce titre, les réserves de changes sont très affectées surtout avec le décélération du tourisme, des transferts des MRE et des investissements directs étrangers IDE et les secteurs orientés vers l'extérieur, à l'instar des Métiers Mondiaux.

La situation ne devrait pas retourner à la normale dans délais courts vu que la conception d'un vaccin prendra plusieurs mois. Plusieurs prophylaxies doivent être prises en matière de déplacement, de shopping ou pour les services de loisir ce qui a impacté les chaînes de production et d'approvisionnement. Un constat qui a accéléré la création de nouveaux modèles économiques prenant en considération les risques sanitaires et épidémiologiques. Les activités de télétravail, les achats onlines, les services numériques commencent à prendre le relais à la place des modèles génériques.

Comme dit le dicton toute pièce a son revers, sur le plan social, on nota la résurgence du siège si chaleureux de la famille dans le corps social Marocain après de longues années de retrait au profit de l'individualisme, "l'égocentrisme" et de l'espace numérique. La résurrection de la place de la "Smooth Family" se fit à travers la présence de canaux virtuels entre les individus. Un new mode social vit le jour faisant une mixture entre les us traditionnels et les interactions virtueles où le commun des mortels trouve asile en temps de confinement.

Le social est mis sur son piédestal à travers la redéfinition de la place de l'État et ce après son retrait partiel durant les années des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) et le rush des privatisations qui s'ensuivirent. A l'appui de nos allégations ; Jeudi 28 Mai 2020, Chakib Alj patron du patronat et le bureau de la CGEM n'ont- il pas été reçus au Cabinet Royal en même temps que plusieurs Ministres ? le Souverain Marocain n'a-t-il pas ordonné ses Hautes Instructions pour une mobilisation forte de l'État pour accompagner les opérateurs économiques pour la réussite de la reprise

économique pour soutenir le secteur privé. Ce message Royal à forte dose stratégique n'est-il pas témoin du renouveau du l'Etat ?

Pour émousser les rétroactions économiques du Covid-19, des Milliards de Dirhams ont déjà été recueillis, et chaque Marocain, chacun selon ses moyens, continue à se mobiliser.

Cette ferveur ne nous montre-t-elle pas tous les signes d'une nation solidaire, soudée et unie avec une seule visée celui de tarir le Covid 19.

Aussi, cette cohésion sociale se concrétise par les gestes au jour le jour : N'est-il pas admirable cette jouvence Marocaine dotée de masques, de désinfectants, à leurs frais pour aseptiser les moyens de transport et qui propose ses services, pour faire les courses à la place des plus âgés ou ceux et celles qui partagent des subsistances et des provisions avec leurs voisins ?

En plus du plan d'action médicale mis en place par la tutelle, l'arrivée en renfort de la médecine militaire sur Hautes instructions du Souverain Marocain, Chef suprême et Chef d'état-major général des Forces Armées Royales n'exhibe-elle pas une réanimation du sens du devoir, de la solidarité et la cohésion nationale ?

Cette missive n'est-elle pas témoin du soutien du Souverain Marocain aux opérateurs économiques toutes tailles, tous secteurs et toutes régions confondus?

Cette confiance royale ne consolide-t-elle pas notre détermination à réussir la relance de notre économie dont les valeurs sont : La solidarité, le patriotisme et la citoyenneté ?

La gestion du confinement, de la crise économique et des mesures de lutte sanitaire ne relève-elle pas exclusivement des institutions publiques? La pandémie du Covid-19 n'a-t-il pas renforcé le rôle de l'Etat en matière d'encadrement des citoyens?

Aujourd'hui, l'apostrophe qui interpelle les décideurs Marocains : Quel est le mode de développement nous voulons pour le Maroc Post-Covid-19 ? Est-ce que nous allons étayer nos chaines de valeurs mondiales, ainsi que nos débouchés sur nos partenaires classiques à travers le fameux modèle la croissance tirée par les exportations Export Led Growth Strategy ? Ou nous allons édifier et relancer les piliers de l'économie nationale sur le modèle Keynésien à travers la consommation intérieure et l'industrie tout en soutenant la classe moyenne ?

Ce choix nécessitera davantage une audace politique et une sagacité stratégique où il est pertinent de revoir le système fiscal national pour être plus juste permettant une répartition équitable des richesses afin de lutter contre la pauvreté et d'élargir la classe moyenne censée être le moteur de la demande intérieure.

Aussi, il est primordial de mettre en place les jalons d'une économie solidaire basée sur la production collective et le produit local et du terroir, les plateformes d'échanges numériques et non numériques locales sur la base d'une utilisation durable des ressources et des énergies, le développement des compétences locales dans le cadre d'un système, culturel, intégré, solidaire et durable.

A côté de la vulnérabilité de l'économie Marocaine, cette solidarité certifie que nous faisons Nation. Nous serons une brigade Marocaine irréductible tant que la solidarité prédominera. Combien j'espère que nous gardions cet état d'âme après la pandémie Covid-19.

Le deuil de la globalisation au temps du Covid-19

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 22/05/2020

C'est devenu un secret de polichinelle que la Covid-19 chavire et ébranle, de jour en jour, notre planète, même le plus ignare constata que le Coronavirus chamboule, au fil des jours, notre train de vie, notre routine et notre monotonie.

Par l'amplitude de la tragédie des pertes humaines (plus de 320 255 décès selon l'OMS.), la célérité de sa contamination (plus de 4,9 Millions cas) et notre agénésie à stopper sa transmissibilité, ce microbe est à l'origine d'une grande frousse sans égale depuis la seconde Guerre mondiale et la grande dépression des années 30.

En sus de l'effroi qu'elle a suscité, cette pandémie sanitaire de grande magnitude est en train de remettre en cause nos accoutumances et notre seconde nature? La Covid 19 n'est-elle pas entrain de révolutionner nos pratiques politiques, économiques et sociales? Cette épidémie n'est-elle pas témoin des dérivations d'une économie globalisée qui a eu des effets pervers sur notre biodiversité et notre société?

C'est devenu une tarte à la crème l'opinion que plus rien ne sera comme avant, monde du business et des affaires, milieu politique, acteurs de la société civile, intellectuels et penseurs

C'est une autre économie que nous devrons nous atteler à rebâtir loin des vertus de la fameuse métaphore de la main invisible d'Adam Smith, c'est une autre économie que nous devrons nous attacher à refondre très loin de l'économie mondialisée très cher à l'ex-Secrétaire d'État de Bill Clinton, Robert Reich en l'occurrence dans son Best-seller dans les années 90 " l'Economie Mondialisée".

Nous pensons que c'est un nouvel édifice économique qui se reconstruit autour de six piliers essentiels.

- Le premier pilier concerne le comeback en force du concept de la souveraineté de l'Etat et de frontières. Or, faut-il rappeler que la globalisation a été étayée sur le désaveu du paradigme national de la souveraineté politique et économique de l'Etat au profit des grandes audiences multilatérales, à l'instar des Firmes Multinationales FMN ou les grandes unités interterritoriales pour reprendre l'expression de Maurice Byé.

Ce credo est en train d'être supplée et les pays, au temps du Covid-19 sont en train de remémorer la nostalgie de l'auréole nationale, notamment dans les investissements massifs dans les infrastructures et les industries stratégiques, comme les grands projets des barrages durant les années 70 avec la vision éclairée de feu Hassan II, les industries industrialisantes en Algérie si cher à Destanne de Bernis, et les industries lourdes en Asie notamment au Japon et en Corée du Sud. C'est aussi, aujourd'hui que sur l'arène mondiale, singulièrement les pays développés, ont découvert leur obédience et leur aliénation pour les produits industriels attisée par la mainmise de la Chine et de l'Inde qui produisent aujourd'hui plus de 80% de la production mondiale de ces produits actifs.

Avec la pandémie du Covid-19 et la barricade des voies terrestre, aériennes et maritimes, les Etats sont entrain de perdre leurs illusions du mythe de la fin de souveraineté pour se repositionner sur les chaines de valeur mondiales et les activités stratégiques abandonnées jusque-là.

- Le second pilier a trait au retour majestueux de l'Etat et la mission prédominante qu'il est entrain de jouer dignement dans la gestion de cette pandémie et qu'il continuera à assurer dans le monde post-covid-19. Ce regain sensationnel de l'Etat dans la bataille contre les effets alarmants de la pandémie, ainsi que sa gestion économique et sociale, a volatilisé les conceptions du rôle régulateur de " l'Etat Gendarme" et la nécessité de

cantonner son interventionnisme dans ses fonctions régaliennes et à la correction des incohérences du marché.

- Le troisième pilier concerne le retour en force, partout dans le monde, de la dimension sociale. Les inégalités sociales extrêmes à travers des rapports alarmants d'OXFAM (qui montrent, avec des réalités chiffrées, l'hiatus abyssal entre nantis et démunis) n'ont-elles pas dévoilé les limites de la globalisation "happy" à contribuer à l'optimum social et à endiguer la pauvreté, la vulnérabilité et la marginalisation ?

Aujourd'hui plus que jamais, la pandémie du Covid-19 est à l'origine d'un retour du social et d'une plus grande prise en compte de l'effort de solidarité et des investissements dans la santé et dans l'éducation par l'Etat afin de créer une nouvelle socialité.

- Le quatrième étai est lié à la globalisation de la production et à la perturbation des chaînes de valeur mondiale qui a favorisé une grande division internationale du travail au niveau mondial et qui a fait de notre monde un petit village planétaire pour paraphraser Marshall McLuhan. Assurément, ce trend a été fortement remis en cause au cours des dernières années avec les guerres commerciales et les mesures de représailles, singulièrement entre les Etats-Unis et la Chine. Sur l'échiquier mondial, la pandémie de la Covid-19 n'est-elle pas en train de remettre en cause cette tendance et d'interpeller les relations économiques internationales à un retour des Etats-nations, des régions et des blocs commerciaux régionaux ?
- Le cinquième chevalet est en rapport avec la financiarisation de l'économie jalonnée par la sophistication de l'ingénierie financière (marché à terme, contrat dérivés, titrisation......etc.) qui a constitué une armature essentielle de la globalisation et un pendant majeur de celle de la production. Manifestement, la crise de 2008-2009 a contribué à ciseler ce mythe et les normes de risques mises en place avec les accords de Bâle 3 dictée par le

G20 en 2010 qui ont été à l'origine d'une introversion des grands groupes bancaires et financiers sur leurs bases nationales ou régionales.

- Le dernier pilier concerne la gouvernance de la globalisation, de la finance mondiale et la tentation de circonscrire la place des entités multilatérales comme la Banque Mondiale, l'OMC, le FMI, les Nations-Unies....etc. Or, la crise sanitaire de la pandémie du Covid-19 n'a-t-elle pas exhibé l'importance du rôle des institutions de gouvernance mondiale dans la gestion des crises économiques : Pour preuve, pour éviter le pire, l'Exécutif Marocain, à travers l'argentier du Royaume n'a-t-il pas procéder auprès du FMI, en Avril 2020, à un tirage sur la Ligne de Précaution et de liquidité (LPL) pour un montant équivalent à près de 3 Milliards de dollars, remboursable sur 5 ans avec une période de grâce de 3 ans afin de renflouer les réserves en devises permettront de maintenir la capacité de notre économie à satisfaire ses besoins en termes de produits fondamentaux, alimentaires et énergétiques qui sont libellé en devises clés, et ce suite à la paralysie du secteur du tourisme et les préjudice causés aux secteurs exportateurs, en plus de la baisse des transferts des MRE et des investissements directs étrangers (seules sources des réserves de changes)?

A l'appui des points évoqués ci-haut, à la différence de toutes les épidémies de l'histoire des faits économiques et sociaux, la pandémie du Covid-19 n'est-elle pas venue renforcer la crise de la globalisation et la mélancolie qui la couvre depuis quelques années ? Les politiques mises en place aujourd'hui et les choix et les décisions des acteurs économiques ne sont-ils pas en train de façonner un nouveau monde et une nouvelle architecture qui vont renforcer la sortie de la globalisation débridée mise en place depuis quelques décennies ? La pandémie du Covid-19 n'est-elle pas en train d'ouvrir une nouvelle ère dans l'histoire de l'humanité à travers l'émergence d'une nouvelle expérience humaine plus solidaire, ouverte et démocratique ? Le temps est révélateur!!

Les Relations Financières Internationales du Maroc avec le FMI au temps du Corona

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 02/05/2020

Nul ne doute que la pandémie du Covid-19, d'une ampleur sans précédent, augure d'une crise économique mondiale bien plus profonde que celle de 2008/2009, l'économie nationale extravertie, a été impactée en conséquence, notamment au niveau des secteurs orientés vers l'extérieur, à l'instar des Métiers Mondiaux du Maroc 3M (les secteurs exportateurs ayant dimunié de 80%), les recettes au titre des voyages, les transferts des Marocains du Monde MDM (-10%) et les investissements directs étrangers IDE.

Dans cette optique et pour éviter le pire, l'Exécutif Marocain, à travers l'argentier du Royaume a pris une décision prudente en procédant, Mardi 7 Avril 2020 à un tirage sur la Ligne de Précaution et de liquidité (LPL) pour un montant équivalent à près de 3 Milliards de dollars, remboursable sur 5 ans avec une période de grâce de 3 ans

Faut-il rappeler que l'accord conclu avec le FMI au titre de la LPL accompagne la mise en œuvre des politiques économiques des autorités Marocaines et visent à atténuer les vulnérabilités budgétaires et extérieures tout en consolidant les bases d'une croissance plus forte et plus inclusive, ainsi qu'une assurance utile contre les risques exogènes. Et pertinemment pour se prémunir contre les risques des chocs externes dus à la pandémie, le Maroc a procédé sagement à cette nouvelle décision qui vient s'additionne aux mesures prises par le Comité de Veille Économique (CVE) et aux efforts déployés en matière de mobilisation des financements extérieurs.

Rétrospectivement, ce tirage, s'inscrit dans le cadre de l'accord relatif à la LPL, conclu avec le Fonds Monétaire International en 2012 approuvé le 3 Août 2012 pour un montant d'environ 4,1 Milliards de dollars de DTS, le deuxième, d'un montant de 3,2 Milliards ayant été approuvé le 28 juillet

2014, et et le troisième, d'un montant de 2,5 Milliards, le 22 juillet 2016, renouvelé en décembre 2018, dans le but de l'exploiter comme assurance contre les chocs extrêmes, comme celui que connait actuellement l'économie mondiale.

En dépit des divergences du recours ou non à l'endettement, nous pensons, d'emblée, que cette levée va permettre d'estomper les contrecoups de cette crise mondiale sur l'économie nationale, et ce en préservant les réserves de change à des niveaux commodes ce qui se traduirait pas la consolidation de la confiance des investisseurs étrangers et des partenaires économiques du Maroc au regard du tissu économique Marocain.

Aussi, ces réserves en devises permettront de maintenir la capacité de notre économie à satisfaire ses besoins en termes de produits fondamentaux, alimentaires et énergétiques qui sont libellé en devises clés, et ce suite à la paralysie du secteur du tourisme et les préjudice causés aux secteurs exportateurs (ayant dimunié de 80%) en plus de la baisse des transferts des MRE (-10%) et des investissements directs étrangers (seules sources des réserves de changes).

Ce tirage permettrait de renflouer et d'alimenter la balance de paiements en réserves de changes et n'impactera pas la dette publique selon les dires du Ministre de l'Economie et des Finances Mohamed Benchaâboun.

Avec la pandémie du Covid 19, nous perdrons des milliers d'emplois, décréter une politique de rigorisme et d'austérité est suicidaire pour la stabilité de notre patrie et inefficace même à terme. C'est pourquoi, aujourd'hui, nous pensons qu'il n'y pas de temps à la critique, aux querelle idéologiques et théoriques antilibérales, ce n'est pas aussi le moment de faire preuve de sectarisme qui va à l'encontre des institutions de Bretton Woods.

Cette circonstance exceptionnelle exige que chacun de nous se consacre pour le bien commun du Maroc. C'est l'urgence et le pragmatisme qui sont de mise et c'est d'ailleurs dans ce cadre qu'intervient la mesure sage et intelligente à travers laquelle le Parlement Marocain a donné son aval à l'exécutif Marocain du surpassement de la barre de la dette extérieure décrétée dans le cadre de la loi de Finances de 2020.

Rappelons qu'en économie, il n'y a pas de cadeaux, le FMI a accordé cette ligne qui est loin d'être un gratis, mais parce que le Maroc mérite cette confiance basée sur plusieurs critères, entre autres la bonne tenue des fondamentaux économiques du Maroc et la mise en œuvre saine des politiques économiques ayant contribué aux solides résultats macroéconomiques. Il a fallu être intelligent pour éviter le pire en saisissant cette opportunité.

La décision est prise et ne pourra qu'être saluée, il s'agit maintenant de voir loin devant en mettant en place des mesures nécessaires pour assurer sa résilience face à cette crise avec la rapidité et l'efficacité nécessaires en termes de prise des décisions et des mécanismes appropriés permettant de mettre l'économie nationale sur les rails d'un sentier de croissance forte et durable, dans le monde d'après la crise.

Quelle Stratégie de Gouvernance Nationale de lutte contre le Covid-19 au Maroc ? Quelles sont les grandes priorités ?

Chronique publiée sur notre site www.mmaghriti.com le 21/04/2020

D'emblée et en guise de prologue, la crise du Covid-19 ne constitue-t-elle pas le plus important challenge que les politiques publiques ont eu à "manager" depuis l'indépendance dans notre patrie? Historiquement et rétrospectivement, aucune crise économique, politique ou sanitaire n'a eu les corollaires dirimants et ravageurs que nous sommes en train de traverser aujourd'hui.

Le défi posé par cette pandémie du Corona est d'autant plus d'actualité que le Maroc vit une phase difficile et complexe: Si le Maroc a connu d'importantes avancées sur la voie de la mise en place d'une nouvelle expérience démocratique connue sous l'Exception Marocaine et réussissant le Printemps Arabe, les transitions économiques et sociales achoppent devant de grandes embarras et notre pays peine à définir un nouveau modèle de développement économique et à mettre en place un nouveau contrat social. Ces difficultés sont venues grever sur les effets déprédateurs de cette pandémie du Covid-19.

Les répliques des institutions officielles n'ont pas tardé à se mettre en place : Sans balbutiement, les stratégies et la réactivité des autorités de l'exécutif Marocain n'a pas tardé à rétorquer en embrassant les dimensions économiques, sociales et sanitaires de la crise.

De notre point de vue, ces réponses doivent continuer à s'inscrire dans une stratégie globale en cherchant à extirper la pandémie et prémunir les citoyens Marocains et les acteurs économiques. A cet égard, au moins, trois priorités nous semblent incontournables :

1- La première des urgences dans la lutte contre le Covid-19 concerne l'arrêt de la transmission du virus. La réponse et la réactivité de notre pays a été

rapide indépendamment de l'évolution de la pandémie et des expériences des autres pays (chose qu'il faut saluer). C'est ainsi qu'on est passé d'une stratégie de confinement limité à l'état d'urgence sanitaire décrété le 20 Mars jusqu'au lundi 20 avril 2020 et qui vient d'être prorogé d'un Mois, soit jusqu'au 20 Mai 2020 suite au conseil du Gouvernement du 18 Avril 2020. Or, les autorités publiques éprouvent encore de grandes difficultés à faire respecter le confinement (plus de 25.000 arrestations pour non-respect des mesures de l'état d'urgence sanitaire selon la DGSN et la présidence du Ministère Public) pour plusieurs raisons qui ne sont pas toutes liées à un manque de conscience de la part des citoyens. Il faut aussi mentionner toute cette population exclue du modèle de développement, qui vit au jour le jour et qui ne peut survivre à un confinement aussi strict.

Ces mesures sont incontournables au vu de la progression de la pandémie et des mutations inquiétantes du virus dans le monde et qui rendent sa maîtrise encore plus difficile.

Ces mesures ont été rapidement renforcées par une mesure importante à savoir le port des masques à partir du 7 Avril 2020. A cet égard, Pour garantir ces masques en quantités suffisantes et dans le cadre de la mise en œuvre des instructions Royales, les autorités ont mobilisé un ensemble d'industriels nationaux pour les produire, de même que leur prix de vente a été fixé à 80 centimes l'unité et ce, avec le soutien du Fonds spécial Covid-19.

Tous nos efforts doivent converger vers la réalisation de ces deux objectifs majeurs pour favoriser une maîtrise rapide de la progression du virus. Sur ce registre, les mesures proactives sous hautes instructions Royales ont permis d'éviter le pire et de mettre la pandémie sous contrôle au Maroc avait déclaré le Ministre de la Santé dimanche 19 Avril 2020. Ce sont ces mesures qui doivent être renforcées et valorisées ; elles sont des conditions sine qua non pour envisager un début de déconfinement.

La seconde priorité, c'est soutenir: Dans cette conjoncture mélancolique, l'Etat Keynésien est revenu sur le marbre de l'actualité, l'Etat qui est l'expression de la volonté du vivre en commun doit déployer des efforts laborieux dans la protection et la sécurité des citoyens et des acteurs économiques. A ce titre, toute une batterie de mesures ont été prises par le Gouvernement Marocain. Banque Al-Maghreb n'est pas en reste; elle a également mis en place des mesures éminentes et "philanthropiques" qui couvrent les acteurs économiques en épaulant les entreprises à faire face à une caverneuse crise de liquidité et ce en différant moult échéances fiscales ou sociales.

Notre chère Patrie a été intelligente en manipulant le levier monétaire ; les mesures budgétaires ont besoin d'un temps de conception ; une réponse par le budget exige un mécanisme de validation, un vote au parlement... L'éxecutif a donc commencé par la politique monétaire, car elle reste plus flexible dans les situations d'urgence. Elle concerne également un rapport direct entre banques et entreprises en traitant un problème réel et urgent : celui de la trésorerie.

Aussi, Bank Al Maghreb a pris un certain nombre d'initiatives en abaissant son taux directeur et en ouvrant la possibilité à un refinancement beaucoup plus large. Toutefois, il faut désormais inciter les banques à transmettre ces orientations à la sphère de l'économie réelle. Il faut de la veille et de la surveillance. En situation de crise, la banque centrale doit être beaucoup plus vigilante que par le passé.

Ces mesures altruistes ont également comporté les ménages avec des aides sociales pour les couches les plus défavorisées et les plus touchées Ramedistes et non Ramedistes où c'est la première fois qu'on utilise le transfert monétaire en tant que revenu d'assistance.

Toutefois, il est important de souligner deux points essentiels :

- La base de données, créée pour donner corps au RAMED souffre certes d'un certain nombre d'insuffisances, de déperditions, des fuites qui se matérialisent par effets secondaires négatifs : Des personnes qui bénéficient de transferts sans les mériter, et d'autres qui les méritent mais qui n'en bénéficient pas qui se comprend et se justifie par le choc de l'urgence où il a fallait très vite. Ce biais, les autorités en ont pris conscience et c'est pour cela qu'un autre soutien à l'adresse des non Ramedistes a été mise en place en attendant la mise en place du Registre social unique, qui est dans l'agenda politique.
- Si ces mesures étaient nécessaires et importantes, elles ont été marquées par l'urgence et l'approche de court terme ne doit prédominer (certes, le choc et l'urgence de cette question nous imposaient de réagir pour aller très vite dans la solidarité). Or aujourd'hui, il est clair que ce virus continuera à affliger notre Patrie pour des mois. Il est important de réfléchir sur les moyens de transformer ces formes de protection et d'aides pour les acteurs économiques et les citoyens et les rendre plus durables.

La troisième priorité, c'est de relancer : Le Souverain Marocain et la patrie sont persuadés que nous parviendrons à maîtriser cette pandémie. De ce fait, Il faudra avoir une vision de moyen et long terme dès maintenant en commençant à prévoir et planifier l'après avec le Must de renouveler nos modes de vie et notre contrat social.

A ce titre, nous devons entamer notre réflexion dès aujourd'hui sur trois questions essentielles :

- La première concerne le regain impérieux de l'apostrophe sociale et la nécessité de redéfinir nos priorités sociales et sociétales. Sous cette optique, une nouvelle vision des secteurs de la santé, de l'éducation et des mécanismes de solidarité sociale doit être au cœur de nos urgences. Cette priorité doit commencer sur la base des besoins mis en évidence par la pandémie.

- La seconde question prioritaire concerne le modèle de développement économique et nos choix stratégiques, notamment dans le domaine industriel. Cette crise a remis à l'ordre du jour la notion de souveraineté et la nécessité de développer et de maîtriser un grand nombre de secteurs stratégiques dont l'industrie pharmaceutique. Il est important aujourd'hui de réfléchir sur les priorités de notre développement et les secteurs stratégiques que nous devons développer.
- La troisième question concerne les nouvelles technologies et la numérisation de nos procédures. En dépit des affirmations officielles et des efforts de certaines startups, nous continuons à enregistrer un retard dans le domaine des nouvelles technologies et de la numérisation. En effet, la distribution des aides sociales au cours de cette pandémie et les queues aiguisés par les mesures barrières pour les paiements ont montré ce retard. Il est temps aujourd'hui d'élaborer une véritable stratégie pour rattraper le perdu et entrer véritablement dans 1e temps Endiguer, protéger, soutenir et relancer doivent être les grandes priorités et les grandes urgences d'une stratégie de gouvernance nationale de lutte contre le Covid-19. Avec les orientations Royales et la solidarité corps et âme entre les Marocains, nous gagnerons cette bataille.

Périple meurtrier d'un anathème chinois sur notre planète : Quelles mesures de riposte ?

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 15/03/2020

Depuis l'annonce du premier cas de coronavirus dans un marché aux fruits de mer de Wuhan en Chine le 31 décembre 2019, le nombre de sujets affectés par le Covid-19 ne cesse de faire tâche d'huile en entamant son périple sanguinaire dans plusieurs contrées de la planète (les statistiques actuelles livrées par l'OMS font état de 110.000 affectés et 3800 Morts) avant de passer au Maroc à travers l'infection d'un concitoyen ayant séjourné quelques jours en Italie pour que le bilan passe à 28 affectés . De ce fait, le coronavirus fait partie aujourd'hui du paysage national, avec sa malignité, les inquiétudes qu'il suscite, la frayeur qu'il génère chez les Marocains.

Il fera, toute chose égale par ailleurs, des victimes dans tous les pays qu'il visite à l'instar de sa présence dans plus de soixante États de par le monde. Au regard de ce virus, il convient de rationaliser l'irrationnel en évitant au moins 6 écueils :

- Primo, Il ne faut pas succomber à la frayeur, laquelle est notamment attisée par des Fake/News qui châtient et pullulent sur les réseaux sociaux, ce fléau fait de plus en plus place à une vraie endémie, c'est "l'infodémie" qui l'accompagne ; la fluidité de diffusion de l'information et à l'accès à celle-ci couplés aux infox auxquelles sont exposées les internautes, expliquent en partie le foisonnement des comportements irrationnels
- Secundo, en raison de son statut de pays touristique, les autorités compétentes doivent claustrer et barricader les frontières terrestres, maritimes et aériennes à travers des cellules de veille, de riposte et de surveillance épidémiologique qui s'imposent face au virus Corona à travers un dispositif de contrôle et de diagnostic virologique draconien pour éviter que des cas supplémentaires ne passent entre les mailles du filet dans le futur,

- Tertio, il est un Must de dépassionner les rumeurs relatives au virus Corona en menant de véritables campagnes d'information les plus évasées, les plus étendus, les plus explicites en milieu urbain, rural ou en milieu péri-urbain à travers les ondes de radios, de chaînes de télévision, de supports écrits et affichage pour des actions de longue durée sur les moyens de prévention, car depuis que le Ministère de tutelle a commencé à comptabiliser les premiers cas de Covid-19, nos concitoyens qui sont à la fois surinformés et désinformés sont pris de phobie et d'effroi. A cet égard, le speech du chef de l'exécutif Marocain Saâdeddine El Otmani est à saluer pour dépassionner le débat ainsi que les mesures préventives à prendre pour se prémunir contre le Coronavirus.
- Quarto, afin d'éviter sa transmissibilité, le Ministère de tutelle devra se pencher sur les mécanismes à mettre en place pour augmenter, pour les professionnels de santé , la capacité de production de gants, de masques médicaux et de gel hydro-alcoolique pour se prémunir eux-mêmes, et éviter que leurs patients ne soient infectés ou infectent d'autres personnes. Ils ont aussi besoin de respirateurs, lunettes de protection, écrans faciaux, blouses, etc.
- Quanto, les services du contrôle des prix relevant respectivement du Ministère de l'Intérieur et du département du Commerce et de l'Industrie doivent rassurer les Marocains que l'offre des denrées alimentaires couvre largement la demande pour éviter les comportements "Panurgiens" et hystériques dans les différentes grandes surfaces et des comportements spéculatifs qui peuvent en résulter qui risqueraient de hausser les prix,
- Ultimo, le renforcement de la coopération en la matière devient de plus en plus une nécessité impérieuse pour tous les membres de la communauté internationale. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les besoins mensuels en masques médicaux, en gants et en lunettes de protection sont évalués respectivement à 89 millions, 76 millions et 1,6 million.

Faut-il souligner, en guise de conclusion, une chose rassurante : Malgré toutes ses tares, ses failles et lacunes, les autorités sanitaires Marocaines, véhiculent des informations transparentes au jour le jour accompagnées de mesures d'isolement pour les cas douteux, ainsi que la disponibilité d'infrastructures adéquates pour traiter les malades ; le Maroc est aujourd'hui dans la première phase de son plan de veille et de riposte au Covid-19. Il ne passera à la deuxième phase que si le nombre de cas suspectés dépasse les 200 et celui des cas confirmés les 50. D'où, pas de panique !!

FOR AUTHORUSE OMLY

Quand le Trésor Marocain profite du black friday sur les marchés de capitaux internationaux

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 01/121/2019

Fin Novembre, c'est le black Friday connu par tout dans le monde par une Frénésie d'achat liée à des soldes et des rabais commerciaux ; il marque comme à l'accoutumé le coup d'envoi de la période des achats de fin d'année. Idem ce sont les soldes sur les marchés financiers internationaux matérialisés par des taux obligataires très bas, certains sont même négatifs, le Maroc, à travers le Trésor relevant du portefeuille de l'argentier du Royaume, très intelligent et très opportuniste a attendu pratiquement la fin de l'année pour boucler la première des deux emprunts sur le marché financier international par l'émission obligataire d'un Milliard d'Euros sur le marché des capitaux internationaux, sur 12 ans à 1,6%.

Le moment choisi de cet emprunt n'est pas tout fortuit, ce crédit à l'international se parant depuis plusieurs mois: Le Trésor a commencé par dépêcher des banques étrangères pour l'accompagner, notamment, l'anglaise Barclays, et les deux françaises Natixis et BNP Paribas.

Comme on sait, la tâche de ces banques conseil a été de servir de mandataires et d'intermédiaires de l'État marocain, auprès des investisseurs, de régenter l'émetteur sur la maturité, le taux de l'émission et la fenêtre de sortie sur le marché des capitaux tout en tenant compte de l'attitude des devises sur le marché international.

Puis il s'est ensuit le Road Show piloté et chapeauté par le Ministre de l'Économie et des Finances, et son team relevant de la Directrion du Trésor et des Finances Extérieures DTFE.

Ce périple européen a été effectuée à Paris, Zurich, Londres, Francfort, et Amsterdam-La Haye où les missionnaires ont rencontré une soixantaine de gestionnaires de fonds, d'investisseurs, d'assureurs et de représentants de fonds de pension.

Faut-il souligner que cette sortie du Trésor à l'international résulte d'une politique de gestion active de la dette publique puisqu'elle intervient après 5 ans de refinancement sur le marché domestique des capitaux. Et pour cause, le marché Marocain ayant été très liquide et les taux d'intérêt ayant beaucoup diminué, ce qui a permis de restructurer la dette domestique tout en abaissant sa charge.

Le moment choisi pour son comeback à l'international est imputable à l'intérêt de continuer à être côté sur les marchés de capitaux occidentaux. Ceci est d'autant plus opportun que le Maroc bénéficie du FMI une ligne de précaution et de liquidité, LPL, de 2,97 Milliards de Dollars sur deux ans, ce qui représente une assurance contre les risques extrinsèques et pour atténuer la fragilité budgétaire et extérieure, et lui facilitér ses sorties à l'international.

Cependant, la raison la plus judicieuse expliquant le choix du Trésor est l'attrait des niveaux de taux infiniment bas, voire négatifs, sur les marchés de capitaux internationaux. De ce fait, le Maroc a, pour sa part, profité de la conjoncture attractive des taux de la devise Euro et des taux d'intérêts relativement bas qui caractérisent actuellement le marché comparativement avec des pays comme la France et l'Allemagne s'endettant à des taux négatifs et que les investisseurs leur servent un intérêt pour placer leur argent dans leurs bons d'État garantis,

Et de fait, l'émission Marocaine a été très bien agrée et la bienvenue comme l'atteste le taux retenu, de 1,5% avec un spread ou prime de risque de 139,7, établi à partir d'un benchmark RIS qui cote 0,20%. Mais, l'obligation marocaine étant valorisée à 98,2 au lieu de 100, le taux de rémunération effectif de l'opération rehaussé à 1,6%.

L'autre axe de cette intervention a été la prouesse commerciale qu'elle a obtenue puisque la demande pour l'émission marocaine a été de 5,3 milliards d'euros provenant de 285 investisseurs, affirmant le crédit et la confiance dont jouit le Maroc auprès des grandes institutions financières internationales.

Et puisque l'appétit vient en mangeant, une apostrophe nous interpelle, pourquoi le Trésor n'a-t-il pas levé plus d'un Milliard d'Euros en réplique à cet engouement ?

Le principal mobile tire sa raison dans le plafond imposé par la Loi de finances 2019, soit 27 Milliards de Dirhams d'endettement extérieur, soit l'équivalent de 2,5 Milliards d'Euros. Et une partie est absorbée avec la BAD, l'AFD et la Banque Mondiale, et l'emprunt arrivant à la fin de l'année 2019, le Trésor devait se cantonner et se contenter au Milliard d'euros offert.

Cet emprunt international d'un Milliard d'Euros qui gravite autour de 11 MMDhs au Trésor va être d'un apport important à financer une loi de finances 2020 jalonnée par une politique budgétaire plus exubérante, avec des des demandes sociales colossales.

Aussi, ce Milliard d'euros consolidera-il le niveau de la réserve en devises qui est de 230 Milliards de dirhams et même de la consolider de 5%, confortant les 5 Mois de couverture assurés par cette dernière. Le Trésor interviendra une nouvelle fois sur le marché international en 2020. Cette opération sera neutre puisqu'il doit rembourser 1 Milliard d'euros emprunté en 2010 puisqu'a-t-on appris en économie, il n'y a jamais de cadeaux !!!!

La chute du mur de Berlin, 30 chandelles après

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 16/11/2019

Je me rappelle quand j'ai été en 1ére année à la Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales Rabat-Agdal que notre Imminent Professeur Monsieur Omar Kettani nous annonça la nouvelle, dans le fameux amphithéâtre 1 à l'annexe Maghreb ALKABIR, au cours de notre cours d'Economie Politique, que le Mur de Berlin a été ébranlé comme un château de cartes, oui, Oui dans le jour du 9 au 10 novembre 1989, le "Mur de la honte" bâtit en 1961, succomba sous les yeux des Berlinois, saillant le naufrage du bloc soviétique. Il scinda la ville de Berlin en deux et symbolisait avec force la Guerre froide. L'ouverture de l'Union des républiques socialistes soviétiques URSS avec la Perestroïka de Gorbatchev et la volonté des allemands de l'Est ont enterré définitivement cette période.

Avec la réunification, on assista à une libération des peuples d'Europe, surtout en Allemagne de l'Est qui amorçait une réunification progressive et globale du vieux continent, via en singulier l'Union européenne.

Après 30 bougies de séparation, la réunification aurait coûté 2.000 Milliards d'euros à l'économie Allemande, mais aussi appesanti sur l'ensemble des pays de l'UE. Une addition colossale qui, trente années plus tard, n'a pourtant pas permis à l'Allemagne de l'Est de rattraper sa circonvoisine après 45 années de communisme.

En effet, Dans le rapport annuel sur "le statut de l'unité Allemande", publié en 2018, les autorités du pays pointaient du doigt le très lent rattrapage des Etats fédéraux (Länder) de l'ex-Allemagne de l'Est.

Trente ans après l'effondrement du mur de Berlin, le taux de chômage et de la productivité connaissent encore des hiatus considérables : Alors que le PIB par habitant de la République Démocratique Allemande RDA représentait 43 % de celui de l'Ouest en 1990, le niveau des cinq Länder de l'Est atteignait 75 % de leurs voisins occidentaux en 2018.

Aussi, le chômage resta difficile à contenir qui était l'un des principaux objectifs de la réunification. Pourtant, en trente ans, l'Est n'a pas réussi à regagner l'Ouest en matière, notamment, d'emploi. Ainsi, le taux de chômage recule certes mais atteint encore les 6,9 % dans les cinq Länder de l'Est en 2019, soit deux fois plus que les 3,1 % de la moyenne nationale.

En outre, le standard de vie des Allemands de l'Est a certes assidûment augmenté depuis 1989, mais n'a pas rattraper celui de l'Ouest. L'écart de revenu médian entre les deux Allemagnes était à son maximum (à 4 432 euros par an en moyenne) au lendemain de la réunification, en 1991, puis s'est épongé jusqu'à 2 092 euros en 1997. Toutefois depuis le début des années 2000, il est piane-piane remonté pour frôler les 3 623 euros en 2016. Pour toute la période couverte, l'écart des revenus a fluctué mais resta voisin de 20 %.

Certes et vu le contexte économique et politique de l'époque, l'extension des deux Allemands a été un succès géopolitique pour les pays de l'Union même si les relations entre l'Est et l'Ouest enfantent encore frustrations, rivalités et malentendus. Alors que l'économique devait prendre le dessus sur le politique, c'est l'inverse qui se produit.

Aujourd'hui, l'aspiration à la liberté, qui fut si puissante en brisant le rideau de fer en 1989 n'a-t'-il pas débouché en Europe centrale sur le national-populisme et le repli identitaire? La démocratie, pour laquelle les peuples se soulevèrent, ne recule-t-elle pas devant l'autoritarisme. De Berlin-Est à Bucarest, l'histoire des trois décennies écoulées est celle d'un amour déçu, d'un enthousiasme pour les valeurs occidentales s'est transformé en ressentiment devant les déconvenues et les humiliations.

La semaine dernière, l'Allemagne et l'Europe sanctifièrent les 30 bougies de la chute du Mur de Berlin dans une homosphère indigeste, loin des espoirs nés de la fin du Rideau de fer après Trois décennies du glacis communiste. D'autant plus que le climat politique en Allemagne est polarisé comme jamais suite à la poussée électorale de l'extrême droite anti-migrante, notamment dans l'ancienne Allemagne de l'Est communiste qui élucide un fossé politique persistant 30 ans après entre les deux parties du pays

Certes, le mur de la honte s'est effondré, cependant, le mur de la honte des inégalités entre les deux Allemands persiste. Certes, l'heure des remparts et clôtures appartenait à l'histoire. Toutefois les remparts des inégalités sont toujours d'actualité : Le rattrapage de l'Est avec celui de l'Ouest demeure un processus très lent ; sur certains aspects économiques, la frontière entre les deux Allemagnes reste nettement marquée

Avec le recul, lorsqu'on voit le poids de l'Allemagne aujourd'hui et le déséquilibre que sa puissance économique crée en Europe, Mitterrand n'avait-il pas raison de redouter la réunification ?

La vision du Roi Mohammed VI de l'investissement : Une justice impartiale et saine au service de l'investissement

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 27/10/2019

Quelle trame se tisse entre les flux d'investissement dans un pays et sa mécanique judicaire? Quelle intimité y a-t-il entre la coulée du business international et des affaires économiques dans un État, sa probité et son impartialité judiciaire? Quelles osmose et symbiose y a-t-il entre le climat de l'investissement dans un territoire économique et sa rectitude juridique? Tandem et duo idyllique et intime assurément.

C'est dans ce sillage que s'est déroulé la deuxième édition de la Conférence internationale de Marrakech sur la justice tenue les 21 et 22 octobre 2019 dans la cité ocre, sous le thème «Justice et investissement : défis et enjeux». Placée sous les auspices du Roi Mohammed VI, ce "synode" d'envergure, organisé de concert par le Ministère de la Justice, le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire et la présidence du Ministère Public, s'inscrit dans l'optique des Hautes Orientations Royales visant l'exhortation à l'investissement, le taffermissement de la compétitivité de l'économie nationale et l'embellie du climat de l'investissement, par l'adoption de la culture de dialogue, de concertation et de coordination entre les différents acteurs du secteur de la justice au Maroc et à l'échelle internationale.

Cette Conférence internationale s'inscrit dans l'objectif du calibrage, l'évaluation et la consolidation des bonnes pratiques juridiques et judicaires en tant que levier du développement durable. Cette rencontre de "haut standing" a été l'opportunité de discuter des différents aspects juridiques, économiques, financiers et sociaux liés à la problématique du diptyque Justice/ Investissement avec la participation d'environ 800 représentants venus de plus de 80 pays, dont une quarantaine de Ministres de la Justice, plusieurs présidents de Conseils supérieurs de la justice et de Ministères

publics, outre des représentants d'institutions économiques et financières internationales.

C'est un secret de polichinelle que la justice est l'un des sésames incontournables pour affûter l'environnement de l'investissement. promouvoir la liberté d'entreprendre et protéger le milieu des affaires. La mise en place d'un climat bienveillant et propice à l'investissement implore des garanties juridiques et économiques susceptibles de renforcer la conviction, et la sûreté dans le système judiciaire et par conséquent la confiance dans le site et la destination Maroc. "Au-delà de l'actualisation des législations incitatives en vigueur, la mise en place d'un climat propice à l'investissement requiert des garanties juridiques et économiques susceptibles de renforcer la confiance dans le système judiciaire et d'assurer une sécurité totale aux investisseurs", a relevé le Souverain Marocain dans un message adressé aux participants à la 2éme Conférence Internationale sur la justice.

Rétrospectivement, le Souverain Marocain n'a-t-il pas met les pleins phares sur la justice dans son historique discours royal du 20 août 2009, entièrement consacré à la réforme de la justice, et a été reprise dans son allocution royale du 9 mars 2011?

Insistant sur l'ampleur de se livrer à un alignement des normes et des procédures de règlement des différends liés à l'investissement, aux niveaux national, régional et international, le Souverain Marocain, dans sa vision l'investissement a allégué qu'il est cardinal de transcender les problématiques liées à la compétence des juridictions nationales, en mettant en place un système juridique adéquat.

Et comme dit le journaliste et le politicien Français Émile de GIRARDIN dans la politique universelle (1852) "gouverner, c'est prévoir", ce nouveau mécanisme doit permettre d'anticiper les problèmes éventuels et de diguer les contentieux, grâce à l'édification d'organes spécialisés dans la résolution de différends, selon des délais raisonnables. Il doit, en outre, être en mesure de

prendre en considération les singularités des litiges financiers et d'agir avec diligence, efficacité et souplesse.

A cet égard et pour que le système judiciaire puisse jouer son rôle fondamental de relais et moyen d'action à l'investissement aussi bien national qu'étranger, le Maroc a adopté une armada juridique moderne et structurant afin de développer le monde de la finance et des affaires, d'encourager l'investissement et d'insuffler une dynamique vigoureuse au circuit économique, en soutenant les entreprises nationales qui sont les transmissions de la croissance économique.

Pour être au tempo de l'environnement économique et juridique international, récemment, le Maroc a adopté d'importants textes, comme la version remaniée du Code de commerce, les lois sur les sociétés, la loi sur les garanties mobilières, ainsi que la consolidation de l'approche qui exhorte les magistrats à dépasser les limites de leur mandat traditionnel pour remplir des missions à visée économique et sociale, en les encourageant à garantir la sécurité et la paix sociale dans l'entreprise.

C'est grâce à cet ensemble de mesures que le Maroc pourra s'affirmer, davantage comme un pays crédible et digne de crédit auprès des investisseurs nationaux, étrangers et des différents acteurs économiques et financiers internationaux.

Sous cet angle, la Cour de Cassation est interpellée à apporter crédibilité, stabilité, et souplesse aux décisions arbitrales étrangères et à renforcer la protection juridique des brevets d'invention et des droits d'auteur.

Dans le cadre de ces réformes législatives qui ont d'ores et déjà généré une dynamique porteuse d'efficacité, le Souverain Marocain appelle l'exécutif à accélérer l'approbation des derniers textes juridiques connexes, à élaborer les documents réglementaires se rapportant aux lois approuvées.

Pour mieux se positionner dans les juridictions du business international, le Souverain Marocain n'a-t-il pas appeler à une supputation de l'expérience des tribunaux de commerce et de lui donner les moyens de se développer, en consolidant ses acquis et en lui ouvrant des horizons nouveaux, inspirés des expériences les plus réussies dans le monde, comme celle des juridictions des affaires, que certains pays ont mises en place, soutenant qu'une attention particulière doit être créditée à la formation spécialisée des différentes composantes du système de justice en vue d'accroître la capacité des juridictions à rendre, dans des délais raisonnables, des sentences justes et appropriées ?

En sus, et dans le dessein d'engager les différentes composantes du système de justice dans le chantier de la transition numérique et pour assurer une meilleure diffusion et transparence de l'information juridique et judiciaire et pour que le travail judiciaire gagnera en fluidité et en efficacité, le Souverain Marocain a recommandé l'utilisation des nouvelles technologies, le renforcement et la généralisation de la dématérialisation des formalités et procédures juridiques et judiciaires, ainsi que le recours aux services de justice à distance.

En outre, pour mettre en place un environnement sain pour l'investissement, fort de ses assises économique, sociale, administrative et institutionnelle et sensible à la dimension de promotion des droits de l'Homme, le Souverain a appelé à œuvrer davantage à consolider l'Etat de droit, à renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire, à favoriser les occurrences d'anticipation juridique, à donner aux acteurs de la justice une formation de qualité, à moderniser l'administration judiciaire et à renforcer sa gouvernance.

De surcroît, pour prendre en considération la dimension internationale et la composante technologique de la mondialisation des échanges commerciaux, financiers et économiques, il est vital d'aborder les affaires liées à

l'investissement sous tous les aspects associés aux législations commerciale et bancaire, fiscale et douanière, foncière, notariale et sociale

Grâce à la conjonction de tous ces efforts, le Royaume gagnera en crédibilité et attirera, par ricochet plus d'investissements et progresse dans le peloton du classement Doing Business selon l'Indicateur du climat des affaires, et être candidat au cinquante pays les mieux classés pour la qualité du climat des affaires 2021 que s'est fixé le Gouvernement Pjd lors de sa première investiture.

Le renforcement des outils et structures juridiques et judicaires, permettra d'avoir des effets positifs à moyen terme et un impact à long terme sur la qualité de notre justice. La réforme de la justice ne conditionne-t-elle pas la réussite des autres grands chantiers l'investissement porteur de production, de croissance et d'emploi. A ce titre et en guise de conclusion, si le politicien français et le maçon de la Creuse Martin Nadaud disait, dans son fameux discours à l'assemblée nationale du 5 mai 1850 « Quand le bâtiment va, tout va », je répliquerai à mon tour qu'au Maroc, quand la Justice va, tout va

Quand la pauvreté est primée par le prix Nobel d'Economie 2019 Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 15/10/2019

Hier, Lundi 14 Octobre 2019, pour la deuxième fois dans l'histoire de l'Académie Royale Suédoise en économie a été attribuée une femme. En effet, le prestigieux prix Nobel d'économie 2019 a été décerné à la Française Esther Duflo, professeure au MIT (Massachussets Institute of Technology), où elle occupe la "chaire Abdul Latif Jameel sur la réduction de la pauvreté et l'économie du développement, récipiendaire aussi en 2010 de la médaille John Bates Clark. Ses travaux lui avaient valu en 2013 d'être choisie par la Maison-Blanche pour conseillère le président Barack Obama sur les questions de développement. A côté d'elle, deux autres économistes Américains, l'un l'époux d'Esther Duflo Abhijit Banerjee et Michael Kremer. Ils ont été récompensés pour leurs travaux sur "l'allègement de la pauvreté globale".

Faut-il rappeler que le Prix Nobel en Sciences Economiques a été crée 1968 par la Banque Centrale de la Suède en mémoire à Alfred Nobel, un chimiste, industriel, fabricant d'armes suédois et inventeur de la dynamite où dans son testament, rédigé en 1895, il laisse sa fortune de 32 millions de Couronnes Suédoises (environ 3,5 millions d'Euro) comme héritage pour créer le prix Nobel.

Les investigations duTriplet du prix Nobel d'Economie 2019ont porté sur les sentiers et les moyens pour lutter contre la pauvreté globale. Plus d'une vingtaine d'années, leur approche étayée sur les essais et recherches a transformé l'économie du développement, qui est actuellement un champ de recherche resplendissant, en décomposant, à titre illustratif, la quadrature du cercle de la pauvreté en sujets plus restreints, mais plus facilement adressables, à l'instar de la santé des enfants ou l'amélioration des systèmes éducatifs.

Pour Michael Kremer, il a réalisé ces premières recherches économiques au Kenya, pour trouver des moyens à améliorer les résultats scolaires en s'interpellant ce qui aidera le mieux à améliorer le niveau d'éducation d'élèves en difficulté dans des pays en développement : l'accès à des livres, ou bien une cantine gratuite.

Michael Kremer et son Team ont réalisé des expériences, comparativement aux expériences en médecine, et ce en sélectionnant au pif des écoles aux mêmes caractéristiques (localisation, revenu des parents, etc.). Puis ils ont ventilé ces établissements en deux groupes aléatoirement: Certaines écoles recevaient de l'argent pour des livres, d'autres pour une cantine gratuite. Le résultatfut qu'aucune des deux méthodes n'était efficace. L'accès aux livres n'aidait que les élèves déjà les plus brillants de l'école.

Ainsi, depuis, les trois chercheursont réalisé des expériences similaires dans d'autres domaines : Sur l'enseignement, Esther Duflo et Michael Kremer se sont focalisé sur l'efficacité des professeurs et à leur absentéismedans les pays en développement.

Aussi, Esther Duflo et Abhijit Banerjee ont montré que, contrairement à ce que l'on pensait, le microcrédit était peu efficace. Il aidait peu ou prou à développer des petites entreprises déjà existantes, mais n'a aucun impact sur la consommation ou d'autres indicateurs de développement.

Du côté de la santé, d'autres recherches de Michael Kremer ont montré le corollaire du prix d'un médicament sur son utilisation. A titre d'exemple, un vermifuge antiparasitaire n'est donné que par 18% de familles s'il coûte 1 dollar, alors que s'il est gratuit, 75% des parents en fournissent à leur enfant. Cela semble couler de source, sauf que le prix de 1 dollar veut dire que le médicament est déjà très subventionné.

D'autres investigations ont corroboré que la mise en place de cliniques mobiles triplait le taux de vaccination ; celui-ci augmentait encore si l'on

proposait aux parents un sac de lentilles en échange de la vaccination de leurs enfants. Et le tout pour un coût par vaccination plus faible, car ces cliniques mobiles ont des coûts fixes importants. Alors plus il y a de patients, plus le coût d'une vaccination diminue.

Ainsi les études du triplet du prix Nobel d'Economie 2019 ont façonné un nouveau champ de recherche de l'économie du développement. Ainsi, l'OMS, suite notamment à l'étude sur les vermifuges, recommande que les médicaments soient distribués gratuitement pour 800 millions d'enfants vivant dans des zones où plus de 20% d'entre eux sont touchés par des infections parasitaires.

Sur l'éducation, le programme de soutien scolaire de l'OMS touche maintenant 5 millions d'enfants indiens dans 100.000 écoles.

Notons en guise de conclusion que les travaux d'Amartya Sen prix Nobel d'économie 1998 ont porté sur l'analyse du bien-être économique et sur l'origine des famines et de la pauvreté.

Une économie Marocaine en biais de Statu Quo : Une approche par les Politiques économiques

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 13/09/2019

Nul ne doute que le tissu économique et social Marocain vit une crise profonde. Pour preuve, les discours du Souverain Marocain, ces dernières années, coulent tous dans le même moule sur la lassitude du modèle de développement Marocain.

Ces discours sont significatifs de l'aggravation de la crise que nous traversons depuis quelques années et de l'échec manifeste de nos politiques économiques pour y faire face, qu'il s'agisse du niveau de la dynamique économique à travers la croissance globale, de celle des finances publiques, de l'activité économique ou des performances de notre commerce extérieur.

Mis à part des plaidoiries du sérail, le discours officiel de l'exécutif ELOTHMANI continue à privilégier la fuite en avant et la scotomisation de cette crise, en mettant l'accent sur quelques indicateurs économiques rabiotés ici et là tout en indiquant que ces difficultés sont indépendantes de sa volonté et qu'elle a pour cause les achoppements de l'économie mondiale.

Si nous insistons sur les facteurs intrinsèques, c'est pour mettre l'accent sur l'absence d'une vision du Gouvernement et l'échec des politiques économiques mises en place afin d'améliorer la situation économique et pour mettre en place les réformes nécessaires à même à relancer la croissance économique.

Très loin de l'idée de minorer les facteurs exogènes, qui se matérialisent à travers la décélération de la croissance chez nos partenaires économiques, particulièrement les pays de l'Union Européenne, ainsi que la grande incertitude et instabilité qui caractérisent l'économie internationale, il est important de mettre l'accent sur la responsabilité de nos choix de nos

politiques économiques et leur "agénésie" à sortir notre pays de cette léthargie.

Mais, revenons d'abord sur les faiblesses de notre économie à travers toute une série de statistiques publiées par plusieurs organismes nationaux et internationaux (Office de changes, HCP, Bank AlMaghrib, FMI, banque mondiale.....) qui montrent que les réalisations économiques et sociales s'écartent amplement des objectifs déclarés par le Gouvernement lors de son investiture.

En effet, la croissance économique n'a été que de 4,1% en 2017, 3% en 2018, 2,7% estimé pour 2019 et 3,4% selon le Haut Commissariat au Plan HCP. Cette chute de la croissance économique est imputable à la baisse de la croissance du secteur agricole de l'économie en ces deux dernières années, en dehors de celui des services.

Il s'agit des performances économiques les plus fragiles des deux dernières années qui font de l'objectif de croissance de 5,5% fixé à l'orée 2021 par le gouvernement dans la loi de Finances 2011 un lointain souvenir.

Parallèlement et en dépit d'un taux d'investissement des plus généreux au monde, 34 % du PIB par an depuis le milieu des années 2000, les corollaires en termes de croissance économique, création d'emplois et productivité, ont été décevants. Pour preuve, la croissance non agricole stagne autour de 3% et le taux de croissance annuel moyen des 4 années ne serait que de 3,3%.

En termes de benchmarking, certains pays tels que la Turquie, les Philippines et la Colombie ont atteint des taux de croissance économique analogues ou supérieurs, avec des niveaux d'investissement nettement inférieurs. Les pays qui ont réussi leur Take-off économique sont parvenus à maintenir des taux annuels de croissance du PIB par habitant bien au-delà de 4 % pendant des décennies (contre des taux annuels moyens au Maroc de 2,9 % entre 2000 et 2017 et de seulement 1,6 % entre 1990 et 2000).

Cette tendance saturnienne n'a pas suscité l'intérêt de la part des pouvoirs publics et des experts en dépit de son ampleur stratégique. Cette rétrogression est l'alerte du crépuscule d'un modèle et du projet économique de l'Etat postcolonial qui a échafaudé sa philosophie sur la nécessité de diversifier notre économie et de sortir de l'insertion rentière héritée de la période coloniale. Le nouveau projet économique de l'Etat indépendant avait alors donné un rôle stratégique à l'industrie qui devait porter ce programme d'autonomie économique, dans lequel les entreprises publiques et le secteur privé ont joué un rôle vital. La précellence du développement industriel a été donnée dans les premières années de l'indépendance aux activités d'import-substitution pour substituer les biens de consommation finale, importés de la métropole coloniale dans les années 1960 et les activités de promotion des exportations à partir du début des années 1970 à la forte intensité en main-d'œuvre non qualifiée.

Mais, ce modèle de développement industriel a atteint ses limites dès la fin du siècle dernier et nous n'avons pas été en mesure de le renouveler malgré les alertes de la banque mondiale et du FMI.

Une autre série de résultats est moins négative et concerne le faible recul du chômage dont le taux a dépassé les 14% en milieu urbain et près de 15% chez les jeunes de 25 à 34 ans.

Du côté des finances publiques, le déficit budgétaire dépasse le taux annoncé de 3% pour atteindre les 3,7% en 2018. Après privatisation, il est estimé à 3,6% du PIB en 2019 et prévu à 3,5% en 2020. Le taux d'endettement global culmine pour atteindre la barre de 81% du PIB et celui du trésor à 66%.

La quatrième série de résultats concerne le commerce extérieur et la dérive de nos échanges commerciaux : le déficit commercial a atteint à la fin de Juillet 2019 la valeur de 122,8 milliards de dirhams (MMDH) en vertu des statistiques de l'Office des changes. Les importations ont augmenté de 10,4 milliards de DH par rapport à juillet 2018, pour atteindre 291,1 milliards. En

face, les exportations n'ont évolué que de 5,3 milliards de DH, à 168,3 milliards. Par conséquent, le taux de couverture des importations par les exportations s'est donc dégradé de 58,1% à 57,8%. Ce déficit n'a pas cessé de se dégringoler aussi bien dans la phase I que la phase II du mandat de l'Exécutif PJD.

Ceci nous interpelle sur les possibilités de financement de ce déficit : Notre pays a réussi par le passé à financer notre déficit commercial par l'excédent de la balance des services et le transfert de nos Marocains du Monde MDM. Or, l'ampleur de ce déficit rend ce scénario difficile à atteindre et se traduira par un recours plus important à l'endettement externe qui pourrait à terme peser lourdement sur notre capacité à respecter nos engagements externes. Les discours du Palais n'ont pas cessé de mettre l'accent sur l'essoufflement du modèle de notre économie ;

Les facteurs évoqués par le Souverain Marocaín dans ses derniers discours sont importants et il faut impérativement les prendre en considération dans une lecture objective de la situation économique de notre chère patrie.

Cependant, le cabinet ElOthamni prend la tangente pour limiter les facteurs de crise aux causes externes. Nous pensons qu'il est important de prendre en compte les facteurs internes, ou ce que les économistes appellent les facteurs endogènes, particulièrement les politiques économiques poursuivies au cours des dernières années.

Nous pouvons souligner quatre éléments essentiels qui ont pesé sur les politiques économiques et expliquent leur limites pour construire de nouvelles dynamiques de croissance et sortir de la crise actuelle.

- Le premier élément important concerne l'absence de vision globale en matière économique et la prédominance de la vision immédiate de court terme. Les choix de politiques économiques aujourd'hui obéissent à la volonté de gérer les chocs économiques, en particulier ceux liés aux grands équilibres macroéconomiques comme les déficits jumeaux des finances publiques et du commerce extérieur. Les résultats que nous connaissons aujourd'hui sont la preuve de la faillite de cette conception de la politique économique, car la réponse aux chocs économiques, aussi importants soientils, ne peut pas se limiter aux réponses conjoncturelles et exigent des réponses structurelles. Ainsi, par exemple, aujourd'hui, la riposte au déficit externe ne peut pas se figer à la contraction des importations, mais exige une relance des politiques industrielles afin de développer les exportations pour percer les marchés extérieurs.

- La seconde explication des difficultés des politiques économiques concerne les conséquences sur le secteur réel et le rôle majeur de la politique monétaire au cours des dernières années. De par le passé, notre pays a suivi une politique monétaire expansionniste pour sortir de la crise économique et nous épargner une forte dépression économique. Mais, la Banque centrale revernît sur ces choix en opérant un changement majeur dans nos politiques monétaires, en favorisant un tournant beaucoup plus restrictif en coordination avec le FMI dont l'objectif était de faire face aux pressions inflationnistes. Cette politique a été à l'origine d'une augmentation rapide des taux directeurs et une réduction des possibilités de financement de la Banque centrale pour les banques. Il semble aujourd'hui que ce tournant restrictif de la politique monétaire commence à avoir des effets sur la sphère réelle et à peser de tout son fardeau sur les investissements privés.
- Le troisième élément qui explique les limites de nos politiques économiques concerne la réduction des effets de la politique budgétaire expansionniste. Les différents gouvernements ont poursuivi une politique budgétaire expansionniste dont l'objectif était de relancer la croissance économique et de sortir le secteur privé de son attentisme. Cet expansionnisme budgétaire a été à l'origine d'un renforcement du budget d'investissement. Or, cette politique budgétaire semble atteindre ses limites.

De surcroît, ses effets sont de plus en plus remis en cause par le tournant restrictif de la politique monétaire. Ceci pose la question de la cohérence des différentes composantes des politiques économiques et plus particulièrement la coordination des politiques monétaires et budgétaires.

- Le quatrième élément essentiel dans les échecs des politiques économiques concerne le recul du rôle de l'Etat et de sa capacité à exécuter ses décisions économiques et à les mettre en place. Impuissants, les pouvoirs publics se cantonnent à légiférer sans être en mesure de mettre en pratique leurs décisions. A titre illustratif, la charte de l'investissement tant attendu par le milieu des affaires est toujours en mode stand by.

Cette situation exige des pouvoirs publics de sortir des calculs politiciens et de faire du respect de la loi et de l'application des décisions et particulièrement des réformes économiques, sa principale priorité en dépit de leurs conséquences politiques pour anticiper les élections prochaines Nous connaissons aujourd'hui une crise économique de notre modèle de développement qui ne cesse de s'aggraver et une forte détérioration de la situation économique.

Toutefois avec un vent d'optimisme et comme disait Winston, " là où il y a volonté, il y a chemin", nous continuons à croire que nous avons des chemins pour définir les politiques publiques nécessaires à une sortie de crise. D'ailleurs, le Souverain, dans son dernier discours du 20 Août 2019 a bien précisé que « nous ne devons pas avoir honte ni de reconnaître nos faiblesses, ni d'avouer nos erreurs. » Le Souverain a même exhorté le Gouvernement à corriger les dysfonctionnements et à relever les défis de la nouvelle étape.

Pour cela, nous devons réunir au moins trois conditions nécessaires :

- La première condition est la nécessité de sortir de la scotomisation et de l'abjuration qui régente dans les milieux officiels,

- La seconde condition concerne l'importance de mettre l'économie au centre de nos priorités et nos objectifs économiques.
- La troisième condition a trait à la nécessité de sortir des visions "
 Keynésiennes" de court terme. Les échecs actuels montrent incontestablement que la politique de la quête de la liquidité a "immolé" la politique économique. La conjugaison de ces trois conditions constituera le point de départ pour la définition d'un programme de sauvetage de notre économie Marocaine.

Il est temps et d'urgence d'inscrire la Loi de Finances 2020 dans l'esprit des ruptures permettant d'impulser une relance économique perceptible par le milieu des affaires. C'est ainsi que le Team ELOthamani pourrait regagner la confiance des investisseurs et redonner plus d'espoir aux citoyen Marocain et à l'entreprise pour stimuler la création et le développement d'un tissu économique productif porteur d'investissement, de croissance te d'emploi.

Le Cri d'Orfraie de la Famine dans le monde

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 28/08/2019

Qui de nous, n'a pas pensé que la famine a été inhumée dans le cercueil de l'histoire économique ? On était tous convaincu que la dénutrition et la sousalimentation étaient amollies de notre planète et que l'humanité pouvait et subvenir à fondamentaux. manger sa faim ses besoins Inopportunément, le derniers document des Nations Unies de Juillet 2019 baptisé "l'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019"nous interpelle sur la triste réalité que la famine nous guette et que la sous-alimentation est en train de dévaster les personnes les plus vulnérables et les plus fragiles dans le monde.

Ce rapport sur la malnutrition dans le monde constitue un cri d'alarme sur l'évolution de la famine dans le monde et ce nonobstant les engagements pris par les pays à travers les politiques publiques mises en place pour atteindre les objectifs du développement durable ODD à l'orée 2030.

Faut-il rappeler que la lutte contre la malnutrition et la famine faisaient partie intégrante de ce nouveau consensus quant aux objectifs du développement adopté par la communauté internationale.

Le récent rapport publié par l'ONU exhibe de façon saisissable que la faim et la malnutrition dans le monde ont accusé une envolée comminatoire au cours de l'année 2018. Ce trend haussier apparaît après plusieurs années de rétrogression, à partir de 2015 où la famine et la malnutrition étaient d'actualité.

Selon ce rapport, le nombre de personnes pâtissant de la faim dans le monde est évalué à 821,6 millions en 2018, soit une augmentation de plus de 10 millions de personnes par rapport à 2017. Ce chiffre s'envole pour frôler les deux Milliards de personnes si on inclut les personnes en situation d'insécurité alimentaire.

Au niveau de la ventilation géographique de la famine dans le monde et sans aucune surprise, c'est notre continent noir qui vient en tête de peloton de ce classage avec plus de 20% du total de la population qui sont des "souffredouleurs" de ce stigmate. Les autres continents ont, à leur part, ont été affectés par un recrudescence de la famine, notamment en Asie avec 12%, l'Amérique latine et les Caraïbes avec 8%. Les pays qui endurent le plus de la malnutrition sont le Yémen, le Congo démocratique, l'Afghanistan, l'Ethiopie, le Sud Soudan et le Nord du Nigéria.

Cependant, ce phénomène ne se cantonne pas aux pays pauvres et des pays en développement : Les pays développés ont également connu le regain de la famine au cours des dernières années avec notamment les crises économiques et sociales qui corrodent l'économie mondiale, notamment auprès des couches pauvres et marginalisées.

Mais, le côté le plus dantesque est que la famine ronge de plus en en plus les mômes. En effet, le rapport des Nations-Unies atteste que le nombre d'enfants qui sont ravagés par la faim et la malnutrition dans le monde est de 149 millions d'enfants; un chiffre qui nous apostrophe sur le grand chaos du bilan de l'alimentation dans le monde.

Un tableau très sombre et ébène de l'évolution de la famine qui montre incontestablement que les objectifs fixés dans le consensus sur le développement et les objectifs l'Objectif de la faim zéro et du développement durable ODD en 2030 d'enrayer la famine sont reportés aux calendes grecs.

Parmi les raisons de la détérioration des conditions de l'alimentation dans le monde, on énumère le rôle des guerres, des conflits et de l'instabilité politique en général et les catastrophes naturelles qui ont joué un rôle important dans le retour des crises alimentaires. Mais, en dépit de son importance, ce rapport ne s'est intéressé que de

manière subsidiaire à la question des politiques agricoles et des choix de développement mis en place dans ce domaine qui expliquent, à notre sens, largement cette dégénérescence des conditions de l'alimentation. Malheureusement, depuis la seconde guerre mondiale, les politiques agricoles et les choix de développement agricoles ont été jalonnés par l'omnipotence des politiques industrielles et les intérêts urbains par rapport à ceux du milieu rural et de l'agriculture.

Plusieurs mobiles sont derrière la marginalisation de l'agriculture :

- La première raison est d'ordre idéologique qui considère que le monde rural est le lieu de survivance des idées conservatrices et qu'il se rattache aux valeurs antiques et rejette, en corollaire, le progrès de par une volonté timorée de se lancer dans l'ère de la modernité.
- Le second argument est d'ordre économique et s'explique par la vieille conception que l'itinéraire du développement est à l'origine du retrait du secteur primaire en faveur du secteur industrielle. Ce dogme a longtemps influencé les choix de développement économique dans les pays développés et dans les pays en développement et explique pour une large part la relégation du secteur primaire et du monde rural depuis plusieurs décades. Ce retrait est à l'origine de ce retour en force des famines et de la malnutrition.

Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin d'une cassure avec les choix passés afin de mettre l'agriculture et l'alimentation au centre pour mettre fin à l'outrage de la faim et de l'insécurité alimentaire dans notre planète qui tue plus de personnes que le sida, la tuberculose et le paludisme.

Ces stratégies passent par une réorientation des systèmes agricoles visant à privilégier le développement durable; stratégies où les organismes humanitaires ont un rôle à jouer en œuvrant pour promouvoir une agriculture durable, pour instaurer des mesures visant à élargir l'accès à la nourriture pour tous, pour améliorer l'économie locale et contribuer à la sécurité

alimentaire. Il faudrait toutefois qu'un cadre politique, de gouvernance mondiale crée un environnement favorable en encourageant la paix, la stabilité macroéconomique et en définissant les domaines prioritaires d'un programme de lutte contre la faim.

Avouons-le, en guise de conclusion, la faim dans le monde n'est pas une fatalité,

les thèses malthusiennes et néomalthusiennes sont fausses et battues en brèche, les ressources naturelles sont suffisantes depuis la création de la planète. Pour preuve, DIEU dans Sourate FUSSILAT verset 9 et 10 dit "Renierez-vous [l'existence] de celui qui a créé la terre en deux jours et LUI donnerez-vous des égaux ? Tel est le SEIGNEUR de l'univers, c'est LUI qui a fermement fixé des montagnes au-dessus d'elle, l'a bénie et lui assigna ses ressources alimentaires en quatre jours d'égale durée. [Telle est la réponse] à ceux qui t'interrogent."

Le droit à l'alimentation pour tous est une revendication légitime où chacun a son rôle à jouer, des ONG aux pouvoirs politiques sans occulter chacun d'entre nous qui à sa façon, ses propres moyens, peut contribuer à cette lutte par un don, une offre de bénévolat, un effort pour préserver les potentialités de la nature. Le droit à l'alimentation est un droit de naissance pour tout être humain.

Nelson Mandela n'a-t-il pas argué que "La pauvreté n'est pas un accident comme l'esclavage et l'Apartheid, elle a été faite par l'Homme et elle peut être supprimé par des actions communes de l'humanité" ??

Immigration et la politique de l'autruche de l'Union Européenne envers l'Afrique

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 22/07/2019

Et voilà encore l'anathème du siècle, le terrorisme international en l'occurrence s'abreuve de plus en plus en Afrique, Pour pièce à conviction, dernièrement, le Mali, le Burkina Faso et le Nigeria ont été le point de mire d'offensives criminelles et misanthropes.

Le terrain demeure miné et fertile au terrorisme puisque les Etats Africains sont ébranlables et vulnérables, car nécrosés par le chômage, l'économie rentière, la mauvaise gouvernance, la corruption, le "remue-ménage" des systèmes économiques où les matières premières sont extorquées et confisquées par un petit cercle proche du sérail et du pouvoir politique et économique qui ont ratiboisé les institutions Africaines.

Selon plusieurs études économiques de la Banque mondiale, du FMI et d'autres organisations internationales, l'Afrique c'est le plus grand gisement de la croissance économique, l'Afrique est le continent de l'avenir, disposant de fortes marges de croissance durable. C'est le continent qui dispose d'une richesse d'atouts multidimensionnels qu'il convient d'exploiter au bénéfice du développement humain durable. Des pays à l'instar du Rwanda, de l'Ethiopie ou du Ghana ont réalisé des prouesses économiques qui se confirment de plus en plus dans le temps en augurant une véritable émergence économique sur l'échiquier mondial.

Nous pensons que l'Europe et l'Afrique sont "boulonnées" par un destin commun et de facto, l'Europe ne peut pas rester indifférente en démissionnant de la destinée de l'Afrique et ce en se cantonnant aux orientations mercantiles et paternalistes tout en poursuivant son soutien à des régimes vermoulus au nom de la "Real politik".

C'est un secret de polichinelle que les deux épées de Damoclès les plus effarantes qui pèsent sur l'Europe sont l'immigration et le terrorisme :

- D'une part, l'immigration, sous toute ses formes, galvanise des rébellions importantes et à la poussée fulgurante des mouvements politiques et sociaux d'extrême droite qui terrifient et terrorisent la cohésion nationale des pays européens,
- D'autre part, le danger terroriste qui se propulse et se translate, l'Afrique en devient un métacentre tangible. De ce fait, l'Europe ne doit pas prendre plaisir d'un voyeurisme aveugle en "déposant son bilan" de ses responsabilités tout en invoquant les pays riverains de la Méditerranée à l'exemple du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie à jouer le rôle de suzerain de l'Europe.

Nous arguons, d'emblée, que cette politique est un fiasco patent et l'histoire politique et économique toute récente le corrobore. Néanmoins, un palliatif existe ; il s'agit de la coproduction, du Co-développement étayés sur l'investissement moteur de la croissance, de la production, de l'emploi et en aucun cas sur des rapports post-colonialistes et post-impérialistes paternalistes, privilégiant des aides qui reviennent sous forme de minuscule charité émanant de l'Europe,

A ce titre, les nouveaux comportements des entrepreneurs européens commencent à appréhender les bienfaits du Co-développement, de la coproduction et du partenariat, avec un pied au Nord et un pied en Afrique de leur chaîne de valeur industrielle internationale. Cette stratégie leur permet, d'une part de bénéficier de la proximité géographique et culturelle de l'Afrique, et d'autre part de la complémentarité entre des pays matures et vieillissants au Nord, et des pays jeunes et émergents en Afrique.

Pour la réussir, l'Europe doit promouvoir les transitions démocratiques en encouragent la bonne gouvernance, la transparence, le fair-play et en faire de véritables critériums pour le soutien d'un régime politique issu de la légitimité des urnes, de la démocratie et de la transparence en réprimant l'utilisation des circuits de la corruption et ce en interpellant toutes les synergies en faveur de la croissance, l'inclusion et l'équité sociale. Cette orientation ne doit pas nous faire insinuer une vision fataliste et léthargique de la part des pays de l'Afrique.

Avouons le : la jeunesse africaine n'est pas une souche particulière, la jeunesse africaine n'est pas délétère par nature, elle ne s'expatrie pas par amour d'émigration à la quête de l'eldorado, elle ne succombe pas au terrorisme parce qu'elle y est une fatalité.

Nous croyons fermement que la jeunesse africaine à juste besoin d'emploi, d'opportunités économiques, de stabilité, d'investissements productifs porteurs de croissance, de revenus et d'emploi inclusifs à même d'assurer une insertion économique et sociale des jeunes . A défaut, elle hallucine que le pays de cocagne est en Europe.

A cet égard, la grande apostrophe de la promotion des valeurs cultuelles pour prémunir les jeunes Africains de toute forme d'outrance et d'extrémisme ne doit-elle pas figurer dans l'agenda du projet Européen envers l'Afrique?

La région Euro-méditerranéenne est confrontée à des défis aussi complexes que multiples, économiques, énergétiques, environnementaux et sécuritaires. Dans un tel contexte, le Co développement s'impose plus que jamais pour les deux rives de la Méditerranée.

Reconnaissant-le, en guise de conclusion, qu'en dépit des efforts prodigués par la Politique Européenne, l'édifice d'une géographie de stabilité et de prospérité partagées, tant attendu par les deux rives de la Méditerranée, tarde à se cristalliser en raison d'innombrables fractures qui sillonnent la région,

d'une volonté politique timorée de certains partis eurosceptiques, du manque de confluences entre les États Européens, et de l'inadéquation de certains instruments aux nouvelles réalités de transitions politiques et économiques survenues en Afrique.

C'est tout le sens que doit donner l'Europe à la vision Africaine, basée sur l'osmose d'une croissance partagée couplée à la promotion de la paix et de la sécurité porteuses de stabilité pour les deux rives car , il ne peut y avoir de développement économique et social sans sécurité et de paix et, mutuellement, il ne saurait y avoir de sécurité et de paix sans développement économique et social. L'Europe doit cesser de continuer à faire la politique de l'autruche!!

A défaut, nous aurons tous à supporter les conséquences de la montée des démons de l'extrémisme, de la violence et du terrorisme, qu'alimente le sentiment d'injustice et d'exclusion, et auxquels aucun endroit au monde ne pourra échapper". Feu Hassan II, en mai 1961, au palais du Ryad, n'a-t-il pas dit à l'ambassadeur des USA à l'époque, son excellence Philip Bonsal que "L'avenir du monde dépend de la stabilité en Afrique".

La revanche des politiques industrielles dans le monde : Les raisons d'une anaphore économique

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 19/07/2019

Le débat relatif aux politiques industrielles a connu ces derniers années des rebondissements majeurs tant au niveau national qu'au niveau international, tant dans le débat économique que dans les politiques économiques publiques.

Ce débat économique a connu une césure profonde dans les philosophies défendues par les économistes depuis le début des années 80 faisant des politiques industrielles l'anathème d'une branche économique en quête de recognition et de scientificité à la Karl Popper. Ces politiques économiques qui étaient le point de mire des efforts déployés de reconstruction d'aprèsguerre et postcoloniale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ont été réfutées par la contre-révolution d'obédience néolibérale du début des années 1980 qui a ratiboisé avec elle toute forme d'interventionnisme étatique.

Dorénavant, c'est à la libre concurrence et au marché de prendre en charge la réallocation des ressources rares, l'Etat devant se limiter à son rôle régalien et de régulateur de l'activité économique.

La contre-révolution néolibérale a fait tâche d'huile et s'est également attaquée aux politiques commerciales protectionnistes qui se sont développées dans le sillage des politiques industrielles qui seraient, selon les nouveaux prophètes de l'économie libérale, à l'origine du développement de comportements rentiers et d'une grande inefficience dans la redistribution des ressources et des fruits de la croissance. Cette contre-offensive a ouvert la grande porte à la concurrence à l'échelle internationale et à la globalisation "malheureuse" ou "heureuse" qui fera de l'arène économique mondiale un grand marché au profit des grandes Firmes Multinationales FMN.

Or autant en emporte le vent, ce consensus des économistes périclita rapidement avec les crises en cascade du capitalisme et le reculement du crédit des agents économiques dans la capacité du marché à contrôler l'ordre spontané du marché pour reprendre F.Hayek.

De ce fait, les débats économiques se sont alors redirigés vers la problématique de la concurrence imparfaite et de l'information opaque qui ont ouvert, à son tour, la voie à une anaphore de l'Etat afin de "contrepeser" les différentes imperfections du marché.

En sus de cet hiatus du consensus chez les économistes, ce débat a été jalonné par une seconde rupture dans les politiques économiques publiques avec la décision des grands pouvoirs économiques à redéfinir le volet industriel et de s'y engager de manière proactive et ce dans le dessein de défendre leurs intérêts dans la Quatrième révolution industrielle, ce qui a ouvert la voie à une concurrence effrénée sur les marchés internationaux.

Pour illustrer notre propos, le 5 février 2019, le Gouvernement Allemand a annoncé le lancement d'une nouvelle politique économique industrielle baptisée "stratégie industrielle nationale 2030". Cette annonce constitue une dissonance charnière dans la conduite des politiques économiques, car, faut-il le rappeler, dans L'héritage politique et économique Allemand, l'Etat a toujours gardé son impartialité et sa neutralité au regard de l'économie et plus singulièrement dans son comportement par rapport aux grands groupes industriels.

Or, cette politique industrielle a montré ses limites aux yeux de l'exécutif Allemand puisque les entreprises Allemandes piétinent sur les marchés internationaux face à la concurrence féroce des entreprises multinationales, en particulier, chinoises.

A titre illustratif, l'acquisition en décembre 2016 de la totalité du capital de l'entreprise Kuka, réputée dans la fabrication des bras articulés intelligents et

considérée comme l'une des championnes de l'industrie 4.0, par le Groupe Chinois Midea, a eu un effet de choc aussi bien auprès du Gouvernement Allemand comme auprès de l'opinion publique pour préparer les esprits à même à reformater la conduite de la politique industrielle ayant pour objectif la défense des entreprises Allemandes face à la rivalité internationale. Idem, la Chine a fait le même choix quelques années plus tôt, en mettant en place une politique industrielle ambitieuse afin d'assurer la nouvelle prépotence chinoise sur l'industrie mondiale. Cette stratégie a été appelée MIC25 ou "Made in China 2025" et les travaux préparatoires ont germiné déjà en 2013, avant qu'elle ne soit adoptée en 2015 avec pour objectif un retour aux fameuses vieilles stratégies d'import-substitution faisant du remplacement des importations par la production nationale le cœur de l'industrie chinoise 4.0. Cette politique industrielle s'est fixée des objectifs quantitatifs ciblés dans les différentes niches que les entreprises industrielles chinoises doivent atteindre.

En sus, pour parvenir à ses objectifs, le Gouvernement Chinois a déployé tout un éventail sans précédent de moyens financiers qui sont estimés à plus de 2000 Milliards d'euros.

Ainsi, comme d'autres exécutifs dans le monde, les Gouvernements Chinois et Allemand, ont lâché pied avec la neutralité et la stratégie industrielle du « benign neglect » pour s'engager dans des stratégies agressives à même de rebâtir leur compétitivité industrielle et commerciale sur l'échiquier mondial.

Il faut mettre en lumière que malgré la pléthore de ces stratégies industrielles, il est possible de discerner trois grandes caractéristiques communes :

- La première concerne les nouveaux secteurs industriels ou ce qui est communément appelé « l'industrie 4.0 » pour étançonner les capacités industrielles des Etats, les renforcer et maîtriser les transformations technologiques profondes que connaissent les différents secteurs,

- La seconde caractéristique concerne l'intervention de l'Etat dans ces nouvelles stratégies industrielles et le rôle de plus en plus omniprésent qu'il prend dans différents chaines industrielles, de l'amont jusqu'à l'aval, notamment le financement, l'appui à la recherche scientifique et le soutien aux exportations,
- La troisième caractéristique concerne l'appui aux entreprises nationales, particulièrement au regard de la concurrence internationale acharnée, et la mise en place de stratégies de constitution et de soutien aux "champions nationaux".

Il importe de mettre en lumière, que nous traversons aujourd'hui d'importantes métamorphoses et transformations économiques qui ont amené les grands pays à sortir des politiques néolibérales ayant marqué les politiques publiques du début des années 80, et à mettre en place, des stratégies étatiques actives visant à soutenir leur compétitivité dans les nouveaux secteurs industriels.

Ces commutations ne doivent-ils pas, en guise de conclusion, nous amener à repenser nos choix de politique économique, sortir de la vision étroite qui prédomine et qui cantonne leur rôle dans la gestion des grands équilibres macroéconomiques, et donner aux politiques industrielles, toute leur revanche et leur piédestal pour assurer un développement inclusif et une séquence vertueuse porteuse de croissance, d'investissement et d'emploi ?

Quand l'Inde "flingue" la pauvreté au jour le jour Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 16/07/2019

Depuis la nuit du temps, le commun des mortels mena un combat contre un des anathèmes de la terre, la pauvreté en l'occurrence. Une pauvreté qui fait priver l'être humain de la nourriture, l'eau potable, les vêtements, le logement et le chauffage, autrement dit le manque d'accès aux services sociaux de base, l'accès à des soins de santé et l'éducation.

Partout dans le monde, pays développés ou en développement, les gouvernements ont une obsession universelle de la lutte contre la pauvreté, et s'efforcent tout au moins de la contrôler

Cette bataille contre un ennemi redoutable qui est la pauvreté n'est pas une entreprise facile et ne date pas d'aujourd'hui. Le deuxième Khalife de l'Islam OMAR IBN ALKHATTAB qu'ALLAH l'agrée, a dit un jour « Si la pauvreté était un homme, je l'aurai tué ». Fuer la pauvre demande un arsenal des plus grands et des plus efficaces et à sa tête, la croissance et la solidarité

En vertu de l'indice mondial Multidimensional Poverty Index 2019 MPI de l'ONU et de l'Oxford Poverty and Humam Development Initiative OPHI, (qui compte des revenus mais aussi d'indicateurs tels que la nutrition, l'assainissement, la mortalité infantile, l'accès à l'eau potable, l'électricité), la Terre compte 1,3 Milliard de pauvres multidimensionnels

Sur ces 1,3 Milliard de pauvres multidimensionnels, 886 millions vivent dans des pays à revenu intermédiaire, 440 millions d'autres personnes vivent dans des pays à faible revenu. Il est également frappant de constater que, dans ces pays, 1 enfant sur 3 est multidimensionnellement pauvre, contre 1 adulte sur 6. 85 % des enfants les plus pauvres vivent en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne.

Les Nations Unies ont étudié un panel de 101 pays dont 10 pays comptant une population totale de 2 Milliards d'habitants afin de mieux suivre les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté. Il s'agit du Bangladesh, du Cambodge, de la République démocratique du Congo, de l'Ethiopie, d'Haïti, de l'Inde, du Nigeria, du Pakistan, du Pérou et du Vietnam.

C'est en Asie du Sud que les progrès sont les plus importants, l'Inde (-271 millions de pauvres) et le Bangladesh (-19 millions) étant en tête de liste.

Ce sont l'Éthiopie, le Pérou et l'Inde qui réalisent les progrès les plus importants pour tous les indicateurs. Mais les progrès les plus rapides sont enregistrés, au Cambodge et au Bangladesh et surtout surtout en Inde.

Si, naguère, la Chine a été championne du monde de la lutte contre la pauvreté où elle fait sortir 35 000 personnes de la pauvreté chaque jour, ces nouveaux chiffres des Nations Unies montrent ces dernières années que l'Inde fait encore mieux et réalise également les progrès les plus rapides : En 2005-2006, 55,1 % de a population indienne (soit 640 millions de personnes) étaient des "pauvres multidimensionnels".

En 2015 – 2016, ce chiffre est tombé à 27,9% (soit 369 millions) et en moyenne, entre 2006 et 2016, plus de 271 millions de personnes y ont été sorties de la pauvreté, soit un score éloquent de 74 250 par jour.

Une Inde très vaste qui a emprunté une autre voie que celui dont se targue l'occident. Y a-t-il un secret dans cette décrue de la pauvreté ? Rien de bien mystérieux. Y a-t-il un abracadabra ? Rien de sorcier : délaisser les modèles économiques qui brodent les portefeuilles des experts et organismes internationaux et retenez un sésame : un État patriote et protagoniste, une élite économique au service de l'investissement privé, un fort dynamisme entrepreneurial en Inde grâce notamment aux réformes de l'État menées dans les années 1980, une main-d'œuvre méga formée au rythme des chamboulements cognitifs et technologiques que connait l'économie

mondiale, un projet ambitieux, une volonté de béton, une ténacité à toute épreuve et le tour est joué.

Grâce à ces ingrédients, l'Inde carbure sur le toit de l'économie mondiale puisqu'elle occupe depuis 2018 le cinquième empire économique mondiale en tant que puissance sur l'échiquier mondial en dépassant le Royaume-Uni et la France et de facto trois des cinq plus grandes économies de la planète seront asiatiques : la Chine, l'Inde et le Japon.

Depuis 2015, l'Inde est le pays du G20 qui connaît le taux de croissance économique le plus élevé. Il caracole au-dessus de 7 % et fait mieux que la Chine voisine.

Cette situation n'est pas prête à s'arrêter et devrait se pérenniser, et l'économie d'un pays de 1,324 Milliards d'habitants prendra de plus en plus le large. La boule de cristal du Centre for Economics and Business Research ne prophétise-t-elle pas qu'en 2032, l'Inde deviendra la 3^{éme} puissance mondiale ?

Banques Islamiques au Maroc 2019 : Un halal accouchant d'une souris dans le microcosme financier Marocain

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 27/06/2019

C'était lundi 17 juin 2019 à Casablanca, sous la thématique intitulée «Quel rôle pour la finance participative dans le développement économique», plus de 400 acteurs de la finance islamique, Marocains et étrangers, ont pris part à cette deuxième édition du Forum international Al Yousr de la banque participative du Groupe Banque Populaire. Une opportunité de faire un bilan d'étape de l'activité participative marocaine.

D'emblée, nous pouvons alléguer qu'après deux chandelles de leur lancement, les Banques Islamiques ou participatives ou dit encore Halal n'ont pas encore atteint leur point de mire : Le bilan reste très mitigé, dans la mesure où elles n'ont pas réussi à amasser les montants pronostiqués que les adeptes de la finance Halal prétendaient pour prêcher la nécessité d'aller sur ce sentier de la finance participative. Pour preuve, ces banques n'ont réalisé que 52.000 comptes ouverts à fin octobre 2018, alors qu'elles prophétisaient des sommes ostensiblement supérieurs.

Plusieurs raisons expliquent ce trend timide de la finance islamique :

- Une grande part des clients Marocains ne s'aperçoivent pas de la différence entre les deux systèmes et ne croient pas à la finance made in Halal et trouvent qu'elle ne s'écarte pas de la finance conventionnelle déjà existante en termes des produits financiers exposés. A ce titre, au Kuwait qui est une économie en dualité où cohabitent les banques classiques et les banques islamiques, deux économistes Edris & Almahmeed étaient les pionniers à avoir étudié le comportement des entreprises en général et en Kuwait en particulier: Les résultats de leur étude a fait ressortir que les entreprises, quoiqu'il s'agisse d'un pays musulman, préfèrent les banques commerciales aux banques islamiques. La variable "conformité des produits et des contrats

à la Charia" est relégué à la 5ème position tandis que le premier déterminant du choix est la taille de la banque,

- Le coût des produits participatifs sont plus onéreux que les produits conventionnels en raison de la nature même de certains produits tels que la "Mourabaha" où la banque, au lieu de prêter de l'argent moyennant intérêt, acquiert le bien pour le revendre à son client avec une marge bénéficiaire fixée à l'avance. L'acquêt par la banque donne lieu à des frais d'acquisition répercutés dans le prix de vente, et la revente par la banque donne lieu aussi à des frais de transfert de propriété, le tout est supporté in fine par le client Marocain. Le prix se trouve majoré aussi par la multiplication des marges des intermédiaires générée par le double contrat. Au regard de ce coût élevé, le client Marocain n'accepterait guère de payer plus cher pour sa foi,

En sus, les banques participatives calculent leur marge bénéficiaire en tenant compte du risque de défaillance de leurs clients, surtout dans le cas d'un climat juridique qui ne protège pas les créanciers. Ainsi, l'intégration de la prime de risque renchérit davantage le coût mensuel de la traite,

- Le client Marocain est déjà engagé et ligoté par des crédits à moyen et à long terme auprès des banques commerciales classiques à l'instar des crédits logements et des crédits voiture,
- Une partie de la clientèle Marocaine non bancarisée scrupuleuse pour motif de convictions religieuses; un système de la finance basée sur la Charia qui craint le "Riba" se trouve encouragée et soulagée par les crédits 0% des banques commerciales classiques. Le foisonnement des crédits leasing 0% des voitures en sont la meilleure illustration.

À cet égard et par rapport à la variable religion, un rapport sur la finance islamique élaboré par la Banque mondiale et la Banque islamique de développement BID intitulé «Global Report on Islamic Finance - Islamic Finance : A Catalyst for Shared Prosperity ?», publié au Mois de Févier

2017, révéla que 3,81 Millions de Marocains âgés de plus 15 ans, soit 26,8%, ne disposent pas de compte bancaire pour raisons religieuses.

De ce fait, jusqu'à ce jour, les professionnels de la finance islamique n'ont pas encore innové par rapport aux banques classiques et se cantonnent à capitaliser sur la conformité de leurs offres de services par rapport à l'engagement religieux de leurs clients,

- A l'ère de l'économie cognitive et de la connaissance, l'homo-œconomicus Marocain est devenu très intelligent devant l'intelligence économique, il est devenu éveillé et très intransigeant au regard des produits financiers qui se présente à lui. Devant la digitalisation de l'économie qui a nourri l'intelligence émotionnelle et l'inconscient du Marocain, ce dernier ne succombe pas facilement aux tentatives des produits bancaires ; le client marocain apprécie, confronte et met en balance les droits et obligations pour reprendre la terminologie du droit commercial avant de conférer la sueur et les économies de sa vie dans une banque quelque soit commerciale ou Halal en attribuant une forte pondération aux critères du coût du capital et de couverture.

De ce fait, le client Marocain sait pertinemment que les promesses d'assurance et de coût du capital n'ont pas été tenues et jusqu'à ce jour les banques participatives achoppent sur le produit de l'assurance participative, en l'occurrence Takaful : Les crédits ne sont pas assurés avec ce que cela implique comme risque de crédit, ou alors couverts par des assurances conventionnelles, assimilées à du "non-halal".

Ainsi, deux bougies après le lancement de la finance islamique, le produit Halal n'a accouché que d'une souris en drainant une mesquine part qui gravite autour de 1,6 MMDH de dépôts, soit une part infime qui n'est que l'équivalent des dépôts d'une minuscule succursale d'une banque commerciale marocaine et de facto on est très loin de la barre des 10% et

15% de parts de marché sur lequel tablait les protagonistes de la finance islamique.

Difficile avec une telle part de la finance participative être un levier d'accélération et transmission économique en termes de relance de la consommation, de l'investissement et du développement de secteurs importants tels que l'immobilier et la protection sociale.

La finance participative, somme toute, ne trouvera pas écho auprès d'un marché qui n'est pas librement concurrentiel, la finance Halal ne trouvera pas adhésion auprès d'une clientèle marocaine exigeante en se sclérosant pour l'essentiel à concilier convictions de religion et consommation de produits financiers onéreux. Nous pensons qu'aucun client Marocain ne serait prêt à payer plus cher pour respecter son culte et sa spiritualité. Voltaire n'a-t-il pas dit " Quand il s'agit d'argent, tout le monde est de la même religion" ?

Le renouveau des politiques fiscales dans le monde : Les raisons d'une revanche

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 01/04/2019

Les politiques fiscales ne sont-elles pas entrain de devenir les panacées universelles à même à cicatriser les maux sociaux dans le monde ? Les Gouvernements et les responsables politiques s'apprêtent-ils à emmancher un changement racinaire dans les politiques fiscales afin de racheter la paix et faire face aux crises économiques et aux protestations sociales ? Ces Gouvernements sont-ils en train de revenir sur les politiques fiscales néolibérales qui ont prévalu dans le monde depuis l'efflorescence libérale du début des années 80 à l'instar de la "Reaganomie" entre 1980-1989 aux USA, et le "Thatchérisme" entre 1979-1990 en Grande Bretagne ? Sur le marbre des faits économiques et sociaux, tout semble l'attester : Les promesses d'un grand nombre d'élus et de candidats aux dernières et prochaines élections dans plusieurs pays en sont la meilleure pièce à conviction.

Sur le vieux continent, l'apostrophe fiscale est au cœur du débat public. A titre illustratif, dans le pays de Molière, cette revendication n'a-t-elle pas été le catalyseur de la discorde des gilets jaunes dont on ne voit pas le bout du tunnel? Ainsi, nonobstant des concessions de l'Elysée pour étancher les "desideratas" des gilets jaunes, la dénégation a été de retour sur l'annulation de l'impôt sur la fortune (ISF), promise par le Team Macron, lors de sa campagne électorale et votée par la majorité en décembre 2017, semble aujourd'hui cristalliser l'intérêt des manifestants qui en font le porte-étendard offensive de de en faveur la. iustice fiscale. Cette querelle entre le Gouvernement et l'opinion publique n'est pas singulière à l'Europe, mais, elle semble également enfiévrer le débat outre-Atlantique: Dans le pays d'Oncle Sam, plusieurs candidats du parti

démocrate mettent le bouton sur le levier fiscal et annoncent ostensiblement leur intention d'opérer d'importantes haussements des taxes sur les revenus aisés et les grandes fortunes.

Ces plaidoiries portant sur la fiscalité de certains responsables politiques ne sont-ils pas les précurseurs et les avant-coureurs du déclin d'une souveraineté libérale et les prémices d'une révolution qui remettraient en cause le credo des politiques fiscales néolibérales qui prédominaient durant le début des années 80 aux USA par Ronald Reagan, en Grande- Bretagne par la dame de fer Margaret Thatcher ou dans le cadre des réformes fiscales de 1984 au Maroc sous les auspices du FMI et de la banque mondiale et ce dans l'optique des Programmes d'Ajustement Structurel PAS ?

Ces dissidences sociales ne sont-elles pas les signes prodromiques de la déconfiture de la social-démocratie et de ses doctrines de justice sociale chantée en chorale par les courants d'obédience libérale (économie de l'offre, le courant des anticipations rationnelles, le courant monétariste..) ?

Dans cette mouvance néolibérale offensive, les gouvernements ont affiliés des politiques fiscales visant à minorer la pression fiscale sur les grandes fortunes qui étaient, la cible des politiques de l'Etat-providence jusqu'à la fin des années 70. Cette contre-révolution fiscale était étayée, faut-il rappeler, sur les théories d'un des plus farouches théoriciens libéraux et chef de file de l'économie de l'offre, Arthur Laffer en l'occurrence, qui a passé un séjour à la Maison blanche comme conseiller économique du Président Ronald Reagan. L'empreinte de Laffer et de sa fameuse courbe devenue l'évangile des politiques fiscales ultralibérales, qui spécule qu'après une hausse initiale, suite à une augmentation des taxes, les revenus ont tendance à baisser.

Ces politiques libérales, ne se sont pas cantonnées aux Etats-Unis, mais vont faire tâche d'huile sur le monde entier pour devenir la bible des politiques fiscales.

Ces politiques seront connues plus tard par la fameuse maxime « trop d'impôt tue l'impôt », qui sera la sérénade des apôtres des politiques fiscales libérales qui vont dominer le monde et devenir la norme et le dogme des politiques économiques publiques pour près de quatre décennies partout dans le monde.

Cependant, avec la grande dépression économique et financière des années 2008-2009, ces politiques fiscales vont devenir l'épicentre des critiques, des réquisitoires et des objurgations dans le monde. Plusieurs raisons expliquent cet infléchissement et cette virevolte annonçant, semble-t-il, le chant de cygne libéral dans le domaine fiscal :

- La première raison est imputable à la crise des finances publiques qui se matérialise par la montée déficits publics dans la majorité des pays. Le creusage des déficits publics et la montée sans égale de la dette publique sont le contrecoup de la baisse des ressources publiques qui sont à leur tour, imputables aux politiques fiscales néolibérales ayant accouché une réduction substantielle des impôts sur les hauts revenus et la fortune. Aussi, les politiques d'austérité libérale n'ont pas réussi à maîtriser et compresser les dépenses des Etats, ce qui s'est systématiquement traduit par une montée en flèche des déficits publics. Cette problématique des déficits et de l'augmentation des dettes publiques sont devenue des questions axiales des politiques économiques, singulièrement après la grande crise de 2008 et 2009.

A partir de cette date cruciale, Les Gouvernements à travers le levier des politiques économiques vont chercher à limiter les déficits publics et feront de la lutte contre l'évasion fiscale leur nouveau leitmotiv, abrogeant une ère de la baisse des impôts, chère aux sermonnaires de l'économie de l'offre, pour chercher à l'augmenter et à la renforcer.

- La seconde raison qui explique cette éclipse des politiques fiscales d'inspiration néolibérale est imputable à la montée fulgurante des inégalités

sociales qui, depuis quelques années, sont devenues de véritables sources d'inquiétude et de crise de confiance dans les régimes démocratiques dans le monde. Ce "crescendo" des inégalités trouve ses germes dans les thérapeutiques fiscales néolibérales privilégiant les impôts sur les hauts revenus nourrissant par là des sentiments d'injustice fiscale. D'ailleurs, beaucoup de gouvernements commencent à revenir sur le dogme néolibéral la scène fiscale depuis les années aui subjugué - La troisième raison derrière la stigmatisation des politiques fiscales néolibérales est relative à la montée des critiques de la société civile contre l'évasion fiscale. Le fameux scandale de 2016 dénommé "Panama Papers" révélé par le journal le Monde, en collaboration avec 108 médias internationaux, partenaires du Consortium international des journalistes d'investigation, ne montre-t-il pas la grande évasion fiscale du siècle et la nébulosité des circuits financiers mondiaux et ce en mettant les pleins phares sur le monde taciturne de la finance offshore et des paradis fiscaux comme le Panama ou les îles Vierges britanniques.

La conjonction de ces 3 mobiles concourt vers un même faisceau de réprimandes à l'encontre des politiques fiscales libérales et la montée d'une "revanche" fiscale qui est en gestation dans beaucoup de pays du monde.

Les revendications des gilets jaunes, en France, sur l'annulation de l'ISF, ne sont-elles des signes d'une quête à la péréquation fiscale? Quoique le Président Français refuse de revenir sur l'une de ses principales promesses de campagne, le Gouvernement Macron est en train d'étudier les différentes options et scénarios pour taxer de plus en plus les grandes opulences, à travers, notamment, un accroissement de la ponction des hauts revenus et les droits de succession.

Cette requête de l'équité fiscale n'est pas intrinsèque aux pays Européens, elle bouillonne la législature bicamérale du Gouvernement Fédéral du Congress aux USA: La justice fiscale est au menu des programmes des

candidats aux primaires du parti démocrate. Ainsi, Berne Sanders vient d'émettre des recommandations fiscales pour imposer une taxe de 45% sur les successions qui dépassent les 3,5 Millions de \$ et de 77% pour celles dépassant le Milliard de \$. Historiquement, cette proposition est un retour aux taux appliqués par l'Administration Américaine en 1976. Aussi, la sénatrice du Massachusetts, Elizabeth Warren, soutien un impôt sur la fortune de 2% sur les 75 000 familles dont la fortune est supérieure à 50 Millions de \$ et de 3% pour celle dont la fortune dépasserait le Milliard de \$.

Alexandria Ocasio-Cortez, du parti démocrate, plus connue sous son l'acronyme AOC, a proposé des impositions plus radicales avec une taxe de 70% sur les 16 000 Américains qui gagnent plus de 10 Millions de \$ par an.

Selon des études économiques, ces propositions fiscales permettraient de mobiliser 250 Milliards de \$ par an, ce qui représenterait 25% du déficit du budget des USA.

Au total, tous ces développements ne sont-ils pas évocatoires et expressifs d'une bifurcation radicale et d'une révolution fiscale à venir en disjonction avec l'héritage néolibéral du début des années 80 ?

On ne peut pas appréhender cette obscuration des politiques fiscales de l'économie de l'offre en dehors des grandes métamorphoses globales que le monde traverse sur le plan politique et social faisant de l'égalité entre les couches sociales, une revendication majeure pour recomposer l'ordre démocratique.

On ne peut pas comprendre, in fine, ce crépuscule des politiques néolibérales à l'extérieur de la riposte à une globalisation ayant distillé des inégalités sociales sans précédent enfantant un fossé abyssal qui se creuse de plus en plus entre des riches comme Crésus et des pauvres comme Job.

Libéralisme économique au Maroc : Quelle lecture du rapport de l'Heritage Foundation 2019 ?

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 13/02/2019

Adam Smith et David Ricardo sont souvent considérés comme les économistes symboliques du libéralisme économique à travers leurs théories respectives de la main invisible et les avantages comparatifs qui prêchèrent les vertus du marché et s'ensuit tout une vagues d'héritiers de courant ultralibéral, qui pour eux, le libre jeu des mécanismes du marché conduit à une situation d'optimum économique.

Cette liberté économique est définie comme la levée de toute contrainte de la part du Gouvernement sur la production, la distribution ou la consommation de marchandises et de services. Cette liberté économique est censée favoriser la productivité et la croissance économique, en incitant à l'esprit d'entreprenariat et la création de valeur ajoutée.

Chaque année, la fondation Américaine "The Heritage Foundation" publie son enquête annuelle "Index of Economic Freedom". Faut-il rappeler que cet indice a été créé en 1995, selon une approche inspirée de la fameuse métaphore "La Main Invisible" du prophète du libéralisme Adam Smith, dans son fameux ouvrage "Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations", à savoir que "l'existence d'institutions élémentaires préservant la liberté des individus à se consacrer à leurs propres intérêts économiques garantit une prospérité plus importante de toute la société dans son ensemble" Elle est mesurée à travers des indicateurs répartis en quatre catégories, qui sont eux-mêmes subdivisées en douze sous-catégories équipondérées qui sont : Autorité de la loi, Taille du gouvernement, efficacité réglementaire et l'ouverture des marchés. Plus une économie est estimée être libre (indice composite proche de 100), mieux le pays est classé par les auteurs de l'étude.

Dans son 25éme rapport, le classement de la fondation Américaine qui vient d'être publié en ce Mois de Février 2019 fait apparaître, que sur un panel de 186 pays, le Maroc, avec un score de 62,9 points, se positionne à la 75 éme place dans l'indice de la liberté économique, soit un rebond de 9 places par rapport à l'édition 2018. Avec un tel score, le Maroc se classe premier en Afrique devant la Mauritanie (119e), la Tunisie (125e), l'Egypte (144e) et l'Algérie (171e)

Les auteurs du rapport notent que le Maroc a amélioré la politique budgétaire, les droits de propriété, obtenant, en revanche, des scores timides pour l'intégrité du gouvernement, la liberté du travail et la liberté des échanges. Le document souligne également que «les faibles coûts de maind'œuvre et la proximité avec l'Europe» ont permis au Maroc de créer "une économie diversifiée et axée sur le marché." Sur cette appréciation, nous portons notre réserve sur le fait que la liberté économique ne peut être étayée sur les deux critères cités ci-haut par "The Heritage Foundation" pour au moins deux raisons :

- Primo, eu égard aux différentes réévaluations du SMIG au Maroc, cet avantage comparatif du bas salaire ne cesse de s'éroder au point que le travailleur marocain est devenu plus coûteux comparativement à d'autres économies comme la Corée du Sud, le Taïwan, la Malaisie ou encore la Turquie,
- Secundo, la liberté économique ne peut se baser sur la proximité avec le vieux continent. En effet, selon une investigation de la Banque Mondiale portant sur la logistique, cette proximité n'est pas réelle si l'on appréhende par le coût du transport puisqu'un conteneur entre le Havre et Hong Kong est moins onéreux qu'entre Casablanca et Marseille. Aussi, selon la même étude, il faudrait 4 semaines minimum pour convoyer une marchandise du Maroc vers Rotterdam, alors qu'un conteneur de la Chine vers Rotterdam a besoin seulement de 3 semaines. De plus, plus de 20 % de la valeur ajoutée des

produits manufacturiers est alourdie dans des frais de logistique. À cet égard, la Chine ne parait-elle pas plus proche de l'Europe que du Maroc?

Aussi, le sondage de l'Institut Américain accuse le marché du travail d'une grande raideur et considère qu'un large part de la force de travail est marginalisé à cause d'une régulation inexorable du travail, et recommande de mettre en œuvre des réformes plus conséquentes.

De surcroît, "Les procédures de création et d'enregistrement d'une entreprise privée ont été simplifiées ces dernières années grâce à la fluidité des Centres Régionaux d'Investissement (CRI). Cependant, en dépit de certaines améliorations, la rigidité du marché du travail continue de plomber la croissance dynamique de l'emploi", détaille la Fondation Américaine.

De telles réglementations rigides continuent de rendre les coûts de transactions et les coûts d'entrée au marché onéreux aux PME qui, au regard des barrières réglementaires, n'ont pas d'autres choix que de se noyer dans de l'économie informelle.

Certes, il y a eu des gains modestes en matière de libertés économiques (liberté fiscale, liberté du système financier et du commerce), néanmoins ils ont été balayés par la rétrogression de l'État de droit et la recrudescence de la corruption. En effet, l'organisme américain pointe du doigt le problème du respect de la règle de droit : La fondation de l'Uncle Sam considère "que le pouvoir judiciaire n'est pas indépendant, que les fonctionnaires commettent des pratiques de corruption en toute impunité" et que "la corruption est un problème grave dans l'ensemble du gouvernement et de l'application de la loi". De ce fait, même si le Maroc a adopté une politique de réforme du secteur privé, le progrès reste tributaire de la volonté du gouvernement d'affronter plusieurs défis urgents, en singulier la prépotence du droit.

En outre, les critères sur les droits de propriété, l'intégrité du gouvernement et l'efficacité judiciaire ne sont donc pas bien notés puisque "le système

judiciaire est inefficace et sujet à des retards", note le rapport. Autant dire une contreperformance très inquiétante surtout lorsque l'on se rappelle que plus un pays est impartial politiquement et économiquement, plus il est prospère. Cet excès d'arbitraire ne fait que "boiser" l'économie de rente, la spéculation, le déficit d'investissement, le manque de concurrence, et la corruption.

À ce titre, dans le discours royal, à l'occasion de l'ouverture de la nouvelle année législative du 14 octobre 2016, le Souverain Marocain Mohammed VI n'a-t-il pas mis les pleins phares sur les nombreux cas de lenteur des procédures judiciaires et de la non-exécution des jugements déjà rendus, notamment dans les affaires qui mettent l'investisseur au regard de l'administration?

Il est temps que l'exécutif infuse un nouveau souffle à l'économie marocaine : celui de plus de liberté économique, ce qui passe inéluctablement par la redéfinition de ses missions dans le cadre d'un nouveau modèle de développement stimulant aussi bien l'offre que la demande, par le renforcement de l'état de droit non seulement en concrétisant l'impartialité de la justice, mais aussi en institutionnalisant un parallèle entre le business et le politique et remettre à plat le cadre réglementaire régissant les marchés des facteurs de production et du climat des affaires pour plus d'initiative entrepreneuriale et plus de compétitivité.

Ce n'est pas en créant le conseil de la concurrence que le fair-play sera installé sur l'arène économique Marocaine car pour reprendre Feu Driss BenAli le marché est un état de culture et non pas un état de nature.

Après Davos 2019, la nécessité impérieuse de repenser l'ordre multilatéral et national

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 12/02/2019

Du 22 au 25 janvier écoulé, quelque 3 000 participants venus du monde entier et de toutes les sphères d'influence : Entreprises, gouvernements, société civile, universités, arts et culture, ainsi que les médias, ils se sont réunis dans la ville enneigée de Davos, en Suisse, pour discuter de la manière de construire une meilleure version de la mondialisation.

Il faut dire que le sommet de Davos s'est déroulé dans un climat de remous et tumultes sociaux dans le monde : Le Mouvement de gilets jaunes et la révolte de la société française en plein Paris, l'Elysée et d'autres villes du pays des lumières. Il s'ensuit, en Amérique latine, une grande vague de protestations violentes contre le Gouvernement du Président vénézuélien Nicolas Maduro. Récemment, il y a cinq jours, en Haïti, des manifestations frénétiques contre le président Jovenel Moïse.

Les causes de ces révoltes sont un secret de polichinelle :

La première d'entre-elles et probablement la plus inquiétante concerne la montée fulgurante des inégalités sociales qui s'abreuvent en grande partie de la haine, les ressentiments, ainsi qu'une corrosion de la confiance dans le système démocratique.

Les inégalités des revenus ont beaucoup gradué et qui sont en grande partie imputables aux politiques d'obédience Néolibérales qui ont accouché de flagrants clivages sociaux entre les franges sociales démunis qui sont de plus en plus marginalisées et les couches moyennes en panne d'inspiration et les nouvelles couches sociales nanties ayant accumulé d'importants revenus.

Ces bipartitions sociales ont enclenché ressentiments, aversions et emballements qui pèsent d'un fardeau lourd sur l'authenticité et la légitimité des sociétés démocratiques.

Nous pensons que c'est par l'instance économique, pour paraphraser Marx, qu'il faut relever le défi et rabaisser les tensions sociales.

Certes, le début de l'année 2018 a connu une embellie de la situation économique du globe où beaucoup d'experts, institutions internationales et agences de rating ont prophétisé un rebond de la croissance. Cependant ces prévisions économiques ont été revues à la baisse au cours des derniers mois de l'année 2019 et la croissance économique a eu les plus grandes difficultés à récidiver et à retrouver sa cadence d'avant la crise des années 2008 et de facto cette faible dynamique économique a été à l'origine de grandes effrois qui se sont matérialisés par de grandes incertitudes dans l'avenir.

Ces contretemps économiques ont été exacerbés par des mesures de représailles commerciales entre les USA, l'Europe et la Chine, la normalisation des politiques monétaires ainsi que la recrudescence des taux d'intérêt.

Cette crise économique et sociale a ouvert la voie au développement des forces politiques populistes qui inquiètent de plus en plus les régimes politiques à l'instar des gilets jaunes en France et la rebelle contre les régimes Nicolas Maduro en Venezuela et Jovenel Moïse en Haïti L'apostrophe qui nous interpelle est de savoir les issues de sortir de ce bout de tunnel et d'accoucher d'un nouvel ordre économique humaniste. Deux éléments essentiels nous semble essentiels à cet égard :

- Le premier défi est d'ordre national : Il doit mettre l'accent sur la nécessité de rebâtir les contrats sociaux et les conditions de vie dans les différentes sociétés. Ce projet présuppose de faire de l'équité sociale le noyau dur d'un nouveau contrat politique qui suppose, à son tour, la redéfinition de nouvelles

formes de politiques économiques faisant de de l'inclusion économique et du développement durable, leurs grandes priorités stratégiques. - Le second challenge est d'ordre international : Il concerne la nécessité de reconstruire un nouveau multilatéralisme étayé pour l'essentiel sur de nouvelles formes de coopération internationale entre les différents Etats car, faut-il le rappeler, les crises dont sévit le monde, la montée du populisme et du "self-government" ont été à l'origine de la montée sans précédent des politiques inquisitoriales et unilatérales (comme l'Amérique d'abord de D. Trump) et des discordes entre les Nations dont certaines se sont soldées par des guerres commerciales à l'instar de celle entre les USA et la Chine. Nous pensons qu'il est incontournable de sortir de ces zones d'ombre afin de refaçonner de nouvelles dynamiques internationales de coopération, d'assistance et de solidarité permettant une "remoralisation" de la mondialisation.

La nouvelle année 2019 sera décisive à plus d'un titre. Si les perditions sont importantes, il est encore plus important de sortir des crises en redonnant crédit dans l'avenir, une confiance qui passe par la refondation des contrats sociaux nationaux et par l'édifice de nouvelles formes de coopérations, de solidarités et de réciprocités internationales à même d'accoucher une nouvelle architecture internationale d'un monde meilleur construisant des sociétés plus inclusives et mieux protéger les communautés vulnérables.

Le Maroc et l'Hydre de la Corruption : Une éternelle bataille Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 30/01/2019

Hier, 29 Décembre 2019, l'ONG de Peter Eigen, Transparency International en l'occurrence vient de publier son Indice de Perception de la Corruption IPC dans le monde.

Sur un panel de 180 pays, le Maroc se positionne dans le rang 73. Est-ce pour autant un bon augure ? Notre réplique est affirmative au vu de la lecture du trend des années précédentes : Notre note était de 37/100 en 2016, puis à 40/100 en 2017 et 43/100 en 2018, soit une décrue qui est passée du 84^{éme} au 73^{éme} rang sur la même période. D'ores et déjà, le Maroc est ex-æquo avec notre rival la Tunisie, qui nous devançait de loin. Il est tangible que cette cote est imputable aux efforts arborés pour lutter contre la corruption. Cela n'est qu'un abc, car catcher ce "vipérin" requiert du sang-froid, de la fermeté, une stratégie sur s'inscrit dans la durée et une ferme volonté politique de démolir ce "luciférien".

Toutefois, au vu de qui passe dans les différents réseaux sociaux et le sondage de type micro- trottoir, à l'unanimité, les Marocains interrogés blasphémèrent que rien n'est fait pour lutter contre ce monstre. A notre sens, Il ne faut pas leur en vouloir : Si des efforts déployés sont en cours, leur ton ne dépasse guère périmètre des bureaux des responsables. La lutte contre la corruption est l'affaire de nous tous, nous ne cessons de le chanter à cor et à cri ; c'est pourquoi la sensibilisation doit s'incliner devant tout un programme continu qui doit transcender les "tartes à la crème" des propagandes.

Nous sommes optimistes du fait que le Maroc est fortement engagé dans le processus de lutte contre la corruption, à travers le développement des mécanismes de bonne gouvernance et de transparence, ainsi que l'adoption des réformes majeures d'ordre constitutionnel et institutionnel. A l'appui de notre assertion :

Pièce à conviction N° 1, Le Maroc est impliqué dans plusieurs projets visant la lutte contre ce fléau avec des acteurs nationaux et internationaux à l'instar de l'OCDE.

Pièce à conviction N°2, le Mois dernier (Jeudi 13 décembre 2018), le Roi Mohammed VI, avait reçu au Palais Royal à Rabat, Mohamed Bachir Rachdi connu par sa droiture et son sérieux, que le Souverain a nommé président de l'Instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la Corruption.

Pièce à conviction N°3, le Souverain n'avait-il pas donné ses Hautes Orientations au nouveau Président afin d'œuvrer à la mise en œuvre optimale des missions confiées par la Constitution à cette instance nationale, notamment en ce qui concerne la prise d'initiative, la coordination, la supervision de l'exécution et le suivi des politiques de lutte contre la corruption, la contribution à la moralisation de la vie publique à même de pallier aux répercussions négatives de ce fléau sur les différents secteurs de l'économie nationale et sur la réalisation d'un développement durable et équilibré ?

Avec cette nomination royale, nous escomptons entamer une nouvelle ère dans la lutte contre la corruption, une ère de changements réels et irréversibles à travers des stratégies effectives pour un développement soutenu, inclusif à même à resserrer l'étau autour des auteurs et acteurs de la corruption. Avec la nomination fraîche du Président de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la lutte contre la Corruption, le Souverain Marocain véhicule encore une fois de plus moult clignotants et messages de la bataille contre l'hydre de la corruption. A nous de combattre cette piste. La corruption et les corrupteurs ne sont sont-ils pas les pestes du genre humain pour reprendre la célèbre maxime de Fénelon ?

Inégalités Sociales : Sosie et reproduction des Fractures du Capitalisme

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 23/01/2019

David Ricardo et Adam Smith sont souvent considérés comme les auteurs emblématiques du libéralisme économique qui mirent en piédestal les vertus du libre échange à travers leurs fameuses théories des avantages comparatifs et absolus et s'ensuit tout un afflux de disciples et de courant ultralibéral, qui selon eux, le libre jeu des acteurs économiques reconduit à une situation d'optimum économique et que le libéralisme économique permet d'améliorer la situation de tous, y compris des plus démunis.

Qu'en est-il sur le marbre de la réalité économique de cette répartition "égalitariste" de la richesse au niveau mondial que prédisaient les libéraux ?

D'emblée, on peut alléguer que sur le plan factuel, l'arène des relations économiques internationales montre ostensiblement que les dividendes de la croissance économique mondiale sont arbitrairement redistribuées et qu'une inégalité configure la répartition de la richesse mondiale. À l'appui de notre assertion, ce 21 Janvier dernier, Oxfam International qui est, faut-il le rappeler, une confédération composée de 17 organisations indépendantes agissant contre les injustices et la pauvreté publia un rapport coléreux et accablant sur la répartition biaisée des richesses dans le monde.

En effet, sur la base des données fournies par le Crédit suisse, l'ONG de Winnie Byanyima tira quelques conclusions qui font froid dans le dos : les 1 % des nantis s'approprient une part toujours plus ample des richesses comparativement aux années écoulées : La part de la richesse de la planète voltigée par les 1 % les plus riches est gravie de 44 % en 2009 à 48 % en 2014 et débordera les 50 % en 2018. Pour rappel, en 2010, la fortune nette des 80 personnes les plus riches au monde s'élevait à 1 300 milliards de dollars. En 2014, le montant atteignait les 1 900 milliards, en 2018. Pire

encore, 26 milliardaires possèdent désormais autant d'argent que la moitié la plus pauvre de l'humanité; ces 26 riches disposent désormais d'autant d'argent que les 3,8 milliards les plus pauvres de la planète.

D'une manière générale, la richesse des milliardaires dans le monde a augmenté de 900 Milliards l'an dernier, soit à une cadence de 2,5 milliards par jour, alors que celle de la moitié la plus pauvre de la population de la planète a chuté de 11% selon le rapport.

Ainsi, l'investigation d'OXFAM met en lumière que dans la période où le patrimoine des plus nantis fuse de manière démesurée, celui des moins riches a fortement étrécie, jusqu'à un jonction de courbes. Ce qui nous laisse inhumer la fameuse théorie économique d'inspiration libérale "théorie du ruissellement".

En sus, la répartition inégale du patrimoine mondial converge vers la remise en cause de la fameuse relation de Kuznets établie dans les années 1950 qui laissait croire que le développement économique s'accompagnait de façon mécanique d'une décrue des inégalités de revenu. Les inégalités observées en ce début de XXIe siècle ne sont-elles pas comparables au niveau d'inégalités du XIXe siècle et du début du XXe siècle ?

En cela, l'économiste français et l'auteur du best-seller "Le capital au XXIe siècle", Thomas Piketty, rejoint le prophète du communisme Karl Marx et allègue que le capitalisme, s'il n'est pas régulé, génère des inégalités grandissantes.

Selon le même document, le nombre des riches comme Crésus a doublé depuis la grande dépression financière de 2008, constatant que les riches bénéficient non seulement d'une fortune en pleine expansion, mais aussi des niveaux d'imposition les moins élevés depuis des décennies.

Aussi, Oxfam indique que les plus riches dérobent au fisc 7.600 milliards de dollars, dans certains pays comme le Brésil ou le Royaume-Uni et

paradoxalement les 10% les plus pauvres paient désormais des impôts plus élevés en proportion de leurs revenus que les plus riches.

A cet égard, l'épineuse apostrophe de l'imposition et de la taxation des plus hauts revenus soulevée par le rapport de l'ONG est cruellement d'actualité dans de nombreuses nations. A titre illustratif, en France, le mouvement des "Gilets Jaunes" n'a-t-il pas relancé le débat sur la suppression de l'Impôt sir la Fortune ISF par Emmanuel Macron ? Au pays d'Uncle Sam, Alexandria Ocasio-Cortez députée démocrate, fraîchement élue, n'a-t-elle pas proposé de taxer à 70% les plus riches, obtenant le soutien du Prix Nobel d'Économie Paul Krugman ? Et se pose, en guise de conclusion les grandes interpellations des moyens, des mesures et les mécanismes d'un modèle social et économiquement redistributif sur le toit de l'économie mondiale à même de limiter le divorce croissant entre l'exigence démocratique d'égalité et la multiplication des inégalités économiques pour reprendre l'auteur "Les fractures du capitalisme" l'écomiste, Lester Thurow.

La grande oubliette de Doing Business : La qualité de la vie, un déterminant du climat des affaires

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 17/12/2018

D'emblée, je pense qu'un bon calibrage de Doing Business ne se réduit pas à un acte procédural à la célérité de la lumière, un bon placement Doing Business ne se cantonne pas à une infrastructure de pointe, un bon classement du climat de l'investissement ne se fige pas à une procédure administrative fluide, un bon positionnement du climat des affaires ne se claquemure pas à une main d'œuvre habile et bon marché, un bon environnement du business ne se claustre par à la générosité des incitations fiscales dédiées aux investisseurs étrangers.

A certains égards, la défectuosité du service le plus simple et le plus rudimentaire qu'il soit pourrait porter préjudice à la notoriété du climat des l'investissement. A l'appui de nos dires, il y a plus de trois semaine, La princesse Astrid de Belgique a rendu visite à notre pays, accompagnée, lors cette mission, par plusieurs ministres fédéraux et régionaux et d'une forte délégation de 480 personnes en majorité des hommes d'affaires belges, quelque 400 représentant 251 sociétés représentant différents secteurs économiques, notamment de la Chimie, des énergies renouvelables, des transports et la logistique, et de la santé.

Faut-il souligner que cette mission avait pour principal objectif d'insuffler une nouvelle dynamique aux relations économiques internationales des deux pays, est organisée par le Ministère belge des affaires étrangères (SPFAE) et l'Agence du Commerce extérieur (ACE) en étroite coordination avec les services régionaux: Brussels Invest & Export (hub.brussels), Flanders Investment & Trade (FIT) et l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements (AWEX).

Il faut dire qu'au vu du programme, c'était une visite scrupuleusement et méticuleusement préparée avec un agenda très condensé, des démarches concrètes et des objectifs pointus. Seulement voilà un fait, pour la plupart inepte mais qui nous paraît vital et capital : Dans la ville blanche Casablanca, le poumon du business international du Maroc, la délégation officielle de la princesse fut accueillie dans un somptueux palace en plein centre ville. En soirée, des businessmans voulant explorer le centre historique de l'ancienne métropole, se trouvèrent subitement au regard des "toilettes publiques" dont les senteurs suffoquent les passagers à quelques mètres du sardanapalesque palace. Outrés, ils rejoignent illico leur hôtel. Le planificateur de la délégation saisi immédiatement par l'événement, interpelle de son côté la superstructure du pyramide de la ville blanche. Et puis en célérité de la lumière et tout au fil de la nuit et à la belle étoile, une équipe d'assainissement liquide et solide trima d'arrache-pied pour purger et épurer les détritus asphyxiants avant l'aube.

Le lendemain matin, les limitrophes ont été sidérés par la prophylaxie et l'hygiène des lieux. Ce qu'ils quémandaient, il y a belle lurette, été finalement accompli. Des toilettes publiques intactes, appropriées et n'exhalant aucune haleine nauséabonde. Mais pour combien de temps aux yeux de la princesse et une délégation officielle belge ?

Si je narre cette chronique, le hic dans toute cette histoire, c'est que l'on n'a pas encore appréhendé que le climat de l'investissement, ce n'est pas uniquement les déterminants classiques et génériques connus , c'est aussi pour une large part la qualité de la vie que l'on peut définir comme le jugement que porte le milieu des affaires sur divers aspects de son bien-être physique, social et psychologique.

Les analyses de la qualité de vie nous semblent vitales pour l'environnement des affaires décrivant et mesurant l'impact de différents états sur la vie quotidienne des promoteurs économiques, en prenant en compte l'aspect

émotionnel et les fonctions sociales autant que les déterminants purement physiques comme la disponibilité du foncier, ou la qualité de la main d'œuvre et de l'infrastructure,etc. De ce fait, les déterminants psychosociaux de la qualité de vie coexistent avec les approches purement économiques.

Dans cette perspective globale, le Maroc doit inclure la dimension qualité de la vie dans sa stratégie de promotion de l'investissement étranger pour prétendre à une place dans le Top 50 de Doing Business 2021.

Dans ce sens et en application des hautes Orientations de SM le Roi Mohammed VI concernant la mise en œuvre du projet de refonte des Centre Régionaux d'Investissement CRI, et la création des commissions régionales unifiées de l'investissement, nous pensons qu'au vu de leu proximité, les Centre Régionaux d'Investissement sont les premiers à assurer un "toilettage" du climat de l'investissement et du business au niveau local et régional. De telles interventions des CRI permettront d'instaurer un basculement radical en matière d'assainissement de l'environnement des affaires sur le site Maroc à travers la mise en place des services de proximité et de qualité pour les citoyens et les entreprises étrangères et nationales.

La disparition d'une des figures de proue de l'analyse des rapports asymétriques Nord/Sud : Le décès de l'économiste Samir Amin Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 18/08/2018

À la fin des années 1980, à la Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales de Rabat-Agdal, quand j'assistai aux passionnants cours des Problèmes Structurels de Développement PSD animés par notre imminent professeur Feu Driss Benali, même si la théorie de la dépendance perdait de son influence, il restait pour beaucoup le plus grand intellectuel du Sud. Et nous avions tous lu sa thèse sur l'accumulation à l'échelle mondiale. C'est bien Samir Amin qui nous a quitté ce 12 août 2018 qui marqua l'éteinte d'une des figures emblématiques de l'analyse des rapports asymétriques Nord/Sud: Samir Amin est décédé à Paris, à l'âge de 86 ans. Ce théoricien du " développement inégal" est né au Caire en 1931, Samir Amin appartient à la génération des économistes tiers-mondistes qui ont tenu le haut du pavé durant toute la décolonisation. Après avoir obtenu son doctorat en économie, il a travaillé entre 1957 à 1960 pour l'administration de Nasser, avant de conseiller entre 1960 et 1963 le gouvernement du Mali. Il est ensuite devenu professeur aux universités de Poitiers, Dakar et Vincennes.

Il a dirigé à partir de 1970 l'Institut africain de développement économique et de planification de Dakar IDEP, rattaché à la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique CEA. Il a quitté cette organisation en 1980, pour cofonder le Forum du Tiers-monde, une association regroupant plus d'un millier d'intellectuels d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, dont le bureau africain est à Dakar.

En 1973, il a notamment publié Le Développement inégal : Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique.

Alors que la faillite du développement paraît consommée en Afrique, Samir Amin multiplia les analyses et les discussions sur le projet d'un "autre développement" dans un monde polycentrique où les quatre ou cinq « grands » qui ont remplacé les deux superpuissances militaires américaine et soviétique n'ont pas cessé pour autant de marginaliser les victimes des stratégies du capital mondial ou « mondialisé » », expliquait Jeune Afrique en 2005.

À l'ajustement aux tendances dominantes, S. Amin oppose la "déconnexion" qui consiste, pour une nation défavorisée, à soumettre ses rapports avec l'extérieur aux exigences prioritaires de son propre développement. Ce « nationalisme progressiste », qui n'exclut pas la coopération régionale comme instrument de lutte contre les monopoles mondiaux, constitue, selon lui, une étape de la longue transition du capitalisme mondial au socialisme mondial ». En février 1977, il signa dans Jeune Afrique une tribune consacrée aux chemins de l'unité du monde arabe.

« Il faut amorcer des formes d'organisation qui permettent aux travailleurs et aux peuples de toute la Planète de coordonner leurs stratégies de lutte, de passer de stratégies défensives, laissant l'initiative au pouvoir capitaliste impérialiste dominant, à une stratégie offensive contraignant l'adversaire à, lui, se retrouver sur la défensive et à répondre à nos initiatives, celles des travailleurs et des peuples », écrivait-il sur son blog en décembre 2017.

Au début des années 2000, Samir Amin est revenu en force, à l'aune du mouvement altermondialiste : Sa pensée a continué à influencer une nouvelle génération d'intellectuels ; l'historien sénégalais Mamadou Diouf et le philosophe camerounais Achille Mbembe en sont des illustrations qui ont été inspirés par Samir Amin. Il était favorable à l'unité arabe, certains de ses travaux en témoignent. Mais il était aussi un Égyptien qui a passé une grande partie de sa vie à Dakar, a été conseiller du gouvernement malien... Et au Caire, il a participé à l'ouverture d'un Institut d'études africaines. Si son influence dépasse l'économie, c'est qu'il était très savant, il ne se passait pas

un jour sans qu'il aille au cinéma ou ne lise un roman. Et si son influence dépassait l'Afrique, c'est qu'il était un créateur de réseaux d'où observer le monde depuis le Sud. De manière plus récente, il a participa à la création d'Enda Tiers-monde, bien implanté en Asie du Sud ou au Brésil.

Il a influencé de grands économistes comme le Brésilien Celso Furtado ou l'Américain Immanuel Wallerestein... Quand il a pris la tête de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), une institution panafricaine créée en 1962 par les Nations unies, il a accueilli tout ce que le continent comptait de jeunes intellectuels.

FORAUTHORUSEOMIX

Quand les USA se démettent du nucléaire iranien : Leçons politiques et économique d'une démission unilatérale

Chronique publiée sur notre site www.maghriti.com le 20/06/2018

C'est un secret de polichinelle que le Président du pays de l'oncle Sam Donald Trump annonça le reflux unilatéral des USA de l'accord sur le nucléaire iranien ayant pour épithète « Joint Comprehensive Plan of Action » ratifié à Vienne le 14 juillet 2015 entre l'Iran et les six gourous mondiaux, les Etats-Unis, la Chine, la Russie, la France, le Royaume Uni et l'Allemagne, après de durs pourparlers qui, faut-il le rappeler, avaient duré près de deux ans.

Avouons-le, cette démission unilatérale n'est pas insolite : Lors de l'apostolat électoral, Donald Trump n'avait-il pas annoncé sa fèrme volonté d'inhumer à jamais la connivence américaine à cet accord qui avantage l'Iran sur la ceinture proche-orientale ?

En filigrane, Donald Trump a avancé plusieurs arguties pour démystifier sa décision de retrait.

- Le premier est la récidive de grandiloquences israéliennes sur le pseudo-fait que l'Iran ne révère pas les termes de l'accord nucléaire et "tenaille" son programme nucléaire au nez et à la barbe de la planète. Pour alléguer notre propos, dans une conférence de presse le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, ne s'est-il pas efforcé, de développer cet thèse ? un argument, il faut l'avouer, ne persuade pas les autres parapheurs du dit accord et qui reconnaissent que le pays de la révolution islamique de 1979 se plie aux engagements pris au sein de cet accord.

A notre sens, deux autres argumentations sont à l'origine de cette cépée : Il est question du délai d'application de cet accord ou « sunset clause »pour les initiés ; les signataires avaient prophétisé que les engagements iraniens périclitent en 2025 ? Or, pour le Président américain, toute la communauté

internationale "se trump" : ce délai est minuscule et les Iraniens pourraient moelleusement raccommodent leur artillerie nucléaire militaire.

La seconde critique adressée par le Président américain est imputable à la portée limitée de l'accord, dans la mesure où ce dernier est polarisé sur l'arsenal nucléaire et laisse libre cours à l'Iran pour étoffer ses missiles balistiques à longue portée et pour intervenir sur l'arène régionale, comme il Houthis fait Svrie. ou en accoudant les Yémen. notre sens, les arguments les plus irréfutables concernent le repositionnement géostratégique des Etats-Unis au Moyen-Orient : Avec la prise des commandes de l'administration Washington par D. Trump, la politique étrangère américaine est en train de faire un volte-face racinaire qui se concrétise par une normalisation avec les positions Israéliennes et Saoudiennes et se différencie des doctrines "soft" de l'ancienne administration démocrate et des choix stratégiques du Président Barack Obama.

Les partenaires européens ont essayé de dissuader le Président américain de se retirer de cet accord à l'instar du président français Emmanuel Macron qui a fait de ce dossier un point important dans ses entrevues avec son homologue américain. D'autres dirigeants républicains et démocrates américains ont fait flèche de tout bois pour convaincre D.Trump de ne pas démettre les USA de l'accord nucléaire américain .Autant en emporte le vent, tous ces efforts précités se sont soldés par un coup d'épée dans l'eau : Le président quitta unilatéralement l'accord en ordonnant de ressusciter le blocus sur l'Iran. Une décision arbitraire lourde de corollaires, non seulement pour les entreprises américaines mais aussi pour moult entreprises européennes qui ont été acculées de renvoyer aux calendes grecques leurs contrats avec l'Iran.

D'autres conséquences majeures pèseront d'un poids lourd sur la scène politique et économique internationale et dans la région.

Sur le volet régional, l'exaspération des séditions politiques n'ont-elles pas donné lieu à toute une série de manifestation de force entre Israël et les forces iraniennes basées en Syrie?

Ces tumultes hérités de la démission de l'accord nucléaire iranien ne se sontils pas ajoutés à celles liées à l'autre décision discrétionnaire et non loin de transférer le siège de l'ambassade américaine à Jérusalem mettant la région au paroxysme de la commotion et l'explosion?

D'autres conséquences sont de portée économique: Les turbulences politiques et l'inquiétude qui sévit au Moyen-Orient ont eu des retombés économiques immédiats, dont la plus importante concerne le surenchérissement rapide des cours du pétrole sur les marchés internationaux gravitant autour des 80 \$ le baril.

Cette envolée du cours de l'or noir n'est pas sans conséquence sur l'économie Marocaine. Il faut rappeler que la loi de Finances 2018 a été construite sur la base d'une hypothèse de 60 dollars.

Nous avons beau insister pour réfuter le caractère platonique et idyllique de cette hypothèse, comme celle d'ailleurs du taux de change du dollar par rapport aux devises étrangères. De facto, la loi de Finances 2018 a été adoptée avec des postulats qui appesantissent les difficultés à venir à travers le renforcement les difficultés des classes moyennes, la hausse de la facture pétrolière augmentant de facto la dérive de nos finances publiques. Devant l'inaction du conseil de la concurrence et au lieu de l'imbroglio sur le plafonnement des prix du carburant pour endiguer les marges des pétroliers sur la vente de l'essence , nous alléguons que le Gouvernement devrait ajuster ses choix à travers une véritable application du mécanisme de l'ajustement des prix avec un plafonnement en cas d'une flambée importante du prix du baril sur les marchés mondiaux

Somme toute, la démission unilatérale des USA ne fera qu'aviver les remous des relations économiques et politiques internationales, de telles craintes mondiales accableront les difficultés économiques et exigeront de l'exécutif Marocain des répliques appropriées pour aider notre économie à colmater les effets pervers d'une telle démission.

FOR AUTHORUSE ONLY

Quand les USA démissionnent de la planète : Quelles retombées économiques et écologiques ?

Chronique publiée dans notre site www.maghriti. com le 10 Juin 2017

Choses promises choses dues, comme il l'avait promis durant sa campagne électorale, Donald Trump a annoncé ce jeudi 1er juin que les Etats-Unis démissionneraient de l'accord de Paris sur le climat scellé en décembre 2015 par de 195 pays sous les auspices de l'ONU, cet accord vise à contingenter la hausse des températures mondiales en rationnant les émissions de gaz à effet de serre.

La décision de Donald Trump de se démettre du pacte de Paris sur le climat a suscité une commotion auguste et des anathèmes internationaux unanimes. Au-delà de ses répercussions politiques, quelles sont les conséquences écologiques et économiques d'un tel retrait ?

Soulignons, en guise de prologue, qu'une telle décision n'est pas une première. Rétrospectivement, en 2001, George Bush Jr n'avait-il pas ratifié le protocole de Kyoto que son prédécesseur, Bill Clinton, avait soutenu ? Ce choix repose sur des raisons homologues à celles de Donald Trump : inquiétude pour la compétitivité des Etats-Unis, dénonciation d'un accord multilatéral qui remet en cause la souveraineté nationale, incertitudes sur la réalité du changement climatique, fulminations et colère sur l'emploi dans les secteurs carbonés

Les conséquences écologiques :

Selon des prophéties réalisées par des chercheurs de l'organisation Climate Interactive, la quantité de gaz à effet de serre pourrait accroître de 3 Milliards de tonnes d'équivalent CO2 par an, d'ici à 2030, en cas de retrait des Etats-Unis de l'accord de Paris. Le pays d'Uncle Sam serait alors responsable d'une recrudescence de 0,3 degré sur les 3 degrés globalement prévus par les scientifiques.

Une autre projection, réalisée par l'organisation Climate Action Tracker, table sur un réchauffement de 0,1 à 0,2 degré imputable aux Etats-Unis.

En sus de la hausse des températures dont le pays serait directement responsable, l'abandon du deuxième pollueur mondial représente une très mauvaise illustration à d'autres pays. Même en Europe, il existe des groupes industriels inquiets de leur compétitivité.

Si les Etats-Unis ne fournissent pas les 3 Milliards de dollars promis, des pays à l'instar de l'Inde, Indonésie et Philippines notamment qui s'appuient sur l'aide financière des pays développés, ne seront probablement pas en mesure de tenir leurs engagements.

Toutefois, des Etats Américains (Californie, New-York) soucieux des problèmes sérieux d'une telle démission, ont en effet annoncé leur intention de poursuivre leurs programmes de réduction des émissions provenant des centrales électriques et des véhicules, même en cas de retrait fédéral.

Aussi, moult grandes puissances (dont l'Union européenne, la Chine et l'Inde) ont aussi promis qu'elles continueraient leurs efforts, peu importe la décision des Etats-Unis.

Les conséquences économiques :

Moins de deux ans après sa conclusion, l'annonce du retrait de l'accord par les Etats-Unis, est un très mauvais signal envoyé aux partenaires du pays qui pourront recourir à des mesures de représailles en imposant une taxe carbone sur les produits qu'ils importent des Etats-Unis. Le montant de celle-ci serait au prorata de la pollution carbone couplée à la production de chaque bien.

Aussi, le retrait des Etats-Unis du traité risque d'avoir aussi des incidences pour les pays signataires, qui devront s'acquitter de 3 milliards de dollars supplémentaires (la contribution des Etats-Unis) sur les 100 milliards prévus (89 milliards d'euros) pour les pays en développement à partir de 2020.

Les constructeurs américains conçoivent ainsi des véhicules pour un marché mondial en matière de normes d'émission de plus en plus intransigeant. Ramollir les efforts en matière de réduction des émissions signifierait pour eux se fermer l'accès à ces marchés. Le même raisonnement prévaut pour tous les industriels américains qui exportent sur des marchés mondiaux où l'efficacité énergétique constitue désormais un critère d'achat primordial.

Au vu de ces différents éléments, il est fort à parier que la hardiesse de Donald Trump ne modifiera pas profondément la transition bas carbone engagée aux Etats-Unis et partout dans le monde. Au pire, maintiendra-t-elle artificiellement en vie, quoique de façon éphémère, un ensemble d'activités en mauvaise posture, comme la production de charbon.

En corollaire, L'ukase de Donald Trump est avant tout de nature idéologique. Le climat n'est ici qu'un faux-fuyant et subterfuge. Il s'agit d'abord de déplisser le multilatéralisme qui, à ses yeux, est une gangrène qu'il faut neutraliser par tous les armoiries dans le dessein de fortifier la suzeraineté américaine. Les mobiles économiques n'ont joué qu'un rôle très subsidiaire dans ce reflux américain comme les climatériques unanimes du secteur privé le corroborent. Faut-il dire que l'incertitude politique et réglementaire a toujours fait mauvais ménage avec la décision managériale qui a besoin de constance et de crédibilité des règles du jeu. A Copenhague lors de la COP15, Hugo Chavez n'a-t-il pas dit solennellement que si le climat était une banque, il serait déjà sauvé? Dans cette prise de parole engagée, M. Chávez n'a-t-il pas fait le lien entre inégalités sociales et changements climatiques ? Le capitalisme n'est-il pas intrinsèquement lié à la crise environnementale et combattre l'un ne peut se faire sans combattre l'autre? Cette maxime de Chávez ne met-elle pas en garde contre les échecs répétés des grandes conférences climatiques qui sont toujours d'actualité?

12 chandelles de l'Initiative Nationale du Développement Humain INDH : Quel calibrage ?

Chronique publiée dans notre site www.maghriti.ccom le 30 Mai 2017

Naguère, les institutions d'obédience ultralibérale, banque Mondiale, fonds Monétaire International, évangélisaient à cor et à cri les programmes d'ajustement structurel au Maroc afin de voir le boulot du tunnel. Cependant, ces électuaires économiques se sont révélées impuissants pour mettre le Maroc sur les rails du développement et ont exsudé, au rebours, une fente sociale abyssale. Les maux sociaux : Oisiveté, désœuvrement, chômage, ainsi que l'exclusion sociale en sont la meilleure pièce à conviction de notre assertion.

Ainsi, le Maroc, obturé par le fardeau de ses altérations sociales, allotit au capital humain un rôle central dans sa politique de développement. Le discours du Souverain Marocain du 18 mai 2005 sur l'Initiative nationale du développement humain appelée communément INDH fut conçu pour porter suture à la précarité sociale au Maroc.

A l'orée de ce mois de Mai, l'INDH souffla, sa 12éme bougie. Des apostrophes nous interrogent sur sa supputation et son calibrage à cet égard.

Après 12 chandelles, les indicateurs sociaux perpétuent dans le rouge, en témoignent l'éloquence des chiffres scellés par les derniers rapports sur le développement humain PNUD. En effet, le rapport de l'administrateur du PNUD, Helen Clark coagule le Maroc dans le lot des pays à développement humain moyen avec un classement timide (123éme position parmi 188 pays). La Libye 102 éme rang, suivie de l'Algérie (83 éme) et de la Tunisie (97 éme) creusent respectivement le fossé en se repositionnant dans les pays à développement humain élevé.

La santé n'est-il pas un indicateur avec lequel on jauge le niveay de développement économique et social : Concernant, le ratio

médecin/population, et au niveau des pays du Maghreb, le Maroc n'est pas mieux loti. Il ne dispose que de 6.2 médecins pour 10.000 habitants contre 12 en Algérie et notre rival économique la Tunisie est de 13 médecins. L'Égypte et la Jordanie échancrent le gap avec plus de soins médicaux par des quotients respectifs de 24 et 26 docteurs. On est bien loin derrière l'Espagne avec qui on était sur le même lot des pays en développement durant les années 70, qui affiche une bonne santé avec 37.1 médecins.

Le récent mémorandum économique 2017 de l'institution de Washington DC sur l'état du secteur de la santé au Maroc relève, que près de 8.5% des Marocains n'ont pas accès aux soins les plus primordiaux, ce qui représente plus de 25% de la population globale bien que 60 % de la population bénéficie de la couverture médicale dans le cadre de l'Assurance médicale obligatoire (AMO) et le régime d'assistance médicale pour les démunis (RAMED).

Bien plus, l'institution de Jim Yong Kim noircit le tableau en indiquant qu'au niveau des infrastructures des hôpitaux psychiatriques, le Maroc devra faire énormément d'efforts pour atteindre la norme internationale qui est de 4.4 lits pour 10.000, alors qu'il ne dispose à présent que d'un lit.

Bien plus, la Banque mondiale ne s'arrêta pas à ces seuls chiffres, elle dénonce toute une série de dysfonctionnements qui minent le secteur de la santé partant du manque flagrant en ressources humaines et arrivant à la corruption en passant par le clientélisme, le népotisme et la négligence. Un tableau pas du tout resplendissant qu'a dressé l'institution internationale de brettons woods et qui interpelle le ministre de la santé, qualifié par le chef de l'exécutif sortant comme le meilleur ministre de son gouvernement.

Aussi, un autre dénonciateur nous nous claustre dans le pays à développement humain moyen : le Revenu National Brut par tête d'habitant exprimé en parité de pouvoir d'achat PPA qui est de 3500 dollars ce que révèle l'Institut Arabe de Garantie de l'Investissement et des Exportations.

Le Royaume arrive en effet à la 13 éme position au niveau du monde arabe en termes de revenu par tête de la population. Le Botswana et la Turquie érodent l'élision en se plaçant dans les pays à développement élevé avec un RNB/tête d'habitant respectif de 13 204 et 13 359 dollars. Avec plus 45 000 dollars par an, le Qatar et le Koweït sont les pays avec le revenu annuel moyen par habitant le plus élevé du monde arabe

Sur le registre de la pauvreté et en s'étayant sur l'indice multidimensionnel de pauvreté IPM créé par le Centre de recherche économique pour le développement international de l'université d'Oxford (qui pondère dix indicateurs dont le taux de scolarité, la mortalité infantile, le degré de malnutrition, l'accès à l'électricité et la possession de quelques biens de consommation) donne un diorama plus complet sur la pauvreté, et fait hisser le taux de pauvreté à 28,5 % ce qui déplaira au Patron du HCP qui, à l'en croire, le taux de pauvreté (mesuré uniquement par le Revenu) n'est que de 9 %.

Selon la nouvelle étude publiée par le par le Haut-commissariat au plan (HCP) en marge de la Journée nationale de l'enfant, le Maroc compte 1,2 million d'enfants pauvres. Pour réaliser cette étude, une approche "multidimensionnelle" a été suivie, basée sur l'observation chez l'enfant de plusieurs facteurs à savoir l'éducation, la santé, l'accessibilité à l'eau, à l'électricité et à l'assainissement, les moyens de communication et les conditions d'occupation du logement.

Il en ressort que la "pauvreté multidimensionnelle des enfants" a toutefois baissé entre 2001 et 2014. Le nombre d'enfants en situation de pauvreté est ainsi passé de 4,9 millions d'enfants en 2001 à 1,2 millions d'enfants en 2014, soit une réduction annuelle moyenne de 10,0% à l'échelle nationale. En pourcentage, sa prévalence est passée de 43,6% en 2001 à 24,1% en 2007, avant d'atteindre 11,0% en 2014, souligne le HCP.

Avouons-le, la conception galvaudée ainsi l'approche Marketing qui entourèrent l'INDH font ôter l'INDH de son essence qui est le capital humain: faire impliquer, valoriser et responsabiliser les bénéficiaires aurait été le Must pour distiller un cercle vertueux de dynamique sociale locale, régionale et nationale.

En sus, le compte à rebours dont pâtissait l'INDH et la flamme de l'obligation à des résultats se répercutent négativement sur la qualité du produit social. On ne peut pas bannir et exorciser en 12 ans une misère qui a sévi plus de 50 ans.

Repenser l'économie est une condition sine qua non pour refréner le Maroc à la locomotive du développement social : Pour juguler la fracture sociale, le Maroc doit maintenir un taux de croissance économique strictement supérieur de 7%. Toutefois, la dynamique du capitalisme ne peut être envisagée du seul point de vue économique, les forces nées du capitalisme et les institutions politiques interfèrent aussi.

Le capitalisme dans lequel s'est engagé le Maroc, en tant que dynamique économique, est d'abord un processus d'extension du marché et du rapport salarial. Mais l'interaction de ces deux rapports, une fois engagée, produit de façon endogène ses propres limites. L'accumulation du capital s'effectue de manière contradictoire. La subtile question qui se pose au-delà de l'INDH: comment assurer un maillage et une articulation cimentée de la dynamique du capitalisme avec celui de la société et les forces productives au Maroc?

Remédier, dans sa globalité, l'esprit INDH est un Must pour inscrire le Maroc dans la trajectoire du développement social. L'INDH ne saurait être une panacée pour cicatriser la pauvreté. Elle ne peut être qu'une pièce du puzzle du vaste champ de réformes à même d'assurer la croissance et le recul de la pauvreté. À ce jour, l'INDH n'a pas réussi à réduire la pauvreté et les indicateurs de santé et d'éducation sont cauchemardesques. Cette pauvreté est la première source du terrorisme, de l'exclusion et de l'émigration

clandestine. La subtile question est celle de savoir pourquoi l'INDH n'arrive pas à faire reculer la misère. Quels sont les goulots d'étranglement qui empêchent l'INDH à promouvoir le développement social ? Quels sont les mobiles de la persistance de cette dualité entre la sphère macro financière et la sphère sociale ?

L'hydre de la pauvreté est un prisme à multiples facettes faisant intervenir des facteurs économiques (croissance, investissement...) et non économiques (institutionnels, politiques et sociaux).

Nous pensons qu'il faudrait "recontempler" l'âme de l'INDH dans sa phase 2 selon une approche intégriste : La réduction de la pauvreté et des causes d'exclusion sociale dépendent impérativement d'une stratégie développement social fortement imbriquée en amont et en aval avec la humains fondamentaux, garantie des droits la coordination l'intersectorialité dans la conduite des politiques publiques et des interventions privées en matière de développement social, le système productif, la politique de l'emploi et du partage des fruits de la croissance, ainsi que les politiques sectorielles prenant mieux en compte les intérêts des franges sociales au Maroc.

Reconnaissons le, in fine, l'INDH, certes méritoire, créatrice d'activités et génératrice de revenus, ne peut être un succédané à une véritable politique de croissance et des revenus. Le développement économique et social du Maroc doit passer inlassablement par un accroissement massif de la richesse du pays, c'est dire par un enrichissement de sa population afin d'augmenter la consommation et conduire à la croissance. À ce titre, pour Amartya Sen, "le seul moyen d'y parvenir est d'encourager la croissance économique et pour que la croissance soit durable et équitable, il faut que les pauvres y prennent une part très active" ceci nous incite à exhumer une citation de Nelson Mandela : "La pauvreté n'est pas un accident comme l'esclavage et

l'Apartheid, elle a été faite par l'Homme et elle peut être supprimé par des actions communes de l'humanité".

FORAUTHORUSEOMIT

Chronicité du déficit de la balance Commerciale au Maroc : Quel apport analytique ?

Chronique publiée dans notre site www.maghriti. com le 25 Avril 2017 et repris dans les Echos (France) le 26 Avril 2017

La balance commerciale d'un État est l'élément de comptabilité nationale qui répertorie et résume ses exportations et importations de biens, et de services marchands. Le solde de la balance commerciale est la différence entre les valeurs des exportations et des importations de biens et de services. Une balance commerciale positive signifie que le pays exporte plus de biens et services qu'il n'en importe : on parle alors d'« excédent commercial » ou de « balance excédentaire ». Quand elle est négative, on parle de « déficit commercial ».

Au Maroc, le déficit commercial a été toujours caractérisé par la chronicité de l'écart entre les exportations et les importations. En effet, le déficit de la balance commerciale renoue avec la hausse puisque, selon les derniers chiffres de l'office de change, il s'est excavé de 25,3 MMDH, se chiffrant ainsi à 184,38 milliards de dirhams en 2016 ce qui représente une hausse de 19,6% par rapport à 2015, où ce déficit avait atteint son niveau le plus bas depuis dix ans, pour se situer à 152,27 milliards de dirhams.

Le taux de couverture des importations par les exportations a ainsi chuté en se hissant de 58,7% à 55%. Faut-il pour autant s'en tourmenter ?

D'emblée, nous avançons que le creusement du déficit commercial en soi ne doit pas porter une connotation péjorative sur la santé économique d'un pays ; il n'est pas forcément une mauvaise nouvelle : Le déficit commercial des USA, première puissance mondiale, n'est-il pas la meilleure pièce à conviction ? Un tel trou commercial ne caracole-t-il pas à 502,2 Milliards de dollars selon les statistiques publiées, Février dernier, par le Département Américain du commerce ?

A notre sens, le danger du déficit commercial dépend plutôt de l'ossature commerciale d'une économie donnée. A titre illustratif, selon que le déficit soit déclenché par une chute des exportations ou par une hausse des importations de biens d'investissement, il peut-être considéré comme une mauvaise ou une bonne nouvelle.

En réalité. notre réflexe à la. "Kevnésienne" de considérer les importations comme une fuite du système économique et de la richesse d'un Etat, n'est pas toujours justifiée, surtout lorsque l'on considère la nature et la structure du commerce mondial dans le contexte de la globalisation. En effet, avec la mondialisation et le morcellement du processus de production, c'est de plus en plus rare de trouver une économie pouvant produire tout seul un bien de l'amont à l'aval puisque, pour exporter, les producteurs sont astreints d'importer les autres inputs pour l'output en question. Ainsi, davantage d'importations peuvent être nécessaires pour nourrir plus d'investissement, de production et d'exportations nationales. C'est ce raisonnement, au demeurant pertinent, qui semble justifier la position qui considère que l'aggravation de l'hiatus commercial pourrait être le miroir d'une dynamique d'investissement et d'exportation. Cette spéculation peutelle s'appliquer au cas Marocain?

Concrètement, dans le cas de l'économie Marocaine, quand on appréhende que les importations en biens d'équipements et en demi-produits aient cru respectivement de 21,7 et 4,6 milliards de dhs, on pourrait être tenté d'y voir un signe de dynamisme économique. Toutefois, la réalité est beaucoup plus complexe dans le cas Marocain. En effet, le rehaussement des importations des demi-produits est étiré principalement par l'usine de Renault-Tanger. Celle-ci, profitant du rebond de la demande européenne, connaît une euphorie à l'export, ce qui se traduit par plus d'importations des pièces nécessaires à la production. Ainsi, des importations de demi-produits en hausse sont le reflet de la reprise, mais en même temps révélateur d'un timide

taux d'intégration locale qui est encore assez modeste gravitant autour de 38%. En effet, plus de la moitié (60%) des composantes automobiles nécessaires à la production de chaque véhicule sortant de l'usine de Tanger sont importées. Donc si la dynamique des exportations du secteur de l'automobile est une bonne nouvelle, la mauvaise est que le faible taux d'intégration, symptôme de la vulnérabilité et déficience du tissu productif Marocain, fait exploser les importations liées à cette industrie.

Aussi la montée des importations des biens d'équipement traduit manifestement une dynamique d'investissement sauf que dans le cas du Maroc, cette propulsion est surtout focalisée sur les grands programmes, notamment la ligne de TGV, les centrales solaires qui engloutissent l'essentiel des importations en biens d'équipement (chaudières, turbines à usage industriel, des moteurs à pistons, pièces détachées, etc.). Dit autrement, l'embellie d'investissement dont on disserte dans la presse écrite et audiovisuelle Marocaine demeure biaisée, ponctuelle et non généralisée et son effet d'entraînement reste très modeste. En effet, les PME/PMI Marocaines seraient moins concernées par ce dynamisme des achats de biens d'équipement, et ce eu égard à la baisse du coût du crédit. En effet, les bilans des banques commerciales Marocaines le corroborent : Hormis les grands groupes, les PME investissent peu ou prou sachant qu'elles représentent 90% du tissu productif Marocain. Dès lors, la dynamique de reprise et/ou d'investissement annoncée est surestimée, alors qu'elle reste cantonnée à quelques acteurs et secteurs, ce qui exige de notre part de la prudence et de la nuance en matière de jugement de valeur.

Si l'ébauche de cette dynamique partielle est réelle, elle est inopportunément anémiée par les fissures structurelles du système productif Marocain. L'une d'elles est l'inféodation de notre agriculture aux aléas climatiques : Les importations de produits alimentaires n'ont-elles pas augmenté de 7 MMDH,

suite à la mauvaise campagne agricole ? Au Maroc gouverner n'est-il pas pleuvoir pour paraphraser Le maréchal Hubert Lyautey ?

En sus, une autre carence aussi et non des moindres est l'anémie de notre compétitivité appuyée, sur la baisse des coûts salariaux à des fins de stratégie d'exportation. La compétitivité internationale ne peut se confiner au coût du travail. En effet, eu égard aux différentes réévaluations du SMIG au Maroc, cet avantage comparatif du bas salaire ne cesse de s'effriter au point que le travailleur Marocain est devenu plus onéreux en comparaison à d'autres pays tels que la Corée du Sud, le Taïwan, la Malaisie ou encore la Turquie.

Notre déficit commercial est tangible à travers la hausse de nos importations de produits finis de consommation de 10 MMDH, ainsi que l'impuissance des exportations marocaines à contrebalancer la hausse des importations surtout avec une conjoncture propice atténuant la facture énergétique. D'ailleurs, la hausse des importations de biens (28 milliards de dhs) est dix fois plus importante que celle des exportations (2,8 milliards de dhs). Assurément, les secteurs de l'automobile, de l'agroalimentaire, de l'aéronautique et du textile, soutiennent le tempo. Leur volée a été fracturée par la timide prouesse des exportations marocaines en phosphate, qui ont chuté de 5 milliards de dhs. Si la bonne nouvelle aujourd'hui est la montée en puissance des métiers mondiaux du Maroc ou ce qu'on appelle communément les 3M, en singulier l'automobile, il n'en demeure pas moins que leur essor reste limitée pour contrepeser la faible tenue des exportations classiques.

D'où la nécessité d'une plus grande diversification de notre offre exportable qui se situe dans une phase transitoire. Une telle diversification passe inlassablement par l'amélioration de notre compétitivité, laquelle exige une hausse de notre productivité. L'ancrage du taux d'intégration pour les nouvelles industries installées au Maroc devrait être une précellence et un Must pour déchaîner des spillovers conséquents sur le reste des secteurs rivés

directement ou indirectement aux investissements étrangers. Pour se faire, le système productif a besoin d'un climat des affaires plus fertile et favorable aussi bien pour les investisseurs étrangers que locaux pour cultiver et défricher une meilleure division international du travail et une large spécialisation mondiale.

Présentement, si l'on doit conjecturer que le déficit commercial marocain commence à peine à changer de nature, il n'en demeure pas moins qu'il reste structurel en raison de la double obédience climatique et énergétique, en sus de la démission d'une compétitivité à fleur de peau étayée pour l'essentiel sur les bas salaires. Il nous semble que compter pour l'essentiel sur les bas salaires pour percer les marchés étrangers revient à croire qu'il existe une bataille industrielle et commerciale greffée sur le seul critère du bas salaire. Dans un tel cas, comment expliquer alors que les pays développés, où le coût du travail est plus élevé sont compétitifs sur les marchés internationaux que les pays moins développés à l'instar de l'économie allemande, irlandaise ou suisse ?

Faire valoir uniquement le bas salaire ne peut que damner le tissu économique marocain à se figer dans un stade précaire de développement industriel et technologique, ce qui ne favorise pas sa dynamique économique, ainsi que la percée Des marchés internationaux.

S'il est vrai que l'on peut obtenir des produits compétitifs grâce à des salaires bas, il est tout à fait possible de réduire le coût total sur un critérium essentiel qui est souvent passé sous silence, alors qu'il est déterminant, à savoir la productivité du travail, avec des travailleurs plus productifs, qui permettront non seulement d'avoir une production plus élevée, mais aussi de faire des économies dans l'utilisation des autres facteurs de production, grâce à leur efficacité et leur efficience économique.

Or, si l'on observe la productivité du travail au Maroc, elle traîne loin derrière celle de ses principaux concurrents sur les marchés européens, tels que la

Roumanie, la Turquie ou la Pologne, mais aussi très loin derrière les grands pays émergents asiatiques, à savoir l'Inde et l'Indonésie. À l'appui de notre assertion, les estimations de la Banque Mondiale montrent que le rythme de progression de la productivité du travail dans les économies émergentes dépasse 4 % alors qu'il ne se situe, dans le cas de l'économie marocaine, qu'autour de 2,5 % par an.

L'atténuation du déficit commercial passe infailliblement par l'amélioration de la compétitivité. Une telle compétitivité n'est pas un long fleuve tranquille, le chemin reste long pour aller vers une meilleure compétitivité industrielle et commerciale, gage d'une croissance pérenne et inclusive. L'affûtage de la productivité du travail, permettra non seulement de consolider notre compétitivité prix, mais aussi, et surtout, de converger vers une compétitivité basée sur la qualité et l'innovation.

In fine, à l'allégorie du bon et du mauvais cholestérol, exorciser le déficit commercial passe inexorablement par la baisse du mauvais et l'augmentation du bon.

L'argent ne dort jamais ou l'économie internationale entre dynamique des Fusions & Acquisitions et statique de la croissance Chronique publiée dans notre site www.maghriti.com le 5 Février 2017 et repris dans les Echos (France) le 6 Février 2017

Au moment où l'économie mondiale accuse une croissance économique morose, les mastodontes économiques et financiers continuent leur quête d'expansion à travers le foisonnement des fusions acquisitions Internationales d'envergure. Quels sont les mobiles derrière cette course à la concentration économique. Tel est l'objet de cette chronique.

L'argent ne dort jamais, le titre semble riper l'imaginaire des passionnés du cinéma vers le film culte "Wall Street : Money Never Sleeps" d'Oliver Stone incarné magistralement par le trio Michael Douglas, Shia LaBeouf et Josh Brolin. Il n'en est rien, il s'agit de la grande opération jamais réalisée en bourse aux USA par les gourous de la finance. En effet, au moment où le monde disserte de l'anémie de la croissance économique et de l'entretoise de la globalisation économique, les dynamiques de fusions acquisitions Internationales ne cessent de foisonner et les concentrations économiques n'ont jamais été aussi importantes. Pièce à conviction en est, le 22 octobre 2016, les deux grands géants AT&T et le groupe de médias Time Warner annoncèrent leur fusion cyclopéenne, soit la plus grosse alliance que le monde des affaires économiques internationales ait connu cette année écoulée, tous secteurs confondus avec la somme de 85,4 milliards de dollars Au niveau mondial et en vertu du dernier rapport de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement CNUCED, les fusions-acquisitions internationales ont connu une hausse importante et se sont chiffrées à 721 milliards de dollars, contre 432 milliards de dollars en 2014. Ce montant record est derrière les flux mondiaux d'investissement étranger direct (IED) qui ont bondi de 38 % pour atteindre 1 760 milliards de

dollars, leur plus haut niveau depuis la crise économique et financière mondiale de 2008-2009.

A titre illustratif, le grand opérateur des télécoms a pris le contrôle, entre autres, des chaînes de télé HBO, CNN et des studios de cinéma Warner Bros à qui on doit un grand nombre de célébrité planétaires dont Harry Potter, Spotlight ou les Affranchis. Cette fusion trouve sa justification dans la volonté stratégique des grands opérateurs télécoms de s'allier avec des créateurs de contenu pour alimenter leurs réseaux. Faut-il signaler que cette tendance ne se cantonne pas au seul créneau de de la communication et des médias : On la retrouve dans d'autres niches économiques dont l'industrie automobile, l'industrie pharmaceutique, ou l'industrie agroalimentaire. Cette dynamique nourrit une course au gigantisme et à l'acromégalie en dépit d'un climat tumultueux de la croissance économique. Plusieurs mobiles expliquent ce mouvement de fusion & acquisition au sein de l'économie globale :

- -Le premier est d'ordre économique et constitue une rétorsion rationnelle des grands groupes économiques et financiers à la faible croissance via un accroissement de leurs parts de marché,
- -Le second est d'ordre technologique et explique également ces rapprochements avec de grands groupes traditionnels qui prennent le contrôle des start-up dans les nouvelles technologies,
- -Le troisième est d'ordre politique derrière cette course aux fusions de la part des géants mondiaux qui s'inquiètent de l'insatiabilité des mastodontes financiers chinois qui arrivent sur les grands marchés avec une force de frappe financière sans égal et parviennent à prendre le contrôle de quelques fleurons de l'industrie européenne ou américaine,

Le quatrième est d'ordre fiscal : Les fusions-acquisitions internationales enregistrées, en 2015 sont imputables à des reconfigurations d'entreprises, notamment à des transferts de domiciliation fiscale. Ce phénomène a été

singulièrement manifeste aux États-Unis et en Europe, où plusieurs entreprises multinationales ont conclu des mégatransactions pour transférer leur domicile fiscal dans des pays où l'impôt sur les sociétés est plus faible et où les bénéfices mondiaux ne sont pas imposés.

Cette omnium au gigantisme distille et secrète une véritable rivalité sur un marché relativement limité provoquant une surenchère sans précédent sur les débouchés économiques et financiers. Ainsi, les sommes déboursées par les grands groupes sont estimées entre 20 et 40% supérieures à la valorisation des entreprises achetées.

En sus, dans moult cas, les fondamentaux ne sont guère respectés et les retours sur investissements restent visiblement en deça des moyennes exigées pour ce type d'investissement.

il s'agit tout compte fait d'une concentration économique de nature particulière qui s'inscrit dans une stratégie défensive dont le dessein est de faire face à une croissance des débouchés et ce à travers une augmentation des parts des marchés.

Faut-il souligner que le souci financier est loin d'être la première préoccupation dans cette course au gigantisme mais il s'agit plutôt de cimenter et resserrer les positions et les parts de marché des grands groupes traditionnels, particulièrement dans un contexte jalonné par l'appétit des chinois. groupes asiatiques et surtout Cette stratégie de fusions & acquisition est d'autant plus fluidifiée et lubrifiée par des mécanismes et des conditions de financement laxistes. En effet, le rush d'acquisition des années 2000 a été financée par les fonds de private equipty et les LBO qui répondent bien à un modèle de financement très particulier où l'exigence d'un très bon retour sur investissement est essentielle. Or, cette nouvelle vague bénéficie des politiques monétaires expansionnistes et des taux d'intérêt bas qui prévalaient dans la plupart des pays développés permettant par là aux grands groupes de franchir le Rubicon et d'opérer leurs investissements en escomptant que l'effet taille contribue à l'amélioration de rentabilité investissements. la de ces Tout compte fait, en dépit d'un contexte économique fébrile et d'une croissance atone, les grands groupes continuent à foisonner et font de la course au gigantisme le moyen de renflouer leur rentabilité et de préserver leurs parts de marché. Toutefois, cette effervescence et cette forte concentration du pouvoir économique motionne au plus haut point les responsables politiques. Les dirigeants Américains n'ont-ils pas appelé les régulateurs à observer attentivement ces évolutions et à mettre les réglementations nécessaires à même d'éviter la formation de monopoles qui seront à l'origine de dysfonctionnements de marché qui peuvent avoir des effets pervers sur les consommateurs?

Ainsi, au moment où la croissance est morose, les inégalités à leur apogée suscitant lassitude et désespoir, les malabars économiques et financiers continuent leur quête d'expansion. De telles attitudes n'appellent-ils pas les pouvoirs démocratiques à une plus grande vigilance afin que la liberté économique ne détruise pas les deux autres piliers des sociétés démocratiques : la justice et l'équité ?

La croissance économique au Maroc 2017 entre le mythe de l'inclusion et la réalité de l'exclusion

Chronique publiée dans notre site www.maghriti.com le 29 Janvier 2017

C'était le Lundi 15 Janvier 2017, la publication de la 47ème édition du Forum économique mondial de Davos sur la compétitivité mondiale et le développement inclusif. Faut-il, en prélude, souligner que bien qu'il n'existe pas de définition universellement acceptée de la croissance inclusive, il n'en reste pas moins que celle-ci ne se cantonne pas au seul niveau de la croissance économique. Bien au contraire, la croissance inclusive accorde une attention singulière à la qualité de la croissance, sa durabilité et sa capacité à profiter à de larges couches de la population. Qu'en est- il de l'économie Marocaine en matière du développement inclusif?

En se basant sur une pondération qui s'étaie sur trois piliers, à savoir la croissance et le développement, la participation de la main-d'œuvre et la productivité et l'espérance de vie, sur un panel de 78 pays, le Maroc a été classé à la 45ème place derrière la Tunisie 44 éme et avant la Jordanie 54 éme, l'Egypte 55 éme place.

Selon le document Suisse, le Maroc occupe la 64ème place en matière de croissance et de développement et la 25ème en équité intergénérationnelle. Le rapport a dénoté, par ailleurs, que notre pays se positionne à la 27ème place sur 34 en matière d'éducation et des compétences avec un score de 3.53, 26ème sur 37 en terme d'emploi avec un score de 3.89 et 23ème sur 37 dans le domaine de l'intermédiation financière et des investissements économiques réels et la 35ème dans le domaine de l'inclusion.

Difficile avec un tel classement prétendre être candidat au pleton des rangs des pays à économie inclusive. Dans ce contexte et dans la configuration des métamorphoses qui traversent la planète et notre région en particulier, le défi pour le Maroc est non seulement de foisonner les opportunités de création de richesse et d'emplois, mais d'en assurer le bénéfice aux plus larges couches de la population.

Le Forum a épanché, par ailleurs, que notre pays se positionne à la 27ème place sur 34 en matière d'éducation. Ce classement du Maroc atteste de la quadrature du cercle du développement humain au Maroc. Le dernier rapport des Nations Unies sur le Développement Humain PNUD a positionné notre pays au même rang, ceci est d'autant plus pertinent que ledit rapport a été établi sur la base des statistiques officielles conceptualisées par des institutions nationales quoiqu'il est difficile de se prononcer sur les rapports et études internationaux, car nombreuses sont les questions que suscitent des polémiques au niveau de la méthodologie, des critères et des définitions ainsi que de l'interprétation des chiffres. Pourtant, les résultats de l'étude du Forum Economique Mondial de Davos demeurent analogues à ceux révélés par nombre de rapports nationaux et internationaux.

La croissance économique enregistrée ne se reflète pas en termes de développement humain et matériel. L'augmentation des volumes des échanges et des investissements étrangers plus importants au cours de la dernière décennie n'ont pas bénéficié du fléchissement de la pauvreté et du chômage et de la précarité ; Les progrès réalisés en termes de performance macroéconomique sont compromis par un manque d'inclusion dans le modèle de croissance. Les populations rurales restent embobinées dans la pauvreté, la précarité et la déréliction, et dans les villes, la fracture urbaine croissante laisse de nombreux citadins exclus des avantages de la modernisation et de la vie en ville, sans emplois et sans revenus. Non seulement la croissance n'a pas réussi à procréer des dividendes en termes de développement humain, mais il a pu contribuer à l' exaspération des disparités extrêmes de la qualité de vie et des inégalités stupéfiantes qui empêchent moult Marocain de réaliser leur potentiel. En d'autres termes, en

dépit de la croissance enregistrée et des progrès réalisés dans les domaines de la santé et de la lutte contre la pauvreté, le modèle de développement marocain reste accolé aux limites de ses capacités inclusives, notamment en termes de création d'emplois décents et de réduction des inégalités sociales, spatiales et de genre.

A cet égard, moult rapports du Haut Commissariat au Plan HCP relatifs aux inégalités et disparités sociales et économiques corroborent et montrent que malgré les avancées notables du taux de croissance économique, le Maroc reste encore loin de la mise en œuvre d'une véritable économie inclusive.

Sur ce sillage et dans le discours Royal du trône à l'occasion du 15 ans de règne, le Souverain Marocain ne s'est-il pas interrogé de manière chevaleresque et magnanime en posant des apostrophes sur la schizophrénie et de la dualité du modèle économique marocain? Le Roi Mohammed VI n'a-t-il pas reconnu que la richesse économique de la Nation ne profite pas à tous les citoyens? Les tournées royales, les manifestations de pauvreté corroborent, aux yeux du Roi Mohammed VI, l'ampleur des distorsions et disproportions sociales entre les 35 millions de Marocains.

Les 15 ans de dynastie constituèrent, pour le Souverain Marocain, une heure de vérité pour mettre les pleins phares sur la géographie et la cartographie de la richesse marocaine. Une richesse mal répartie a déploré le King Marocain. Le Roi l'appréhenda bien : les comptes sociaux nationaux ne donnent qu'une image réductrice et tronquée en cas d'évaluation pour la construction d'une stratégie économique nationale. Pour en apprécier toute la richesse, il est incontournable de savoir analyser son capital immatériel à même d'affiner la fibre sociale, d'uniformiser géographiquement et sectoriellement le développement du Maroc.

C'est la raison pour laquelle, la conception des politiques publiques ne devrait plus prendre en compte uniquement la croissance stricto-sensu, mais s'intéresser également aux concepts de bien-être et d'inclusivité.

Le Maroc a désespérément besoin d'une autre voie de croissance pour relever les challenges à la fois d'inclusion et de durabilité. Pour atteindre une croissance inclusive, les dirigeants et les décideurs doivent mettre en place des politiques et des institutions, soutenues par la bonne gouvernance, garantissant que les résultats élevés de croissance économique aboutissent à un plus large accès aux opportunités socio-économiques durables pour un plus grand nombre de personnes, en protégeant les groupes les plus vulnérables de la société Marocaine.

Un engagement à émousser les inégalités est un Must et il faudrait trouver les moyens de s'attaquer aux disparités sociales liées à la richesse, au sexe et au clivage rural-urbain ainsi que de faciliter la mobilité économique et sociale en fonction de la croissance.

L'Initiative Nationale de Développement Humain INDH, certes méritoire, créatrice d'activités et génératrice de revenus, mais ne peut, à notre sens, être un succédané à une véritable politique de croissance endogène et des revenus. L'INDH ne saurait être une panacée pour cicatriser la pauvreté. Elle ne peut être qu'une pièce du puzzle du vaste champ de réformes à même d'assurer la croissance et le recul de la pauvreté. Le capitalisme dans lequel s'est engagé le Maroc, en tant que dynamique économique, est d'abord un processus d'extension du marché et du rapport salarial. Mais la dialectique de ces deux rapports, une fois engagée, enfante de façon endogène ses propres limites. La subtile question qui se pose au-delà de l'INDH : Comment assurer un maillage et une articulation cimentée de la dynamique du capitalisme avec celui de la société et les forces productives au Maroc ?Le développement économique et social inclusif du Maroc doit passer inlassablement par un accroissement massif de la richesse du pays, c'est dire par un enrichissement de sa population afin d'augmenter la consommation et conduire à la croissance. À ce titre, pour Amartya Sen, (prix Nobel d'économie en 1998) "le seul moyen d'y parvenir est d'encourager la croissance économique et pour que la croissance soit durable et équitable, il faut que les pauvres y prennent une part très active" ceci nous incite à déterrer une citation de Nelson Mandela: "La pauvreté n'est pas un accident comme l'esclavage et l'Apartheid, elle a été faite par l'Homme et elle peut être supprimé par des actions communes de l'humanité".

Le warning du FMI sur la dette mondiale

Chronique publiée dans notre site www.maghriti. com le 9 Janvier 2017 et repris dans les Echos (France) le 11 Janvier 2017

Ce Mercredi dernier du 4 janvier 2017, le rapport semestriel alarmiste du FMI (Fiscal Monitor) fait froid dans le dos : Huit ans après la détonation de la bulle immobilière qui avait enfanté la pire crise financière depuis la Grande Dépression du Jeudi Noir 1929, la dette n'a fait que continuer de s'enfler. En effet, la dette du secteur non-financier de l'économie mondiale (dette mondiale) a doublé (à prix courants) atteint son apogée avec le montant record de 152.000 milliards de dollars, soit plus du double (2,25) de la richesse mondiale.

Ce phénomène a été facilité par les taux d'intérêts très bas, voire négatifs, imposés par plusieurs grandes banques centrales. Beaucoup de Gouvernements se sont en effet endettés à travers des programmes de relance via des politiques d'assouplissement monétaire des grandes banques centrales pour tenter de faire relancer les économies nationales atones.

Ce flamboiement de l'endettement est principalement imputable au secteur privé, qui a profité à plein de l'ère de « l'argent pas cher » alimentée par les politiques monétaires ultra-accommodantes des grandes banques centrales.

La plus grande partie de la dette est polarisée dans les pays nantis, mais la Chine demeure le pays qui le plus emprunté qu'auparavant sur les dernières années. En effet, la dette chinoise a quadruplé depuis 2007 : Alimentée par le secteur de l'immobilier et le shadow banking, la dette totale de la Chine a escaladé de 7.000 milliards de dollars en 2007 à 28.000 milliards de dollars à la mi-2014. A 282% du PIB, la part de la dette chinoise par rapport au PIB mondial, est plus importante que peut représenter celle des Etats-Unis ou de l'Allemagne.

D'autres pays ont également vu leur dette publique foisonner et pâtissent eux aussi de la conjoncture économique tumultueuse, qui les empêche d'écourter ce fardeau, souligne le FMI. La dette du Japon devrait atteindre 250 % de son PIB, celle de la Grèce 183 % tandis que celle de la France devrait frôler les 100 %, selon les nouvelles pronostics du FMI.

En outre, même si les pays les plus pauvres sont relativement moins endettés, beaucoup ont eu tendance à augmenter fortement leur recours au crédit.

Au niveau de la répartition sectorielle, les deux tiers de cette dette émanent du secteur privé, mais la dette publique de moult pays s'est aussi beaucoup développée depuis la crise financière.

Nous pensons, en guise de conclusion, que la dette mondiale se révèle aujourd'hui un lourd handicap pour de nombreuses entreprises et constitue un grand frein à la reprise mondiale et un risque pour la stabilité financière. Une telle dette n'est pas sans nous laisser poser 4 sortes de problèmes :

- Le premier problème est le remboursement d'une telle dette : Comment rembourser une dette qui est plus de deux fois plus importante que la richesse de l'économie mondiale?
- Le deuxième problème est le remboursement, par les pays riches, d'une telle dette au regard d'une croissance économique anémique,
- le troisième problème tient au remboursement de la dette par les pays du Sud : Pour rembourser leurs dettes, les pays du Sud doivent puiser fortement dans les réserves de change qu'ils ont accumulées au cours des dernières années en raison de la hausse des prix de leurs exportations. Ces réserves menacent de fondre à un rythme plus ou moins rapide (c'était notamment le cas de la République démocratique du Congo, de l'Equateur, du Pakistan, du Sri Lanka, du Bangladesh,

- Le quatrième problème est le remboursement d'une telle dette au regard du scénario fort probable d'une reprise de la hausse des taux d'intérêt. L'épargne présente dans le secteur bancaire, au lieu de servir à l'investissement productif, que ce soit sous la responsabilité des pouvoirs publics ou celle des acteurs privés, est systématiquement déviée vers un comportement parasitaire de rentier.

FOR AUTHORUSE ONLY

Le rapport Forbes sur le Business international au Maroc : Quelle analyse critique ?

Chronique publiée dans notre site www.maghriti. com le 4 Janvier 2017 et repris dans les Echos (France) le 5 Janvier 2017

Le magazine Américain Forbes vient de publier son dernier hit-parade du Business international à travers le monde. Faut-il signaler, en préambule, que l'étalonnage de Forbes porte sur 11 indicateurs qui sont : Droits de propriété, l'innovation, les taxes, la technologie, la corruption, la liberté (personnelle, commerciale et monétaire), la bureaucratie, la protection des investisseurs et la performance du marché boursier.

Sur un échantillon de 137 économies, le Maroc enregistra une légère amélioration grimpant à la 51éme position, soit 11 places de mieux par rapport à l'édition 2015 où il se situa à la 62éme position et de 28 place de plus par rapport à l'année 2014 où il occupa la 79éme place.

La répartition géographique montre que dans la région MENA, le Maroc se positionne dans la deuxième place après les Emirates Arabes Unies et laisse derrière l'Egypte 103ême place et la Jordanie 71éme position.

Sur le plan maghrébin, le Royaume se situe devant la Tunisie (87ème) et l'Algérie (131ème).

Sur le plan Africain, il est le 2ème meilleur pays africain pour faire des affaires derrière l'Afrique du Sud (48ème).

L'amélioration de l'environnement des affaires économiques au Maroc selon les auteurs du rapport de Forbes est imputable à la proximité avec l'Europe et son faible coût du travail pour construire une économie diversifiée, ouverte et tournée vers une économie de marché.

A notre sens, l'attractivité ne peut être étayée sur ces deux critères évoqués ci-haut par Forbes pour deux raisons :

Primo, l'attractivité du Business international ne peut se figer au seul coût du travail car eu égard aux différentes réévaluations du SMIG au Maroc, cet avantage comparatif du bas salaire ne cesse de s'effriter au point que le travailleur Marocain est devenu plus onéreux en comparaison à d'autres pays tels que la Corée du Sud, le Taïwan, la Malaisie ou encore la Turquie.

De surcroît, compter pour l'essentiel sur les bas salaires pour percer les marchés étrangers et fertiliser le climat de l'investissement, revient à croire qu'il existe une bataille industrielle et une attractivité greffée sur le seul critère du bas salaire. Dans un tel cas, comment expliquer alors que les pays développés, où le coût du travail est plus élevé sont compétitifs sur les marchés internationaux et attirent plus d'IDE que les pays moins développés à l'instar de l'économie Allemande, Irlandaise ou Suisse? Si cette course existe, cela revient à nous interpeller qu'elle est viable uniquement pour des biens bas de gamme et confiner sa compétitivité à celle des bas salaires sclérose notre tissu économique dans des activités à faible valeur ajoutée et à faible contenu technologique.

Secundo, l'attractivité ne peut se baser sur la proximité avec l'Europe. En effet, selon une étude de la Banque Mondiale portant sur la logistique, cette proximité n'est pas réelle si l'on appréhende par le coût du transport puisqu'un conteneur entre le Havre et Hong Kong est moins cher qu'entre Casablanca et Marseille. Aussi selon la même étude, il faudrait 4 semaines minimum pour acheminer une marchandise du Maroc vers Rotterdam, alors qu'un conteneur de la Chine vers Rotterdam a besoin seulement de 3 semaines. De surcroît, plus de 20% de la Valeur Ajoutée des produits manufacturiers est engloutie dans des frais de logistique. A cet égard, la Chine ne parait-elle pas plus proche de l'Europe que du Maroc?

En sus, d'autres critères sont aussi cruciaux pour les décisions des acteurs économiques, mais hélas ne sont pas pris en compte par le magazine Américain :

Il s'agit de la justice qui compromet le climat des affaires au Maroc ; il nous semble que le décri de l'appareil judiciaire fait tâche d'huile sur tout le système judiciaire Marocain et constitue une véritable entrave à l'exhortation à l'investissement ce qui explique le souci que porte le Roi Marocain Mohammed VI à ce dossier où lors de son discours, à l'occasion de l'ouverture de la nouvelle année législative du 14 Octobre 2016, il a mis les pleines phares sur les nombreux cas de lenteur des procédures judiciaires et de la non-exécution des jugements déjà rendus, notamment dans les affaires qui mettent l'investisseur face à l'administration.

De plus, la corruption, non pris en compte par le rapport Américain, demeure une grande gangrène à l'entourage des affaires, en témoigne l'Indice de perception de la Corruption 2016 de Transparency International qui cadenasse le Maroc dans la 88éme place sur un échantillon de 168 pays. A notre sens, Incertain dans une telle aura d'iniquité, être élu au capital étranger et rendre le climat de l'investissement fécond et le cadre des affaires juteux pour les investisseurs nationaux et étrangers.

En outre, avec une charge qui tourne, en moyenne, autour de 20 à 30 % du Revenu National Brut, le secteur informel exerce un impact pestilentiel sur le climat du Business au Maroc et sur la compétitivité des entreprises nationales et étrangères.

Aussi, la faible qualité du capital humain désaltère le macrocosme de l'investissement du Royaume et dissuade les investisseurs à diriger les commandes de leurs capitaux vers le système productif Marocain : Les business-managers ciblent des territoires où la main d'œuvre est "mégaqualifiée". Des investigations économétriques de l'économiste Américain Robert Lucas (prix Nobel d'économie 1995) ont corroboré le métissage que noue et renoue la qualification de la main d'œuvre avec l'attractivité des IDE et la fertilisation du climat de l'investissement.

Par-dessus le marché, l'atmosphère du business international reste tributaire d'une bonne jonction entre les politiques publiques et le milieu des affaires. En d'autres termes, rien n'est acquis, en matière du climat des affaires internationales, tant que la collaboration entre le Gouvernement et le Patronat n'est pas optimale et cohérente. De son côté, la Confédération Générale des Entreprises Marocaines (CGEM) plaide pour des réformes approuvées, mais toujours renvoyées à la Saint-Glinglin.

Le véritable calibrage du climat des affaires ne se confine pas au seul palmarès du journal Américain, la vraie évaluation de l'environnement de l'investissement ne se borne pas au seul hit-parade concocté par Forbes, l'attractivité du Business international se loge dans l'enterrement de la rente et l'érection des lois marché, dans les funérailles de l'ésotérique et le discrétionnaire en matière de politique de l'investissement, dans l'élimination du favoritisme et l'inhumation de la corruption pour laisser voie et libre cours au fair-play, à la méritocratie et à la transparence.

Par ailleurs, le "stakhanovisme" du climat de l'investissement réside dans l'édification d'une administration Marocaine efficace, transparente et non corrompue. Toujours dans son discours du 14 Octobre 2016, le Souverain Marocain a énuméré les diverses entraves auxquelles butent l'investisseur où la moiteur des procédures et la longueur des délais de délivrance de certains documents administratifs sont parmi les griefs fréquents à l'égard des divers services que rend l'Administration aux acteurs économiques nonobstant la création des Centres régionaux CRI et l'utilisation du guichet unique pour simplifier les procédures et accélérer le processus décisionnel relatif à l'acte d'investir

A ce sujet, le Souverain n'a-t-il appelé à en finir avec les restrictions et les contraintes qui se dressent devant les investisseurs et de s'en tenir à l'esprit des réformes au service de l'investissement générateur d'emplois et de richesses et de combattre les réflexes et comportements contreproductifs ?

Car, dans la conception royale, l'efficacité administrative est un critère à l'aune duquel se mesure le progrès des nations, le Maroc ne sera en mesure de rejoindre le peloton de tête dans les classements mondiaux que s'il remplit les critères de l'efficience administrative, véritable locomotive de développement et de promotion de l'investissement.

In fine, l'attractivité des affaires internationales réside dans le développement endogène, les politiques de soutien à la demande locale, le développement du savoir-faire et dans l'échafaudage d'un tissu industriel dense et robuste. Tel sont, entre autres, quelques critères omis par les auteurs de Forbes et qui sont, à nos yeux, vitaux au Business international au Maroc.

FORAUTHORUSEOMIX

Compétitivité et le pari aléatoire sur la baisse des Coûts salariaux au Maroc

Chronique publiée dans notre site www.maghriti. com le 8 Décembre 2016 et repris dans les Echos (France) le 9 Décembre 2016

Je me rappelle lors d'un colloque international, à l'occasion des 56 ans de l'Association des membres de l'Inspection Générale des Finances IGF, sous le thème " Quel modèle de développement pour l'entrée du Maroc dans le concert des pays émergents? ", la patronne de la Confédération Générale des Entreprises Marocaines CGEM a déclaré par sa propre lexie « qu'aucun pays à travers l'histoire de l'industrie n'a bâti une économie pérenne sur des bas salaires ». Je réplique : Que diriez-vous des zones d'obédience confucianiste à savoir la Chine, la Corée du Sud et de toutes les tarasques asiatiques, qui ont profité de leur main d'œuvre qualifiée et bon marché pour en faire un avantage compétitif et concurrentiel dans la riflette à la compétitivité industrielle et commerciale ? Celle-ci ne porte-elle pas sur le prix de vente (compétitivité-prix) ?

Certes, les pays du Sud-est asiatique se sont appuyés, sur la baisse des coûts salariaux dans leur stratégie d'exportation et d'attractivité des investisseurs étrangers. Néanmoins, une telle stratégie n'est ni viable ni soutenable sur le long terme, en l'occurrence pour le Maroc et ce pour les raisons suivantes :

D'abord, parce que la compétitivité ne peut se calfeutrer au coût du travail. Celle basée sur le prix est aussi tributaire du coût du capital et des coûts de transactions liés aux intrications des cadres juridique et réglementaire. En sus, eu égard aux différentes réévaluations du SMIG au Maroc, cet avantage comparatif du bas salaire ne cesse de s'effruiter au point que le travailleur Marocain est devenu plus onéreux en comparaison à d'autres pays tels que la Corée du Sud, le Taïwan, la Malaisie ou encore la Turquie.

Aussi, même en l'absence de salaire minimum et en vertu de la loi de l'offre et la demande, le salaire horaire a tendance à augmenter. En effet, plus une économie se base sur la baisse du coût salarial, plus elle attire des investisseurs étrangers. Dans le même temps, la demande sur le marché du travail augmente et les salariés revendiquent une revalorisation du salaire. L'exemple de la Chine est éloquent à cet égard, puisqu'en moins de 10 ans (entre 2000 et 2009), le salaire horaire dans l'industrie chinoise a triplé ce qui explique pourquoi la Chine commença à délocaliser ses unités productives vers des pays où la main d'œuvre est moins chère, notamment au Vietnam, au Bangladesh, en Éthiopie ou encore en Égypte et actuellement vers le Maroc et l'Algérie pour en faire une porte d'entrée vers les marchés Africains.

De surcroît, compter pour l'essentiel sur les bas salaires pour percer les marchés étrangers dans le dessein de relancer la croissance économique, revient à croire qu'il existe une bataille industrielle et commerciale greffée sur le seul critère du bas salaire. Dans un tel cas, comment expliquer alors que les pays développés, où le coût du travail est plus élevé sont compétitifs sur les marchés internationaux et attirent plus d'IDE que les pays moins développés à l'instar de l'économie Allemande, Irlandaise ou Suisse? Si cette course existe revient à nous interpeler qu'elle est viable uniquement pour des biens bas de gamme et confiner sa compétitivité à celle des bas salaires revient à se scléroser et se cantonner dans des activités à faible valeur ajoutée et à faible contenu technologique.

En d'autres termes, avec l'ère de la globalisation marquée par l'économie du savoir, le bas salaire n'est plus un déterminant dans l'offensive de la compétitivité industrielle, étant donné que le coût du travail n'intervient pas dans des activités intensives en savoir et connaissances qui sont aujourd'hui déterminantes; les firmes qui poursuivent des stratégies verticales de minimisation et pour lesquelles l'aplatissage des coûts est prioritaire sont de

plus en plus rares et sont essentiellement dans les secteurs textile-confection, de la chaussure et des jouets.

Par ailleurs, avec le progrès scientifique et technologique, les bas salaires ne peuvent plus s'imposer comme des déterminants pour la bataille de la conquête des marchés extérieurs: La fin des années quatre vingt a été caractérisée par une large diffusion des technologies et par une versatilité de la demande, les pays les plus avancés technologiquement sont tentés de relocaliser certaines activités, sinon d'arrêter les opérations de délocalisation vers les pays à faibles coûts salariaux. Le but est de faire revenir l'avantage comparatif dans les pays développés même dans les industries utilisant beaucoup de main d'œuvre.

Faire valoir uniquement le bas salaire, ne peut que condamner l'économie Marocaine à se figer dans un stade précaire de développement industriel et technologique, ce qui ne favorise pas sa dynamique économique, ainsi que sa croissance à long terme. À cet égard, la Chine, citée en modèle, et au regard à l'anhélation de sa croissance, tente de changer de modèle pour se diriger d'une économie bas de gamme étayée sur le bas salaire vers une économie de gamme moyenne tirée non seulement par les exportations (Export Led Growth) mais aussi tirée par la demande intérieure et le jaillissement d'une classe moyenne. Dès lors, quand on s'inscrit dans une perspective de long terme, et quand on tient compte des différents aspects de la compétitivité (prix et qualité), les propos de la patronne des patrons de la CGEM sonnent fort juste.

En plus, s'il est vrai que l'on peut obtenir des produits compétitifs grâce à des salaires bas, il est tout à fait possible de réduire le coût total sur un critérium essentiel qui est souvent passé sous silence, alors qu'il est déterminant, à savoir la productivité du travail, avec des travailleurs plus productifs, qui permettront non seulement d'avoir une production plus élevée, mais aussi de faire des économies dans l'utilisation des autres facteurs de production, grâce

à leur efficacité et leur efficience économique. Ainsi, à terme, dans l'hypothèse d'une convergence économique (rapprochement des salaires dans tous les pays), ce qui fera le distinguo n'est plus le coût de travail mais bel et bien la productivité de travail.

Or, si l'on observe la productivité du travail au Maroc, elle traîne loin derrière celle de ses principaux concurrents sur les marchés européens, tels que la Roumanie, la Turquie ou la Pologne, mais aussi très loin derrière les grands pays émergents Asiatiques, à savoir l'Inde et l'Indonésie. A l'appui de notre assertion, les estimations de la Banque Mondiale montrent que le rythme de progression de la productivité du travail dans les économies émergentes dépasse 4% alors qu'il ne se situe, dans le cas de l'économie Marocaine, qu'autour de 2,5% par an.

Somme toute, la productivité du travail ne dépend-telle pas de la qualité du capital humain et de la technologie et du management utilisé? L'amélioration de la qualité du capital humain ne passe-t-elle pas par la refonte du système d'éducation et de la formation professionnelle. Sans une main d'œuvre qualifiée et efficace, le Maroc ne peut converger vers une économie productive à haute valeur ajoutée à l'instar de la Corée du sud ou le Taiwan.

Sans affermissement des procédés technologiques et de management utilisés, il est invraisemblable d'espérer un perfectionnement de la productivité au sein du tissu industriel Marocain. Celle-ci passe, par-dessus le marché, par la consolidation de l'ouverture de notre économie pour profiter des vertus de la concurrence et de transfert technologique. Faut-il rappeler, en guise de conclusion, que si les gains de productivité ont principalement bénéficié à un nombre de secteurs au Maroc tels que les télécommunications, les transports, les services financiers, c'est parce que des réformes considérables ont été introduites dans ces secteurs en les ouvrant à la privatisation et à la

concurrence ce qui n'est pas le cas des secteurs comme l'agriculture, les BTP et l'industrie où les gains de productivité sont restés plus timides.

Somme toute, la compétitivité n'est pas un long fleuve tranquille, le chemin reste long pour aller vers une meilleure compétitivité industrielle et commerciale, gage d'une croissance pérenne et inclusive. L'affûtage de la productivité du travail, permettra non seulement de raffermir notre compétitivité-prix, mais aussi et surtout de converger vers une compétitivité basée sur la qualité et l'innovation. Pour y arriver, la qualité du capital humain est incontournable. Il n'y a de richesses que d'hommes disait Jean Bodin in fine!

FORAUTHORUSEOMIX

Business international au Maroc 2016 : amélioration, mais l'essentiel reste à faire

Contribution publiée le 1 Novembre 2016 dans www.maghriti.com et repris dans le cercle les echos.fr (France) le 3 Novembre 2016

C'était la semaine dernière, plus exactement Mardi 25 Octobre 2016, la publication officielle du fameux hit-parade du Benchmarking du Business international de la Banque Mondiale Doing Business 2017 sous le titre "Egalité des Chances pour Tous". Faut-il signaler, en préambule, que le rapport "Doing Business" est un document consulté par la communauté du Business international et des affaires où son décodage permet, aux promoteurs économiques, au Maroc, de gagner en visibilité au niveau international et par ricochet en attractivité.

Sur un échantillon de 190 économies, le Maroc enregistre, cette année, une légère amélioration grimpant à la 68éme position, soit 7 places par rapport à la précédente édition et de 8 places de mieux qu'en 2012.

L'étalonnage porte sur 11 étapes du cycle de vie d'une entreprise : La création d'entreprise, l'obtention de permis de construire, le raccordement à l'électricité, le transfert de propriété, l'obtention de prêts, la protection des investisseurs, le paiement des taxes et impôts, le commerce transfrontalier, l'exécution des contrats, le règlement de l'insolvabilité et enfin l'embauche de travailleurs.

A la lecture du rapport de la Banque mondiale et la Société Financière Internationale (SFI) en matière de business, l'amélioration de l'environnement des affaires économiques au Maroc est imputable au domaine des impôts. En effet, le Maroc est passé de la 41éme position à la 38éme, enregistrant un rebond de 3 places. Une bravoure qui s'explique par la réduction du nombre d'impôts à payer par les entrepreneurs, passant à 6, soit 211 heures par année.

En simplifiant les paperasseries administratives, ainsi que le délai d'attente pour les promoteurs économiques, le Maroc s'est vu attribué la 40éme place ; une amélioration substantielle par rapport à l'année 2012 où il se plaçait à la 93éme position. Dans son investigation, l'instance de Washington note aussi que le Maroc a facilité le transfert de propriété des entreprises et des sociétés en amenuisant le temps d'enregistrement de l'acte de transfert de propriété passant, de facto, de la 82éme place à la 87éme rang. La protection des investisseurs s'est nettement améliorée se hissant de la 118éme rang en 2013 à la 87éme rang en 2016, soit 31 points. Il faut souligner que cet indicateur demeure un déterminant crucial aux yeux des acteurs économiques du milieu des affaires en raison de son caractère sécurisant lié à la protection du capital de l'investisseur national et étranger. Il semble que ces améliorations sont attribuables à la mise en place en 2010 du comité national de l'environnement des affaires (CNEA), comité placé sous les auspices du Ministère des Affaires Générales et de la Gouvernance du Maroc et la commission régionale Doing business de Casablanca qui triment de concert dans le dessein d'améliorer en perpétuel l'attractivité du Maroc. Ce " boxoffice" du Business international 2017 a permis au Maroc de s'adjuger le haut du podium en Afrique du Nord, la 3éme place à l'échelle du continent et la 4éme dans la région Moyen-Orient Afrique du Nord (MENA) Cependant, toute médaille à son revers: Nonobstant les côtés positifs dont témoigne le climat de l'investissement en 2016, il demeure des failles à combler en matière d'attraction de l'investissement et des affaires internationales. En effet, l'épluchement du document de la SFI dénote que certains critères d'évaluation ont même régressé depuis le rapport précédent : le Maroc s'en sort, moins bien dans des domaines, tels l'octroi des prêts où le Royaume accuse un recul de trois places et se verrouille à la 101éme position, ainsi que le règlement de l'insolvabilité où il a chuté de la 67éme place en 2012 à la 131éme.

D'autres références sont aussi cruciales pour les décisions des acteurs

économiques, mais hélas ne sont pas pris en compte dans toutes les éditions de "Doing Business" de la première institution de Brettons Woods. Il s'agit de la justice qui demeure la grande gangrène de l'environnement des affaires au Maroc : Celle-ci demeure lymphatique et apathique en matière de report d'audiences et de délais de procédures, incertaine sur le plan des conflits de juridiction, coriace pour obtenir l'exécution des décisions de justice, opaque par le manque de diffusion de la jurisprudence. Le discrédit de l'appareil judiciaire, nous semble- II, fait tâche d'huile sur tout le système judiciaire Marocain et constitue une véritable digue à l'encouragement à l'investissement et autant la justice d'un pays est abrasée par la corruption, autant l'investissement est rachitique et autant le climat des affaires est rebutant et rébarbatif. Ce qui explique l'intérêt urgent que porte le Souverain Marocain Mohammed VI à ce brûlant dossier et accule, à chaque fois, l'exécutif à entreprendre une profonde refonte de l'acte juridique et judiciaire à même de redonner confiance à la mécanique judicaire auprès du milieu du Business international au Maroc. "L'insémination" du domaine des affaires réside dans l'impartialité du système judicaire. A ce titre, dans le discours royal, à l'occasion de l'ouverture de la nouvelle année législative du 14 Octobre 2014, le Souverain Marocain Mohammed VI n'a-t-il pas mis les pleines phares sur les nombreux cas de lenteur des procédures judiciaires et de la non-exécution des jugements déjà rendus, notamment dans les affaires qui mettent l'investisseur au regard de l'administration? L'historien français du Siècle des Lumières Jules Michelet n'a-t-il pas dit que "La justice doit être impartiale et bienveillante pour être tout à fait juste". Il nous semble que la mécanique judiciaire constitue le lubrifiant qui assure le bon fonctionnement de l'appareil productif et constitue un facteur déterminant pour la confiance des entrepreneurs, et de facto influence leur décision d'investissement. À défaut, si l'écrivain et politicien français, Marie-Joseph Chénier disait : "quand vous avez oublié la justice, ne vous étonne pas que le ciel vous punisse". J'irai plus loin, sur le plan économique, pour avancer "Quand vous avez oublié la justice, ne vous étonnez pas que le désinvestissement vous punisse".

C'est dans cette optique que le Souverain Marocain a invité le Gouvernement et l'ensemble des institutions administratives et judiciaires à assurer une mise en œuvre appropriée, cursive, courte, fluide et rapide de l'acte administratif à même de surmonter les problèmes révélés par l'expérience et la pratique et de faire de l'amélioration de l'environnement des affaires une priorité nationale et une action pérenne. De surcroît, la corruption demeure une grande flétrissure pour l'entourage des affaires, en témoigne l'Indice de perception de la Corruption (IPC) 2016- de Transparency International qui méduse le Maroc dans la 88éme place sur échantillon de 168 pays. Incertain et ardu, dans une telle atmosphère d'iniquité et de corruption, être élu au capital étranger et rendre le climat de l'investissement fécond et le cadre des affaires juteux pour les investisseurs nationaux et étrangers. En outre, le joug de "l'économie occulte" exerce un impact méphitique sur le climat du Business au Maroc et sur la compétitivité des entreprises nationales et étrangères. La surcharge du secteur informel se situe, en moyenne, entre 20 et 30 % du Revenu National Brut, quoiqu'il est difficile et indéchiffrable d'établir des estimations fiables à un fléau économique et social qui se dérobe au Haut Commissariat au Plan (HCP) et sa comptabilité nationale, ainsi qu'au fisc. Aussi, la faible qualité du capital humain écluse le macrocosme de l'investissement du Royaume et dissuade les investisseurs à diriger les obélisques de leurs capitaux vers le système productif Marocain et ce en raison des transfigurations des relations économiques internationales qui ont impacté les déterminants du milieu du Business international : D'ores et déjà, les business-managers ne souhaitent pas s'implanter partout dans le monde; ils ciblent des territoires où la main d'œuvre est "méga-qualifiée". Des investigations économétriques ont corroboré le métissage que noue et renoue la qualification de la main d'œuvre avec la fertilisation du climat de l'investissement.

Par-dessus le marché, l'aura du business international reste tributaire d'une bonne jonction entre les politiques publiques et le milieu des affaires. En d'autres termes, rien n'est acquis, en matière d'attractivité et climat des affaires internationales, tant que la collaboration entre le Gouvernement et le Patronat n'est pas optimale et cohérente. De son côté, la Confédération Générale des Entreprises Marocaines (CGEM) plaide pour des réformes approuvées, mais toujours renvoyées aux Calendes Grecques.

Le véritable calibrage du climat des affaires ne se confine pas au seul palmarès de Doing Business, la vraie évaluation de l'environnement de l'investissement ne se borne pas au hit-parade concocté par la Banque Mondiale et la SFI, la réelle supputation du milieu des affaires ne réside pas uniquement dans les sphères jusqu'à présent défrichées par les auteurs de Doing Business. Nous avons besoin de nous acculer au miroir, de nous déclarer nos quatre réalités en face et de proférer que la fécondité du climat des affaires est en nous : Elle se loge dans l'enterrement de la rente et l'érection des lois marché, dans les funérailles de l'ésotérique et le discrétionnaire en matière de politique de l'investissement, dans l'élimination du favoritisme et l'inhumation de la corruption pour laisser voie et libre cours au fair-play, à la méritocratie et à la transparence.

Par ailleurs, la "pollinisation" du climat de l'investissement réside dans l'édification d'une administration Marocaine efficace, transparente et non corrompue. Toujours dans son discours du 14 Octobre 2016, le Souverain Marocain a énuméré les diverses entraves auxquelles butent l'investisseur où la lourdeur des procédures et la longueur des délais de délivrance de certains documents administratifs sont parmi les griefs fréquents à l'égard des divers services que rend l'Administration aux acteurs économiques nonobstant la création des Centres régionaux CRI et l'utilisation du guichet unique pour simplifier les procédures et accélérer le processus décisionnel.

A ce sujet, le Souverain a appelé à en finir avec les restrictions et les contraintes qui se dressent devant les investisseurs et de s'en tenir à l'esprit des réformes au service de l'investissement générateur d'emplois et de richesses et de combattre les réflexes et comportements contreproductifs. Car, dans la conception royale, l'efficacité administrative est un critère à l'aune duquel se mesure le progrès des nations, le Maroc ne sera en mesure de rejoindre le peloton de tête dans les classements mondiaux que s'il remplit les critères de l'efficience administrative, véritable locomotive de développement et de promotion de l'investissement.

En outre, la séduction et l'attractivité du tissu industriel Marocain réside dans , la formation du capital humain, les politiques de soutien à la demande locale, le développement du savoir-faire et dans l'échafaudage d'un tissu industriel dense et robuste, et in fine, c'est autour de la dynamique économique et sociale intérieure du Maroc que se forge et s'érige l'attractivité de l'investissement et, de facto, hypnotise le capital étranger, fait appel au Business international et au milieu des affaires. Telles sont les affaires qui restent à faire en matière d'affaires.

Commerce International : Le grand crépuscule

Chronique publiée dans notre site www.maghriti. com le 23 Novembre 2016 et repris dans les echos.fr le 24/11/2016

L'aura économique mondiale est à la taciturnité pour les responsables politiques, institutions internationales, dirigeants économiques, qui s'intéressent à l'évolution de Relations Commerciales Internationales. Il faut dire que les impulsions de la mélancolie économique internationale ne manquent pas. Il y a d'abord la croissance mondiale qui a du mal à retrouver sa véhémence et son ardeur économique d'avant la grande déconfiture économique, financière et sociale de 2008-2009.

Les fiscal stimulus lancés par de nombreux pays, ainsi que les politiques monétaires latitudinaires, n'ont pas réussi à redonner à l'économie mondiale une dynamisation de croissance plus marquée. Du coup, et en dépit des appels à une plus grande synergie des efforts entre les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique OCDE, la dynamique économique globale est restée désespérément "médiocre" pour paraphraser Christine Lagarde, Directrice générale de l'instance de Washington, le FMI en l'occurrence.

La vulnérabilité de la croissance économique globale n'est pas le seul mobile des inquiétudes pour l'économie mondiale; le commerce international est une des préoccupations actuelles. En effet, moult rapports ont décelé que le tempo de la croissance du commerce international a connu une sénescence depuis la seconde moitié de la décennie passée.

Un Commerce mondial en crépuscule, puisque, selon l'OMC, la croissance du commerce mondial stagne à 2,8% et l'OCDE revoit depuis 6 ans ses prévisions à la baisse. Pour certains économistes, inutile de s'attendre à une véritable reprise du commerce mondial : la stagnation serait un fait durable auquel il faut adapter notre modèle économique. Une perte de vitesse qui bat

en brèche les théories néoclassiques et leurs littératures à assurer une plus grande convergence économique entre les pays pauvres et les pays développés.

Plusieurs pièces à conviction sont avancées sous forme d'indicateurs pour mettre l'accent sur cet emportement. Parmi eux, il y a la comparaison entre les taux de croissance du PIB global et celui du Commerce International qui, jusqu'à récemment, était jalonnée par une forte progression des échanges internationaux comparativement à la production. Cette disproportion est considérée pour beaucoup comme un important baromètre de la mondialisation et de la forte division internationale de la production de la chaîne des valeurs au niveau international qui sont au cœur de certaines spécialisations internationales entre différents pays selon leurs avantages comparatifs. Les dernières années n'ont pas échappé à ce penchant avec, selon les estimations du FMI, des prévisions de la croissance mondiale de 3,1% alors que celles du commerce mondial ne seront que de 2,7% pour l'année 2016.

Cette inflexion du commerce international n'est pas récente et remonte au début du siècle. Elle a été, par ailleurs, avivée par la grande crise des années 2008-09.

Ainsi, l'examen de l'histoire récente du commerce international nous permet de déceler clairement deux grandes phases : La première qui s'étend du début des années 1980 jusqu'au début du siècle, a connu une importante euphorie des échanges internationaux représentant en quelque sorte l'âge d'airain du Commerce International. La croissance du commerce est alors plus intéressante que celle de la production et a fait des échanges commerciaux un important paramètre de globalisation de l'économie et de convergence globale.

Plusieurs facteurs ont joué un rôle prééminent dans cette commotion du Commerce International :

- Primo, la brise de réformes et d'ouvertures des économies nationales entamé au début des années quatre-vingts avec l'ouragan de la libéralisation et le triomphe des courants d'obédience libérale après la crise des courants keynésiens où coexistait le chômage et l'inflation ce qu'on appelle communément la stagflation,
- Secundo, le grand rush de la division international du travail et la parcellisation des tâches des différents secteurs et des chaînes de valeurs au niveau international qui ont horripilé les flux du commerce international et les échanges entre les différents centres de production,
- Tertio, la détente du prix du transport, de la logistique international et sa modernisation ont contribué à la forte croissance des échanges mondiaux, Cependant, cette phase sera suivie d'une nouvelle ère, au début du siècle, ponctuée par une convexité de cet infléchissement. En sus des facteurs structurels, des facteurs conjoncturels sont au cœur de cette vicissitude. Parmi ces facteurs, on peut souligner :
- L'impact de la grande dépression économique et financière des années 2008-09 qui a été à l'origine d'une grande récession assortie d'une forte incertitude rendant les promoteurs économiques plus réticents à investir et défavorisant le commerce international,
- la fragilisation, la déstabilisation et la banqueroute des banques au moment de la crise qui a suffoqué le financement du Commerce International,
- L'émergence de mesures de rétorsion et de certains comportements protectionnistes au moment de la crise ont contribué à laminer les échanges commerciaux.

D'autres facteurs structurels sont aussi associés aux facteurs conjoncturels évoqués ci-haut comme le repli et le reflux des secteurs industriels et la montée des activités servicielles.

En sus, la grisaille du commerce mondial est exacerbée par la crise des négociations multilatérales avec le Doha Round qui est devenu un mort-né et qui ne fait qu'électriser et aiguillonner les négociations bilatérales et la loi du plus fort.

L'entretoise du commerce international est notoire et manifeste d'une crise plus molaire et qui concerne la capacité de la communauté internationale à étamper un nouveau contrat global de relations économiques internationales.

En dépit des engagements des uns et des promesses autres, force est de constater que notre monde peine à fonder un nouveau modèle de développement soutenable et un contrat social inclusif. Des déboires qui débroussaillent et fertilisent le désespoir, la violence et peuvent acheminer le monde à la putride.

Le commerce international soutient que la prospérité a rarement, voire jamais, été atteinte ou maintenue sans le concours des Etats et les institutions internationales. Néanmoins, à lui seul, il ne constitue pas une condition suffisante à l'obtention de cette prospérité. Des politiques orientées vers l'emploi, l'éducation, la santé et d'autres domaines encore sont nécessaires pour favoriser le bien-être et s'attaquer aux défis d'une économie mondialisée.

Le Secteur Informel au Maroc entre nécrose économique et exutoire social

Contribution publiée dans le cercle les echos.fr (France) le 25 Octobre 2016 et repris dans www.maghriti.com

Le département de Lahlimi, en l'occurrence, le Haut Commissariat au plan HCP vient de livrer sa dernière investigation sur le secteur informel. Faut-il, en épilogue, souligner que ce secteur regroupe toutes les unités de production non agricoles qui exercent des activités de production de biens et services sans se conformer aux dispositions statutaires et comptables auxquelles sont soumises les entreprises opérant dans l'économie nationale.

En s'appuyant sur les résultats de cette enquête, on peut, d'emblée, affirmer que ce " secteur occulte" continue à dépraver le tissu économique national, à gangrener le climat des affaires économiques et à déposséder l'Etat des plus value économiques estimées à à 410 Milliards de dirhams, en hausse de 6,5% par rapport à l'enquête de 2007.

En effet, l'économie souterraine persiste à plomber le système productif marocain dans la mesure où le nombre des centres de production informels s'élève à 1,68 million, en progression moyenne de 19.000 nouvelles unités par an contre 40.000 en 2007. Des chiffres qui montrent que le secteur informel, qui se situe entre une fourchette de 20 % à 30 % du Revenu National Brut RNB, porte préjudice à la compétitivité des entreprises nationales et internationales.

Une grande partie du secteur formel reste obstruée par le secteur non structuré tel qu'entendu par le Bureau international du travail BIT, plus singulièrement dans le secteur du commerce étant donné que plus de la moitié de production du secteur informel est enregistrée dans le commerce en accaparant près de 70% du chiffre d'affaires total, suivies des activités de l'industrie (13,1%), des services (9%) et du BTP (8,1%).

Par ailleurs, l'économie paralléle s'obstine à plomber le climat de l'investissement au Maroc. En effet, à l'appui de notre allégation, les unités de production informelles (UPI) ont investi 3,366 milliards de DH, en accroissement annuel de 3,2% depuis 2007. Le secteur des services en a réalisé 50%, le commerce plus du tiers, l'industrie 12,2% et les BTP 5,3%. De ce fait, le secteur informel constitue une parasite à l'environnement des affaires économiques et exerce une concurrence déloyale envers les entreprises structurées, ainsi qu'un obstacle rédhibitoire à l'implantation des entreprises étrangères.

Toutefois, au Maroc, l'économie clandestine demeure un filet de sécurité économique, sert d'exutoire social et constitue un facteur d'intégration et de solidarité en lien avec sa logique productive de survie. Pour preuve, le secteur informel continue à être une fertile source d'emplois et de revenus ; la sphère informelle absorbe une main-d'œuvre de 2,4 Millions de personnes représentant 36,3% de l'emploi non-agricole à l'échelle nationale. Dans ce cadre, 233 000 indépendants employeurs ont recruté 420 000 salariés et distribué 11,4 milliards de DH de salaires correspondant à près de 4% de la rémunération salariale à l'échelle nationale et représentant 11% de la valeur ajoutée globale du secteur informel.

L'éloquence des statistiques évoquées ci-haut nous incite à avancer les conclusions suivantes :

- le secteur informel emploie, produit et distribue des revenus au tissu social Marocain,
- Ce mode d'accumulation informel joue un rôle dans les mécanismes de reproduction et de cohésion des unités domestiques,

- Avec une telle participation au PIB national, l'économie Marocaine fonctionne en deçà de ses potentialités économiques, ce qui ne cesse d'impacter négativement la dynamique économique et sociale et la recomposition de ces différentes dimensions liens formel/informel en un ensemble structuré nous conduit à un nouveau défrichage du secteur informel et sa capacité à participer au développement économique du Maroc.

FOR AUTHORUSE OMIT

Le Secteur informel au Maroc : une riposte et réplique au secteur formel

Chronique publiée dans notre site www.maghriti. com le 5 Septembre 2016 et repris dans les echos (France) le 06 septembre 2016

La pesée du secteur informel est unanimement considérée comme une tribulation au développement de l'économie marocaine. On le réprimande de tous les tares et de tous les pervertissements économiques et sociaux : Fraude fiscale, exploitation de la main d'œuvre, corruption, concurrence déloyale. Il s'abreuve 41 % des emplois (hors agriculture, administration et collectivités locales), calcine 14 % du PIB et comporte plus de 1,75 million d'unités informelle selon les chiffres du HCP.

D'emblée, nous pensons que la réplétion du secteur informel est une riposte rationnelle aux nombreuses pathologies dont pâtit le secteur formel. Autrement dit, ce n'est pas le secteur informel qu'il faut médiciner et stigmatiser, mais bel et bien le secteur formel : Si les pouvoirs publics veulent exhorter et convaincre les agents économiques à agir dans la légalité, il leur faut accomplir un dépoussiérage radical du secteur formel pour le rendre plus sain et plus attractif. En l'état actuel, le secteur formel est vécu par la majorité des agents économiques comme inefficient, contraignant, punitif et confiscatoire.

A l'appui de notre allégation, un rapport de la Banque mondiale éplucha la situation du secteur privé dans les pays de la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord MENA dont le Maroc, intitulé "Des privilèges à la concurrence : renforcer la croissance par le développement du secteur privé dans la région du MENA", le document de la Banque mondiale dressa un check-up critique sur le contexte dans lequel évoluent les entreprises privées marocaines : la fiscalité, le coût des terrains, les pratiques arbitraires et discrétionnaires, les situations de rente, les pratiques de passe-droits et les

inégalités de traitement entre investisseurs rendent le secteur privé moins performant comparativement aux pays de la région MENA. L'institution de Bretton woods se montre aporétique et tire la sonnette d'alarme contre la caducité d'un secteur qui est appelé à relever le challenge de contribuer à la création d'emplois nouveaux dont aura besoin la région au cours des prochaines décennies.

En dépit des réformes mises en œuvre durant les dernières années, "aucun pays de la région, à l'exception de certains pays du Golfe, n'a pour l'instant réussi à déclencher une transformation structurelle de son économie (...) et aucune économie de la région ne semble connaître le dynamisme et le type de transformation économique que des pays comme la Malaisie, la Chine, la Corée du Sud, la Pologne, la Turquie et d'autres économies émergentes ont connu", note les auteurs du document de la Banque mondiale. En sus, l'accès et le coût du financement figurent également parmi les dir principales obstructions secteur privé marocain. Le rapport de l'institution mondiale indique, de surcroît, que le taux d'insatisfaction élevé dans le domaine du financement au Maroc, comme en Arabie Saoudite et au Liban, est dû essentiellement à l'intensité de la demande sur les crédits bancaires. Les difficultés d'accès au crédit touchent plus singulièrement les petites entreprises perçues par les banques comme étant moins translucides financièrement que les grandes entreprises. Aussi, le rapport dénonce que les pratiques de spéculation altérerent le marché du foncier et plombent sérieusement le climat des affaires. Au vu de ces constats, au lieu de stigmatiser les agents qui préfèrent agir dans l'informel, quitte à transgresser les lois, il faudrait fustiger le secteur formel et le refondre en substance. La charge de la preuve doit être inversée : C'est aux responsables du secteur formel de prouver aux agents économiques qu'il est plus rationnel d'agir dans la légalité et la légitimité.

Une pièce à conviction supplémentaire de l'inadéquation du secteur formel est le nombre ascendant de dérogations accordées aux résidents et investisseurs étrangers ou au MRE pour les encourager à s'établir et à investir dans le pays.

Au lieu de foisonner les régimes fiscaux dérogatoires et les zones franches, ponctuant la discrimination entre agents économiques selon leur nationalité ou leurs ressources, ne faudrait-il pas changer de paradigme en mettant en place un secteur formel plus réactif, moins contraignant et moins confiscatoire pour tous les agents économiques ?

Certes, l'introduction du statut de l'auto-entrepreneur au Maroc est une très bonne initiative qu'il faut saluer : C'est une manière de prendre acte du secteur informel et de proposer à ses acteurs un régime formel plus attractif. Pour une fois, l'Etat use de la carotte et non pas du bâton. Cependant, il faudra rester prudent sur les modalités de mise en œuvre du statut. Tout dépend des modalités pratiques et de son opérationnalisation qui ne doivent pas le vider de sa substance, de son esprit et de ses objectifs.

Le nec plus ultra consiste à donner appétence aux agents à participer à un secteur formel modernisé et habilitant au lieu de les contraindre à se conformer à un secteur dont l'archaïsme et les contraintes sont formels.

En attendant que la création du surplus économique et les revenus fiscaux soient boostés par la libération des agents économiques, les responsables publics doivent réduire drastiquement les budgets alloués à des services publics improductifs et persuader les partenaires financiers internationaux d'appuyer un nouveau plan stratégique à moyen terme à même de réinvention le secteur formel marocain.

En guise de conclusion, Montesquieu a écrit "une chose n'est pas juste parce qu'elle est loi; mais elle doit être loi parce qu'elle est juste". Tous ceux qui considèrent que le secteur informel est à l'origine des damnations de l'économie marocaine et que le secteur formel, dans sa forme actuelle, est la solution, feraient mieux de contempler cette sentence de Montesquieu.

FORAUTHORUSEOMIT

Leçons d'un 5^{éme} pouvoir : Facebook et déchets italiens au Maroc *Chronique publiée dans notre site www.maghriti. com le 24 Juillet 2016*

Il continue de faire le buzz sur les réseaux sociaux : L'affaire dite des « déchets italiens » a pris de l'amplitude tant par son caractère irrévérencieux que par son aspect saugrenu. Tout le monde parle des contrats scellés par la ministre déléguée auprès du Ministre de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, chargée de l'Environnement, Hakima El Haite pour l'importation de déchets italiens pour des cimenteries Marocaines et ce à quelques mois de la tenue de la fameuse COP22 et venant juste après la parade " Zéro Mica".

C'est à en perdre son latin! L'affaire a éclaté par l'annonce, d'abord rocambolesque, de l'accostage d'un cargo au Jorf Al Asfar chargé de deux mille cinq cent tonnes de déchets.

Ce n'est pas le gourou ou le clerc qui s'étonne, mais le simple citoyen Marocain quand on sait que la combustion d'un minuscule sac de plastique dégage cette odeur acrimonieuse et asphyxiante. Que dire alors de tonnes de déchets?

Il m'a fallu du temps pour réaliser que nous sommes en présence d'un esclandre écologique surtout lorsque nous avons appris que les déchets émanaient de Naples et que dans cette région italienne c'est la mafia qui contrôle le marché des ordures; des déchets narcotiques italiens que l'on importe d'un pays déjà admonesté par la Cour de Justice Européenne pour son infraction des règles européennes sur la gestion de ses propres déchets à payer une amende de 40 millions d'Euros

Je me mis, alors à me poser des apostrophes, peut être crédules, dont la première était: Nous payaient-ils pour les débarrasser de leurs ordures ou c'est nous qui payons pour les avoir ?

Je me mis alors à m'informer, impulsé non par la simple curiosité légitime devant un phénomène nouveau mais par cette caverneuse acariâtreté que de voir mon pays, son sol et son atmosphère pollués sans vergogne pour une question d'économie de coût de production. "L'avocat du diable" de cette affaire nous annonça en termes rébarbatifs qu'il s'agit de ce qu'ils appellent les RDF (Refuse–derived fuel) qui est un combustible de substitution, un substitut aux combustibles fossiles.

Si vraiment ces déchets étaient des "Refused Derived Fuel" RDF comme le prétend la ministre, pourquoi l'Italie ne les aurait pas utilisés comme combustible pour ses cimenteries. En réalité, l'Italie n'arrive pas à respecter les directives européennes et notamment celle de 2000/76/CE, qui instaurent des limites intransigeantes des émissions de l'incinération des déchets. Autrement dit, ce n'est que parce qu'un pays de l'Union Européenne ne peut destiner ces déchets à la co-combustion industrielle de peur qu'il ne nuise gravement à la santé de ses citoyens et qu'il ne tombe sous le coup des sanctions des instances de Bruxelles qu'il consente à les exporter au Maroc.

Avouons-le, composés de plastique, de carton, de bois ou de tissu, triés puis broyés, « ces déchets sont utilisés par les cimenteries du monde entier ». Dans ma tête de Marocain opiniâtre, je me disais que le plastique reste plastique même broyé et s'il est toxique entier, il restera toxique en poudre!

Une leçon que j'ai pu retenir de cette affaire est que les réseaux sociaux sont devenus un vrai 5éme pouvoir, plus singulièrement Facebook : Nous l'avons vu, nous l'avons appris, la mobilisation sur Facebook a fait agenouiller le Gouvernement Benkirane sur la dénégation des déchets destinés aux cimentiers, comme sur d'autres problématiques sociétales. C'est dire que la majorité que dégage Facebook est de loin plus cohérente et plus homogène que toutes les majorités hétéroclites et à l'emporte-pièce que dégagent nos urnes "conditionnées", à chaque échéance électorale, accouchant ainsi de Gouvernements fantasmagoriques !!!!

In fine, il paraît, aujourd'hui que la parole de Facebook est plus crédible que celle de tous les partis politiques Marocains!!!

FORAUTHORUSEOMIT

Blasphème contre Ramadan, Blasphème contre l'humanité

Chronique publiée dans notre site www.maghriti. com le 4 Juillet 2016

Un diabétique Marocain rétamé et castagné à Rabat pour avoir bu en public n'est ce pas un blasphème contre Ramadan ? Une femme, à Marrakech, tyrannisée, rudoyée et terrifiée pour son rhabillage n'est ce pas un sacrilège contre Ramadan et l'humanité??? Un jeune homme a été roué de coups après avoir allumé une cigarette dans une salle de jeux à Marrakech n'est-ce pas flétrissure et opprobre contre l'humanité ???

Une religion si irascible, si spleenétique, un culte si neurasthénique à s'immiscer dans les affaires privées du commun des mortels. Je me rejoins à Ghandi quand il dit, noir sur blanc, que "Là où il y a la peur, il n'y a pas de religion." Et j'adhère à Romain Rolland quand il prêche que "La violence n'est le Credo d'aucune religion."

Ce comportement moyenâgeux qui statufie le quotidien ramadanesque du Marocain n'est que fanatisme et monstre qui ose se dire le fils de la religion pour reprendre une l'expression de Voltaire.

Cette attitude médiévale qui méduse de plus en plus les Marocains est-il une réplique et nouvelle mouture de dire non à Al-Fassad ?

Al-Fassad est à piocher dans les rugosités sociales, il est à creuser dans la déprédation et les stellionats des deniers publics, dans l'injustice, l'iniquité, l'arbitraire et la partialité.

Si Khalil Gibran disait que "Votre vie quotidienne est votre temple et votre religion.", je dirai que votre comportement au jour le jour est votre religion. Assez de blasphème contre l'humanité.

A l'extrême, "Une société d'athées inventerait aussitôt une religion." disait Honoré de Balzac dans le catéchisme social. C'est le cas de John Lennon (Beatles) quand il chante "Imagine" en rimes et syllabes "Imagine qu'il n'y ait ni pays, ni religion."

Pour donner âme à la religion, ne faudrait-il pas amorcer par l'étiquette de l'éthique et de la morale. Chateaubriand n'a-t-il pas dit, à cet effet, "que ce n'est pas la religion qui découle de la morale, c'est la morale qui naît de la religion."

Pour donner âme à la religion, n'est-il pas temps d'instaurer la religion de l'amour pour paraphraser Louis Aragon, car, sans amour, toute religion n'est qu'une sorte de divertissement métaphysique pour citer André Esparcieux. A cet égard, faisons de notre morale notre religion, faisons de notre justice notre religion, faisons de notre humanité notre religion, faisons de notre humanité notre opium.

Pour épiloguer, j'exhume la célèbre sagesse du pamphlétaire british Thomas Paine "Mon pays est le monde, et ma religion est de faire le bien. " car, in fine, il n y a qu'une seule religion : l'Humanité.

Contrefaçon : une adultération et scélératesse à l'économie Marocaine

Chronique publiée dans notre site www.maghriti com le 20 Avril 2016

Ils sont partout les Tee -shorts aux marques internationales Boss, Dolce & Gabbana. Elle concerne de nombreux types de produits, des chaussures aux sacs à main, en passant par les parfums. Elle touche la quasi-totalité des domaines de la production industrielle: horlogerie (montres) made swiss swatch, reproduction musicale sur les côtés du trottoir à la souiKa de Rabat et Derb Ghallaf avec des DVD des films du box office Américain, puis CD musical), production de vêtements pantalons, tricots, de marques réputées Diesel, Levis 501, Timberland, Lacoste), accessoires de luxe tel maroquinerie), médicaments (destinés à soigner le cancer, troubles de l'érection, infections), etc. Les œuvres d'art et les objets archéologiques ou historiques sont également concernés. Aussi, elle n'a pas épargné la production alimentaire. Vous l'avez deviné, il s'agit bel et bien de la contrefaçon.

Faut-il en guise d'épilogue y donner une définition : La contrefaçon est la reproduction ou l'imitation d'une œuvre ou d'une marchandise, soit en indiquant ou en laissant présumer que la chose est authentique, soit en violation d'un droit de propriété intellectuelle ou du droit d'auteur .

A ce sujet, avant-hier le 18 Avril 2016, l'Organisation de coopération et de développement économiques OCDE et de l'Office de l'Union Européenne pour la Propriété Intellectuelle ont publié leur rapport sur la contrefaçon et le piratage industriel "Trade in Counterfeit and Pirated Goods: Mapping the Economic Impact", qui établit un classement mondial des pays qui produisent et commercialisent, le plus, les produits contrefaits et piratés. Dans ce rapport qui utilise des données statistiques recueillies entre 2011 et

2013, le Maroc apparait en premiers rangs, du classement des pays où sévit ce phénomène décrédibilisant.

Ainsi, le royaume est arrivé 6éme plus gros producteur et échangeur de produits de la contrefaçon qui violent les droits d'auteurs et les brevets industriels.

Le Royaume arrive derrière, la Chine première avec 63.2% des produits contrefaits saisies dans le monde en 2013. La Turquie arrive 2éme mondiale avec 3.3%. Singapour 3éme avec 1.9%. Thaïlande 4éme avec 1.6%. Inde 5éme avec 1.2% et le Maroc 6éme avec 0.6% des marchandises contrefaites saisies dans le monde. Le rapport de l'OCDE chiffre la valeur mondiale des importations de biens contrefaits à 461 milliards dollars en 2013, soit l'équivalent du produit intérieur de 1' Autriche. brut Les importations totales au niveau mondial s'élevant, pour leur part, à 17 900 milliards de dollars. Leur poids est encore plus important dans les importations des pays développés; il est ainsi estimé à 5 % du total des importations de l'Union européenne (UE), soit 116 milliards de dollars. Le classement fait état qu'en 2013, 0,6% des saisies totales de produits contrefaits effectuées dans le monde sont d'origine marocaine. Elles sont d'une valeur de 2,7 milliards de dollars, soit 26 milliards de dirhams. Le Maroc est devancé par l'Inde (1,2%), la Thaïlande (1,6%) Singapour (1,9%), la Turquie (3,3%). Le champion dans la catégorie reste incontestablement la Chine avec 63,2% des saisies totales dans le monde. Les marques américaines, italiennes, françaises et suisses sont les plus touchées par les contrefacons

C'est un secret de polichinelle que la contrefaçon a des effets pervers sur les économies, le phénomène de contrefaçon fait l'objet de nombreuses études qui s'accordent sur les effets néfastes qu'engendre une telle activité sur les différents acteurs économiques qu'on peut résumer ses corollaires sur le consommateur, l'entreprise et l'État.

Pour le consommateur : Le risque d'utiliser un produit dangereux ou nocif, qui ne corresponde pas à ce qu'il devrait être.

Pour l'entreprise : Pour une industrie : une diminution globale des ventes, une perte de valeur et prestige des produits légaux, l'infraction à leurs propriétés intellectuelle et une perte des avantages que donne la recherche.

Pour l'État : une perte des revenus perçus par les taxes, une diminution de la protection de la propriété intellectuelle, un risque d'utilisation de produits contrefaits potentiellement moins fiables dans des secteurs critiques comme la défense et la santé.

Pour l'économie dans son ensemble : un ralentissement de la croissance dû à une perte des avantages apportés par l'innovation, une perte de revenu à cause des pays où la protection de la propriété intellectuelle n'est pas ou peu appliquée. C'est pour cela, en guise d'épilogue, l'avantage de la laideur morale, c'est qu'il n'en existe point de contrefaçon disait le moraliste Jean Rostand

La grande évasion ou la Panama papers

Chronique publiée dans notre site www.maghriti.com le 12 Avril 2016

La Grande Évasion, à priori le titre sonne très fort et semble glisser l'imaginaire des cinéphiles vers le film culte (The Great Escape) de John Sturges incarné magistralement par le trio Steve McQueen, Charles Bronson et James Coburn. Il n'en est rien: Il s'agit de la grande évasion fiscale dénommée « Panama papers » qui exhibe la grande ignominie financière révélée par le journal le Monde en collaboration avec 108 médias internationaux partenaires du Consortium international des journalistes d'investigation.

Le prestigieux journal le Monde et 108 autres rédactions dans 76 pays, coordonnées par le Consortium international des journalistes d'investigation, ont eu accès à plus de 11 millions de documents provenant d'une firme panaméenne de domiciliation de sociétés offshore, Mossack Fonseca. Les 11,5 millions de fichiers émanent des archives du cabinet panaméen, spécialiste de la domiciliation de sociétés offshore, entre 1977 et 2015. Il s'agit de la plus grosse échappée d'informations jamais exploitée par des médias.

Quels leçons tirés de cette esclandre, quels enseignements tirés de cet scandale?

-Primo, la masse d'informations inédites émanant de la firme panaméenne met les pleins phares sur le monde Taciturne de la finance offshore et des paradis fiscaux,

-Secundo, le document panaméen met en lumière le rôle trouble joué par les juridictions offshores comme le Panama ou les îles Vierges britanniques dans la nébulosité des circuits financiers mondiaux.

- -Tertio, ces documents permettent de mettre en lumière les avoirs neurasthéniques de milliardaires, de chefs d'État, de sportifs, de réseaux criminels de plus de 200 pays,
- -Quarto, les « Panama papers » révèlent qu'outre des milliers d'anonymes de nombreux chefs d'Etat, des milliardaires, des grands noms du sport, des célébrités ou des personnalités sous le coup de sanctions internationales ont recouru à des montages offshores pour travestir leurs actifs.
- Quinto, le scandale « Panama papers » prouve qu'une bonne partie des sociétés offshores enregistrées par Mossack Fonseca ont pour seule activité que plutôt ouvrir un compte directement à leur nom dans une banque suisse ou luxembourgeoise, les clients passent par l'intermédiaire d'une sociétéécran, à laquelle ils rattachent leur compte en tout anonymat. De la même façon, au lieu d'acheter directement une maison ou un yacht en leur nom, les clients peuvent le faire avec leur société offshore pour dissimuler leur identité du fait que l'un des principaux avantages des sociétés offshores est leur opacité, qui permet de camoufler l'identité réelle des ayants droit des sociétés.

Sexto, dans les pays politiquement ou économiquement instables, les élites recourent souvent à des sociétés offshores rattachées à des comptes pour protéger leur patrimoine des expropriations, de l'hyperinflation ou des règlements de comptes en cas d'alternance politique – sans forcément vouloir frauder le fisc. C'est pourquoi, dans les « Panama papers », les fichiers internes de la firme panaméenne Mossack Fonseca, on retrouve énormément d'oligarques russes, de membres de l'élite politique du Parti communiste chinois, ainsi que plusieurs hauts dirigeants des cinq continents. Avouons le l'offshore est également un moyen efficace d'esquiver des sanctions économiques internationales.

Ultimo, Panama Papers : 2015 pays sont concernés. On y trouve des blancs, des blacks, des jaunes, des européens, des arabes, des asiatiques, des

africains, en bref le reste du Monde, et curieusement pas de noms du pays d'Uncle Sam car les noms des américains sont protégées par un mot de passe, des chrétiens, des musulmans, des juifs, des bouddhistes, des athées. Voltaire n'a-t-il pas dit "Quand il s'agit d'argent, tout le monde est de la même religion » et effectivement tout ce beau monde arrive à s'unir autour d'une seule religion, la religion MONNAIEthéiste avec pour seul Dieu, Mammon le dieu ARGENT...Et ne peuvent s'entendre sur les questions primordiales que sont : La Paix dans le monde, la lute contre la famine, le racisme etc.

In fine, entre Paradis et Enfer: Les pauvres ne sont pas emmerdés par les paradis fiscaux, ils se contentent de l'enfer de ses impôts.

FORAUTHORUSEOMIT

Le deuil de la candeur

Chronique publiée dans notre site www.maghriti.com le 18 Février 2016

Aujourd'hui, près de 260 millions d'enfants travaillent dans le monde, dont plus de 170 millions dans des conditions perfides. Par ailleurs, chaque année, plus d'1 million de ces mômes seraient victimes de la traite d'êtres humains.

Faut-il rappeler que le travail des gamins fait référence à tout travail qui les exhérède de leur enfance tout en portant préjudice à leur santé physique et mentale et entravant leur bon développement personnel et psychologique. En Amérique du Nord et en Amérique Latine, les enfants sont victimes de la prostitution pour assouvir l'appétit pervers des touristes, et sont de plus en plus exploités par les trafiquants de drogue. En Europe, des enfants sont enlevés, servant de main d'œuvre bon marché ou approvisionnant les réseaux de prostitution qui foisonnent en Europe de l'Est. Au Maroc, le travail des mouflettes n'est pas un épiphénomène.

C'est une réalité saignante vêcue au quotidien par une grande frange de la population enfantine. En effet, plus de 69.000 gosses continuent d'être concernés par ce fléau social, selon les derniers chiffres publiés par le Hautcommissariat au plan (HCP).

Ce nombre reste toutefois en deçà de la réalité; Il avoisine les deux millions d'enfants si l'on prend en compte les innocents qui, tout en fréquentant l'école, exercent en parallèle un travail, ceux dont le travail n'est pas déclaré, et ceux qui s'acquittent de tâches ménagères durant au moins quatre heures par jour.

Selon la même enquête sur l'emploi réalisée par le HCP, 1,5% des angéliques âgés de 7 à moins de 15 ans travaillaient, contre 9,7% en 1999. Le problème reste singulièrement pléonastique dans le milieu rural, où 62.000 naïfs travaillent, contre 7.000 en milieu urbain. Le phénomène dévore davantage

les garçons (60,1%) que les filles (39,9%) où les fillettes domestiques (petites bonnes) en majorité dans le milieu urbain sont des migrantes rurales, analphabètes ou d'un niveau scolaire faible.

Les mobiles de mise au travail de ces candides sont la pauvreté (où le salaire est empoché par les parents), la non-scolarisation, et le minuscule revenu des familles dont elles sont issues. Récemment, l'intervention des intermédiaires ou médiateurs dans l'embauche attise davantage ce fléau et exaspère encore la vulnérabilité des plus jeunes.

La servitude à laquelle s'attelle ces mineures au quotidien n'est pas sans risque: Avec plus de 32 heures de travail par semaine en moyenne (chiffre révélé par le HCP), la difficulté des tâches et les conditions affligeantes de travail fécondent de moult problèmes tels que le vieillissement précoce, la malnutrition, la dépression, la dépendance aux drogues,...... Etc.

Ces crédules, issus de milieux déshérités, de groupes minoritaires, ou enlevés de leur famille, ne bénéficient d'aucune protection. Les employeurs font le nécessaire pour les rendre complètement indécelables et de pouvoir ainsi disposer d'une mainmise sur eux. Ces pigeons travaillent dans des conditions serviles et ignominieuses, tympanisant tous les principes et droits fondamentaux de la nature humaine.

Par ailleurs, en termes de projection du devenir de cet impubère, un enfant qui travaille ne pourra pas suivre une scolarité normale et sera voué à devenir un adulte analphabète n'ayant aucune possibilité d'évoluer dans sa vie professionnelle et sociale. Dans certains cas, le travail des immaculés nuit aussi à leur dignité et à leur moralité, notamment lorsqu'il s'agit d'activités à des fins obscènes. De surcroît, un enfant qui travaille sera davantage exposé à la maltraitance. Ces puretés sont très souvent victimes de violences physiques, mentales, et sexuelles.

La représentante de l'UNICEF Regina De Dominicis, n'a-t-elle pas citée dans un communiqué sévère que le travail des enfants, quel que soit leur âge, les prive de leurs droits d'éducation, à la protection, à la participation, au développement et à la santé, comme il les expose à différentes formes de vulnérabilité économique et sociale et à différentes formes d'exploitation.

La majorité à la Chambre des représentants, faisant litière des avis du Conseil national des droits de l'Homme et du Conseil économique social et environnemental, a présenté des amendements (conditionné l'autorisation des bonnes de 16 et 17 ans d'exercer dans les maisons par le consentement par écrit et dûment légalisé à l'arrondissement de leurs parents ou tuteurs) mais sans interdire le travail des mineures.

En pleine discussion législative sur la question, l'UNICEF a rappelé au gouvernement et aux parlementaires marocains leurs devoirs en matière d'âge légal de travail pour les enfants, qui doit être fixé à 18 ans, une mesure qui ne fait qu'effleurer une réalité plus crue, puisque ce sont les petites mineures de 8 à 12 ans qui sont les plus demandées par les employeurs au Maroc.

Elles se réveillent à l'aube et ne se couchent que très tard le soir. Elles ne dorment toujours que d'une oreille, prêtes à anticiper les besoins des membres de la famille dont elles ne font pas partie. On les reconnaît à leurs mains de petites vieilles. Des paumes ridées, usées, élimées, meurtries, à force de nettoyer, astiquer, éplucher, porter. Les visages semblent plus âgés, empreints d'une immense lassitude. Les regards plus durs. Mais ces bras-là, ces visages, sont bien ceux de fillettes de sept ans. Epineux d'imaginer la souffrance et le martyre derrière ces yeux baissés et ces épaules voûtées.

Seule une paupérisation extrême doublée d'une grande ignorance peut pousser des parents à se séparer de leur enfant, le livrant aux mains d'inconnus

Les députés du PJD, RNI, MP et PPS ont demandé d'excommunier le travail des domestiques mineures pendant la nuit ou de porter des objets lourds. Mais qui sera l'organisme habilité à s'assurer du respect des engagements des employeurs? La question reste posée.

Certes, l'école joue un grand rôle dans la réduction du nombre des enfants qui travaillent, mais tant que l'on n'a pas résolu le problème à la source de la pauvreté et des revenus des ménages, tout l'effort ne sera qu'un coup d'épée dans l'eau. In fine, l'Etat Marocain, même en ratifiant la convention de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), qui interdit le travail des enfants de moins de 15 ans, ne peut jamais appliquer à la lettre, ni lutter contre toutes les formes d'emploi des mineurs et ils restent en guise d'épilogue trop jeune pour mûrir et trop jeune pour mourir.

La Mort et La fiscalité au Maroc

Chronique publiée dans notre site www.maghriti.com le 25 décembre 2015

Les Américains ont un illustre apophtegme qui fait très mal au portefeuille et froid dans le dos, qui n'est autre que le conciliabule du chef d'œuvre du cinéma du duo Brad Pitt/Anthony Hopkins "Rencontre avec Joe Black", "seules deux choses sont certaines en ce monde : La Mort et les Taxes". Acrimonieuse maxime qui nous évoque l'inexorabilité de deux dogmes que l'humanité a mystiquement polémiquée (les Taxes) ou à temporiser (la Mort).

Au Maroc, il existe, au moins, une certitude mathématique qui prélude la mort de par son caractère indubitable : c'est la pression fiscale. En effet, en vertu du dernier rapport "Paying Taxes 2016" rendu public en ce Novembre dernier par la Banque mondiale et le cabinet d'audit PwC www.pwc.com/payingtaxes, les Marocains sont plus assujettis que la moyenne mondiale (40,8%), et plus taxés que la moyenne africaine (46,9%). Ils sont cependant moins imposés que les contribuables tunisiens (59,9%) et algériens (72,7%).

49,1%: C'est le taux d'imposition total au Maroc, incluant notamment les impôts sur le travail (22,3%) et les impôts sur les bénéfices (25,4%).

Sur un panel de 189 pays, le diptyque Banque mondiale/ Cabinet d'audit PwC classe le Maroc à la 62éme place, et de facto, le Royaume gagne 4 places par rapport à l'année dernière et 12 places par rapport à l'année 2013 et prend les devants sur des économies de l'OCDE à l'instar de l'Allemagne (72éme), la Belgique (90éme) et gagne de vitesse notre limitrophe l'Algérie (169éme), notre rival la Tunisie (81éme), et la Mauritanie qui ferme quasiment la marche à 187éme place. Toutefois des pays africains nous distancent tel la Namibie en 3 position avec un taux d'imposition de 21,3%, l'Egypte 28éme avec un taux de 45% et le Gabon 31éme 45,7%.

Aussi, dans le dessein de fluidifier les démarches de paiement et dans l'ambition de redorer le blason du climat fiscal via la réduction du temps de paiement, le Maroc a déployé des efforts louables en introduisant ou/et en renforçant les systèmes électroniques de paiement des taxes : Si 232 heures étaient le nombre d'heures nécessaires pour le règlement fiscal en 2013, ce dernier nécessite d'ores et déjà 211 heures, soit environ 9 jours : Un résultat en-deçà de la moyenne mondiale, qui plafonne à 261 heures soit 2 jours de plus et de 4 jours de moins qu'en Afrique.

La fluidité et le rapetissement du délai de paiements est imputable à l'informatisation des déclarations fiscales et des règlements par l'introduction et le boisage des systèmes électroniques à l'instar de la Direction Générale des Impôts DGI www.tax.gov.ma qui a mis en place la prestation Simpl-Ir www.tax.gov.ma/wps/portal/SimplIR ou service des impôts en ligne pour permettre aux usagers de s'acquitter de leurs obligations fiscales par voie électronique en procédant aux télé-déclarations et télé-versements ; une modernisation que seuls 84 pays parmi les 189 étudiés ont mené, dont uniquement 5 dans notre contient noir.

En sus, la fiscalité Marocaine semble être plus coulante par rapport à nos concurrents dans la mesure où selon le rapport, le nombre de paiements fiscaux auxquels sont soumis les contribuables Marocains est de 6, soit un chiffre relativement faible par rapport à la moyenne mondiale (36,6) et africaine (25,6) résultant d'une compilation de plusieurs impôts et taxes similaires en un seul paiement ce qui permet au Maroc d'être au Pelton des pays Africains dans le critère relatif au nombre de paiements.

Faudra-t-il s'attendre à une augmentation de la fiscalité en 2016 ? la réponse est vraisemblablement oui : Pour tenir ses engagements contenus dans le projet de la loi de finances 2016, notamment celles d'une élision du déficit budgétaire à 3,5% et d'une augmentation de l'investissement public de 189 Milliards de Dirhams, pour ne citer que ces deux exemples

L'allègement du joug fiscal s'avère capital au Maroc afin d'émousser l'abrasion du pouvoir d'achat, émorfiler la compétitivité, booster la dynamique économique, comme le souligne la courbe de Laffer : c'est la flexion de la pression fiscale qui conduira au rebondissement de l'exhortation à l'épargne et à l'investissement et de facto à celle de la croissance économique génératrice d'une crue continue de la matière imposable qui pondérera la moins value fiscale intrinsèque à la baisse de la pression fiscale, car en guise d'épilogue : Trop d'impôt tue l'impôt .

FOR AUTHORUSE ONLY

Quand la pauvreté et la consommation sont primées par l'Académie Royale Suédoise

Chronique publiée dans notre site www.maghriti.com le 26 octobre 2015

Lundi 12 octobre 2015, Angus Deaton s'est vu décerner, le prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel. Faut-il rappeller que le Prix Nobel en Sciences Economiques a été crée 1968 par la Banque Centrale de la Suède (en mémoire à Alfred Nobel, un chimiste, industriel, fabricant d'armes suédois et inventeur de la dynamite où dans son testament, rédigé en 1895, il laisse sa fortune de 32 millions de Couronnes Suédoises (environ 3,5 millions d'Euro) comme héritage pour créer le prix Nobel. L'élément chimique nobélium a été nommé ainsi en son honneur.

Les travaux de cet économiste américano-britannique portent sur l'inégalité des revenus et la consommation. Agé de 69 ans, professeur à la prestigieuse université de Princeton, Angus Deaton a été révéré pour son analyse de la consommation, de la pauvreté et du bien-être. Du côté de la consommation : Angus Deaton a édifié son modèle sur trois piliers principaux :

- Comment les consommateurs répartissent leurs dépenses ;
- Combien dans une société est consommé et épargné ;
- Comment mesurer le bien-être individuel.

Ces interpellations économiques l'ont poussé à une analyse minutieurse de la relation entre le revenu et la quantité de calories consommées, et l'importance de la discrimination entre les sexes au sein de la famille. Du côté de la pauvreté : Dans son livre "The Great Escape: Health, Wealth, and the Origins of Inequality" Angus Deaton s'interroga sur les pistes économiques d'aider les populations disgraciées à sortir de l'anathème de la pauvreté. Il "moucharde" les limites des programmes internationaux d'aide au développement menés au cours des dernières décennies par les pays occidentaux. Selon l'auteur, de telles initiatives ont souvent de minuscules impacts, voire parfois des effets pervers. La mainmise de gouvernements, souvent corrompus, sur l'argent versé dans le cadre de ces programmes a nui au développement économique local, offusquant la création et le maintien d'infrastructures économiques et sociales de qualité. Une fois ce constat posé, Angus Deaton recommande d'autres pistes prometteuses : Il suggère la mise œuvre de mesures pour exhorter les entreprises pharmaceutiques à investir dans des médicaments destinés à soigner des maladies comme le paludisme, qui dévastent les populations des pays les plus démunis. En sus, Il conseille de fluidifer quoique temporairement les flux migratoires en provenance de ces pays, en permettant aux jeunes d'obtenir des bourses pour étudier à l'étranger. Il développa, par ailleurs, des analyses plus pointues du niveau et de l'évolution de la pauvreté dans les pays en voie de développement à partir du suivi de données de consommation au lieu de ne compter que sur des statistiques agrégées de PIB par habitant ne reproduisent pas forcément une image fidèle du bien-être de la population.Le primé de l'Académie Royale Suédoise a également ajouté que le problème de la pauvreté est encore aujourd'hui une grande tare de le mondialisation. Pour rappel, l'augmentation des inégalités dans le monde est devenue progressivement un réel problème de société: Une étude publiée il y a quelques mois par l'ONG Oxfam affirmait que le patrimoine cumulé des 1% les plus riches dépasserait en 2016 celui des 99% restants. Cette hausse des dinévellations sociales était également au cœur du Capital au XXIe siècle écrit par l'économiste Thomas Piketty. L'ancien prix Nobel, Joseph E.

Stiglitz, a également publié il y a quelques semaines, le livre La grande fracture, dans lequel il étudie la montée des sociétés inégalitaires.

Le jury a expliqué vouloir gratifier un économiste qui plus que quiconque a amélioré la compréhension des choix individuels de consommation. En reliant ces choix à de nombreux résultats globaux, sa recherche a contribué à métamorphoser les domaines de la microéconomie, de la macroéconomie, et du développement de l'économie.

Faut-il évoquer que Angus Deaton est l'héritier d'une longue tradition britannique d'économistes empiristes comme Richard Stone, lauréat du prix en 1984.

Angus Deaton recevra son prix le 10 Décembre 2015, jour de l'anniversaire de la mort d'Alfred Nobel, et percevra la somme de huit millions de couronnes (environ 860.000 euros). Il sera le deuxième économiste à recevoir la récompense pour des travaux sur le développement après la nomination de Theodore Schultz en 1979.

L'Afrique : Une gouvernance à fleur de peau

Chronique publiée dans notre site www.maghriti.com le 18 octobre 2015

Lundi dernier 5 Octobre 2015, la fondation Mo Ibrahim www.moibrahimfoundation.org en collaboration avec la Fondation Kennedy et la prestigieuse Université de Harvard, a rendu public son fameux rapport sur la gouvernance en Afrique.

Faut-il rappeler que Mo Ibrahim est une fondation crée en 2006, basé à Londres qui a pour mission de promouvoir la bonne gouvernance sur le continent africain qui établit un classement chaque année pour évaluer les avancées ou les reculs en matière de leadership et de bonne gouvernance dans chacun des 54 pays africains.

L'indice Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG) est basé sur 93 indicateurs classés en quatre sous-catégories: sécurité et Etat de droit, participation et droits de l'Homme, développement économique durable et développement humain.

Selon l'indice l'IIAG 2015, les conditions de la gouvernance se sont détériorées dans 21 pays ces quatre dernières années entre 2011 à 2014.

L'indice 2015 souligne que seulement six pays ont enregistré des progrès dans chacune de ses quatre catégories. Il s'agit, selon ses calculs, du Sénégal, du Maroc, de la Côte d'Ivoire, du Zimbabwe et de la Somalie. Pour autant ces pays sont respectivement classés au 9 éme, 16éme, 35 éme, 44 éme et 54 éme rangs. Qu'en est-il du Maroc ?

En pondérant les quatre sous-catégories Le Maroc a régressé de 2 points pour se positionner dans la 16éme place sur un panel de 53 pays africains. Dans ce cadre, le Maroc s'est placé dans la 12 éme position concernant le

développement humain et la 18éme place concernant la sécurité et l'état du droit. Toutefois, le Maroc s'est classé dans les derniers rangs concernant les droits de l'homme 42 éme place. L'autre enseignement de l'indice 2015 de la gouvernance en Afrique, est l'écart croissant entre les différentes régions. L'Afrique australe est présentée comme la zone la plus performante en matière de gouvernance avec un score de 58,9 suivie par l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Est. Cette différence s'explique par les nombreux bouleversements intervenus dans cette région. L'instabilité que connaît la Républicaine centrafricaine, de même que les risques qui pèsent dans les autres pays de la région, empêchent d'avoir des institutions fortes et une soutenabilité économique.

Le mauvais pilotage financier et électoral constitue une entrave rédhibitoire au développement de la gouvernance au continent africain : La corruption sur le continent noir, fait tort à l'objectivité, porte préjudice à la justice et à l'égalité des chances, dépare l'équité et à la non discrimination, principe qui sous tendent les droits humains. Aussi et sur le plan économique, la corruption secrète sur le continent des altérations dans le secteur public en évinçant l'investissement public des secteurs prioritaires pour le régenter vers des projets d'investissement où les pots de vin et les dessous de table sont plus nombreux. Dans la gouvernance des entreprises africaines, la corruption préjudicie le développement économique en dopant le coût des transactions commerciales à cause des étrennes, des frais de négociation avec les agents publics. Ainsi, selon des estimations économiques, les ressources gaspillées par des actes de corruption et les ressources qui font l'objet de rétention ou sont détournées atteignent 25 % du PIB total du continent Africain. Selon l'Union africaine, la corruption coûte au continent près de 150 milliards de dollars par an, la Banque africaine de développement BAD à titre illustratif souligne que cette tribulation conduit à la perte d'environ 50 % des recettes fiscales, chiffre supérieur à la dette extérieure totale de certains pays africains. Ces dissymétries actuelle atrophient le bon pilotage, donnent à la gouvernance en Afrique une faible légitimité et sécrètent l'anathème de l'exclusion et le blasphème de la pauvreté.

Certes, la pauvreté a reculé de manière globale en Afrique, mais le nombre de personnes vivant avec 1 à 2 USD par jour reste très élevé : A titre illustratif, en 2012, 386 millions d'africains vivaient avec moins de 1.25 USD par jour et à l'heure actuelle, c'est 21% de la population africaine qui continue de pâtir de la famine et 223 millions de personnes qui sont en situation de sous-alimentation élevée de façon perdurable, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Aujourd'hui encore, la pauvreté affecte une large partie du continent, y compris les pays exportateurs de matières premières, les plus riches en terme de PIB, tels que le Nigéria, premier producteur de pétrole d'Afrique, mais où la misère sape 70% de la population. En Angola, c'est près de 70% de la population qui vit avec moins d'1 USD par jour. De ce fait, l'insécurité alimentaire demeure une épée de Damolcès qui menace et plombe le développement en Afrique.

Il est temps que l'Afrique revoit moult modes de fonctionnement et entreprendre certains ajustements, changements et refontes pour asseoir une réelle gouvernance à même d'auiguiller le contient Noir vers la voie royale du développement économique et social et de l'éradication de la pauvreté et la précarité. Kofi Annan n'a-t-il pas dit que "La bonne gouvernance est le chemin le plus sûr pour en finir avec la pauvreté et soutenir le développement"

In fine, tant qu'il y a de la vie, il y a de l'espoir, tout est possible, l'art de la gouvernance, ce n'est pas de faire ce qui est possible, mais de rendre possible ce qui est nécessaire pour accoucher une gouvernance efficace, légitime et démocratique.

Une économie internationale plus juste, plus égalitaire et plus humaine est-elle possible ?

Chronique publiée dans le globe économique www.leglobeco.com le 09/05/2015

Dans son roman de 530 pages » la 3éme guerre » politiquement et économiquement documenté sur les nuisances et les dégâts du néolibéralisme et sur l'histoire des mouvements sociaux et les altermondialistes, paru aux Éditions Hélène Jacob en Septembre 2014, Stéphanie Aten, romancière et scénariste française , met en scène, dans cette dystopie, deux principaux goulags qui se vouent une lutte sans pitié : d'une part les despotismes néolibérales, incarnant les Firmes Multinationales FMN et les prépotences financières employant une armée de mercenaires, d'autre part les fougues et les exaltations altermondialistes armées par leurs réseaux numériques et de leur détermination à faire remanier le monde. C'est un bras de fer et un rapport de force crucial pour le monde et son « lamarckisme » : Les Elites contre leurs populations.

Le titre a été minutieusement choisi par l'auteure pour trois raisons :

- Primo, parce que certes, nous sommes bel et bien en guerre : chaque année, le capitalisme outrancier immole plus d'individus que la seconde guerre mondiale en six ans, et engendre des dégâts environnementaux dorénavant funestes où nous sommes aux prises avec une mentalité, une version de civilisation et une dialectique qui fait opposer la vie à la mort, la construction à la destruction, la pérennité à la dégénérescence.
- Secundo, l'auteure a évité d'utiliser l'épithète « mondiale » qui, selon elle, est galvaudée et superflu et parce que cela risquait de donner au livre une connotation qui n'était pas la sienne : guerre nucléaire, faits d'armes, jugement dernier.....etc.

Tertio, le combat livré est bien celui de l'organisation citoyenne baptisée
 « 3 », chiffre dont le figuratif est très fort dans quasiment toutes les religions
 et les cultures. Il met tout le monde d'accord et n'aspire qu'à deux choses :
 L'union et l'équilibre.

Ce roman cible les personnes déjà mobilisées et informées (altermondialistes, associatifs, militants ...) et touche aussi le grand public en dépit de son empreinte très politique :

- Les premiers maîtrisent déjà une grande partie des informations qui s'y trouvent, en revanche, ils ont besoin d'être nourris et exhortés, car cette tauromachie est extrêmement énergivore, et peut, à certains égards, paraître désespérante. Ce récit balise des pistes de solutions et suggère une ramification globale des forces en présence. Il apporte sa petite pierre à l'édifice altermondialiste pour le raffermir toujours davantage.
- Quant au grand public, lymphatique pour le moment, il est visé lui aussi :
 vulgariser l'information, l'intégrer à une fiction, permet d'entraîner le lecteur dans une réflexion personnelle indolore et non rébarbative.

Plus apostrophes nous taraudent l'esprit après avoir lu ce roman : Est-ce le revirement de l'agent secret, mercenaire de l'armée privée internationale, le PAREM ? Est-ce la prouesse des altermondialistes sur les serpentaires de la finance internationale et du capitalisme ? Est-ce la mission jouée par Internet dans cette conquête ?

Le plus effarant, nous semble t-il, est dans la mise en scène de ces altermondialistes qui révèlent collectivement et durablement leur capacité d'altruisme, d'empathie, de solidarité, de compassion, de clémence ; et pour lesquels ces qualités sont la condition sine qua non pour combattre efficacement les siphonneux et métamorphoser le monde. Les personnages d'exception qui dirigent le mouvement altermondialiste, portent l'humanisme

à son apoastre, abandonnant leurs penchants matériels, pour devenir d'authentiques humains.

Du Bangladesh au Brésil, de Genève à Jérusalem, la romancière Stéphanie Aten, nous livre une fiction qui parle de notre présent et de nous en tant qu'être humain. Rédigé avec l'appui d'un ex-agent gouvernemental, fortement documenté, « La 3ème guerre » vacille entre roman d'espionnage et drame historique, et porte le souffle épique de notre Présent où l'auteure utilisa la fiction pour générer des émotions, qui entraînent elles-mêmes une réflexion.

A mi-chemin entre la fiction et l'enquête, le roman vise à faire prendre conscience aux lecteurs qu'un autre monde plus juste, plus égalitaire et plus humain, plus philanthrope est possible, où les valeurs humanistes, sociales et écologiques trônent sur le capitalisme dominant.

La force de l'auteure réside dans le fait d'avoir montré comment peuvent s'articuler les choix de vie personnels et les engagements politiques, en postulant que la synergie des deux vecteurs est une condition d'efficacité. En substance, l'auteure met en exergue le caractère exceptionnel d'une telle cohérence, et dessine ainsi une critique discrète mais éloquente, de l'anémie des mouvements sociaux, trop souvent minés par les combats d'égo ou les conflits de pouvoir personnel.

« La 3éme guerre » n'est que le premier volet d'une trilogie. Chacun des trois récits sera porté par des héros différents, qui n'auront pas de connexité entre eux mais avec un dénominateur commun : le changement, La révolution, la remise en question de l'ordre établi.

La Pression Fiscale au Maroc : étreinte, Coercition et écran de fumée !!

Chronique publiée dans le globe économique www.leglobeco.com le 09/03/2015 et reproduit dans le cercle les echos.fr (France) le 02/03/2015

Les Américains ont une fameuse maxime, qui fait mal aux poches, froid dans le dos et phobie dans le cœur et, qui n'est autre que la sentence de l'écrivain et homme politique Américain Benjamin Franklin " En ce monde, rien n'est certain à part la mort et les taxes ". Lugubre adage populaire américain qui nous rappelle l'inévitabilité de deux certitudes que l'humanité a fervemment polémiquée (les Taxes) ou à retarder (la Mort).

Friedrich Nietzsche relata "Ce n'est pas le doute qui rend fou : C'est la certitude". En effet, une certitude folle, au Maroc, précède la mort de par son joug, son mode de prélèvement et son caractère irréfragable: C'est la Pression Fiscale exprimée sous forme de quotient entre les recettes fiscales et le Produit intérieur Brut (PIB).

D'emblée, on peut arguer que la Pression Fiscale demeure dense au Maroc, endossée en dernier lieu par le consommateur Marocain et qu'un assentiment sur son allégement s'avère indéniable, tel est le point sur le i de cette chronique.

En comparant le Maroc à des pays à niveau de développement économique analogue comme l'Egypte ou la Tunisie, on peut affirmer que la ponction fiscale au Maroc est "corsée". En effet, rétrospectivement, à l'ère de l'indépendance du Maroc, la Pression Fiscale se situait autour de 10% ce qui était le même niveau des pays similaires au Maroc en termes de développement. Aujourd'hui, la pesanteur fiscale a ascensionné à 23% depuis une décennie, 22,1% en 2011 contre 22,8% en 2010.

Aussi nous semble-t-il que sur le plan empirique, ce degré de la pression fiscale est plus trapu qu'il n'y paraît : ramener le total des recettes fiscales au

PIB laisse inférer que toutes les branches économiques contribuent à la somme des valeurs ajoutées (PIB) ce qui n'est pas le cas ; une analyse plus futée de la pression fiscale conduirait à défalquer du dénominateur commun toutes les niches économiques qui n'y contribuent pas. A l'appui de notre allégation : On sait foncièrement que le secteur agricole est toujours exonéré d'impôts. De ce fait, la pression fiscale devrait donc être calculée uniquement sur la base du PIB non agricole. En procédant ainsi, on aurait eu une pression fiscale de 26,4% au lieu de 22,8% et de 31% en 2008 année pic et tangente du fardeau fiscal entre 2004/2011.

En sus, en termes de benchmarking, "l'étreinte" fiscale sur les entreprises au Maroc est l'une des plus importantes, tant à l'échelle continentale que mondiale : C'est ce qui ressort de la neuvième édition de l'étude annuelle dans laquelle PwC et la Banque mondiale décortiquent les systèmes fiscaux de 189 pays dans leur dernier rapport « Paying Taxes 2014 - The Global Picture». En effet, selon cette dernière étude, le Maroc est le 78ème pays à avoir le taux d'imposition total le plus élevé avec 49,6% (constitué principalement par les charges sociales de l'ordre de 22,7%). Au niveau régional, le Royaume est le deuxième pays où la pression fiscale est la plus importante après la Tunisie (60ème), suivi par la Libye (116ème), l'Algérie (174ème) et la Mauritanie (181ème).

Sur le continent africain qui constitue la zone qui a le taux le plus élevé au monde avec un taux d'imposition total moyen de 52,9%, le Maroc est le 15ème pays d'Afrique à avoir le taux d'imposition moyen le plus élevé.

Aussi, Selon un sondage effectué par le team du Centre Marocain de Conjoncture CMC, les taux d'imposition, actuellement, en vigueur restent en majorité trop élevés notamment en matière d'IS et de TVA; plus de 75% des sondés estiment que la pression fiscale demeure exorbitante par rapport aux taux pratiqués dans les pays européens et dans d'autres pays émergents du

Sud de la Méditerranée (PSEM) à niveau de développement similaire au Maroc.

L'allégement des taux d'imposition et l'édification d'autres réformes fiscales font l'unanimité et le consensus auprès du milieu des affaires. L'idée qui prédomine sera la poursuite de la réforme pour une révision à la baisse de tous les prélèvements obligatoires et notamment l'Impôt sur les Sociétés (l'IS). Pour le milieu des affaires, un taux d'IS allégé stimulerait l'investissement productif, les flux des investissements directs étrangers et la croissance économique.

De surcroît, l'étau Fiscal reste polarisé pour l'essentiel sur les revenus salariaux et en point de chute finale sur le salarié Marocain : A titre illustratif, l'Impôt sur le Revenu (IR) est applicable aux revenus salariaux, professionnels, agricoles, immobiliers, ainsi que sur les revenus fonciers. Les revenus salariaux à eux seuls épongenent les 3/4 des recettes de l'Impôt sur le Revenu, les revenus agricoles reposent en paix dans leur cercueil en raison de leur exonération, les autres revenus professionnels, fonciers et financiers ne représentent respectivement que 10,9%, 5,4% et 7,5%.

De ce fait, l'Impôt sur le Revenu n'est qu'un écran de fumée qui met de la fumerolle sur le véritable assujetti : L'impôt sur les salaires.

D'autres taxes (Taxe sur la valeur ajoutée TVA, Taxe intérieur à la consommation TIC, Droit d'enregistrement et de timbre DET) renflouent, idem, le Budget de l'Etat et sont supportées par le consommateur final, représentant 60% des recettes fiscales totales.

Dans un mémorandum de la Banque Mondiale intitulé "Promouvoir la croissance et l'emploi par la diversification productive et la compétitivité" : L'impôt sur le revenu au Maroc est parmi les plus élevés au monde, bien audessus du taux correspondant à son revenu par habitant ; ces taux très élevés dépriment la demande de travailleurs qualifiés. En termes d'obstacles au

climat de l'investissement et des affaires au Maroc, le niveau élevé de la pression fiscale est jugé comme la troisième plus importante contrainte par les entreprises marocaines.

En sus, des études empiriques et économétriques établies sur un échantillon de pays ont corroboré la forte corrélation entre la pression fiscale et la fraude fiscale en faussant, par ricochet, les jeux libres et fair-play de la concurrence : Plus la contrainte fiscale est élevée, plus le contribuable est exhorté à éluder et à fuir l'impôt. De même, dans une économie de marché, la fraude fiscale porte atteinte au libre jeu de la concurrence. En effet, les entreprises qui s'adonnent à la fraude et l'évasion fiscale mènent une rivalité déloyale à celles qui ne fraudent pas. En calomniant, les conditions de la concurrence loyale, la fraude permet la survie non pas des plus aptes, des plus utiles à la collectivité, des mieux équipés et des mieux organisés, mais des plus fraudeurs ce qui nous incite à ressusciter une célèbre phrase longtemps inhumée dans le coffin de la littérature économique du père fondateur de la science économique et pionnier du libéralisme économique Adam Smith en 1766 « Un impôt inconsidérablement établi offre beaucoup d'appât à la fraude »

L'élision du fardeau fiscal s'avère inéluctable au Maroc afin d'édulcorer l'érosion du pouvoir d'achat, améliorer la compétitivité et promouvoir la dynamique économique, comme le souligne le Mémorandum de la Banque Mondiale et la fameuse Courbe économique de Laffer, : C'est la baisse de la Pression Fiscale qui conduira à la reprise de l'incitation à l'épargne et à l'investissement et en corollaire à celle de la croissance économique génératrice d'un accroissement continu de la matière imposable qui compensera le manque à gagner intrinsèque à la baisse de la pression fiscale.

Si l'économiste libéral américain Arthur Laffer chef de file de l'école de l'offre "supply side" narra que « trop d'impôt tue l'impôt », je dirai à mon tour

qu'un impôt immodéré plombe la base sur laquelle il porte et lèse la dynamique économique et sociale.

In fine, un projet fiscal ne renferme-t-il pas en lui-même, pour le milieu des affaires, le clignotant d'une maquette de croissance économique et d'opportunités d'investissement. D'où, à notre sens, la fiscalité doit servir la croissance et non pas l'asservir.

Le Team Benkirane relèvera-t-il ce défi fiscal en plumant l'oie sans la faire criailler, c'est l'art de lever l'impôt disait Jean-Baptiste Colbert au Roi-Soleil Louis XIV??

FORAUTHORUSEOMIX

Le thermomètre socio-économique de la terre 2015

Chronique publiée dans le globe économique www.leglobeco.com le 23/02/2015 et reproduit dans le cercle les echos.fr (France) le 02/03/2015

Superstitieux, s'abstenir

"Comment vas tu la terre en ce début de 2015?", " Ca ne tourne pas rond, même si la loi physique de ma circularité a été démontrée, naguère par Galilée et Copernic " martèle-t-elle : Le début de l'année de 2015 n'a pas été célébrée dans la jubilation par la majorité des habitants de la terre ; les "épices" d'une vie décente font encore défaut : Le bilan de la pauvreté du Programme des Nations Unies pour le développement PNUD est vertigineux. En effet, le PNUD qui a rendu public son dernier rapport sur la pauvreté dans le monde, le 24 juillet 2014 sous le signe "Pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience" dénombre 2,2 milliards de personnes en situation de pauvreté dite "multidimensionnelle" ou dans un état proche de celle-ci. Parmi elles, 1,2 milliard de personnes vivent avec un revenu égal ou inférieur à 1,25 dollar par jour et 2,8 milliards de personnes, soit près de la moitié de la population mondiale, vivent avec moins de 2 dollars par jour.

Les facteurs à l'origine de ce paupérisme sont entre autres : Le tumulte économique et financier, les fluctuations erratiques des prix des denrées alimentaires, les catastrophes naturelles, les conflits et les guerres. Les femmes, les migrants, les personnes handicapées, les populations autochtones et les personnes âgées sont les populations les plus touchées par ces inégalités.

Une planète sous éduquée

Plus de 200 ans après J.J ROUSSEAU ET DIDEROT, le XXI siècle sera-t-il un siècle de lumières? " Non, malheureusement" réplique la terre. En effet, preuve à l'appui, l'UNESCO estime à plus de 876 millions d'analphabètes, dont deux-tiers sont des femmes et un enfant sur cinq n'a pas accès à l'éducation primaire. Au total, des millions d'enfants travaillent au lieu d'apprendre et de se scolariser. L'objectif "d'une école pour tous" fixé par la Conférence de Jomtien en Thaïlande en 1990 reste platonique.

L'ébranlement de l'Ecole est éperonné par la dèche de l'emploi : Pour l'Organisation Internationale du Travail OIT, le nombre de chômeurs a dépassé la barre des 200 Millions d'oisifs et devra frôler plus de 215 Millions de demandeurs d'emplois à l'orée de 2018.

L'objectif du plein emploi et l'élévation du niveau de vie ambitionné par la charte de Philadelphia de 1944 demeure une des options de l'avenir.

Le manque d'accès à l'éducation et à la formation professionnelle est l'une des principales conséquences du manque de revenus, dont sont victimes les pauvres. Ceux qui sont privés d'éducation éprouvent des difficultés à trouver un emploi ou à développer leurs talents d'entrepreneurs. La pauvreté empêche les enfants et les adultes de fréquenter l'école. L'accès inégal aux technologies modernes, creuse de plus en plus l'hiatus entre les nantis et les démunis. Pour les pauvres des zones rurales éloignées, il est souvent ardu, voire impossible, de fréquenter l'école, trop distante de leur lieu d'habitation. 100 personnes sur la terre, 5 personnes seulement utiliseraient Internet et 15 adultes seraient analphabètes.

C'est un Must que les enfants ne fassent plus le travail des adultes, qu'ils aillent à l'école et aient des loisirs pour entretenir leur corps, qu'ils aient une vie normale comme tous les enfants des autres cieux.

Une partie de la terre vannée de famine

Plus de 805 Millions de pauvres poussent des cris d'orfraie à cause de la malnutrition estime le FAO, soit un être humain sur neuf, souffrent encore de la famine : En Afrique sub-saharienne, une personne sur trois souffre de faim chronique et près de la moitié de la population n'a pas accès à l'eau potable.

Cette sous-alimentation a des répercussions négatives sur l'état de santé. Le Calendrier escompté de "santé pour tous" fixé en 1978 lors de la Conférence de Kazakhstan n'a pas été tenu : Plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à de l'eau salubre et 2.4 milliards de personnes sont privées d'installations sanitaires satisfaisantes.

De surcroit, la terre subit le blasphème du virus du Sida sollicitant des soins aux coûts budgétivores : Aujourd'hui, 42 millions de personnes vivent avec le virus du SIDA, dont 39 millions dans des pays en développement et à l'horizon 2020, certains pays africains pourraient perdre plus d'un quart de leur population active à cause du SIDA.

Le chômage, le sous-emploi ou un emploi faiblement rémunéré se répercute directement sur les capacités des gens à accéder aux besoins vitaux de l'existence : nourriture, santé, eau potable, énergie, ...etc. Un individu marginalisé du monde professionnel perd parfois l'estime de soi et risque à terme d'être écarté de la vie sociale et culturelle de sa communauté. La pauvreté financière limite considérablement la vie des individus et les conduit souvent à tomber dans un cercle vicieux infernal de paupérisation : Sans un emploi et un revenu suffisant, il est pratiquement impossible d'améliorer ses conditions d'existence et sortir de la pauvreté.

De 100 personnes sur cette terre, les 20 plus riches gagneraient 74 fois plus que les 20 plus pauvres. Aussi, avec l'insuffisance de revenus les pauvres ne peuvent pas se procurer les denrées alimentaires nécessaires. La malnutrition empêche les enfants de travailler correctement à l'école et la capacité

productive des parents est aussi diminuée. Le manque d'instruction peut conduire les pauvres à faire des choix nutritionnels inadéquats ou à commettre des erreurs dans la gestion de la production, ce qui a des conséquences sur la santé et sur les revenus de la communauté.

Une partie de la terre est exclue

Le manque ou l'insuffisance de revenus empêche un nombre important d'individus de participer aux activités culturelles, sociales et sportives de la communauté. Les pauvres et les chômeurs sont les principales victimes de l'exclusion sociale et de la marginalisation. Dans les pays riches ou dans les pays pauvres, l'exclusion sociale fait perdre la confiance en soi: certaines personnes s'enfoncent encore plus dans la misère et dans un plus grand isolement. Par manque d'encadrement social ou familial, les enfants, livrés à eux-mêmes, peuvent tomber dans la délinquance. L'exclusion sociale prive les gens d'opportunités, de "connexion sociale" et de jouissance de la vie communautaire.

Une grande part de la terre est polluée

La dégradation des sols due à l'érosion, à l'utilisation ou à l'abus de produits chimiques, au surpâturage ou à la déforestation, entraîne une perte de revenus des petits agriculteurs et les condamne à la pauvreté. La pollution de l'air, de l'eau et de la terre, menace la santé des habitants de la planète. Le manque d'instruction et d'information empêchent les pauvres de gérer convenablement les ressources naturelles et de protéger durablement l'environnement.

En ce début du XXIe siècle, 12% des mammifères, 11% des oiseaux et 4% des poissons et des reptiles sont en danger d'extinction et La pollution tue près de 2 millions et demi de personnes chaque année dans le monde

Parcimonie des pays riches

La dette reste le talon d'Achille au take-off économique des PVD. Dans ce contexte, l'aide au développement n'a pas cessé de se dégringoler : Avec 0,22% de leur PIB y est consacrée, les pays riches sont loin de l'objectif de 0,7% affiché officiellement et la promesse de GLENAGLES de doubler l'aide à l'Afrique reste platonique.

A titre illustratif, les difficultés budgétaires de la France l'ont rendue avare de ses deniers et son aide publique au développement (APD) s'en est ressentie et a régressé de 9,8 % en 2013.

Certes, selon les chiffres publiés par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), elle demeure le cinquième donateur mondial derrière les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et le Japon.

Une tendance un peu inquiétante apparaît : la diminution de 5,6 % de l'APD destinée à l'Afrique et l'aide prend de plus en plus la forme de prêts et de moins en moins de dons, or les prêts vont plutôt aux pays les moins pauvres capables de les rembourser, ce qui tarit de facto les fonds consacrés à l'Afrique. Nous assistons à une dépriorisation de la solidarité internationale dans l'action gouvernementale.

La promesse du pays de Molière de 0,7 % du PNB de l'APD aux pays pauvres est loin d'être tenue.

Asymétrie des flux de capitaux entre le Nord et le Sud

Malgré la libéralisation financière tous azimuts qui prophétise une allocation optimale des ressources financières au niveau mondial, la mouture de l'économie mondiale montre, au contraire, une flagrante asymétrie des flux des Investissements Directs Etrangers IDE.

Comme dit le dicton ancestral "L'eau va toujours à la rivière » ; les capitaux restent toujours le monopole des riches et radie plusieurs pays en

développement de la sphère financière internationale. Faut-il pour cela calomnier la mondialisation ?

La mondialisation n'est pas le bouc émissaire

La mondialisation n'est ni à diviniser, ni à diaboliser : C'est une dialectique historique évolutive et irréversible, on y trouve le pire et le meilleur tout comme la vie. Nous sommes dans une globalisation où les opportunités sont aussi considérables que les défis et menaces. Ceux qui s'opposent à la mondialisation (perpétuels insatisfaits et créateur d'idéaux en évoquant les idées de Jean-Paul Sartre) sont comme Don Quichotte qui s'attaquait aux moulins à vent : Il gaspille énergie et temps à lutter contre un phénomène incontournable et nécessaire, au lieu d'en profiter pour réaliser des idéaux réalistes, personnels ou sociétaux.

Mondialisation et répartition de la richesse mondiale : des riches comme Crésus et des pauvres comme Job

Chronique publiée dans le globe économique www.leglobeco.com le 10/02/2015 et reproduit dans le cercle les echos.fr (France) le 10/02/2015

Adam Smith est souvent considéré comme l'auteur emblématique du libéralisme, qui incarnerait la foi dans les vertus du marché et s'ensuit tout un rush de disciples et de courant libéral, néolibéral et ultralibéral, qui à l'en croire, le libre jeu des acteurs économiques conduit à une situation d'optimum économique et que la liberté économique améliore aussi la situation des plus démunis, Les libéraux considèrent que la "main invisible" permet d'améliorer la situation de tous, y compris des plus pauvres, ce qu'ils résument par l'expression "A rising tide lifts all boats." Ou « La marée montante soulève tous les bateaux. »

Qu'en est-il dans la réalité économique de ce partage équitable de la richesse au niveau mondial que prophétisaient les ultralibéraux ?

D'emblée, on peut alléguer que sur le plan factuel, l'échiquier mondial montre incontestablement et visiblement que les fruits de la croissance économique mondiale sont injustement répartis et qu'une inégalité et asymétrie façonne la répartition de la richesse mondiale. A l'appui de mes dires, Le 19 janvier dernier, Oxfam International www.oxfam.org qui est, faut-il le rappeler, une confédération composée de 17 organisations indépendantes agissant contre les injustices et la pauvreté, publia un rapport accablant sur l'inégale répartition des richesses dans le monde intitulé « Insatiable Richesse »

En effet, sur la base des données fournies par le Crédit Suisse, l'ONG de Winnie Byanyima tira quelques chiffres et conclusions qui font froid dans le dos : Les 1% s'accaparent une part toujours plus grande des richesses par rapport aux années précédentes : La part du patrimoine mondial détenue par

les 1 % les plus nantis est passée de 44 % en 2009 à 48 % en 2014 et dépassera les 50 % en 2016. En 2010, la fortune nette des 80 personnes les plus riches au monde s'élevait à 1.300 milliards de dollars. En 2014, le montant atteignait les 1.900 milliards.

4 constats corroborent notre assertion:

- Primo, la moitié du globe appartient à un 1% :

A l'appui des investigations de l'ONG, la crise avait profité aux plus plantureux. En effet, OXFAM constate, dans l'étude, que l'année 2008 fut une année charnière : Alors que la part des richesses semblait augmenter au profit des 99%, tout bifurque et bascule après la dépression économique de 2008 en faveur des 1% et au préjudice des plus démunis. En clair, ce sont 48% des richesses qui sont détenues par les 1%, laissant 52% aux moins riches. La courbe semble indiquer que la tendance pourrait aller en s'accentuant : D'ici deux ans, les 1% les plus ploutocrates vont cumuler à eux seuls plus des luxuriances que 99% de la population.

- Secundo, les 52% des profusions restantes ne bénéficient pas aux 99% :

A priori, on pourrait croire que les 99% se partagent le pactole des 52% des opulences restantes ce qui est loin d'être aussi le cas. En effet, en réalité économique tangible, seulement 20% du monde restant (les plus milliardaires de la planète excepté les 1%) se partagent les 52% de la richesse, celle n'appartenant pas aux 1%. De ce fait, si on fait litière des 1% des bourgeois, 20% du monde profite du quasi totalité des fortunes disponibles.

- Tertio, 80 % de la population mondiale se partage 5,5 % des richesses :

Si on ôte les 1% des plus riches et les 20% des moins aisés, il ne reste que 5,5% du gâteau à partager entre 80% de la population. En d'autres termes, la majorité actuelle du monde doit se contenter des miettes. En filigrane de ces des chiffres impressionnants, un manque d'accès à des ressources, de la misère et la famine se dessinent, semble-t-il sur l'arène sociale entre nantis et démunis. Et Les critiques diront qu'il suffit que ces 80% se développent à leur tour sans nécessairement s'approprier les richesses des plus rupins. Cependant, le partage des ressources dans un espace cantonné et limité ne valide pas à ce postulat.

Le rapport note que seulement 80 personnes se partagent 1 900 milliards de dollars en 2014, soit 600 milliards de plus en 4 ans, la moitié du monde, alors que 3,5 milliards de personnes les moins riches doivent se partager les mêmes richesses que ces 80 personnes extrêmement cossus.

- Quarto, Les riches encore plus riches, les pauvres toujours plus pauvres :

L'enquête d'OXFAM s'interpelle si l'augmentation des richesses est profitable à tous ? C'est peut-être vrai dans une certaine mesure, localement, avec un système de partage efficace. Mais à l'échelle mondiale, où la finance est déboussolée et où le capitalisme de connivences règne, rien ne semble plus faux depuis la crise. Ainsi, l'étude met en lumière que dans la période où le patrimoine des plus satrapes explose de manière démesurée, celui des moins riches a fortement diminué, jusqu'à un croisement de courbes. Ce qui nous laisse enterrer la fameuse théorie économique d'inspiration libérale « théorie du ruissellement ».

En sus, la conjonction de ces 5 constats économiques converge vers la remise en cause de la fameuse relation de Kuznets établie dans les années 1950 qui laissait à penser que le développement économique s'accompagnait mécaniquement d'une baisse des inégalités de revenu. Les inégalités observées en ce début de XXIeme siècle sont comparables aux niveaux d'inégalités du XIXeme siècle et du début du XXeme siècle.

En cela, l'économiste français et l'auteur du best-seller " Le Capital au XXIeme siècle" Thomas Piketty, rejoint Marx et affirme que le capitalisme, s'il n'est pas régulé, génère des inégalités grandissantes. Ce qui nous laisse exhumer un célèbre aphorisme économique de l'économiste british post-keynésien N. Kaldor " les capitalistes gagnent ce qu'ils dépensent et les travailleurs dépensent ce qu'ils gagnent", et nous incite également à ressusciter aussi de l'humour de Louis de Funès " C'est normal, les riches c'est fait pour être très riches et pauvres très pauvres ! "

Et se pose, in fine, et en sérieux, l'épineuse apostrophe : Quels sont les moyens, les mesures et les mécanismes à même de limiter ce fossé abyssal qui se creuse de plus en plus entre les riches comme Crésus et les pauvres comme Job ?

Quand le capitalisme perd la tête Gouvernance mondiale de la finance internationale

Point de vue publié et paru dans le N° 246 Challenge Hebdo du Samedi 11 au Vendredi 17 Juillet 2009

En 2009, le séisme financier a été jalonné par une contraction du crédit aussi brutale qu'excessive; aussi exorbitante que son extension avait été outrancière durant les années passées. Ces désordres mondiaux ont tout d'abord sapé les pays développés prétendant être riche comme Crésus, puis les puissances émergentes avant de faire tâche d'huile pour affecter, in fine, les Etats les plus démunis. A présent, les sociétés doivent affronter une crise globale d'une intensité considérable et dont la durée paraît sine die et imprévisible :

- Globale, parce que tous les acteurs étatiques et non étatiques sont concernés en chaque point du globe;
- Globale, en sus, car toutes les dimensions des activités humaines sont impliquées, aussi bien économiques, politiques, sociales, culturelles et environnementales.

Autant de données qui exigent de rappeler dans un premier temps les origines et les enjeux des mécanismes économico financiers mis en cause avant de pouvoir proposer un cadre d'analyse opératoire.

Lors de la réunion du G7 tenue en Novembre 1998, le président B. Clinton avait souligné l'impérieuse et urgente nécessité d'humaniser la mondialisation. Plus de dix ans plus tard, le propos s'impose avec plus d'acuité et d'actualité encore. En effet, au cours de cette dernière décennie, la mondialisation n'a pas été synonyme, loin s'en faut, de croissance générale et solidaire d'une économie mondiale unifiée et pacifiée.

A l'échelle internationale, elle n'a pas non plus permis de colmater et de rétrécir l'hiatus des inégalités les plus criantes : Des pays ont ainsi été exclus de la redistribution des richesses et progressivement marginalisés, tandis que d'autres connaissaient, paradoxalement, une très forte euphorie économique (Brésil, Chine, Inde....).

De même, des risques d'exclusion sociale existent-ils aussi, au plan interne, dans les pays développés, au point d'entraîner,- peut être demain- des « sécessions sociales » pour paraphraser Robert Reich. Qu'en sera-t-il à présent en termes de disparités sociales, de clivage Nord/Sud et Sud/Sud, alors même que la finance mondiale connaît une crise majeure pointant l'épée de Damoclès sur la sécurité humaine ? Les décisions adoptées par le G20 sont-elles véritablement de nature à réconcilier éthique et politique ?

Au fil de ces dernières années, les Instituions de Brettons Woods se sont montrées impuissantes à prévenir les crises, mettant ainsi en évidence la vulnérabilité et la précarité d'un système financier étayé pour l'essentiel sur une très large dérégulation. Aussi, un grand nombre d'experts préconisent-ils l'échafaudage d'une gouvernance mondiale de la finance. Mais ceci suppose de mener au préalable une radioscopie et un check-up de la mainmise, de l'exceptionnalisme américain et des limites d'une gouvernance impériale et léonine qui aurait dû maintenir la finance sous contrôle- si l'on croit des gourous de la stabilité hégémonique comme Charles Kindlberger ou Robin Glipi.

Or, l'échec de ce modèle paraît à présent avéré.

Pour autant, moult options stratégiques s'affrontent quant à la mise en place d'une gouvernance mondiale avec deux grandes apostrophes :

- 1- Les Etats doivent-ils s'orienter vers plus de multilatéralisme ?
- 2- Ou les Etats doivent-ils tirer révérence des pans entiers de leur souveraineté, à même de permettre l'éclosion d'une autorité supra

étatique transcendant et imposant une régulation internationale de la finance ?

A cet égard, le consensus promptement affiché par le G20 ne saurait camoufler les divergences et les guerres intestinales politiques, les bras de fer et les enjeux de pouvoir que révèlent ces différentes orientations.

A la faveur des bouleversements récents, les populations ont fait l'expérience d'un système libéral qui ne leur a finalement offert aucune garantie d'équité, ni de solidarité. En outre, il règne toujours une grande nébulosité, une incertitude dans les échanges et une perte de sens face à laquelle le monde politique reste comme frappé de tétanie conceptuelle.

Tout concourt à affûter et à accentuer celle-ci : Aussi bien l'impossibilité d'anticiper les micro-actions individuelles d'acteurs innombrables et apparemment erratiques, que le retrait continu de la puissance étatique et de ses moyens de régulation.

A l'heure de l'existence d'une présumée communauté internationale, il convient assurément d'examiner la redéfinition de valeurs communes si souvent évoquées.

En effet, la brutalité de la crise financière nous invite à aborder les impératifs du développement durable au regard de la logique financière et de ses contraintes systémiques, impératives sans lesquels toute référence à l'existence de biens communs ne serait que pure rhétorique et placerait le monde en sursis.

Table des matières

| Quand notre planete brule |
|---|
| Quelle mondialisation de demain à l'ère de la crise Russo-ukrainien ?9 |
| Caucus Africain ou l'impérieuse nécessité d'une intégration régionale Africaine au regard d'une mondialisation à fleur de peau |
| Tuer la poule aux œufs d'OR ou l'état alarmant de l'éducation en 2022 |
| Les rides la candeur |
| Les nouvelles fractures de l'économie mondiale |
| Une économie mondiale à fleur de peau : Le Warning de la CNUCED31 |
| Covid-19, Crise Ukrainienne et l'impérieuse nécessité de la Souveraineté alimentaire et pharmaceutique du Maroc |
| La relance par l'Investissement au Maroc à l'heure du Covid-19, ou le renouveau des politiques économiques keynésiennes |
| Earth song |
| Climat, COP 26 et la promesse de 1,5° à l'ombre : Que des promesses !!!50 |
| L'invariant Afghan est plus virulent que le variant Indien, 20 ans plus tard les Talibans aux commandes : Quels enseignements ? |
| Une nouvelle posture géopolitique Maghrébine : L'autre dimension du Discours du trône du 31 Juillet 2021 |
| La Famine au temps du Covid-19 : Epée de Damoclès et Cri d'Orfraie sur la planète61 |
| Asymétrie et inégalité de la Vaccination mondiale contre Covid-19 : L'autre pandémie66 |
| Les Sirènes de Kaboul |
| Généralisation de la Protection Sociale : Nouveau Chantier de Règne à l'heure du Covid- 19 |
| Une année après la pandémie du Covid-19 : Doit-on être optimiste en cette période sombre ? |
| Agitation des chaînes d'approvisionnement du vaccin Covid-19, perturbation de l'agenda- de la-compagne de-vaccination : Les raisons de la frénésie |
| Le Multilatéralisme entre hurricane et œil de cyclone à l'heure du Covid-1981 |
| Le 8 Mars et la Femme à l'heure du Covid-19 : Un slogan Onsuein aux pieds d'argile85 |
| Quelle diplomatie climatique à l'heure de J.Biden ? |
| Les Inégalités Sociales au temps de la pandémie du Covid-19 |
| Quelle Géopolitique Mondiale à l'heure de Joe Biden ?92 |
| L'année 2021 entre le marteau des signes positifs et l'enclume des risques à appréhender |
| 97 |

| Le Warning de la Dette Mondiale à l'heure du Covid-19 |
|--|
| Quelle nouvelle cartographie du Commerce International à l'heure du Covid-19 ?105 |
| Le Passif de D. Trump et la mission de replâtrage de l'économie mondiale de Joe Biden |
| Blasphème contre le PROPHETE, Blasphème contre l'humanité : Plus contagieuse que la Covid-19, la pandémie de l'intolérance |
| Apostrophes sur les stratégies de sauvetage et de relance de l'économie Marocaine au temps du Covid-19 |
| L'économie Marocaine entre le marteau du protectionnisme et l'enclume de l'ouverture à l'heure du Covid-19 |
| Quel rôle de la Diplomatie Internationale au temps du Covid-19 ? |
| Le Deuil du cèdre de Beyrouth |
| Climat des Affaires au Maroc à l'heure du Covid-19 : Quelles pistes d'amélioration de l'attractivité de l'investissement au temps du Coronavirus ? |
| Quand les USA démissionnent de la Santé Mondiale à l'heure du Covid-19 : Quels contrecoups ? Quelles répercussions ? |
| Quelle cartographie de la géopolitique mondiale au temps du Covid-19 ?146 |
| Les Relations Economiques Internationale Virales à l'heure du Covid-19152 |
| Plus contagieux que la Covid-19, la pandémie du racisme, I can't breathe158 |
| Le Maroc entre vulnérabilité économique et Forteresse sociale au temps du Covid-19160 |
| Le deuil de la globalisation au temps du Covid-19 |
| Les Relations Financières Internationales du Maroc avec le FMI au temps du Corona 168 |
| Quelle Stratégie de Gouvernance Nationale de lutte contre le Covid-19 au Maroc ? Quelles sont les grandes priorités ? |
| Périple meurtrier d'un anathème chinois sur notre planète : Quelles mesures de riposte ? |
| Quand le Trésor Marocain profite du black friday sur les marchés de capitaux internationaux |
| La chute du mur de Berlin, 30 chandelles après |
| La vision du Roi Mohammed VI de l'investissement : Une justice impartiale et saine au service de l'investissement |
| Quand la pauvreté est primée par le prix Nobel d'Economie 2019190 |
| Une économie Marocaine en biais de Statu Quo : Une approche par les Politiques économiques |
| Le Cri d'Orfraie de la Famine dans le monde |
| Immigration et la politique de l'autruche de l'Union Européenne envers l'Afrique 204 |

| La revanche des politiques industrielles dans le monde : Les raisons d'une anaphore économique | .208 |
|--|-------|
| Quand l'Inde "flingue" la pauvreté au jour le jour | .212 |
| Banques Islamiques au Maroc 2019 : Un halal accouchant d'une souris dans le microcosme financier Marocain | .215 |
| Le renouveau des politiques fiscales dans le monde : Les raisons d'une revanche | .219 |
| Libéralisme économique au Maroc : Quelle lecture du rapport de l'Heritage Foundation 2019 ? | . 224 |
| Après Davos 2019, la nécessité impérieuse de repenser l'ordre multilatéral et national | . 228 |
| Le Maroc et l'Hydre de la Corruption : Une éternelle bataille | . 231 |
| Inégalités Sociales : Sosie et reproduction des Fractures du Capitalisme | . 233 |
| La grande oubliette de Doing Business : La qualité de la vie, un déterminant du climat des affaires | .236 |
| La disparition d'une des figures de proue de l'analyse des rapports asymétriques Nord/Sud : Le décès de l'économiste Samir Amin | .239 |
| Quand les USA se démettent du nucléaire iranien : Leçons politiques et économique d démission unilatérale | |
| Quand les USA démissionnent de la planète : Quelles retombées économiques et écologiques ? | |
| 12 chandelles de l'Initiative Nationale du Développement Humain INDH : Quel calibrage ? | |
| Chronicité du déficit de la balance Commerciale au Maroc : Quel apport analytique ?. | . 255 |
| L'argent ne dort jamais ou l'économie internationale entre dynamique des Fusions & Acquisitions et statique de la croissance | . 261 |
| La croissance économique au Maroc 2017 entre le mythe de l'inclusion et la réalité de l'exclusion | |
| Le warning du FMI sur la dette mondiale | .270 |
| Le rapport Forbes sur le Business international au Maroc : Quelle analyse critique ? | . 273 |
| Compétitivité et le pari aléatoire sur la baisse des Coûts salariaux au Maroc | .278 |
| Business international au Maroc 2016 : amélioration, mais l'essentiel reste à faire | . 283 |
| Commerce International : Le grand crépuscule | .289 |
| Le Secteur Informel au Maroc entre nécrose économique et exutoire social | . 293 |
| Le Secteur informel au Maroc : une riposte et réplique au secteur formel | . 296 |
| Leçons d'un 5 ^{éme} pouvoir : Facebook et déchets italiens au Maroc | .300 |
| Blasphème contre Ramadan, Blasphème contre l'humanité | .303 |
| Contrefaçon : une adultération et scélératesse à l'économie Marocaine | .305 |
| La grande évasion ou la Panama papers | .308 |

| In fine, entre Paradis et Enfer: Les pauvres ne sont pas emmerdés par les paradis fiscau | х, |
|--|-----|
| ils se contentent de l'enfer de ses impôts. | 310 |
| Le deuil de la candeur | 311 |
| La Mort et La fiscalité au Maroc | 315 |
| Quand la pauvreté et la consommation sont primées par l'Académie Royale Suédoise3 | 318 |
| Une économie internationale plus juste, plus égalitaire et plus humaine | |
| est-elle possible ? | 324 |
| La Pression Fiscale au Maroc : étreinte, Coercition et écran de fumée !! | 327 |
| Le thermomètre socio-économique de la terre 2015 | 332 |
| Mondialisation et répartition de la richesse mondiale : des riches comme Crésus et des | |
| pauvres comme Job | 338 |
| Quand le capitalisme perd la tête | 342 |
| Gouvernance mondiale de la finance internationale | 342 |



FOR AUTHORUSE OMIT

FOR AUTHORUSE OMIT





I want morebooks!

Buy your books fast and straightforward online - at one of world's fastest growing online book stores! Environmentally sound due to Print-on-Demand technologies.

Buy your books online at

www.morebooks.shop

Achetez vos livres en ligne, vite et bien, sur l'une des librairies en ligne les plus performantes au monde! En protégeant nos ressources et notre environnement grâce à l'impression à la demande.

La librairie en ligne pour acheter plus vite

www.morebooks.shop

KS OmniScriptum Publishing Brivibas gatve 197 LV-1039 Riga, Latvia Telefax: +371 686 204 55

info@omniscriptum.com www.omniscriptum.com



FOR AUTHORUSE OMIT